

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

Deuxième session, trente-septième législature,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

STATUTES OF CANADA 2003

LOIS DU CANADA (2003)

CHAPTER 22

CHAPITRE 22

An Act to modernize employment and labour relations in the public service and to amend the Financial Administration Act and the Canadian Centre for Management Development Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modernisant le régime de l'emploi et des relations de travail dans la fonction publique, modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et la Loi sur le Centre canadien de gestion et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

BILL C-25

ASSENTED TO 7th NOVEMBER, 2003

PROJET DE LOI C-25

SANCTIONNÉ LE 7 NOVEMBRE 2003

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to modernize employment and labour relations in the public service and to amend the Financial Administration Act and the Canadian Centre for Management Development Act and to make consequential amendments to other Acts*".

SUMMARY

Part 1 enacts the *Public Service Labour Relations Act* to provide for a labour relations regime in the public service which is based on greater cooperation and consultation between the employer and bargaining agents, notably by requiring labour-management consultation committees, enabling co-development, enhancing conciliation and providing for negotiated essential services agreements. This new Act eliminates certain managerial and confidential exclusions and brings unfair labour practices up-to-date. It provides for the establishment of conflict management capacity within departments and more comprehensive grievance provisions. It also establishes the Public Service Labour Relations Board whose mandate is to provide adjudication services, mediation services and compensation analysis and research services.

Part 2 amends the *Financial Administration Act* to put direct responsibility for certain aspects of human resources management in the hands of deputy heads, subject to policies and directives of the Treasury Board. New deputy head responsibilities include determining learning and developmental requirements, providing awards and setting standards of discipline. Part 2 also amends that Act to provide for annual reporting to Parliament by the President of the Treasury Board on the application of the human resources management provisions of the Act.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modernisant le régime de l'emploi et des relations de travail dans la fonction publique, modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et la Loi sur le Centre canadien de gestion et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois* ».

SOMMAIRE

La partie 1 édicte une nouvelle *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Celle-ci institue un régime de relations de travail fondé sur une collaboration et une consultation accrues entre l'employeur et les agents négociateurs, notamment par la création obligatoire de comités consultatifs patronaux-syndicaux, l'encouragement et l'amélioration conjointe du milieu de travail et de la conciliation et la négociation d'ententes sur les services essentiels. La nouvelle loi élimine aussi certaines exclusions de postes de direction et de confiance jugées superflues et précise quelles sont les pratiques déloyales de travail. Elle prévoit la mise sur pied de services de gestion des conflits dans les ministères et des dispositions plus détaillées sur les griefs. Elle crée enfin la Commission des relations de travail dans la fonction publique chargée de la prestation de services en matière d'arbitrage, de médiation et d'analyse et de recherche en matière de rémunération.

La partie 2 modifie la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les modifications visent à confier directement aux administrateurs généraux certaines responsabilités en matière de gestion des ressources humaines, sous réserve des lignes directrices et directives du Conseil du Trésor. Leurs responsabilités comporteront notamment la détermination des besoins de formation et de perfectionnement, l'octroi des primes et la fixation des normes de discipline. Les modifications prévoient en outre le dépôt au Parlement par le président du Conseil du Trésor d'un rapport annuel sur l'application des dispositions de la loi portant sur la gestion des ressources humaines.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

Division 1 of Part 3 enacts a new *Public Service Employment Act* to modernize staffing in the public service while retaining the core values of merit, excellence, non-partisanship, representativeness and the ability to serve members of the public with integrity in the official language of their choice. The Act gives a new meaning to merit and creates new arrangements for staffing recourse, one of the features of which is the Public Service Staffing Tribunal. The Public Service Commission will continue to conduct investigations and audits on matters within its jurisdiction. The Act establishes, in addition to the annual reporting by the Public Service Commission, a requirement for the President of the Treasury Board to report annually to Parliament on the Treasury Board's responsibilities under the Act.

Division 2 of Part 3 amends the existing *Public Service Employment Act* to permit certain elements of the new Act to come into force sooner. The amendments establish a new Public Service Commission to administer the existing Act and to prepare the regulatory and policy framework for the new Act. They also establish a new Public Service Staffing Tribunal to prepare for the coming into force of the new Act and establish a new regime governing the political activities of public servants in a manner that balances their right to engage in those activities while maintaining the principle of political impartiality in the public service.

Part 4 amends the *Canadian Centre for Management Development Act*, which becomes the *Canada School of Public Service Act*. The School becomes responsible for learning and development activities for employees in the public service.

Parts 5, 6 and 7 contain transitional provisions and consequential and coordinating amendments.

Part 8 repeals the *Public Service Employment Act*, chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and the *Public Service Staff Relations Act*, chapter P-35 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

Part 9 contains coming into force provisions.

La section 1 de la partie 3 édicte une nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Celle-ci modernise le régime de dotation dans la fonction publique, tout en conservant les valeurs de base de celle-ci (mérite, excellence, impartialité politique, représentativité et capacité de servir la population avec intégrité dans la langue officielle de son choix). Elle donne un nouveau sens au principe du mérite et prévoit un nouveau régime de recours en dotation dont le Tribunal de la dotation de la fonction publique est l'un des principaux éléments. La Commission de la fonction publique continuera de mener des enquêtes et des vérifications relativement aux questions qui relèvent de sa compétence. La loi prévoit enfin, en plus du dépôt d'un rapport annuel par la Commission de la fonction publique, le dépôt au Parlement par le président du Conseil du Trésor d'un rapport annuel sur l'exercice par le Conseil du Trésor des attributions que lui confère la loi.

La section 2 de la partie 3 modifie la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Les modifications établissent des mesures transitoires qui faciliteront l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Elles créent une Commission de la fonction publique dont le mandat est d'appliquer la loi existante et d'instituer le régime réglementaire et administratif nécessaire à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. De plus, elles créent le Tribunal de la dotation de la fonction publique en vue de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Elles établissent enfin un nouveau régime relativement aux activités politiques des fonctionnaires afin de concilier le droit de ceux-ci de participer à ces activités tout en maintenant le principe d'impartialité politique au sein de la fonction publique.

La partie 4 modifie la *Loi sur le Centre canadien de gestion*, qui devient la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*. L'École devient responsable des activités d'apprentissage et de perfectionnement des fonctionnaires.

Les parties 5, 6 et 7 comprennent respectivement les dispositions transitoires, les modifications corrélatives et les dispositions de coordination.

La partie 8 abroge la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985) et la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, chapitre P-35 des Lois révisées du Canada (1985).

La partie 9 comprend les dispositions d'entrée en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO MODERNIZE EMPLOYMENT AND LABOUR RELATIONS IN THE PUBLIC SERVICE AND TO AMEND THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT AND THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT AND TO MAKE CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

1. Short title

PART 1

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT

2. Enactment of Act

AN ACT RESPECTING LABOUR RELATIONS IN THE PUBLIC SERVICE

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

3. Descriptive cross-references

PART 1

LABOUR RELATIONS

Interpretation

4. Definitions

DIVISION 1

EMPLOYEE FREEDOMS

5. Employee freedoms

DIVISION 2

MANAGEMENT RIGHTS

6. Right of Treasury Board preserved

7. Right of employer preserved

TABLE ANALYTIQUE

LOI MODERNISANT LE RÉGIME DE L'EMPLOI ET DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE, MODIFIANT LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION ET APPORTANT DES MODIFICATIONS CORRÉLATIVES À D'AUTRES LOIS

1. Titre abrégé

PARTIE 1

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

2. Édiction de la loi

LOI CONCERNANT LES RELATIONS DE TRAVAIL AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

3. Renvois descriptifs

PARTIE 1

RELATIONS DE TRAVAIL

Définitions et interprétation

4. Définitions

SECTION 1

LIBERTÉ DU FONCTIONNAIRE

5. Liberté du fonctionnaire

SECTION 2

DROITS DE LA DIRECTION

6. Maintien du droit du Conseil du Trésor

7. Maintien du droit de l'employeur

DIVISION 3

CONSULTATION COMMITTEES AND CO-DEVELOPMENT

8. Consultation committee
9. Meaning of “co-development of workplace improvements”
10. Co-development of workplace improvements
11. National Joint Council

DIVISION 4

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS BOARD

Establishment and Composition

12. Board established
- Mandate
13. Mandate
 14. Adjudication services
 15. Mediation services
 16. Compensation analysis and research services
 17. National Joint Council

Appointment of Members

18. Qualifications
19. Appointments of other members from list
20. Full or part-time members
21. Residence of full-time members
22. Tenure

Remuneration

23. Remuneration

Application of Acts

24. Application of *Public Service Superannuation Act*
25. Application of other Acts

Head Office and Meetings

26. Head office
27. Time and place of meetings
28. Quorum
29. Attendance of part-time members at meetings
30. Decision of majority

Panels

31. Composition

SECTION 3

COMITÉ CONSULTATIF ET AMÉLIORATION CONJOINTE DU MILIEU DE TRAVAIL

8. Comité consultatif
9. Définition de « amélioration conjointe du milieu de travail »
10. Amélioration conjointe du milieu de travail
11. Conseil national mixte

SECTION 4

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Création et composition

12. Création de la Commission

Mission

13. Mission
14. Services d'arbitrage
15. Services de médiation
16. Services d'analyse et de recherche en matière de rémunération
17. Conseil national mixte

Nomination des commissaires

18. Qualités requises
19. Établissement d'une liste de candidats commissaires par le président
20. Exercice des fonctions
21. Résidence des membres à temps plein
22. Inamovibilité

Rémunération

23. Rémunération

Application d'autres lois

24. Application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*
25. Application d'autres lois

Siège et réunions

26. Siège
27. Réunions
28. Quorum
29. Participation des commissaires à temps partiel sur invitation
30. Décision de la majorité

Formations

31. Formation d'au moins trois membres

32.	Powers, rights and privileges	32.	Attributions
33.	Chairperson of the panel	33.	Président de la formation
34.	Death or incapacity of member	34.	Décès ou empêchement d'un membre
35.	Decision of panel	35.	Décisions à la majorité
	Powers and Functions of the Board		Pouvoirs et fonctions de la Commission
36.	Powers and functions of the Board	36.	Pouvoirs et fonctions de la Commission
37.	Provision of assistance to parties	37.	Pouvoir général d'aider les parties
38.	Delegation by Board	38.	Délégation
39.	Authority to make regulations	39.	Pouvoir réglementaire de la Commission
40.	Powers of Board	40.	Pouvoirs de la Commission lors des procédures
41.	Determination without oral hearing	41.	Décision sans audience
42.	Scope of orders	42.	Portée des ordonnances
43.	Review of orders and decisions	43.	Révision ou modification des ordonnances
	Chairperson		Président
44.	Chief executive officer	44.	Premier dirigeant
45.	Delegation by Chairperson	45.	Délégation
46.	Absence of Chairperson	46.	Vice-président
	Human Resources		Ressources humaines
47.	Responsibility for human resources management	47.	Attributions en matière de gestion des ressources humaines
48.	Executive Director of Board	48.	Directeur général
49.	Other persons	49.	Personnel supplémentaire
50.	Experts and advisers	50.	Assistance technique
	Judicial Review and Enforcement of Orders		Révision judiciaire et exécution des ordonnances
51.	Orders not to be reviewed by court	51.	Impossibilité de révision par un tribunal
52.	Filing of Board's orders in Federal Court	52.	Dépôt à la Cour fédérale
	Advisory Board		Comité consultatif
53.	Minister to establish	53.	Établissement par le ministre
	DIVISION 5		SECTION 5
	BARGAINING RIGHTS		DROITS DE NÉGOCIATION
	Certification of Bargaining Agents		Accréditation des agents négociateurs
54.	Right to apply	54.	Droit de demander l'accréditation
55.	Agreements for term of two years or less	55.	Cas de la convention d'au plus deux ans
56.	Continuation of terms and conditions	56.	Maintien des conditions d'emploi
57.	Determination of unit	57.	Définition d'une unité
58.	Determination of questions of membership in bargaining units	58.	Appartenance ou non aux unités de négociation
59.	Application	59.	Demande
60.	Copy to employee organization	60.	Notification
61.	Objection	61.	Avis d'opposition
62.	Decision on objection	62.	Décision de la Commission en cas d'opposition

63.	When no objection filed	63.	Aucun avis d'opposition
64.	Conditions for certification	64.	Conditions préalables à l'accréditation
65.	Representation vote	65.	Scrutin de représentation
66.	Employer participation	66.	Participation de l'employeur
67.	Effect of certification	67.	Droits de l'organisation syndicale accréditée
68.	Termination of existing collective agreement or arbitral award	68.	Convention collective ou décision arbitrale en vigueur au moment de l'accréditation
69.	Rights of previous or new bargaining agent	69.	Droits de l'ancien ou du nouvel agent négociateur
	Changes to Certification		Modification de l'accréditation
70.	Review of structure of bargaining units	70.	Révision de la structure des unités de négociation
71.	Application	71.	Demande
72.	Copy to bargaining agent	72.	Notification
73.	Objection	73.	Avis d'opposition
74.	Decision on objection	74.	Décision de la Commission en cas d'opposition
75.	When no objection filed	75.	Aucun avis d'opposition
76.	Membership dues	76.	Cotisations syndicales
77.	Application for revocation of order	77.	Demande de révocation par l'agent négociateur
78.	Decision	78.	Décision
	Successor Rights and Obligations		Droits et obligations du successeur
79.	Mergers, amalgamations and transfers of jurisdiction	79.	Fusions et transferts de compétence
80.	Definitions	80.	Définitions
81.	Continuation of collective agreement or arbitral award	81.	Maintien de la convention collective ou de la décision arbitrale
82.	Parties may amend	82.	Modifications permises
83.	Application for certification	83.	Demande d'accréditation
84.	Power of Board	84.	Pouvoir de la Commission
85.	Application for leave to give notice to bargain collectively	85.	Demande d'autorisation de donner un avis de négocier collectivement
86.	Application for leave to give notice to bargain collectively	86.	Demande d'autorisation de donner un avis de négocier collectivement
87.	Notice to bargain given before conversion	87.	Caducité de l'avis donné avant la conversion
88.	Duty to observe terms and conditions	88.	Obligation de respecter les conditions d'emploi
89.	Application and notice to bargain	89.	Demande et avis de négocier collectivement
90.	Inquiry and votes	90.	Enquêtes et scrutin
91.	Consideration of employer's classification	91.	Prise en considération de la classification
92.	Determination of questions of membership in bargaining units	92.	Appartenance ou non aux unités de négociation
93.	Employer participation	93.	Participation de l'employeur
	Revocation of Certification		Révocation de l'accréditation
94.	When employee organization no longer represents employees	94.	Non-représentativité de l'organisation syndicale
95.	Taking of representation vote	95.	Tenue d'un scrutin de représentation
96.	Revocation of certification	96.	Révocation de l'accréditation
97.	Certification obtained by fraud	97.	Accréditation obtenue en fraude

- 98. Employer participation or discrimination
- 99. Abandonment of certification
- 100. Council of employee organizations
- 101. Effect of revocation
- 102. Direction

DIVISION 6

CHOICE OF PROCESS FOR DISPUTE RESOLUTION

- 103. Choice of process
- 104. Change of process

DIVISION 7

COLLECTIVE BARGAINING AND COLLECTIVE AGREEMENTS

Negotiation of Collective Agreements

- 105. Notice to bargain collectively
- 106. Duty to bargain in good faith
- 107. Duty to observe terms and conditions
- 108. Appointment of mediator
- 109. Negotiation of single collective agreement
- 110. Two-tier bargaining

Collective Agreements

- 111. Authority of Treasury Board
- 112. Authority of separate agency
- 113. Collective agreement not to require legislative implementation
- 114. Agreement is binding
- 115. When agreement has effect
- 116. Minimum duration
- 117. Duty to implement provisions of the collective agreement
- 118. Parties may amend

DIVISION 8

ESSENTIAL SERVICES

- 119. Application of Division
- 120. Employer determines levels of service
- 121. Proportion of duties may vary during strike
- 122. Obligation to negotiate
- 123. Application to the Board
- 124. Coming into force of agreement
- 125. Duration
- 126. Notice to negotiate amendment
- 127. Application to Board
- 128. Coming into force of amendment

- 98. Participation de l'employeur ou discrimination
- 99. Renonciation à l'accréditation
- 100. Accréditation d'un regroupement
- 101. Effet de la révocation
- 102. Directives en cas de révocation

SECTION 6

CHOIX DU MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 103. Choix du mode de règlement des différends
- 104. Demande de modification du mode de règlement des différends

SECTION 7

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET CONVENTIONS COLLECTIVES

Négociation des conventions collectives

- 105. Avis de négociier collectivement
- 106. Obligation de négociier de bonne foi
- 107. Obligation de respecter les conditions d'emploi
- 108. Nomination de médiateurs
- 109. Négociations
- 110. Négociations à deux niveaux

Conventions collectives

- 111. Pouvoir du Conseil du Trésor
- 112. Pouvoir d'un organisme distinct
- 113. Réserves
- 114. Caractère obligatoire de la convention
- 115. Entrée en vigueur de la convention
- 116. Durée minimale d'un an
- 117. Obligation de mettre en application une convention
- 118. Modifications permises

SECTION 8

SERVICES ESSENTIELS

- 119. Application
- 120. Niveau des services par l'employeur
- 121. Accroissement de certaines fonctions lors d'une grève
- 122. Obligation de négociier
- 123. Requête à la Commission
- 124. Entrée en vigueur de l'entente
- 125. Durée de l'entente
- 126. Avis de négociation
- 127. Demande à la Commission
- 128. Entrée en vigueur de la modification

129.	Replacement positions	129.	Substitution de postes
130.	Notification of employees	130.	Avis aux fonctionnaires
131.	Emergency application	131.	Révision d'urgence de l'entente
132.	Duty to observe terms and conditions	132.	Obligation de respecter les conditions d'emploi
133.	Extension of time	133.	Prorogation
134.	Filing of essential services agreement	134.	Dépôt de l'entente auprès de la Commission
	DIVISION 9		SECTION 9
	ARBITRATION		ARBITRAGE
	Application of Division		Application de la section
135.	Application	135.	Application
	Request for Arbitration		Demande d'arbitrage
136.	Request for arbitration	136.	Demande
	Establishment of Arbitration Board		Établissement du conseil d'arbitrage
137.	Establishment	137.	Conseil d'arbitrage
138.	Constitution	138.	Composition
139.	Board with single member	139.	Conseil formé d'un membre unique
140.	Board with three members	140.	Conseil formé de trois membres
141.	Eligibility	141.	Admissibilité
142.	Notification of establishment	142.	Avis de l'établissement
143.	Death, incapacity or resignation of single member	143.	Décès, empêchement ou démission du membre unique
	Referral to Arbitration		Renvoi à l'arbitrage
144.	Referral to arbitration	144.	Renvoi
	Duty and Powers		Pouvoirs et obligations
145.	Assistance to parties	145.	Assistance aux parties
146.	Procedure	146.	Règles de procédure
147.	Powers	147.	Pouvoirs
148.	Factors to be considered	148.	Facteurs à prendre en considération
	Making of Arbitral Award		Établissement de la décision arbitrale
149.	Making of arbitral award	149.	Établissement
150.	Award not to require legislative implementation	150.	Réserves
151.	Decision of majority	151.	Décision en cas de majorité
152.	Form of award	152.	Forme de la décision arbitrale
153.	Copy sent to parties	153.	Copies envoyées aux parties
	Duration and Operation of Arbitral Award		Durée et application de la décision arbitrale
154.	Binding effect	154.	Effet obligatoire
155.	When arbitral award has effect	155.	Entrée en vigueur
156.	Term of arbitral award	156.	Durée de la décision arbitrale
	Implementation		Mise en oeuvre de la décision arbitrale
157.	Duty to implement provisions of the arbitral award	157.	Obligation de mettre en oeuvre la décision arbitrale

Matters Not Dealt With	Questions non tranchées
158. Reference of matters not dealt with	158. Nouveau renvoi
Amendment	Modification de la décision arbitrale
159. Amendment	159. Modification
DIVISION 10	SECTION 10
CONCILIATION	CONCILIATION
Application of Division	Application
160. Application	160. Application
Request for Conciliation	Demande de conciliation
161. Request for conciliation	161. Demande
Establishment of Public Interest Commission	Établissement d'une commission de l'intérêt public
162. Recommendation to establish	162. Recommandation : commission de l'intérêt public
163. Chairperson's initiative	163. Initiative du président
164. Constitution	164. Composition
165. List	165. Liste
166. Commission with single member	166. Commission formée d'un membre unique
167. Commission with three members	167. Commission formée de trois membres
168. Eligibility	168. Admissibilité
169. Notification of establishment	169. Avis de l'établissement
170. Death, incapacity or resignation of single member	170. Décès, empêchement ou démission du membre unique
171. Delivery of notice	171. Copie de l'avis
Powers and Functions	Attributions
172. Assistance to parties	172. Assistance aux parties
173. Procedure	173. Règles de procédure
174. Powers	174. Pouvoirs
175. Factors to be considered	175. Facteurs à prendre en considération
Report	Rapport
176. Report to Chairperson	176. Rapport au président
177. Report not to require legislative implementation	177. Réserves
178. Findings and recommendations of majority	178. Conclusions et recommandations prises à la majorité
179. Reconsideration of matters contained in report	179. Nouvel examen des questions contenues dans le rapport
180. Copy of report to be sent to parties	180. Communication d'une copie du rapport aux parties
181. Agreement to be bound	181. Caractère obligatoire des recommandations
Alternate Dispute Resolution Process	Mode substitutif de règlement des différends
182. Alternate dispute resolution process	182. Mode substitutif de règlement
Vote on Employer's Offer	Scrutin sur les offres de l'employeur
183. Minister may order vote to be held	183. Scrutin ordonné par le ministre

DIVISION 11	SECTION 11
STRIKE VOTES	VOTE DE GRÈVE
184. Secret ballot vote	184. Scrutin secret
DIVISION 12	SECTION 12
UNFAIR LABOUR PRACTICES	PRATIQUES DÉLOYALES
185. Meaning of “unfair labour practice”	185. Définition de « pratiques déloyales »
186. Unfair labour practices — employer	186. Pratiques déloyales par l’employeur
187. Unfair representation by bargaining agent	187. Représentation inéquitable par l’agent négociateur
188. Unfair labour practices — employee organizations	188. Pratiques déloyales par les organisations syndicales
189. Unfair labour practices — persons	189. Pratiques déloyales par quiconque
DIVISION 13	SECTION 13
COMPLAINTS	PLAINTES
190. Complaints	190. Plaintes à la Commission
191. Duty and power of the Board	191. Fonctions et pouvoirs de la Commission
192. Orders	192. Ordonnances de la Commission
DIVISION 14	SECTION 14
PROHIBITIONS AND ENFORCEMENT	INTERDICTIONS ET CONTRÔLE D’APPLICATION
Acts of Officers and Representatives of Employee Organizations	Actes des dirigeants et représentants des organisations syndicales
193. Acts deemed to be those of employee organization	193. Actes réputés être ceux de l’organisation syndicale
Prohibitions Relating to Strikes	Interdictions en matière de grève
194. Declaration or authorization of strike prohibited	194. Déclaration ou autorisation de grève
195. Non-employees	195. Personne autre qu’un fonctionnaire
196. Participation prohibited	196. Participation des fonctionnaires à une grève
197. Right to strike limited during period between Parliaments	197. Suspension de la grève
Declarations and Orders Relating to Strikes	Déclarations et ordonnances relatives aux grèves
198. Application for declaration that conduct is unlawful	198. Demande de déclaration d’illégalité d’une grève
Prohibition Relating to Essential Services	Interdiction en matière de services essentiels
199. Obstruction	199. Obstruction
Offences and Punishment	Infractions et peines
200. Persons	200. Personne
201. Employees	201. Fonctionnaire
202. Employee organizations	202. Organisation syndicale
203. Officers and representatives of employee organizations	203. Dirigeants et représentants
204. Employer	204. Employeur
205. Consent to prosecution	205. Autorisation des poursuites

PART 2

GRIEVANCES

Interpretation

206. Definitions

Conflict Management

207. Informal conflict management system

Individual Grievances

Presentation

208. Right of employee

Reference to Adjudication

209. Reference to adjudication

210. Notice to Canadian Human Rights Commission

211. Exception

Representation

212. Right to be represented by employee organization

213. Right to be represented by employee organization

Binding Effect

214. Binding effect

Group Grievances

Presentation

215. Right of bargaining agent

Reference to Adjudication

216. Reference to adjudication

217. Notice to Canadian Human Rights Commission

Withdrawal from Group Grievance

218. Right of employee to withdraw

219. Effect of notice

Policy Grievances

Presentation

220. Right of employer and bargaining agent

Reference to Adjudication

221. Reference to adjudication

222. Notice to Canadian Human Rights Commission

PARTIE 2

GRIEFS

Définitions et interprétation

206. Définitions

Gestion des conflits

207. Système de gestion informelle des conflits

Griefs individuels

Présentation

208. Droit du fonctionnaire

Renvoi à l'arbitrage

209. Renvoi d'un grief à l'arbitrage

210. Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

211. Exclusion

Représentation

212. Droit d'être représenté par une organisation syndicale

213. Droit d'être représenté par une organisation syndicale

Décision définitive

214. Décision définitive et obligatoire

Griefs collectifs

Présentation

215. Droit de l'agent négociateur

Renvoi à l'arbitrage

216. Renvoi du grief collectif à l'arbitrage

217. Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

Retrait

218. Droit du fonctionnaire de se retirer du grief collectif

219. Effet de l'avis

Griefs de principe

Présentation

220. Droit de l'employeur et de l'agent négociateur

Renvoi à l'arbitrage

221. Renvoi du grief de principe à l'arbitrage

222. Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

	<i>Adjudication</i>		<i>Arbitrage</i>
	Referral by Chairperson		Renvoi par le président
223.	Notice	223.	Avis
	Board of Adjudication		Conseil d'arbitrage de grief
224.	Constitution	224.	Composition
	Jurisdiction		Compétence
225.	Compliance with procedures	225.	Observation de la procédure
	Powers		Pouvoirs
226.	Powers	226.	Pouvoirs
227.	Determination without oral hearing	227.	Décision sans audience
	Decision of Adjudicator		Décision de l'arbitre de grief
228.	Hearing of grievance	228.	Audition du grief
229.	Decision requiring amendment	229.	Décision entraînant une modification
230.	Determination of reasonableness of opinion	230.	Décision sur le caractère raisonnable de l'avis
231.	Determination of consent requirement	231.	Décision sur la nécessité du consentement
232.	Decision in respect of certain policy grievances	232.	Portée de la décision sur certains griefs de principe
233.	Decisions not to be reviewed by court	233.	Caractère définitif des décisions
234.	Filing of order in Federal Court	234.	Exécution des ordonnances
	Expenses of Adjudication		Frais d'arbitrage
235.	Aggrieved employee not represented by agent	235.	Fonctionnaire non représenté par l'agent négociateur
	<i>No Right of Action</i>		<i>Absence de droit d'action</i>
236.	Disputes relating to employment	236.	Différend lié à l'emploi
	<i>Regulations</i>		<i>Règlements</i>
237.	Regulations	237.	Règlements
238.	Regulations	238.	Règlements
	PART 3		PARTIE 3
	OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
	<i>Interpretation</i>		<i>Définition</i>
239.	Meaning of public service	239.	Définition de « fonction publique »
	<i>Part II of Canada Labour Code</i>		<i>Partie II du Code canadien du travail</i>
240.	Application to public service	240.	Application à la fonction publique
	PART 4		PARTIE 4
	GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES
	<i>Defects in Proceedings</i>		<i>Vice de procédure</i>
241.	Defect in form or irregularity	241.	Vice de forme ou de procédure

Restriction on Admissibility of Evidence

242. Admissibility

Protection

243. Evidence respecting information obtained

244. No disclosure of notes and drafts

245. Criminal or civil proceedings

Oaths and Solemn Affirmations

246. Oath or solemn affirmation

Remuneration and Expenses

247. Remuneration and expenses

Witness Fees

248. Payment of witness fees

Provision of Facilities and Human Resources

249. Facilities and human resources

Application of Safety or Security Provisions

250. Application of safety or security provisions

Annual Report

251. Obligation to prepare

Five-year Review

252. Review

PART 2**AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT****3-11. *Financial Administration Act*****PART 3****PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT****DIVISION 1****ENACTMENT OF ACT****12. *Enactment of Act*****AN ACT RESPECTING EMPLOYMENT IN THE PUBLIC SERVICE**

Preamble

Limites à l'admissibilité en preuve

242. Admissibilité en preuve

Immunité

243. Preuve concernant les renseignements obtenus

244. Non-communication

245. Poursuites civiles ou pénales

Serment ou affirmation solennelle

246. Serment ou affirmation solennelle

Rémunération et indemnités

247. Rémunération et indemnités

Indemnités des témoins

248. Paiement des indemnités des témoins

Installations et ressources humaines

249. Installations et ressources humaines

Application des dispositions sur la sécurité

250. Application des dispositions sur la sécurité

Rapport annuel

251. Établissement du rapport

Examen quinquennal

252. Examen

PARTIE 2**MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES****3-11. *Loi sur la gestion des finances publiques*****PARTIE 3****LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE****SECTION 1****ÉDITION DE LA LOI****12. *Édition de la loi*****LOI CONCERNANT L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Préambule

SHORT TITLE	TITRE ABRÉGÉ
1. Short title	1. Titre abrégé
INTERPRETATION	DÉFINITIONS
2. Definitions	2. Définitions
3. Descriptive cross-references	3. Renvois descriptifs
PART 1	PARTIE 1
PUBLIC SERVICE COMMISSION, DEPUTY HEADS AND EMPLOYER	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE, ADMINISTRATEURS GÉNÉRAUX ET EMPLOYEUR
<i>Commission</i>	<i>Commission</i>
4. Commission continued	4. Maintien
5. Salaries	5. Rémunération
6. President	6. Président
7. Quorum	7. Quorum
8. Head office	8. Siège
9. Human resources	9. Ressources humaines
10. Experts and advisers	10. Assistance technique
<i>Mandate and Functions of Commission</i>	<i>Mission et attributions de la Commission</i>
11. Mandate	11. Mission
12. Functions assigned by Governor in Council	12. Fonctions confiées par le gouverneur en conseil
13. Delegation to Commissioners and employees	13. Délégation aux commissaires et fonctionnaires
14. Consultation by Commission	14. Consultation par la Commission
<i>Delegation by Commission to Deputy Heads</i>	<i>Délégation de pouvoirs aux administrateurs généraux</i>
15. Exercise of powers and functions by deputy heads	15. Délégation à un administrateur général
16. Compliance with appointment policies	16. Lignes directrices
<i>Commission Audits</i>	<i>Vérifications de la Commission</i>
17. Audits by Commission	17. Vérifications
18. Powers of Commission	18. Pouvoirs de la Commission
19. Persons acting for Commission	19. Représentants de la Commission
<i>Exclusions from this Act</i>	<i>Exemptions</i>
20. Exclusion of positions and persons	20. Exemptions
21. Regulations of Governor in Council	21. Règlements du gouverneur en conseil
<i>Regulations of Commission</i>	<i>Règlements de la Commission</i>
22. General regulatory power	22. Pouvoir réglementaire général
<i>Reports — Commission</i>	<i>Rapports de la Commission</i>
23. Preparation of report	23. Établissement du rapport

	<i>Deputy Heads</i>		<i>Administrateurs généraux</i>
24.	Delegation by deputy head	24.	Délégation par l'administrateur général
25.	Acting deputy head	25.	Administrateur général par intérim
	<i>Regulations and Policies of Employer</i>		<i>Règlements et lignes directrices de l'employeur</i>
26.	Regulations of Treasury Board	26.	Règlements du Conseil du Trésor
27.	Consultation by employer	27.	Consultation par l'employeur
	<i>Annual Report — Treasury Board</i>		<i>Rapport annuel du Conseil du Trésor</i>
28.	President of Treasury Board	28.	Président du Conseil du Trésor
	PART 2		PARTIE 2
	APPOINTMENTS		NOMINATIONS
	<i>Authority to Appoint</i>		<i>Pouvoir de nomination</i>
29.	Commission's exclusive authority	29.	Droit exclusif de nomination
	<i>Basis of Appointment</i>		<i>Modalités de nomination</i>
30.	Appointment on basis of merit	30.	Principes
31.	Qualification standards	31.	Normes de qualification
32.	Professional development programs	32.	Programmes de perfectionnement professionnel
33.	Appointment processes	33.	Processus de nomination
34.	Area of selection	34.	Zone de sélection
35.	Mobility — separate agencies	35.	Mobilité — organismes distincts
36.	Assessment methods	36.	Méthode d'évaluation
37.	Language of examination	37.	Langue de l'examen
38.	Exceptions to merit	38.	Exceptions au mérite
	<i>Preferences, Priorities and Entitlements</i>		<i>Préférences, priorités et autres droits</i>
39.	Preference to veterans and Canadian citizens	39.	Préférence aux anciens combattants et aux citoyens canadiens
40.	Priority — surplus employees	40.	Priorités — fonctionnaires excédentaires
41.	Priority — persons on leave	41.	Priorité — fonctionnaire en congé
42.	Failure to appoint person on leave	42.	Défaut de nomination — congé
43.	Non-application of priority provisions	43.	Exclusion de la priorité
44.	Participation in advertised process — lay-offs	44.	Droit de se présenter à un processus annoncé — mise en disponibilité
45.	Non-application to term employees	45.	Non-application aux fonctionnaires à durée déterminée
46.	Deemed lay-off	46.	Présomption de mise en disponibilité
	<i>Informal Discussion and Appointment</i>		<i>Discussions informelles et nomination</i>
47.	Informal discussion with employee	47.	Discussions informelles
48.	Person being considered for appointment	48.	Candidature retenue
49.	Finality of appointments	49.	Caractère définitif

Casual Employment

50. Appointment

PART 3

DEPLOYMENTS

51. Authority of deputy heads to deploy

52. Previous position

53. Deployment not an appointment

PART 4

EMPLOYMENT

54. Oath or affirmation

55. Effective date of appointment or deployment

56. Effective date of appointment

57. Indeterminate employment

58. Term appointment or deployment

59. Conversion to indeterminate

60. Rate of pay on appointment

61. Probationary period

62. Termination of employment

63. Resignation

64. Laying off of employees

65. Complaint to Tribunal re lay-off

PART 5

INVESTIGATIONS AND COMPLAINTS RELATING TO APPOINTMENTS

Investigation of Appointments by Commission

66. External appointments

67. Internal appointments — no delegation

68. Political influence

69. Fraud

70. Powers of Commission

71. Persons acting for Commission

72. Right to make submissions

73. Re-appointment following revocation

Complaints to Tribunal — Revocation of Appointment

74. Complaint

75. Right to be heard

76. Revocation set aside

Emploi occasionnel

50. Nomination

PARTIE 3

MUTATIONS

51. Droit d'effectuer des mutations

52. Emploi précédent

53. Précision

PARTIE 4

EMPLOI

54. Serment ou affirmation solennelle

55. Prise d'effet de la nomination ou mutation

56. Prise d'effet de la nomination

57. Durée des fonctions

58. Nomination ou mutation pour une durée déterminée

59. Conversion

60. Traitement lors de la nomination

61. Durée de la période de stage

62. Renvoi

63. Démission

64. Mise en disponibilité

65. Plainte au Tribunal — mise en disponibilité

PARTIE 5

ENQUÊTES ET PLAINTES RELATIVES AUX NOMINATIONS

Enquêtes de la Commission sur les nominations

66. Nominations externes

67. Nominations internes — absence d'autorisation

68. Nomination fondée sur des motifs d'ordre politique

69. Fraude

70. Pouvoirs de la Commission

71. Représentants de la Commission

72. Droit de présenter des observations

73. Nomination à un autre poste

Plaintes relatives aux révocations devant le Tribunal

74. Plaintes au Tribunal

75. Droit de se faire entendre

76. Annulation de la révocation

Complaints to Tribunal — Internal Appointments

- 77. Grounds of complaint
- 78. Notice to Canadian Human Rights Commission
- 79. Right to be heard
- 80. Application of *Canadian Human Rights Act*
- 81. Corrective action when complaint upheld
- 82. Restrictions
- 83. Failure of corrective action
- 84. Powers of Tribunal
- 85. Right to be heard
- 86. Appointment to other position
- 87. Where no right to complain

PART 6

PUBLIC SERVICE STAFFING TRIBUNAL

Composition and Mandate

- 88. Tribunal continued
- 89. Tenure
- 90. Temporary members
- 91. Carrying out functions
- 92. Remuneration
- 93. Offices
- 94. Chief executive officer
- 95. Human resources
- 96. Political activities

Complaint Procedure

- 97. Mediation services
- 98. Hearing by single member
- 99. Powers of Tribunal
- 100. Former member continuing to act
- 101. Copy of decision provided
- 102. Decisions final
- 103. Filing of order in Federal Court

General

- 104. Members not compellable as witnesses
- 105. Notes and drafts not to be disclosed
- 106. Immunity from proceedings
- 107. Oath or affirmation
- 108. Payment of witness fees

Plaintes relatives aux nominations internes devant le Tribunal

- 77. Motifs des plaintes
- 78. Avis à la Commission canadienne des droits de la personne
- 79. Droit de se faire entendre
- 80. Application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*
- 81. Plainte fondée
- 82. Restriction
- 83. Plainte — application des mesures correctives
- 84. Pouvoirs du Tribunal
- 85. Droit de se faire entendre
- 86. Nomination à un autre poste
- 87. Absence du droit de présenter une plainte

PARTIE 6

TRIBUNAL DE LA DOTATION DE LA FONCTION
PUBLIQUE

Composition et mission

- 88. Maintien
- 89. Mandat
- 90. Membres vacataires
- 91. Exercice des fonctions
- 92. Rémunération
- 93. Siège et bureaux régionaux
- 94. Premier dirigeant
- 95. Ressources humaines
- 96. Activités politiques

Procédure relative aux plaintes

- 97. Services de médiation
- 98. Instruction par un membre unique
- 99. Pouvoirs
- 100. Participation des anciens membres
- 101. Transmission de la décision
- 102. Caractère définitif de la décision
- 103. Exécution des ordonnances

Dispositions générales

- 104. Inhabilité à témoigner
- 105. Non-communication de documents
- 106. Immunité
- 107. Serment ou affirmation solennelle
- 108. Paiement des indemnités des témoins

	<i>Regulations and Report</i>		<i>Règlements et rapports</i>
109.	Regulations of Tribunal	109.	Règlements
110.	Annual report	110.	Rapport annuel
	PART 7		PARTIE 7
	POLITICAL ACTIVITIES		ACTIVITÉS POLITIQUES
	<i>Interpretation</i>		<i>Définitions et interprétation</i>
111.	Definitions	111.	Définitions
	<i>Purpose of Part</i>		<i>Objet</i>
112.	Purpose	112.	Objet
	<i>Employees</i>		<i>Fonctionnaires</i>
113.	Permitted activities	113.	Activités permises
114.	Seeking candidacy	114.	Fonctionnaire désireux d'être choisi comme candidat
115.	Candidacy in municipal elections	115.	Candidature à une élection municipale
116.	Notice	116.	Avis
	<i>Deputy Heads</i>		<i>Administrateurs généraux</i>
117.	Political activities	117.	Activité politique
	<i>Allegations</i>		<i>Allégations</i>
118.	Investigation and corrective action — employees	118.	Enquête et prise de mesures correctives : fonctionnaires
119.	Investigation and dismissal — deputy head	119.	Enquête et destitution : administrateurs généraux
120.	Powers under <i>Inquiries Act</i>	120.	Pouvoirs de la Commission
121.	Persons acting for Commission	121.	Représentants de la Commission
122.	Right to be heard	122.	Droit de se faire entendre
	PART 8		PARTIE 8
	GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES
	<i>Application of Act</i>		<i>Application de la présente loi</i>
123.	Regulations of Governor in Council	123.	Règlements du gouverneur en conseil
124.	Application of regulations	124.	Application
	<i>Head of Public Service</i>		<i>Chef de la fonction publique</i>
125.	Appointment by Governor in Council	125.	Nomination par le gouverneur en conseil
126.	Clerk of Privy Council	126.	Greffier du Conseil privé
127.	Report of head of the public service	127.	Rapport du chef de la fonction publique
	<i>Ministerial Staff</i>		<i>Personnel des cabinets de ministres</i>
128.	Ministerial staff	128.	Personnel des cabinets de ministres
129.	Regulations	129.	Règlements
	<i>Public Officials</i>		<i>Hauts responsables</i>
130.	Appointments by Governor in Council	130.	Nomination par le gouverneur en conseil

	<i>Diplomatic Personnel</i>		<i>Personnel diplomatique</i>
131.	Diplomatic appointments	131.	Nomination du personnel diplomatique
	<i>Block Transfers</i>		<i>Transferts en bloc</i>
132.	Transfer of employees	132.	Transfert de fonctionnaires
	<i>Offence</i>		<i>Infraction</i>
133.	Fraud	133.	Fraude
	<i>Oaths and Affirmations</i>		<i>Serments</i>
134.	Authority to administer	134.	Prestation de serment
	<i>Access to Facilities and Information</i>		<i>Accès aux installations et renseignements</i>
135.	Access by Commission	135.	Accès à donner à la Commission
	<i>Five-year Review</i>		<i>Examen quinquennal</i>
136.	Review	136.	Examen
13.	Schedule to the <i>Public Service Employment Act</i>	13.	Annexe de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
	DIVISION 2		SECTION 2
	AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT		MODIFICATIONS À LA LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE
14-20.	<i>Public Service Employment Act</i>	14-20.	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
	PART 4		PARTIE 4
	AMENDMENTS TO THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT		MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION
21-35.	<i>Canadian Centre for Management Development Act</i>	21-35.	<i>Loi sur le Centre canadien de gestion</i>
	PART 5		PARTIE 5
	TRANSITIONAL		DISPOSITIONS TRANSITOIRES
	DIVISION 1		SECTION 1
	TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM THE ENACTMENT OF THE PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT IN PART 1		DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DE L'ÉDICTION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE À LA PARTIE 1
	Interpretation		Définitions et interprétation
36.	Definitions	36.	Définitions
	Public Service Staff Relations Board		Commission des relations de travail dans la fonction publique
37.	Certain members continue	37.	Maintien en poste
38.	Deputy Chairpersons	38.	Cessation de fonctions
39.	Transfer of proceedings	39.	Transfert des pouvoirs de l'ancienne Commission
40.	Fees and expenses	40.	Honoraires
41.	Limitation period	41.	Date limite
42.	Secretary of former Board	42.	Maintien en poste : secrétaire

43.	Rights and obligations transferred	43.	Transfert des droits et obligations
44.	References	44.	Renvois
45.	Transfer of appropriations	45.	Transfert de crédits
46.	Continuation of legal proceedings	46.	Procédures judiciaires en cours
47.	Decisions, etc., continued	47.	Maintien des décisions
	Bargaining Agents and Bargaining Units		Agents négociateurs et unités de négociation
48.	Certification continued	48.	Accréditation
49.	Legal officers	49.	Conseillers juridiques
	Managerial or Confidential Position		Poste de direction ou de confiance
50.	Certain positions continued	50.	Maintien de certains postes de direction ou de confiance
	Choice of Process for Dispute Resolution		Choix du mode de règlement des différends
51.	Process for resolution of disputes	51.	Mode de règlement des différends
	Collective Agreements and Arbitral Awards		Conventions collectives et décisions arbitrales
52.	Collective agreements	52.	Maintien en vigueur des conventions collectives
53.	Arbitral awards	53.	Maintien en vigueur des décisions arbitrales
	Conciliators and Fact Finders		Conciliateurs et enquêteurs
54.	Conciliators	54.	Conciliateur
55.	Fact finders	55.	Enquêteur
	Alternate Dispute Resolution Process		Mode substitutif de règlement
56.	Section 61 of the former Act	56.	Application de l'article 61 de l'ancienne loi
	Arbitration		Arbitrage
57.	Arbitration	57.	Arbitrage
	Designations, Conciliation and Prohibitions		Désignations, conciliation et interdictions
58.	Provisions of former Act apply	58.	Application de dispositions de l'ancienne loi
	Complaints		Plaintes
59.	Complaints referred to in par. 23(1)(b) of former Act	59.	Plaintes visées à l'alinéa 23(1)b) de l'ancienne loi
60.	Complaints referred to in par. 23(1)(c) of former Act	60.	Plaintes visées à l'alinéa 23(1)c) de l'ancienne loi
	Grievances		Griefs
61.	Former Act applies	61.	Application de l'ancienne loi
62.	Fees and expenses	62.	Honoraires
63.	Limitation period	63.	Date limite
64.	Events giving rise to individual grievances	64.	Faits antérieurs — griefs individuels
65.	Events giving rise to policy grievances	65.	Faits antérieurs — griefs de principe
66.	Former adjudication orders	66.	Anciennes décisions arbitrales
	DIVISION 2		SECTION 2
	TRANSITIONAL PROVISION ARISING FROM THE AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT IN PART 2		DISPOSITION TRANSITOIRE DÉCOULANT DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES À LA PARTIE 2
67.	Deemed designated portions	67.	Désignations de secteurs de l'administration publique fédérale

DIVISION 3

TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM PART 3

68. Definitions

Subdivision a

Transitional Provisions Arising from the Enactment of the
Public Service Employment Act in Division 1 of Part 3

- 69. Priorities
- 70. Pending competitions and appointments
- 71. Eligibility lists
- 72. Pending appeals
- 73. Pending deployment recourse
- 74. Audits
- 75. Notice of lay-off
- 76. Employees on probation

Subdivision b

Transitional Provisions Arising from the Amendments to the
Public Service Employment Act in Division 2 of Part 3

- 77. Cessation of office
- 78. Policies, delegation instruments, etc.
- 79. Status of Commission employees
- 80. Rights and obligations transferred
- 81. References
- 82. Transfer of appropriations
- 83. Continuation of legal proceedings
- 84. Inquiry

DIVISION 4

TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM THE AMENDMENTS TO
THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT IN
PART 4

- 85. References
- 86. Transitional — governors
- 87. Transitional — employees

SECTION 3

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DE LA PARTIE 3

68. Définitions

Sous-section a

Dispositions transitoires découlant de l'édiction de la Loi sur
l'emploi dans la fonction publique à la section 1 de la partie 3

- 69. Priorités
- 70. Concours et nominations
- 71. Listes d'admissibilité
- 72. Appels
- 73. Mutation
- 74. Vérifications
- 75. Avis de mise en disponibilité
- 76. Stagiaires

Sous-section b

Dispositions transitoires découlant des modifications de la Loi
sur l'emploi dans la fonction publique à la section 2 de la
partie 3

- 77. Cessation de fonctions
- 78. Lignes directrices, actes de délégation, etc.
- 79. Maintien en poste des fonctionnaires de la Commission
- 80. Transfert des droits et obligations
- 81. Renvois
- 82. Transfert de crédits
- 83. Procédures judiciaires en cours
- 84. Enquêtes

SECTION 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DES MODIFICATIONS DE
LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION À LA PARTIE 4

- 85. Mentions
- 86. Maintien en poste : administrateurs
- 87. Maintien en poste : employés

PART 6

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

DIVISION 1

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM THE ENACTMENT OF THE PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT IN PART 1 AND THE AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT IN PART 2

88. *Access to Information Act*
 89. *Aeronautics Act*
 90-92. *Auditor General Act*
 93-94. *Bank of Canada Act*
 95-99. *Canada Customs and Revenue Agency Act*
 100-103. *Canada Elections Act*
 104-105. *Canada Evidence Act*
 106. *Canada Grain Act*
 107-112. *Canada Labour Code*
 113-114. *Canada Marine Act*
 115-116. *Canada Mortgage and Housing Corporation Act*
 117-121. *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*
 122-126. *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*
 127-128. *Canada Oil and Gas Operations Act*
 129-130. *Canada Pension Plan*
 131. *Canada Petroleum Resources Act*
 132-133. *Canada School of Public Service Act*
 134. *Canadian Commercial Corporation Act*
 135. *Canadian Food Inspection Agency Act*
 136. *Canadian Forces Superannuation Act*
 137. *Canadian Human Rights Act*
 138-141. *Canadian Institutes of Health Research Act*
 142. *Canadian Payments Act*
 143-146. *Canadian Security Intelligence Service Act*
 147. *Canadian Space Agency Act*
 148. *Children's Special Allowances Act*
 149. *Citizenship Act*
 150-151. *Civil Air Navigation Services Commercialization Act*
 152-153. *Cooperative Energy Act*
 154. *Copyright Act*

PARTIE 6

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

SECTION 1

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DE L'ÉDICTION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE À LA PARTIE 1 ET DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES À LA PARTIE 2

88. *Loi sur l'accès à l'information*
 89. *Loi sur l'aéronautique*
 90-92. *Loi sur le vérificateur général*
 93-94. *Loi sur la Banque du Canada*
 95-99. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*
 100-103. *Loi électorale du Canada*
 104-105. *Loi sur la preuve au Canada*
 106. *Loi sur les grains du Canada*
 107-112. *Code canadien du travail*
 113-114. *Loi maritime du Canada*
 115-116. *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*
 117-121. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*
 122-126. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*
 127-128. *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*
 129-130. *Régime de pensions du Canada*
 131. *Loi fédérale sur les hydrocarbures*
 132-133. *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*
 134. *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*
 135. *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*
 136. *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*
 137. *Loi canadienne sur les droits de la personne*
 138-141. *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*
 142. *Loi canadienne sur les paiements*
 143-146. *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*
 147. *Loi sur l'Agence spatiale canadienne*
 148. *Loi sur les allocations spéciales pour enfants*
 149. *Loi sur la citoyenneté*
 150-151. *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile*
 152-153. *Loi sur les coopératives de l'énergie*
 154. *Loi sur le droit d'auteur*

155.	<i>Corrections and Conditional Release Act</i>	155.	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>
156-157.	<i>Courts Administration Service Act</i>	156-157.	<i>Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires</i>
158-159.	<i>Defence Production Act</i>	158-159.	<i>Loi sur la production de défense</i>
160.	<i>Department of Human Resources Development Act</i>	160.	<i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>
161.	<i>Department of Veterans Affairs Act</i>	161.	<i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i>
162.	<i>Diplomatic Service (Special) Superannuation Act</i>	162.	<i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>
163-165.	<i>Employment Equity Act</i>	163-165.	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>
166.	<i>Farm Products Agencies Act</i>	166.	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>
167.	<i>Federal Court Act</i>	167.	<i>Loi sur la Cour fédérale</i>
168.	<i>Financial Administration Act</i>	168.	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
169-170.	<i>Financial Consumer Agency of Canada Act</i>	169-170.	<i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>
171.	<i>Hazardous Materials Information Review Act</i>	171.	<i>Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i>
172-173.	<i>Immigration and Refugee Protection Act</i>	172-173.	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>
174.	<i>Inquiries Act</i>	174.	<i>Loi sur les enquêtes</i>
175.	<i>National Film Act</i>	175.	<i>Loi sur le cinéma</i>
176.	<i>Non-smokers' Health Act</i>	176.	<i>Loi sur la santé des non-fumeurs</i>
177.	<i>Office of the Superintendent of Financial Institutions Act</i>	177.	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>
178-179.	<i>Old Age Security Act</i>	178-179.	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>
180-181.	<i>Parks Canada Agency Act</i>	180-181.	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>
182-187.	<i>Parliamentary Employment and Staff Relations Act</i>	182-187.	<i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i>
188.	<i>Pension Act</i>	188.	<i>Loi sur les pensions</i>
189.	<i>Privacy Act</i>	189.	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
190-191.	<i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i>	190-191.	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>
192-206.	<i>Public Service Employment Act</i>	192-206.	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
207-208.	<i>Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act</i>	207-208.	<i>Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique</i>
209-214.	<i>Public Service Superannuation Act</i>	209-214.	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
215.	<i>Publication of Statutes Act</i>	215.	<i>Loi sur la publication des lois</i>
216-217.	<i>Royal Canadian Mounted Police Act</i>	216-217.	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i>
218.	<i>Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act</i>	218.	<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i>
219.	<i>Saguenay-St. Lawrence Marine Park Act</i>	219.	<i>Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent</i>
220-221.	<i>Status of the Artist Act</i>	220-221.	<i>Loi sur le statut de l'artiste</i>
222.	<i>War Veterans Allowance Act</i>	222.	<i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i>
	<i>Terminology Changes</i>		<i>Modifications terminologiques</i>
223.	Replacement of “ <i>Public Service Staff Relations Act</i> ”	223.	Terminologie : <i>Public Service Staff Relations Act</i>
224.	Replacement of “ <i>public service of Canada</i> ”	224.	Terminologie : <i>public service of Canada</i>
225-226.	Replacement of “ <i>Public Service</i> ”	225-226.	Terminologie : <i>Public Service</i>

DIVISION 2

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM PART 3

Subdivision a

Consequential Amendments Arising from the Enactment of the Public Service Employment Act in Division 1 of Part 3

- 227-228. *Auditor General Act*
 229-230. *Canada Customs and Revenue Agency Act*
 231. *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*
 232. *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*
 233. *Canadian Institutes of Health Research Act*
 234. *Canadian Security Intelligence Service Act*
 235. *Canadian Space Agency Act*
 236-238. *Employment Equity Act*
 239. *Financial Administration Act*
 240. *National Film Act*
 241. *Parks Canada Agency Act*
 242. *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*
 243. *Public Service Labour Relations Act*
 244. *Referendum Act*
 245. *Veterans Benefit Act*

Subdivision b

Consequential Amendments Arising from the Amendments to the Public Service Employment Act in Division 2 of Part 3

246. *Access to Information Act*
 247. *Financial Administration Act*
 248. *Privacy Act*
 249. *Public Service Staff Relations Act*
 250. *Public Service Superannuation Act*

DIVISION 3

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM THE AMENDMENTS TO THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT IN PART 4

- 251-252. *Access to Information Act*
 253-254. *Financial Administration Act*
 255-256. *Privacy Act*

SECTION 2

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DE LA PARTIE 3

Sous-section a

Modifications corrélatives découlant de l'édiction de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique à la section 1 de la partie 3

- 227-228. *Loi sur le vérificateur général*
 229-230. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*
 231. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*
 232. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*
 233. *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*
 234. *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*
 235. *Loi sur l'Agence spatiale canadienne*
 236-238. *Loi sur l'équité en matière d'emploi*
 239. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 240. *Loi sur le cinéma*
 241. *Loi sur l'Agence Parcs Canada*
 242. *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*
 243. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
 244. *Loi référendaire*
 245. *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*

Sous-section b

Modifications corrélatives découlant des modifications de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique à la section 2 de la partie 3

246. *Loi sur l'accès à l'information*
 247. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 248. *Loi sur la protection des renseignements personnels*
 249. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
 250. *Loi sur la pension de la fonction publique*

SECTION 3

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION À LA PARTIE 4

- 251-252. *Loi sur l'accès à l'information*
 253-254. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 255-256. *Loi sur la protection des renseignements personnels*

- 257-258. *Public Service Staff Relations Act*
 259-260. *Public Service Superannuation Act*
 261. *Revolving Funds Act*

PART 7

COORDINATING AMENDMENTS

- 262-263. *Public Service Modernization Act*
 264-268. *Financial Administration Act*
 269-270. *Public Service Employment Act*
 271-272. *Public Service Employment Act*
 273-275. *Public Service Labour Relations Act*
276. *Yukon Act*
 277. *Bill C-2*
 278. *Bill C-6*
 279. *Bill C-12*
 280. *Bill C-13*
 281. *Bill C-17*
 282. *Bill C-18*
 283. *Bill C-19*

PART 8

REPEALS

- 284-285. *Repeals*

PART 9

COMING INTO FORCE

286. *Coming into force*

SCHEDULES 1 AND 2

- 257-258. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
 259-260. *Loi sur la pension de la fonction publique*
 261. *Loi sur les fonds renouvelables*

PARTIE 7

DISPOSITIONS DE COORDINATION

- 262-263. *Loi sur la modernisation de la fonction publique*
 264-268. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 269-270. *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*
 271-272. *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*
 273-275. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*
276. *Loi sur le Yukon*
 277. *Projet de loi C-2*
 278. *Projet de loi C-6*
 279. *Projet de loi C-12*
 280. *Projet de loi C-13*
 281. *Projet de loi C-17*
 282. *Projet de loi C-18*
 283. *Projet de loi C-19*

PARTIE 8

ABROGATIONS

- 284-285. *Abrogations*

PARTIE 9

ENTRÉE EN VIGUEUR

286. *Entrée en vigueur*

ANNEXES 1 ET 2

51-52 ELIZABETH II

51-52 ELIZABETH II

CHAPTER 22

CHAPITRE 22

An Act to modernize employment and labour relations in the public service and to amend the Financial Administration Act and the Canadian Centre for Management Development Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modernisant le régime de l'emploi et des relations de travail dans la fonction publique, modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et la Loi sur le Centre canadien de gestion et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

[Assented to 7th November, 2003]

[Sanctionnée le 7 novembre 2003]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Public Service Modernization Act*.

1. Titre abrégé : *Loi sur la modernisation de la fonction publique*.

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

2. The *Public Service Labour Relations Act* is enacted as follows:

2. Est édictée la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dont le texte suit :

Preamble

An Act respecting labour relations in the public service

Loi concernant les relations de travail au sein de la fonction publique

Recognizing that

Attendu :

Préambule

the public service labour-management regime must operate in a context where protection of the public interest is paramount;

que le régime de relations patronales-syndicales de la fonction publique doit s'appliquer dans un environnement où la protection de l'intérêt public revêt une importance primordiale;

effective labour-management relations represent a cornerstone of good human resource management and that collaborative efforts between the parties, through communication and sustained dialogue, improve the ability of the public service to serve and protect the public interest;

que des relations patronales-syndicales fructueuses sont à la base d'une saine gestion des ressources humaines, et que la collaboration, grâce à des communications et à un dialogue soutenu, accroît les capacités de la fonction publique de bien servir et de bien protéger l'intérêt public;

collective bargaining ensures the expression of diverse views for the purpose of establishing terms and conditions of employment;

que la négociation collective assure l'expression de divers points de vue dans l'établissement des conditions d'emploi;

the Government of Canada is committed to fair, credible and efficient resolution of mat-

ters arising in respect of terms and conditions of employment;

the Government of Canada recognizes that public service bargaining agents represent the interests of employees in collective bargaining and participate in the resolution of workplace issues and rights disputes;

commitment from the employer and bargaining agents to mutual respect and harmonious labour-management relations is essential to a productive and effective public service;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

que le gouvernement du Canada s'engage à résoudre de façon juste, crédible et efficace les problèmes liés aux conditions d'emploi;

que le gouvernement du Canada reconnaît que les agents négociateurs de la fonction publique représentent les intérêts des fonctionnaires lors des négociations collectives, et qu'ils ont un rôle à jouer dans la résolution des problèmes en milieu de travail et des conflits de droits;

que l'engagement de l'employeur et des agents négociateurs à l'égard du respect mutuel et de l'établissement de relations harmonieuses est un élément indispensable pour ériger une fonction publique performante et productive,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Public Service Labour Relations Act*.

1. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“adjudicator”
« arbitre de
grief »

“adjudicator” means a member assigned to hear and determine a grievance referred to adjudication under subsection 209(1) or section 216 or 221 and includes, if the context permits, a board of adjudication established under paragraph 223(2)(c), a person named as an adjudicator in a collective agreement and a person otherwise selected as an adjudicator by the parties to the grievance.

« administrateur général » S'entend de l'administrateur général visé à l'un ou l'autre des alinéas a) à c) de la définition de ce terme au paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

« administrateur
général »
“deputy
head”

“arbitral
award”
« décision
arbitrale »

“arbitral award” means an award made by an arbitration board in respect of a dispute.

« administration publique centrale » S'entend au sens du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

« administration
publique
centrale »
“core public
administration”

“arbitration
board”
« conseil
d'arbitrage »

“arbitration board” means a board established under Division 9 of Part 1.

« agent négociateur » Organisation syndicale accréditée par la Commission et représentant à ce titre une unité de négociation.

« agent
négociateur »
“bargaining
agent”

“bargaining
agent”
« agent
négociateur »

“bargaining agent” means an employee organization that is certified by the Board as the bargaining agent for the employees in a bargaining unit.

« arbitre de grief » Commissaire chargé d'entendre et de régler un grief renvoyé à l'arbitrage en vertu du paragraphe 209(1) ou des articles 216 ou 221 ou, selon le contexte, le conseil d'arbitrage de grief institué en vertu de l'alinéa 223(2)c) ou la personne soit ainsi désignée dans une convention collective, soit choisie d'une autre façon en cette qualité par les parties.

« arbitre de
grief »
“adjudicator”

"bargaining unit" « unité de négociation »	"bargaining unit" means a group of two or more employees that is determined by the Board to constitute a unit of employees appropriate for collective bargaining.	« commissaire » Membre à temps plein ou à temps partiel de la Commission.	« commissaire » "member"
"Board" « Commission »	"Board" means the Public Service Labour Relations Board established by section 12.	« Commission » La Commission des relations de travail dans la fonction publique, créée par l'article 12.	« Commission » "Board"
"Chairperson" « président »	"Chairperson" means the Chairperson of the Board.	« conseil d'arbitrage » Conseil établi en application de la section 9 de la partie 1.	« conseil d'arbitrage » "arbitration board"
"collective agreement" « convention collective »	"collective agreement" means an agreement in writing, entered into under Part 1 between the employer and a bargaining agent, containing provisions respecting terms and conditions of employment and related matters.	« convention collective » Convention écrite conclue en application de la partie 1 entre l'employeur et un agent négociateur donné et renfermant des dispositions relatives aux conditions d'emploi et à des questions connexes.	« convention collective » "collective agreement"
"core public administration" « administration publique centrale »	"core public administration" has the same meaning as in subsection 11(1) of the <i>Financial Administration Act</i> .	« cotisations syndicales » Somme que l'employeur des fonctionnaires représentés par l'agent négociateur est tenu, aux termes de toute convention collective conclue entre lui et l'agent négociateur, de déduire du salaire des fonctionnaires et de remettre à ce dernier.	« cotisations syndicales » "membership dues"
"council of employee organizations" « regroupement d'organisations syndicales »	"council of employee organizations" means a council formed by two or more employee organizations.	« décision arbitrale » Décision rendue sur un différend par un conseil d'arbitrage.	« décision arbitrale » "arbitral award"
"deputy head" « administrateur général »	"deputy head" means a deputy head referred to in any of paragraphs (a) to (c) of the definition "deputy head" in subsection 11(1) of the <i>Financial Administration Act</i> .	« différend » Désaccord qui peut faire l'objet d'une demande d'arbitrage ou de conciliation aux termes, respectivement, des paragraphes 136(1) ou 161(1), survenant à l'occasion de la conclusion, du renouvellement ou de la révision d'une convention collective.	« différend » "dispute"
"dispute" « différend »	"dispute" means a dispute or difference that arises in connection with the entering into, renewal or revision of a collective agreement and in respect of which arbitration may be requested under subsection 136(1) or conciliation may be requested under subsection 161(1).	« employeur » Sa Majesté du chef du Canada, représentée :	« employeur » "employer"
"employee" « fonctionnaire »	"employee", except in Part 2, means a person employed in the public service, other than (a) a person appointed by the Governor in Council under an Act of Parliament to a statutory position described in that Act; (b) a person locally engaged outside Canada; (c) a person not ordinarily required to work more than one third of the normal period for persons doing similar work;	a) par le Conseil du Trésor, dans le cas d'un ministère figurant à l'annexe I de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV de cette loi; b) par l'organisme distinct en cause, dans le cas d'un secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe V de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« fonctionnaire » "employee"
		« fonctionnaire » Sauf à la partie 2, personne employée dans la fonction publique, à l'exclusion de toute personne :	

(d) a person who is a member or special constable of the Royal Canadian Mounted Police or who is employed by that force under terms and conditions substantially the same as those of one of its members;

(e) a person employed in the Canadian Security Intelligence Service who does not perform duties of a clerical or secretarial nature;

(f) a person employed on a casual basis;

(g) a person employed on a term basis, unless the term of employment is for a period of three months or more or the person has been so employed for a period of three months or more;

(h) a person employed by the Board;

(i) a person who occupies a managerial or confidential position; or

(j) a person who is employed under a program designated by the employer as a student employment program.

“employee organization”
« organisation syndicale »

“employee organization” means an organization of employees the purposes of which include the regulation of relations between the employer and its employees for the purposes of Parts 1 and 2, and includes, unless the context otherwise requires, a council of employee organizations.

“employer”
« employeur »

“employer” means Her Majesty in right of Canada as represented by

(a) the Treasury Board, in the case of a department named in Schedule I to the *Financial Administration Act* or another portion of the federal public administration named in Schedule IV to that Act; and

(b) the separate agency, in the case of a portion of the federal public administration named in Schedule V to the *Financial Administration Act*.

“managerial or confidential position”
« poste de direction ou de confiance »

“managerial or confidential position” means a position declared to be a managerial or confidential position by an order made by the Board under subsection 62(1), section 63, subsection 74(1) or section 75.

a) nommée par le gouverneur en conseil, en vertu d’une loi fédérale, à un poste prévu par cette loi;

b) recrutée sur place à l’étranger;

c) qui n’est pas ordinairement astreinte à travailler plus du tiers du temps normalement exigé des personnes exécutant des tâches semblables;

d) qui est membre ou gendarme auxiliaire de la Gendarmerie royale du Canada, ou y est employée sensiblement aux mêmes conditions que ses membres;

e) employée par le Service canadien du renseignement de sécurité et n’exerçant pas des fonctions de commis ou de secrétaire;

f) employée à titre occasionnel;

g) employée pour une durée déterminée de moins de trois mois ou ayant travaillé à ce titre pendant moins de trois mois;

h) employée par la Commission;

i) occupant un poste de direction ou de confiance;

j) employée dans le cadre d’un programme désigné par l’employeur comme un programme d’embauche des étudiants.

« fonction publique » Sauf à la partie 3, l’ensemble des postes qui sont compris dans les entités ci-après ou qui en relèvent :

« fonction publique »
“public service”

a) les ministères figurant à l’annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

b) les autres secteurs de l’administration publique fédérale figurant à l’annexe IV de cette loi;

c) les organismes distincts figurant à l’annexe V de la même loi.

« grève » Tout arrêt du travail ou refus de travailler, par des personnes employées dans la fonction publique agissant conjointement, de concert ou de connivence; y sont assimilés le ralentissement du travail ou toute autre activité concertée, de la part de telles personnes, ayant pour objet la diminution ou la limitation du rendement.

« grève »
“strike”

"member" « commissaire »	"member" means a member of the Board, whether full-time or part-time.	« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, à l'exception d'un membre du Conseil du Trésor, chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.	« ministre » "Minister"
"membership dues" « cotisations syndicales »	"membership dues", in respect of employees represented by a bargaining agent, means the amount that the employer is required to deduct from the pay of the employees and remit to the bargaining agent under any collective agreement that is entered into between the employer and the bargaining agent.	« organisation syndicale » Organisation regroupant des fonctionnaires en vue, notamment, de la réglementation des relations entre les fonctionnaires et leur employeur pour l'application des parties 1 et 2; s'entend en outre, sauf indication contraire du contexte, de tout regroupement d'organisations syndicales.	« organisation syndicale » "employee organization"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the member of the Queen's Privy Council for Canada, other than a member of the Treasury Board, designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act.	« organisme distinct » S'entend au sens du paragraphe 11(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« organisme distinct » "separate agency"
"public service" « fonction publique »	"public service", except in Part 3, means the several positions in or under (a) the departments named in Schedule I to the <i>Financial Administration Act</i> ; (b) the other portions of the federal public administration named in Schedule IV to that Act; and (c) the separate agencies named in Schedule V to that Act.	« poste de direction ou de confiance » Poste déclaré tel par la Commission aux termes du paragraphe 62(1), de l'article 63, du paragraphe 74(1) ou de l'article 75.	« poste de direction ou de confiance » "managerial or confidential position"
"separate agency" « organisme distinct »	"separate agency" has the same meaning as in subsection 11(1) of the <i>Financial Administration Act</i> .	« président » Le président de la Commission.	« président » "Chairperson"
"strike" « grève »	"strike" includes a cessation of work or a refusal to work or to continue to work by persons employed in the public service, in combination, in concert or in accordance with a common understanding, and a slow-down of work or any other concerted activity on the part of such persons that is designed to restrict or limit output.	« regroupement d'organisations syndicales » Regroupement résultant de l'union de plusieurs organisations syndicales.	« regroupement d'organisations syndicales » "council of employee organizations"
"Vice-Chairperson" « vice-président »	"Vice-Chairperson" means a Vice-Chairperson of the Board.	« unité de négociation » Groupe de fonctionnaires dont la Commission a déclaré qu'il constitue une unité habile à négocier collectivement.	« unité de négociation » "bargaining unit"
Employment status preserved	(2) A person does not cease to be employed in the public service by reason only that the person ceases to work as a result of a strike or by reason only of the termination of the	« vice-président » Un vice-président de la Commission.	« vice-président » "Vice-Chairperson"
	(2) La personne ne cesse pas d'être employée dans la fonction publique du seul fait qu'elle a cessé d'y travailler par suite d'une grève ou par suite d'un licenciement contraire à la présente loi ou à toute autre loi fédérale.		Maintien du statut

person's employment contrary to this Act or any other Act of Parliament.

Persons who are not employees

(3) For greater certainty, a person is not an employee if

(a) the person is engaged under subsection 50(1); or

(b) the person's compensation for the performance of the regular duties of the person's position or office consists of fees of office or is related to the revenue of the office in which the person is employed.

Casual employment

(4) For the purposes of paragraph (f) of the definition "employee" in subsection (1), a person employed in the part of the public service to which the Public Service Commission has the exclusive right and authority to make appointments is employed on a casual basis if the person was appointed under section 21.2 of the *Public Service Employment Act*.

References to occupants of positions

(5) Every reference to a person who occupies a position, or to the occupant of a position, includes a person who is acting in that position or who has assumed wholly or substantially the duties and responsibilities of that position, and a reference to a person's position includes the position of a person who is acting in that position or who has assumed wholly or substantially the duties and responsibilities of that position.

Descriptive cross-references

3. If, in any provision of this Act, a reference to another provision of this Act is followed by words in parentheses that are descriptive of the subject-matter of that other provision, the words in parentheses form no part of the provision in which they occur and are deemed to have been inserted for convenience of reference only.

(3) Il est entendu que n'est pas considérée comme un fonctionnaire :

Exclusion

a) la personne dont les services sont retenus au titre du paragraphe 50(1);

b) la personne dont la rétribution pour l'exercice des fonctions normales de son poste ou de sa charge consiste en honoraires ou dépend des recettes du bureau où elle est employée.

Emploi à titre occasionnel

(4) Pour l'application de l'alinéa f) de la définition de « fonctionnaire » au paragraphe (1), la personne employée dans la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission de la fonction publique est une personne employée à titre occasionnel si elle a été nommée en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Mention des titulaires des postes

(5) La mention du titulaire d'un poste — ainsi que toute mention équivalente — vaut également mention de l'intérimaire ou de toute autre personne qui assume la totalité ou l'essentiel des attributions du poste; de même, la mention d'un poste vaut mention du poste occupé par une telle personne.

3. Les mots entre parenthèses qui, dans un but purement descriptif d'une matière donnée, suivent un renvoi à une disposition de la présente loi ne font pas partie de la disposition où ils apparaissent et sont réputés y avoir été insérés pour la seule commodité de la consultation.

Renvois descriptifs

PART 1

LABOUR RELATIONS

Interpretation

Definitions

4. (1) The following definitions apply in this Part.

"essential service"
« services essentiels »

"essential service" means a service, facility or activity of the Government of Canada that is or will be, at any time, necessary for

PARTIE 1

RELATIONS DE TRAVAIL

Définitions et interprétation

4. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

« commission de l'intérêt public » Commission établie en vertu de la section 10.

« commission de l'intérêt public »
"public interest commission"

<p>“essential services agreement” « entente sur les services essentiels »</p>	<p>the safety or security of the public or a segment of the public.</p> <p>“essential services agreement” means an agreement between the employer and the bargaining agent for a bargaining unit that identifies</p> <p>(a) the types of positions in the bargaining unit that are necessary for the employer to provide essential services;</p> <p>(b) the number of those positions that are necessary for that purpose; and</p> <p>(c) the specific positions that are necessary for that purpose.</p>	<p>« Conseil national mixte » Le Conseil national mixte dont l'établissement a été autorisé par le décret C.P. 3676 du 16 mai 1944.</p> <p>« entente sur les services essentiels » Entente conclue par l'employeur et l'agent négociateur indiquant :</p> <p>a) les types des postes compris dans l'unité de négociation représentée par l'agent négociateur qui sont nécessaires pour permettre à l'employeur de fournir les services essentiels;</p> <p>b) le nombre de ces postes qui est nécessaire pour permettre à l'employeur de fournir ces services;</p> <p>c) les postes en question.</p>	<p>« Conseil national mixte » “National Joint Council” « entente sur les services essentiels » “essential services agreement”</p>
<p>“mediator” « médiateur »</p>	<p>“mediator” means a person appointed as a mediator under subsection 108(1).</p>	<p>« médiateur » Personne nommée à ce titre en vertu du paragraphe 108(1).</p>	<p>« médiateur » “mediator”</p>
<p>“National Joint Council” « Conseil national mixte »</p>	<p>“National Joint Council” means the National Joint Council whose establishment was authorized by Order in Council P.C. 3676, dated May 16, 1944.</p>	<p>« parties » L'employeur et l'agent négociateur, dans le cas de négociations collectives, d'un arbitrage, de la conciliation ou d'un différend.</p>	<p>« parties » “parties”</p>
<p>“parties” « parties »</p>	<p>“parties”, in relation to collective bargaining, arbitration, conciliation or a dispute, means the employer and the bargaining agent.</p>	<p>« services essentiels » Services, installations ou activités du gouvernement du Canada qui sont ou seront nécessaires à la sécurité de tout ou partie du public.</p>	<p>« services essentiels » “essential service”</p>
<p>“public interest commission” « commission de l'intérêt public »</p>	<p>“public interest commission” means a commission established under Division 10.</p>	<p>(2) Pour l'application de l'alinéa a) de la définition de « entente sur les services essentiels », au paragraphe (1), un poste est notamment nécessaire pour permettre à l'employeur de fournir des services essentiels si son titulaire est tenu :</p> <p>a) d'accomplir des fonctions qui sont liées à la fourniture de services essentiels;</p> <p>b) d'être disponible, pendant ses heures libres, si l'employeur lui demande de se présenter au travail sans délai pour accomplir ces fonctions.</p>	<p>Caractère nécessaire du poste</p>
<p>When position is necessary</p>	<p>(2) A position that is necessary for the employer to provide essential services for the purposes of paragraph (a) of the definition “essential services agreement” in subsection (1) includes a position the occupant of which is required, at any time,</p> <p>(a) to perform the duties of the position that relate to the provision of essential services; or</p> <p>(b) to be available during his or her off-duty hours to report to work without delay to perform those duties if required to do so by the employer.</p>	<p>(2) A position that is necessary for the employer to provide essential services for the purposes of paragraph (a) of the definition “essential services agreement” in subsection (1) includes a position the occupant of which is required, at any time,</p> <p>(a) to perform the duties of the position that relate to the provision of essential services; or</p> <p>(b) to be available during his or her off-duty hours to report to work without delay to perform those duties if required to do so by the employer.</p>	<p>Caractère nécessaire du poste</p>

DIVISION 1

EMPLOYEE FREEDOMS

Employee freedoms

5. Every employee is free to join the employee organization of his or her choice and to participate in its lawful activities.

DIVISION 2

MANAGEMENT RIGHTS

Right of Treasury Board preserved

6. Nothing in this Act is to be construed as affecting the right or authority of the Treasury Board under paragraph 7(1)(b) of the *Financial Administration Act*.

Right of employer preserved

7. Nothing in this Act is to be construed as affecting the right or authority of the Treasury Board or a separate agency to determine the organization of those portions of the federal public administration for which it represents Her Majesty in right of Canada as employer or to assign duties to and to classify positions and persons employed in those portions of the federal public administration.

DIVISION 3

CONSULTATION COMMITTEES AND CO-DEVELOPMENT

Consultation committee

8. Each deputy head must, in consultation with the bargaining agents representing employees in the portion of the federal public administration for which he or she is deputy head, establish a consultation committee consisting of representatives of the deputy head and the bargaining agents for the purpose of exchanging information and obtaining views and advice on issues relating to the workplace that affect those employees, which issues may include, among other things,

- (a) harassment in the workplace; and
- (b) the disclosure of information concerning wrongdoing in the public service and the protection from reprisal of employees who disclose such information.

Meaning of "co-development of workplace improvements"

9. For the purpose of this Division, "co-development of workplace improvements" means the consultation between the parties on workplace issues and their participation in the identification of workplace problems and the development and analysis of solutions to those

SECTION 1

LIBERTÉ DU FONCTIONNAIRE

Liberté du fonctionnaire

5. Le fonctionnaire est libre d'adhérer à l'organisation syndicale de son choix et de participer à toute activité licite de celle-ci.

SECTION 2

DROITS DE LA DIRECTION

Maintien du droit du Conseil du Trésor

6. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte au droit ou à l'autorité du Conseil du Trésor conféré par l'alinéa 7(1)b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Maintien du droit de l'employeur

7. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte au droit ou à l'autorité du Conseil du Trésor ou d'un organisme distinct quant à l'organisation de tout secteur de l'administration publique fédérale à l'égard duquel il représente Sa Majesté du chef du Canada à titre d'employeur, à l'attribution des fonctions aux postes et aux personnes employées dans un tel secteur et à la classification de ces postes et personnes.

SECTION 3

COMITÉ CONSULTATIF ET AMÉLIORATION CONJOINTE DU MILIEU DE TRAVAIL

Comité consultatif

8. Chaque administrateur général établit, en collaboration avec les agents négociateurs représentant des fonctionnaires du secteur de l'administration publique fédérale dont il est responsable, un comité consultatif composé de ses représentants et de représentants des agents négociateurs en vue de l'échange d'information et de l'obtention d'opinions et de conseils sur des questions liées au milieu de travail qui touchent les fonctionnaires. Ces questions peuvent notamment porter sur :

- a) le harcèlement en milieu de travail;
- b) la communication de renseignements sur les actes fautifs commis au sein de la fonction publique et la protection des fonctionnaires contre les représailles lorsqu'ils communiquent ces renseignements.

9. Pour l'application de la présente section, « amélioration conjointe du milieu de travail » s'entend de la consultation entre les parties sur les questions liées au milieu de travail et de leur participation à la formulation des problèmes relatifs à celui-ci, et à l'élabo-

Définition de « amélioration conjointe du milieu de travail »

problems with a view to adopting mutually agreed to solutions.

Co-development of workplace improvements

10. The employer and a bargaining agent, or a deputy head and a bargaining agent, may engage in co-development of workplace improvements.

National Joint Council

11. Co-development of workplace improvements by the employer and a bargaining agent may take place under the auspices of the National Joint Council or any other body they may agree on.

ration et à l'étude de solutions en vue de l'adoption de celles dont elles conviennent.

10. L'employeur et l'agent négociateur, ou l'administrateur général et l'agent négociateur, peuvent travailler à l'amélioration conjointe du milieu de travail.

Amélioration conjointe du milieu de travail

11. L'employeur et l'agent négociateur peuvent travailler à l'amélioration conjointe du milieu de travail sous l'égide du Conseil national mixte ou de tout autre organisme dont ils conviennent.

Conseil national mixte

DIVISION 4

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS BOARD

Establishment and Composition

12. A Board is established, to be called the Public Service Labour Relations Board, consisting of a Chairperson, up to three Vice-Chairpersons and any other members that the Governor in Council may appoint.

Board established

Mandate

13. The Board's mandate is to provide adjudication services, mediation services and compensation analysis and research services in accordance with this Act.

Mandate

14. The adjudication services to be provided by the Board consist of the hearing of applications and complaints made under this Part, the referral of grievances to adjudication in accordance with Part 2 and the hearing of matters brought before the Board under Part 3.

Adjudication services

15. The mediation services to be provided by the Board consist of

- (a) assisting parties in the negotiation of collective agreements and their renewal;
- (b) assisting parties in the management of the relations resulting from the implementation of collective agreements;
- (c) mediating in relation to grievances; and
- (d) assisting the Chairperson in discharging his or her responsibilities under this Act.

Mediation services

SECTION 4

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Création et composition

12. Est créée la Commission des relations de travail dans la fonction publique composée du président, d'au plus trois vice-présidents et des autres commissaires nommés par le gouverneur en conseil.

Création de la Commission

Mission

13. La Commission est chargée de la prestation de services en matière d'arbitrage, de médiation et d'analyse et de recherche en matière de rémunération en conformité avec la présente loi.

Mission

14. Les services d'arbitrage offerts par la Commission comprennent l'audition des demandes et des plaintes au titre de la présente partie, le renvoi des griefs à l'arbitrage au titre de la partie 2 ainsi que l'instruction des affaires dont la Commission est saisie au titre de la partie 3.

Services d'arbitrage

15. Les services de médiation offerts par la Commission comprennent :

- a) l'appui apporté aux parties dans le cadre de la négociation et du renouvellement des conventions collectives;
- b) l'appui apporté aux parties dans le cadre de la gestion des relations qui découlent de leur mise en oeuvre;
- c) la médiation relative aux griefs;
- d) l'appui apporté au président dans le cadre de l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Services de médiation

Compensation analysis and research services

16. (1) The compensation analysis and research services to be provided by the Board include conducting compensation surveys, compiling information relating to compensation, analyzing that information and making it, and the analysis, available to the parties and to the public, and conducting any research relating to compensation that the Chairperson may direct.

16. (1) Les services d'analyse et de recherche en matière de rémunération offerts par la Commission comprennent la conduite d'enquêtes sur la rémunération, l'obtention de renseignements sur la rémunération, leur analyse, la mise à la disposition des parties et du public de ces renseignements et analyses et la réalisation de recherches sur la rémunération exigées par le président.

Services d'analyse et de recherche en matière de rémunération

Restriction on disclosure

(2) In making information or analysis available under subsection (1), no member and no person employed by or acting under the direction of the Board shall disclose or knowingly cause to be disclosed, by any means, any information that makes it possible to relate the information or analysis to any identifiable individual person, business or organization.

(2) Dans le cadre de la mise à la disposition des parties et du public des renseignements et analyses visés au paragraphe (1), il est interdit aux commissaires et aux personnes employées par la Commission ou agissant sous sa supervision de révéler des renseignements ou de sciemment en faire révéler, par quelque moyen que ce soit, de telle manière qu'il soit possible, grâce à ces révélations, de rattacher les renseignements et analyses à un particulier, à une entreprise ou à une organisation identifiables.

Réserve

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if the person, business or organization concerned has consented in writing to the information being disclosed.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le particulier, l'entreprise ou l'organisation visé a consenti par écrit à la révélation des renseignements.

Exception

National Joint Council

17. The Board's mandate includes the provision of facilities and administrative support to the National Joint Council.

17. La Commission a également pour mandat de fournir des installations et des services de soutien administratif au Conseil national mixte.

Conseil national mixte

Appointment of Members

Nomination des commissaires

Qualifications

18. (1) To be eligible to hold office as a member, a person must

18. (1) Pour être admissible à la charge de commissaire, il faut :

Qualités requises

(a) be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship Act* or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

a) être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté* ou résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

(b) not hold any other office or employment under the employer;

b) ne pas occuper une autre charge ou un autre emploi relevant de l'employeur;

(c) not be a member of or hold an office or employment under an employee organization certified as a bargaining agent;

c) ne pas adhérer à une organisation syndicale accréditée à titre d'agent négociateur, ni occuper une charge ou un emploi relevant d'une telle organisation;

(d) not carry on any activity inconsistent with the person's functions; and

d) ne pas accepter de charge ou d'emploi — ni exercer d'activité — incompatibles avec leurs fonctions;

(e) have knowledge of or experience in labour relations.

Exception	(2) Despite paragraph (1)(b), a person is not ineligible to hold office as a member by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Commissioner in Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories or the Legislature for Nunavut with powers and functions similar to those of the Board.	e) avoir de l'expérience ou des connaissances en matière de relations de travail.	Compatibilité
Appointments of other members from list	19. (1) Every member, other than the Chairperson or a Vice-Chairperson, must be appointed from among eligible persons whose names are included on a list prepared by the Chairperson after consultation with the employer and the bargaining agents.	19. (1) Les commissaires, à l'exception du président et des vice-présidents, sont choisis parmi les personnes dont les noms figurent sur une liste dressée par le président après consultation de l'employeur et des agents négociateurs.	Établissement d'une liste de candidats commissaires par le président
Contents	(2) The Chairperson must set out on the list (a) the names of all eligible persons recommended by the employer; (b) the names of all eligible persons recommended by the bargaining agents; and (c) the names of any other eligible persons whom the Chairperson considers suitable for appointment.	(2) La liste contient : a) les noms des personnes admissibles recommandées au président par l'employeur; b) les noms des personnes admissibles recommandées au président par les agents négociateurs; c) les noms d'autres personnes admissibles que le président estime compétentes.	Contenu de la liste
Equal numbers	(3) The appointment of members, other than the Chairperson and the Vice-Chairpersons, is to be made so as to ensure that, to the extent possible, an equal number are appointed from among persons recommended by the employer and from among persons recommended by the bargaining agents.	(3) Les commissaires, à l'exception du président et des vice-présidents, sont nommés de façon à ce que, dans la mesure du possible, un nombre égal de ceux-ci soit, d'une part, des personnes dont la nomination a été recommandée par l'employeur et, d'autre part, des personnes dont la nomination a été recommandée par les agents négociateurs.	Nombre égal
Non-representative Board	(4) Despite being recommended by the employer or the bargaining agents, a member does not represent either the employer or the employees and must act impartially in respect of all powers and functions under this Act.	(4) Malgré son éventuelle nomination sur recommandation de l'employeur ou des agents négociateurs, le commissaire ne représente ni l'employeur ni les fonctionnaires et est tenu d'agir avec impartialité dans l'exercice de ses attributions.	Impartialité
Full or part-time members	20. The Chairperson and the Vice-Chairpersons are each full-time members and the other members may be appointed as full-time or part-time members.	20. Le président et les vice-présidents exercent leurs fonctions à temps plein, et les autres commissaires soit à temps plein, soit à temps partiel.	Exercice des fonctions
Residence of full-time members	21. The full-time members must reside in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or within any distance of it that the Governor in Council may determine.	21. Les membres à temps plein résident dans la région de la capitale nationale délimitée à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.	Résidence des membres à temps plein

Tenure	<p>22. (1) Each member is to be appointed to hold office during good behaviour and may be removed by the Governor in Council for cause.</p>	<p>22. (1) Les commissaires sont nommés à titre inamovible, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.</p>	Inamovibilité
Term of office	<p>(2) A member may be appointed for a term of office that is not more than five years.</p>	<p>(2) Les commissaires sont nommés pour un mandat d'au plus cinq ans.</p>	Durée du mandat
Reappointment	<p>(3) A member is eligible for reappointment on the expiry of any term of office.</p>	<p>(3) Le mandat des commissaires peut être reconduit.</p>	Renouvellement de mandat
Completion of duties	<p>(4) A person who ceases to be a member for any reason other than removal may, at the request of the Chairperson, within eight weeks after ceasing to be a member, carry out and complete any functions or responsibilities that the person would otherwise have had in connection with any matter that came before the Board while the person was still a member and in respect of which there was any proceeding in which the person participated as a member. For that purpose, the person is deemed to be a part-time member.</p>	<p>(4) Le commissaire qui, pour tout motif autre que la révocation, cesse de faire partie de la Commission peut, sur demande du président et dans un délai de huit semaines après la cessation de ses fonctions, s'acquitter intégralement des fonctions ou des responsabilités qui auraient été alors les siennes en ce qui concerne toute affaire soumise à la Commission avant qu'il ne cesse d'y siéger et ayant déjà fait l'objet d'une procédure à laquelle il a participé en sa qualité de membre. Il est alors réputé être un commissaire à temps partiel.</p>	Conclusion des affaires en cours
<p>Remuneration</p>			
Remuneration	<p>23. Every member and former member referred to in subsection 22(4)</p> <p>(a) is to be paid the remuneration that may be determined by the Governor in Council; and</p> <p>(b) is entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from, in the case of full-time members, their ordinary place of work and, in the case of part-time members, their ordinary place of residence.</p>	<p>23. Les commissaires qui sont en fonctions ou qui sont visés au paragraphe 22(4) :</p> <p>a) reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil;</p> <p>b) ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.</p>	Rémunération
<p>Application of Acts</p>			
Application of Public Service Superannuation Act	<p>24. A full-time member is deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i>.</p>	<p>24. Les commissaires à temps plein sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>.</p>	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Application of other Acts	<p>25. Members are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i>.</p>	<p>25. Les commissaires sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en application de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>.</p>	Application d'autres lois

Head Office and Meetings

Siège et réunions

Head office	26. The head office of the Board is to be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	26. Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Time and place of meetings	27. (1) Meetings of the Board may be held at any date, time and place that the Chairperson considers appropriate for the proper conduct of the Board's business.	27. (1) La Commission tient ses réunions aux date, heure et lieu que le président estime utiles pour l'exécution de ses travaux.	Réunions
Off-site participation	(2) A meeting of the Board may be held by any means of telecommunication that permits all persons participating in the meeting to communicate adequately with each other during the meeting. A person participating by such means is deemed to be present at the meeting.	(2) Les réunions de la Commission peuvent se tenir par tout moyen de télécommunication permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux. Les personnes qui participent ainsi à ces réunions sont réputées y être présentes.	Moyen de télécommunication
Quorum	28. The Chairperson, one Vice-Chairperson and a majority of the other full-time members of the Board constitute a quorum at a meeting of the Board.	28. Le président, un vice-président et la majorité des autres commissaires à temps plein constituent le quorum de la Commission.	Quorum
Attendance of part-time members at meetings	29. A part-time member is not entitled to attend a meeting of the Board, but may attend at the invitation of the Chairperson.	29. Les commissaires à temps partiel ne participent aux réunions de la Commission que s'ils y ont été invités par le président.	Participation des commissaires à temps partiel sur invitation
Decision of majority	30. A decision of a majority of the Board's members who are present at a Board meeting is a decision of the Board.	30. La décision prise par la majorité des commissaires présents constitue la décision de la Commission.	Décision de la majorité

Panels

Formations

Composition	31. Proceedings brought before the Board under this Part are to be heard and determined by a panel of not less than three members, at least one of whom is the Chairperson or a Vice-Chairperson, or, if the Chairperson considers it appropriate in the circumstances, by a panel consisting of a single member.	31. Les affaires dont est saisie la Commission dans le cadre de la présente partie sont instruites par une formation composée d'au moins trois membres dont le président ou au moins un vice-président fait obligatoirement partie ou, si le président l'estime indiqué dans les circonstances, d'un membre unique.	Formation d'au moins trois membres
Powers, rights and privileges	32. A panel has all the powers, rights and privileges of the Board with respect to any matter assigned to the panel under this Part.	32. La formation exerce, relativement à l'affaire dont elle est saisie, toutes les attributions que la présente partie confère à la Commission.	Attributions
Chairperson of the panel	33. The chairperson of a panel that consists of three or more members is the Chairperson or, if the Chairperson is not a member of the panel, a Vice-Chairperson designated by the Chairperson.	33. Le président de la Commission préside la formation s'il en fait partie; sinon, il désigne un vice-président de la Commission comme président de la formation.	Président de la formation

Death or incapacity of member

34. (1) In the event of the death or incapacity of a member of a panel consisting of three or more members, other than the death or incapacity of the chairperson, the chairperson may determine any matter that was before the panel and the chairperson's decision is deemed to be the decision of the panel.

34. (1) Le président de la formation peut, en cas de décès ou d'empêchement d'un autre membre de celle-ci, trancher seul l'affaire dont elle était saisie, sa décision étant alors réputée celle de la formation.

Décès ou empêchement d'un membre

Death or incapacity of chairperson

(2) In the event of the death or incapacity of the chairperson of a panel, or of the member when the panel consists of a single member, the Chairperson must establish a new panel to hear and determine the matter on any terms and conditions that the Chairperson may specify for the protection and preservation of the rights and interests of the parties.

(2) En cas de décès ou d'empêchement du président de la formation ou du membre unique, le président de la Commission constitue une autre formation et lui renvoie l'affaire selon les modalités et aux conditions qu'il fixe dans l'intérêt des parties.

Décès ou empêchement du président de la formation

Decision of panel

35. (1) A decision made by a majority of the members of a panel is the decision of the panel or, if no decision is supported by the majority of the members of the panel, the decision of the chairperson of the panel is the decision of the panel.

35. (1) Les décisions de la formation sont prises à la majorité des membres. Lorsqu'il n'y a pas de majorité, la décision du président de la formation constitue la décision de celle-ci.

Décisions à la majorité

Decision of Board

(2) A decision of a panel is a decision of the Board.

(2) Les décisions rendues par la formation constituent des décisions de la Commission.

Valeur de la décision

Powers and Functions of the Board

Pouvoirs et fonctions de la Commission

Powers and functions of the Board

36. The Board administers this Act and it may exercise the powers and perform the functions that are conferred or imposed on it by this Act, or as are incidental to the attainment of the objects of this Act, including the making of orders requiring compliance with this Act, regulations made under it or decisions made in respect of a matter coming before the Board.

36. La Commission met en oeuvre la présente loi et exerce les pouvoirs et fonctions que celle-ci lui confère ou qu'implique la réalisation de ses objets, notamment en rendant des ordonnances qui exigent l'observation de la présente loi, des règlements pris sous le régime de celle-ci ou des décisions qu'elle rend sur les questions qui lui sont soumises.

Pouvoirs et fonctions de la Commission

Provision of assistance to parties

37. The Board, or any member or employee of the Board designated by the Board, may, if the parties agree, assist the parties in resolving any issue in dispute at any stage of a proceeding by any means that the Board considers appropriate, without prejudice to its power to determine issues that have not been settled.

37. La Commission ou n'importe lequel de ses membres ou employés qu'elle désigne peut, en tout état de cause et avec le consentement des parties, aider celles-ci à régler les questions en litige de la façon qu'elle juge indiquée sans qu'il soit porté atteinte à la compétence de la Commission pour trancher les questions qui n'auront pas été réglées.

Pouvoir général d'aider les parties

Delegation by Board

38. The Board may authorize the Chairperson to exercise any of its powers or perform any of its functions, other than the power to make regulations.

38. Le président peut exercer les pouvoirs et fonctions que la présente loi confère à la Commission et que celle-ci lui délègue, à l'exception du pouvoir de prendre les règlements.

Délégation

Authority to
make
regulations

39. The Board may make regulations concerning

- (a) the certification of bargaining agents for bargaining units;
- (b) the determination of units appropriate for collective bargaining;
- (c) the time and manner of making applications under section 59, the provision of copies of those applications and the filing of objections in respect of any positions referred to in those applications;
- (d) the authority vested in a council of employee organizations that is to be considered the appropriate authority within the meaning of paragraph 64(1)(c);
- (e) the manner of making applications under sections 71 and 77, the time and manner of providing copies of those applications and the time and manner of the filing of objections in respect of any positions referred to in applications under section 71;
- (f) the rights, privileges and duties that are acquired or retained by an employee organization in respect of a bargaining unit or any employee included in a bargaining unit when there is a merger, an amalgamation or a transfer of jurisdiction between two or more employee organizations;
- (g) the revocation of certification of a bargaining agent, including the rights and privileges that have accrued to and are retained by any employee despite the revocation;
- (h) the manner of giving notices referred to in subsection 103(1), and the form of those notices, and the manner of making applications referred to in subsection 104(1), and the form of those applications;
- (i) the procedure for hearings;
- (j) the specification of the times within which notices, other than those referred to in subsections 130(1) and (2), and other documents are to be sent or given under this

39. La Commission peut prendre des règlements concernant :

- a) l'accréditation d'agents négociateurs d'unités de négociation;
- b) la détermination des unités habiles à négocier collectivement;
- c) les délais et modalités applicables à la demande mentionnée à l'article 59 et à l'envoi de copies de celle-ci et au dépôt de l'avis d'opposition à l'égard de tout poste visé par celle-ci;
- d) l'autorité dévolue à tout regroupement d'organisations syndicales ayant valeur d'autorité suffisante au sens de l'alinéa 64(1)c);
- e) les modalités applicables aux demandes mentionnées aux articles 71 ou 77 et les délais et modalités applicables à l'envoi de copies de celles-ci et au dépôt d'avis d'opposition à l'égard de tout poste visé par la demande mentionnée à l'article 71;
- f) les droits, privilèges et obligations acquis ou conservés par toute organisation syndicale relativement à toute unité de négociation ou à tout fonctionnaire en faisant partie, dans le cas d'une fusion ou d'un transfert de compétence entre plusieurs organisations syndicales;
- g) la révocation de l'accréditation de tout agent négociateur, ainsi que les droits et privilèges que le fonctionnaire a acquis et qu'il conserve malgré cette révocation;
- h) les modalités applicables à l'avis et à la demande prévus respectivement aux paragraphes 103(1) et 104(1);
- i) la procédure pour ses audiences;
- j) l'établissement des délais d'envoi des avis, à l'exception des avis mentionnés aux paragraphes 130(1) et (2), et autres documents au titre de la présente partie, la désignation de leurs destinataires et la fixation de la date à laquelle ces avis sont réputés avoir été donnés et reçus;

Pouvoir
réglementaire
de la
Commission

Part, the persons to whom they are to be sent or given and when they are deemed to have been sent, given or received;

(k) the determination of the form in which, and the time as of which, the following evidence is to be presented to the Board on an application for certification or revocation of certification of a bargaining agent:

(i) evidence as to membership of employees in an employee organization,

(ii) evidence of objection by employees to certification of an employee organization, and

(iii) evidence of signification by employees that they no longer wish to be represented by an employee organization;

(l) the circumstances in which evidence referred to in paragraph (k) may be received by it as evidence that any employees wish or do not wish to have a particular employee organization represent them as their bargaining agent, and the circumstances in which it must not make public any evidence so received; and

(m) any other matter that is incidental or conducive to the exercise of its powers, the performance of its functions or the attainment of the objects of this Part.

k) les modalités de forme et de temps applicables à la présentation à la Commission, à la suite d'une demande d'accréditation ou de révocation d'accréditation comme agent négociateur, de la preuve :

(i) de l'adhésion de fonctionnaires à une organisation syndicale,

(ii) de l'opposition des fonctionnaires à l'accréditation d'une organisation syndicale,

(iii) de l'expression de la volonté de ces fonctionnaires de ne plus être représentés par une organisation syndicale;

l) les circonstances lui permettant de recevoir les éléments visés à l'alinéa k) comme preuve de la volonté de fonctionnaires d'être représentés ou non par une organisation syndicale donnée à titre d'agent négociateur, ainsi que les cas où elle ne peut rendre ces éléments publics;

m) les autres questions pouvant se rattacher ou contribuer à l'exercice des pouvoirs et fonctions de la Commission ainsi qu'à la réalisation des objets de la présente partie.

Powers of Board

40. (1) The Board has, in relation to any matter before it, the power to

(a) summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath in the same manner as a superior court of record;

(b) order pre-hearing procedures, including pre-hearing conferences that are held in private, and direct the date, time and place of the hearings for those procedures;

(c) order that a hearing or a pre-hearing conference be conducted using any means of telecommunication that permits all persons participating in the conference to communicate adequately with each other;

(d) administer oaths and solemn affirmations;

40. (1) Dans le cadre de toute affaire dont elle est saisie, la Commission peut :

a) de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, convoquer des témoins et les contraindre à comparaître et à déposer sous serment, oralement ou par écrit;

b) ordonner des procédures préparatoires, notamment la tenue de conférences préparatoires à huis clos, et en fixer les date, heure et lieu;

c) ordonner l'utilisation de tout moyen de télécommunication permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux lors des audiences et des conférences préparatoires;

Pouvoirs de la Commission lors des procédures

- (e) accept any evidence, whether admissible in a court of law or not;
- (f) examine any evidence that is submitted to it respecting membership of employees in an employee organization seeking certification and, in the case of a council of employee organizations seeking certification, in any employee organization forming part of the council;
- (g) examine documents forming or relating to the constitution or articles of association of any employee organization seeking certification and, in the case of a council of employee organizations seeking certification, those of any employee organization forming part of the council;
- (h) compel, at any stage of a proceeding, any person to produce the documents and things that may be relevant;
- (i) require the employer to post and keep posted in appropriate places any notice that the Board considers necessary to bring matters or proceedings before the Board to the attention of employees;
- (j) subject to any limitations that the Governor in Council may establish in the interests of defence or security, enter any premises of the employer where work is being or has been done by employees, inspect and view any work, material, machinery, appliance or article in the premises and require any person in the premises to answer all questions relating to the matter before it;
- (k) subject to any limitations that the Governor in Council may establish in the interests of defence or security, enter any premises of the employer for the purpose of conducting representation votes during working hours; and
- (l) authorize any person to do anything that the Board may do under paragraphs (d) to (k) and require the person to report to it on what the person has done.
- d) faire prêter serment et recevoir les affirmations solennelles;
- e) accepter des éléments de preuve, qu'ils soient admissibles ou non en justice;
- f) examiner les éléments de preuve qui lui sont présentés sur l'adhésion des fonctionnaires à l'organisation syndicale sollicitant l'accréditation et, dans le cas d'un regroupement d'organisations syndicales sollicitant l'accréditation, à toute organisation syndicale membre du regroupement;
- g) examiner les documents constitutifs ou les statuts de l'organisation syndicale sollicitant l'accréditation et, dans le cas d'un regroupement d'organisations syndicales sollicitant l'accréditation, de toute organisation syndicale membre du regroupement, ainsi que tout document connexe;
- h) obliger, en tout état de cause, toute personne à produire les documents ou pièces qui peuvent être liés à toute question dont elle est saisie;
- i) exiger de l'employeur qu'il affiche et maintienne affichés aux endroits appropriés les avis qu'elle estime nécessaire de porter à l'attention des fonctionnaires au sujet de toute question ou affaire dont elle est saisie;
- j) sous réserve des restrictions que le gouverneur en conseil peut imposer en matière de défense ou de sécurité, pénétrer dans des locaux ou sur des terrains de l'employeur où des fonctionnaires exécutent ou ont exécuté un travail, procéder à l'examen de tout matériau, outillage, appareil ou objet s'y trouvant, ainsi qu'à celui du travail effectué dans ces lieux, et obliger quiconque à répondre aux questions qu'elle lui pose relativement à l'affaire dont elle est saisie;
- k) sous réserve des restrictions que le gouverneur en conseil peut imposer en matière de défense ou de sécurité, pénétrer dans les locaux ou sur des terrains de l'employeur pour y tenir des scrutins de représentation pendant les heures de travail;
- l) déléguer à quiconque les pouvoirs qu'elle détient en vertu des alinéas d) à k) en

		exigeant éventuellement un rapport sur l'exercice de ces pouvoirs.	
Frivolous applications	(2) The Board may dismiss summarily any application or complaint that in its opinion is frivolous or vexatious.	(2) La Commission peut rejeter de façon sommaire toute demande ou plainte qu'elle estime frustratoire.	Demande frivole
Determination without oral hearing	41. The Board may decide any matter before it without holding an oral hearing.	41. La Commission peut trancher toute affaire ou question dont elle est saisie sans tenir d'audience.	Décision sans audience
Scope of orders	42. In making an order or a decision, or doing any other thing in relation to any person under this Act, the Board may do so either generally or in any particular case or class of cases.	42. Les ordonnances, les décisions et les autres actes pris par la Commission à l'égard de toute personne peuvent être de portée générale ou ne viser qu'un cas ou une catégorie de cas.	Portée des ordonnances
Review of orders and decisions	43. (1) Subject to subsection (2), the Board may review, rescind or amend any of its orders or decisions, or may re-hear any application before making an order in respect of the application.	43. (1) La Commission peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions ou ordonnances ou réentendre toute demande avant de rendre une ordonnance à son sujet.	Révision ou modification des ordonnances
Exception	(2) A right that is acquired by virtue of an order or a decision that is reviewed, rescinded or amended by the Board may not be altered or extinguished with effect from a day that is earlier than the day on which the review, rescission or amendment is made.	(2) Dans un tel cas, les droits acquis par suite d'une de ces décisions ou ordonnances ne peuvent être modifiés ou abolis qu'à compter de la date du réexamen, de l'annulation ou de la modification de la décision ou de l'ordonnance.	Exception
	Chairperson	Président	
Chief executive officer	44. The Chairperson is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work of the Board, including <i>(a)</i> the assignment and reassignment of matters that the Board is seized of to panels; <i>(b)</i> the composition of panels and the assignment of Vice-Chairpersons to preside over panels; and <i>(c)</i> the determination of the date, time and place of hearings.	44. Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités, notamment en ce qui a trait à : <i>a)</i> l'assignation et la réassignation aux formations des affaires dont la Commission est saisie; <i>b)</i> la composition des formations et la désignation des vice-présidents chargés de les présider; <i>c)</i> la fixation des date, heure et lieu des audiences.	Premier dirigeant
Delegation by Chairperson	45. The Chairperson may authorize a Vice-Chairperson to exercise any of the Chairperson's powers or perform any of the Chairperson's functions, including powers or functions delegated to the Chairperson by the Board.	45. Le président peut déléguer à tout vice-président les attributions que lui confère la présente loi ou que lui délègue la Commission.	Délégation
Absence of Chairperson	46. (1) If the Chairperson is absent or unable to act, or the office of Chairperson is vacant, a Vice-Chairperson designated by the Minister is to act as Chairperson.	46. (1) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président désigné par le ministre.	Vice-président

Absence of Chairperson and the Vice-Chairperson

(2) In the event of the absence or incapacity of both the Chairperson and the Vice-Chairperson designated by the Minister, or if both of those offices are vacant, the Minister may designate a member or any qualified person to act as Chairperson but no person so designated by the Minister has authority to act as Chairperson for more than 60 days without the approval of the Governor in Council.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président désigné par le ministre ou de vacance de leurs postes, la présidence est assumée par le membre que désigne le ministre, sous réserve toutefois de l'agrément du gouverneur en conseil lorsque l'intérim dépasse soixante jours.

Choix d'un autre intérimaire

Human Resources

Responsibility for human resources management

47. The Chairperson is authorized, in respect of persons employed by the Board, to exercise the powers and perform the functions of the Treasury Board under the *Financial Administration Act* that relate to human resources management within the meaning of paragraph 7(1)(e) and section 11.1 of that Act, and those of deputy heads under subsection 12(2) of that Act, including the determination of terms and conditions of employment of persons employed by the Board.

47. Le président est autorisé, en ce qui a trait au personnel de la Commission, à assumer les responsabilités et à exercer les attributions conférées au Conseil du Trésor par la *Loi sur la gestion des finances publiques* en matière de gestion des ressources humaines, au sens de l'alinéa 7(1)e) et de l'article 11.1 de cette loi, et les attributions conférées aux administrateurs généraux en vertu du paragraphe 12(2) de cette loi, notamment la fixation des conditions d'emploi de son personnel.

Attributions en matière de gestion des ressources humaines

Executive Director of Board

48. (1) An Executive Director of the Board is to be appointed under the *Public Service Employment Act*.

48. (1) Est nommé, conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, un directeur général de la Commission.

Directeur général

Supervision of work

(2) The Executive Director of the Board assists the Chairperson in the exercise of the Chairperson's functions and, subject to the Chairperson's direction, directs and supervises the day-to-day conduct of the work of the Board, the management of the Board's internal affairs and the work of persons employed by the Board.

(2) Le directeur général assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et, sous la direction de celui-ci, dirige et surveille la conduite des affaires courantes de la Commission, la gestion de ses affaires internes et l'exécution des fonctions de son personnel.

Surveillance des travaux et du personnel

Other persons

49. All other persons that the Board considers necessary for it to employ are to be appointed under the *Public Service Employment Act*.

49. Le personnel supplémentaire que la Commission estime nécessaire est nommé sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Personnel supplémentaire

Experts and advisers

50. (1) The Chairperson may engage on a temporary basis the services of mediators and other experts or persons having technical or special knowledge to assist the Board in an advisory capacity and, subject to the approval of the Governor in Council, fix their remuneration.

50. (1) Le président peut retenir temporairement les services de médiateurs et d'autres experts chargés d'assister la Commission à titre consultatif, et, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, fixer leur rémunération.

Assistance technique

Non-application of Public Service Superannuation Act

(2) A person engaged under subsection (1) is not to be considered as being employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* by reason only of being so engaged.

(2) Les personnes dont les services sont retenus au titre du paragraphe (1) ne font pas partie, de ce seul fait, de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

Non-application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*

Judicial Review and Enforcement of Orders

Révision judiciaire et exécution des ordonnances

Orders not to be reviewed by court

51. (1) Subject to this Part, every order or decision of the Board is final and may not be questioned or reviewed in any court, except in accordance with the *Federal Court Act* on the grounds referred to in paragraph 18.1(4)(a), (b) or (e) of that Act.

51. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les ordonnances et les décisions de la Commission sont définitives et ne sont susceptibles de contestation ou de révision par voie judiciaire qu'en conformité avec la *Loi sur la Cour fédérale* et pour les motifs visés aux alinéas 18.1(4)a), b) ou e) de cette loi.

Impossibilité de révision par un tribunal

Standing of Board

(2) The Board has standing to appear in proceedings referred to in subsection (1) for the purpose of making submissions regarding the standard of review to be used with respect to decisions of the Board and the Board's jurisdiction, policies and procedures.

(2) La Commission a qualité pour comparaître dans les procédures visées au paragraphe (1) pour présenter ses observations à l'égard de la norme de contrôle judiciaire applicable à ses décisions ou à l'égard de sa compétence, de ses procédures et de ses lignes directrices.

Qualité de la Commission

No review by *certiorari*, etc.

(3) Except as permitted by subsection (1), no order, decision or proceeding of the Board made or carried on under or purporting to be made or carried on under this Part may, on any ground, including the ground that the order, decision or proceeding is beyond the jurisdiction of the Board to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the Board for any reason exceeded or lost its jurisdiction,

(a) be questioned, reviewed, prohibited or restrained; or

(b) be made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injunction, *certiorari*, prohibition, *quo warranto* or otherwise.

(3) Sauf exception prévue au paragraphe (1), l'action — décision, ordonnance ou procédure — de la Commission, dans la mesure où elle est censée s'exercer dans le cadre de la présente partie, ne peut, pour quelque motif, notamment celui de l'excès de pouvoir ou de l'incompétence à une étape quelconque de la procédure :

a) être contestée, révisée, empêchée ou limitée;

b) faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition ou de *quo warranto*.

Interdiction de recours extraordinaire

Filing of Board's orders in Federal Court

52. (1) The Board must, on the request in writing of any person or organization affected by any order of the Board, file a certified copy of the order, exclusive of the reasons for the order, in the Federal Court, unless, in its opinion,

(a) there is no indication of failure or likelihood of failure to comply with the order; or

(b) there is other good reason why the filing of the order in the Federal Court would serve no useful purpose.

52. (1) Sur demande écrite de la personne ou de l'organisation touchée, la Commission dépose à la Cour fédérale une copie certifiée conforme du dispositif de l'ordonnance sauf si, à son avis :

a) soit rien ne laisse croire qu'elle n'a pas été exécutée ou ne le sera pas;

b) soit, pour d'autres motifs valables, le dépôt ne serait d'aucune utilité.

Dépôt à la Cour fédérale

Effect of filing

(2) An order of the Board becomes an order of the Federal Court when a certified copy of the order is filed in that court, and it may subsequently be enforced as such.

(2) En vue de son exécution, l'ordonnance rendue par la Commission, dès le dépôt à la Cour fédérale de la copie certifiée conforme, est assimilée à une ordonnance rendue par celle-ci.

Exécution des ordonnances

Advisory Board

Minister to establish

53. (1) The Minister shall establish an advisory board to provide advice to the Chairperson on the compensation analysis and research services provided by the Board.

Comité consultatif

53. (1) Le ministre établit un comité consultatif chargé de conseiller le président sur les services d'analyse et de recherche en matière de rémunération offerts par la Commission.

Établissement par le ministre

Composition

(2) The advisory board is to consist of a chairperson and no more than 11 other members appointed by the Minister.

(2) Le comité est formé d'au plus douze membres — dont le président de celui-ci — nommés par le ministre.

Formation

Qualifications

(3) All of the members must have knowledge or experience that will assist the advisory board to accomplish its mandate, including knowledge of or experience in compensation issues or statistics.

(3) Les membres doivent avoir des connaissances ou de l'expérience susceptibles d'aider le comité consultatif à accomplir sa mission, notamment des connaissances ou de l'expérience dans le domaine de la rémunération ou de la statistique.

Qualifications

Representativeness

(4) Appointments to the advisory board are to be made such that there is an equal number of members representative of the employer and of employees.

(4) Le nombre des membres qui représentent les fonctionnaires doit être égal à celui des membres qui représentent l'employeur.

Représentativité

DIVISION 5

SECTION 5

BARGAINING RIGHTS

DROITS DE NÉGOCIATION

Certification of Bargaining Agents

Accréditation des agents négociateurs

Application for Certification

Demande d'accréditation

Right to apply

54. Subject to section 55, an employee organization that seeks to be certified as bargaining agent for a group of employees that it considers constitutes a unit appropriate for collective bargaining may apply to the Board, in accordance with the regulations, for certification as bargaining agent for the proposed bargaining unit. The Board must notify the employer of the application without delay.

54. Sous réserve de l'article 55, toute organisation syndicale peut solliciter son accréditation comme agent négociateur pour un groupe de fonctionnaires qui, selon elle, constitue une unité habile à négocier collectivement. Elle doit alors faire la demande à la Commission en conformité avec les règlements et celle-ci avise l'employeur de la demande sans délai.

Droit de demander l'accréditation

Agreements for term of two years or less

55. (1) If a collective agreement, or an arbitral award, with a term of two years or less applies in respect of any employees in the proposed bargaining unit for which an employee organization is seeking to be certified as bargaining agent, the application for certification may be made only after the commencement of the last two months of its term.

55. (1) L'organisation syndicale qui veut demander à la Commission de l'accréditer comme agent négociateur d'une unité de négociation comprenant des fonctionnaires déjà régis par une convention collective ou une décision arbitrale d'une durée maximale de deux ans ne peut le faire avant le début de l'avant-dernier mois d'application de l'une ou l'autre.

Cas de la convention d'au plus deux ans

Agreements
for term of
more than two
years

(2) If a collective agreement, or an arbitral award, with a term of more than two years applies in respect of any employees in the proposed bargaining unit for which an employee organization is seeking to be certified as bargaining agent, the application for certification may be made only

(a) after the commencement of the twenty-third month of its term and before the commencement of the twenty-fifth month of its term;

(b) during the two-month period immediately before the end of each year that the agreement or award continues to be in force after the second year of its term; or

(c) after the commencement of the last two months of its term.

Agreements
for an
indefinite
term

(3) If a collective agreement that applies in respect of any employees in the proposed bargaining unit for which an employee organization is seeking to be certified as bargaining agent provides that it will continue to operate after the term specified in it for a further term or successive terms if either party fails to give to the other a notice of termination or a notice of its desire to bargain with a view to the renewal of the collective agreement, with or without modifications, the application for certification may be made

(a) at any time permitted by subsection (1) or (2), as the case may be; or

(b) during the two-month period immediately before the end of each year that the collective agreement continues to operate after the term specified in the collective agreement.

Continuation
of terms and
conditions

56. After being notified of an application for certification made in accordance with this Part, the employer may not, except under a collective agreement or with the consent of the Board, alter the terms and conditions of employment that are applicable to the employees in the proposed bargaining unit and that may be included in a collective agreement until

(2) L'organisation syndicale qui veut demander à la Commission de l'accréditer comme agent négociateur d'une unité de négociation comprenant des fonctionnaires déjà régis par une convention collective ou une décision arbitrale d'une durée supérieure à deux ans ne peut le faire :

a) soit entre le début du vingt-troisième mois et celui du vingt-cinquième mois d'application de la convention ou de la décision;

b) soit pendant les deux derniers mois de chaque année d'application de la convention ou de la décision, à partir de la troisième année;

c) soit après le début de l'avant-dernier mois d'application de la convention ou de la décision.

Cas de la
convention
de plus de
deux ans

(3) L'organisation syndicale qui veut demander à la Commission de l'accréditer comme agent négociateur d'une unité de négociation comprenant des fonctionnaires régis par une convention collective prévoyant sa propre prorogation en l'absence d'un avis de dénonciation donné par l'une des parties à l'autre ou de l'intention de l'une d'entre elles d'en négocier le renouvellement, avec ou sans modifications, peut le faire :

a) soit à tout moment permis par les paragraphes (1) ou (2), selon le cas;

b) soit pendant la période de deux mois qui termine chacune des années d'application de la convention postérieures au terme originellement fixé.

Cas de la
convention
de durée
indéterminée

56. Après notification d'une demande d'accréditation faite en conformité avec la présente partie, l'employeur ne peut modifier les conditions d'emploi applicables aux fonctionnaires de l'unité de négociation proposée et pouvant figurer dans une convention collective, sauf si les modifications se font conformément à une convention collective ou sont approuvées par la Commission. Cette interdiction s'applique, selon le cas :

Maintien des
conditions
d'emploi

(a) the application has been withdrawn by the employee organization or dismissed by the Board; or

(b) 30 days have elapsed after the day on which the Board certifies the employee organization as the bargaining agent for the unit.

a) jusqu'au retrait de la demande par l'organisation syndicale ou au rejet de celle-ci par la Commission;

b) jusqu'à l'expiration du délai de trente jours suivant la date d'accréditation de l'organisation syndicale.

Determination of Appropriate Bargaining Units

Détermination des unités habiles à négocier

Determination of unit

57. (1) When an application for certification is made under section 54, the Board must determine the group of employees that constitutes a unit appropriate for collective bargaining.

57. (1) Saisie d'une demande d'accréditation conforme à l'article 54, la Commission définit le groupe de fonctionnaires qui constitue une unité habile à négocier collective-ment.

Définition d'une unité

Consideration of employer's classification

(2) In determining whether a group of employees constitutes a unit appropriate for collective bargaining, the Board must have regard to the employer's classification of persons and positions, including the occupational groups or subgroups established by the employer.

(2) Pour décider si le groupe de fonctionnaires constitue une unité habile à négocier collectivement, la Commission tient compte de la classification des postes établis par l'employeur et des personnes qu'il emploie, notamment des groupes ou sous-groupes professionnels qu'il a établis.

Prise en considération de la classification

Unit co-extensive with occupational groups

(3) The Board must establish bargaining units that are co-extensive with the occupational groups or subgroups established by the employer, unless doing so would not permit satisfactory representation of the employees to be included in a particular bargaining unit and, for that reason, such a unit would not be appropriate for collective bargaining.

(3) La Commission est tenue de définir des unités correspondant aux groupes et sous-groupes professionnels établis par l'employeur, sauf dans le cas où elles ne constitueraient pas des unités habiles à négocier collectivement au motif qu'elles ne permettraient pas une représentation adéquate des fonctionnaires qui en font partie.

Unités correspondant aux groupes professionnels

Composition of bargaining unit

(4) For the purposes of this Part, a unit of employees may be determined by the Board to constitute a unit appropriate for collective bargaining whether or not its composition is identical with the group of employees in respect of which the application for certification was made.

(4) L'unité de négociation définie par la Commission ne coïncide pas nécessairement avec le groupe de fonctionnaires visé par la demande d'accréditation.

Unité définie et unité visée par la demande d'accréditation

Determination of questions of membership in bargaining units

58. On application by the employer or the employee organization affected, the Board must determine every question that arises as to whether any employee or class of employees is included in a bargaining unit determined by the Board to constitute a unit appropriate for collective bargaining, or is included in any other unit.

58. À la demande de l'employeur ou de l'organisation syndicale concernée, la Commission se prononce sur l'appartenance de tout fonctionnaire ou de toute catégorie de fonctionnaires à une unité de négociation qu'elle a définie, ou sur leur appartenance à toute autre unité.

Appartenance ou non aux unités de négociation

Managerial or Confidential Positions

Application

59. (1) After being notified of an application for certification made in accordance with this Part, the employer may apply to the Board for an order declaring that any position of an employee in the proposed bargaining unit is a managerial or confidential position on the grounds that

- (a) the position is confidential to the Governor General, a Minister of the Crown, a judge of the Supreme Court of Canada, the Federal Court or the Tax Court of Canada, or a deputy head;
- (b) the position is classified by the employer as being in the executive group, by whatever name called;
- (c) the occupant of the position provides advice on labour relations, staffing or classification;
- (d) the occupant of the position has substantial duties and responsibilities in the formulation and determination of any policy or program of the Government of Canada;
- (e) the occupant of the position has substantial management duties, responsibilities and authority over employees or has duties and responsibilities dealing formally on behalf of the employer with grievances presented in accordance with the grievance process provided for under Part 2;
- (f) the occupant of the position is directly involved in the process of collective bargaining on behalf of the employer;
- (g) the occupant of the position has duties and responsibilities not otherwise described in this subsection and should not be included in a bargaining unit for reasons of conflict of interest or by reason of the person's duties and responsibilities to the employer; or
- (h) the occupant of the position has, in relation to labour relations matters, duties and responsibilities confidential to the occupant of a position described in paragraph (b), (c), (d) or (f).

Postes de direction ou de confiance

Demande

59. (1) Après notification d'une demande d'accréditation faite en conformité avec la présente partie, l'employeur peut présenter une demande à la Commission pour qu'elle déclare, par ordonnance, que l'un ou l'autre des postes visés par la demande d'accréditation est un poste de direction ou de confiance pour le motif qu'il correspond à l'un des postes suivants :

- a) poste de confiance occupé auprès du gouverneur général, d'un ministre fédéral, d'un juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'un administrateur général;
- b) poste classé par l'employeur dans le groupe de la direction, quelle qu'en soit la dénomination;
- c) poste dont le titulaire dispense des avis sur les relations de travail, la dotation en personnel ou la classification;
- d) poste dont le titulaire a des attributions l'amenant à participer, dans une proportion notable, à l'élaboration d'orientations ou de programmes du gouvernement du Canada;
- e) poste dont le titulaire exerce, dans une proportion notable, des attributions de gestion à l'égard de fonctionnaires ou des attributions l'amenant à s'occuper officiellement, pour le compte de l'employeur, de griefs présentés selon la procédure établie en application de la partie 2;
- f) poste dont le titulaire participe directement aux négociations collectives pour le compte de l'employeur;
- g) poste dont le titulaire, bien que ses attributions ne soient pas mentionnées au présent paragraphe, ne doit pas faire partie d'une unité de négociation pour des raisons de conflits d'intérêts ou en raison de ses fonctions auprès de l'employeur;
- h) poste de confiance occupé, en matière de relations de travail, auprès des titulaires des postes visés aux alinéas b), c), d) et f).

Content of application	(2) The application must set out every position that the employer considers to be a position referred to in any of paragraphs (1)(a) to (h).	(2) La demande de l'employeur mentionne tous les postes qu'il considère comme des postes visés à l'un ou l'autre des alinéas (1)a à h).	Contenu de la demande
Copy to employee organization	60. The employer must provide the employee organization seeking to be certified with a copy of the application.	60. L'employeur envoie une copie de la demande à l'organisation syndicale sollicitant l'accréditation.	Notification
Objection	61. If the employee organization considers that a particular position in the employer's application is not a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (h), it may file an objection in respect of that position with the Board.	61. Si elle estime qu'un poste mentionné dans la demande de l'employeur n'est pas visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)a à h), l'organisation syndicale sollicitant l'accréditation peut déposer un avis d'opposition à l'égard de ce poste auprès de la Commission.	Avis d'opposition
Decision on objection	62. (1) If an objection is filed in respect of a particular position included in the application, the Board must, after giving the employer and the employee organization an opportunity to make representations, determine whether the position is a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (h) and, if it determines that it is, make an order declaring the position to be a managerial or confidential position.	62. (1) Si l'organisation syndicale dépose un avis d'opposition à l'égard d'un poste donné, la Commission est tenue, après avoir donné à l'employeur et à l'organisation syndicale l'occasion de présenter des observations, de décider s'il s'agit d'un poste visé à l'un des alinéas 59(1)a à h). Le cas échéant, la Commission rend une ordonnance dans laquelle elle déclare qu'il s'agit d'un poste de direction ou de confiance.	Décision de la Commission en cas d'opposition
Burden of proof on employee organization	(2) The burden of proving that a particular position is not a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (c) is on the employee organization.	(2) Il revient à l'organisation syndicale d'établir qu'un poste n'est pas visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)a à c).	Charge de la preuve
Burden of proof on employer	(3) The burden of proving that a particular position is a position referred to in any of paragraphs 59(1)(d) to (h) is on the employer.	(3) Il revient à l'employeur d'établir qu'un poste est visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)d à h).	Charge de la preuve
When no objection filed	63. If no objection is filed in respect of a particular position included in the application, the Board must make an order declaring the position to be a managerial or confidential position.	63. Si l'organisation syndicale ne dépose pas d'avis d'opposition à l'égard d'un poste mentionné par l'employeur dans sa demande, la Commission rend une ordonnance dans laquelle elle déclare qu'il s'agit d'un poste de direction ou de confiance.	Aucun avis d'opposition
Conditions for certification	<p>Certification</p> <p>64. (1) After having determined the unit appropriate for collective bargaining, the Board must certify the applicant employee organization as the bargaining agent for the bargaining unit if it is satisfied</p> <p>(a) that a majority of employees in that bargaining unit wish the applicant employee organization to represent them as their bargaining agent;</p>	<p>Accréditation</p> <p>64. (1) La Commission, après avoir défini l'unité habile à négocier collectivement, doit accréditer comme agent négociateur de l'unité de négociation l'organisation syndicale sollicitant l'accréditation si elle est convaincue, à la fois :</p> <p>a) que la majorité des fonctionnaires de l'unité de négociation souhaitent que l'organisation syndicale les représente à titre d'agent négociateur;</p>	Conditions préalables à l'accréditation

(b) that the persons representing the employee organization in the making of the application have been duly authorized to make the application; and

(c) if the applicant is a council of employee organizations, that each of the employee organizations forming the council has vested appropriate authority in the council to enable it to discharge the duties and responsibilities of a bargaining agent.

Where previous application denied within six months

(2) If an application for certification of an employee organization as the bargaining agent for a proposed bargaining unit has been denied by the Board, the Board may not consider a new application for certification from that employee organization in respect of the same or substantially the same proposed bargaining unit until at least six months have elapsed from the day on which the employee organization was last denied certification, unless the Board is satisfied that the previous application was denied by reason only of a technical error or omission made in connection with the application.

Membership in council of employee organizations

(3) For the purpose of paragraph (1)(a), membership in any employee organization that forms part of a council of employee organizations is deemed to be membership in the council.

Representation vote

65. (1) The Board may order that a representation vote be taken among the employees in the bargaining unit for the purpose of satisfying itself that a majority of them wish the applicant employee organization to represent them as their bargaining agent.

Arrangements for vote

(2) When the Board orders that a representation vote be taken, it must

(a) determine the employees who are eligible to vote; and

(b) make any arrangements and give any directions that it considers necessary for the proper conduct of the vote, including the preparation of ballots, the method of casting and counting ballots and the custody and sealing of ballot boxes.

b) que les personnes représentant l'organisation syndicale dans la procédure de demande ont été dûment autorisées à déposer celle-ci;

c) dans le cas de la demande présentée par un regroupement d'organisations syndicales, que chacune des organisations syndicales formant le regroupement a donné à celui-ci l'autorité suffisante pour lui permettre de remplir ses fonctions d'agent négociateur.

(2) Lorsque la Commission a refusé la demande d'accréditation d'une organisation syndicale, elle ne peut prendre en considération aucune nouvelle demande d'accréditation de la part de celle-ci à l'égard de la même unité, ou d'une unité essentiellement similaire, sauf si au moins six mois se sont écoulés depuis la date de ce refus ou si elle est convaincue que ce refus a résulté d'une omission ou d'une erreur de procédure au cours de la demande.

Refus d'accréditation dans les six mois qui suivent le rejet d'une demande antérieure

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)a), l'adhésion à une organisation syndicale membre d'un regroupement d'organisations syndicales vaut adhésion au regroupement.

Adhésion à un regroupement d'organisations syndicales

65. (1) La Commission peut ordonner la tenue d'un scrutin afin de vérifier si la majorité des fonctionnaires de l'unité de négociation souhaitent être représentés par l'organisation qui sollicite l'accréditation.

Scrutin de représentation

(2) La Commission doit, lorsqu'elle ordonne la tenue d'un scrutin de représentation, prendre les dispositions suivantes :

Dispositions à prendre

a) elle précise quels sont les fonctionnaires qui ont le droit de voter;

b) elle prend les mesures et donne les instructions qui lui semblent nécessaires en vue de la régularité du scrutin de représentation, notamment en ce qui concerne la préparation des bulletins de vote, les modes de scrutin et de dépouillement, et la garde et le scellage des urnes.

Where Certification Prohibited

Employer participation

66. (1) The Board may not certify an employee organization as a bargaining agent if it is of the opinion that the employer, or a person acting on behalf of the employer, has participated or is participating in the formation or administration of the employee organization in a manner that impairs its fitness to represent the interests of the employees in the bargaining unit for which it is proposed to be certified.

Discrimination

(2) The Board may not certify an employee organization as a bargaining agent if it discriminates against any employee on a prohibited ground of discrimination within the meaning of the *Canadian Human Rights Act*.

Effect of Certification

Effect of certification

67. Certification of an employee organization as the bargaining agent for a bargaining unit has the following effects:

- (a) the employee organization has exclusive authority to bargain collectively on behalf of the employees in the bargaining unit;
- (b) the certification of any employee organization that was previously certified as the bargaining agent for any employees in the bargaining unit is deemed to be revoked to the extent that the certification relates to those employees;
- (c) the employee organization is substituted as a party to any collective agreement or arbitral award that affects any employees in the bargaining unit, to the extent that the agreement or award relates to those employees, in the place of the bargaining agent named in the collective agreement or its successor;
- (d) the employee organization is deemed to be the bargaining agent for the purposes of section 107; and
- (e) the employee organization is substituted as a party to any essential services agreement that is in force, in the place of the bargaining agent named in the agreement or its successor.

Refus d'accréditation

66. (1) La Commission n'accorde pas l'accréditation si elle conclut que l'employeur ou toute personne agissant en son nom a participé ou participe à la formation ou à l'administration de l'organisation syndicale, et qu'elle estime que cela compromet l'aptitude de cette organisation à défendre les intérêts des fonctionnaires qui font partie de l'unité de négociation.

Participation de l'employeur

(2) La Commission n'accorde pas l'accréditation à l'organisation syndicale qui fait, à l'égard de tout fonctionnaire, des distinctions fondées sur un motif illicite au sens de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Discrimination

Effet de l'accréditation

67. L'accréditation de toute organisation syndicale à titre d'agent négociateur emporte :

Droits de l'organisation syndicale accréditée

- a) droit exclusif de négocier collectivement au nom des fonctionnaires de l'unité de négociation qu'elle représente;
- b) révocation, en ce qui touche les fonctionnaires de l'unité de négociation, de l'accréditation de toute organisation syndicale antérieurement accréditée;
- c) substitution de l'organisation syndicale — en qualité de partie à toute convention collective ou décision arbitrale s'appliquant à des fonctionnaires de l'unité de négociation, mais à l'égard de ces fonctionnaires seulement — à l'agent négociateur nommément désigné dans la convention collective ou à tout successeur de celui-ci;
- d) assimilation de l'organisation syndicale à l'agent négociateur, pour l'application de l'article 107;
- e) substitution de l'organisation syndicale — en qualité de partie à toute entente sur les services essentiels en vigueur — à l'agent négociateur nommément désigné dans l'entente ou à tout successeur de celui-ci.

Termination of existing collective agreement or arbitral award

68. An employee organization that is certified as the bargaining agent for a bargaining unit may, despite anything contained in any collective agreement or arbitral award that is binding on any employees in the bargaining unit on the day of certification, terminate the agreement or award, in so far as it applies to the employees in the bargaining unit, on two months' notice to the employer given within one month from the day of certification.

68. L'organisation syndicale qui est accréditée peut, en donnant dans un délai d'un mois à compter de la date de son accréditation un préavis de deux mois à l'employeur, mettre fin — dans la mesure où elle touche les fonctionnaires de l'unité de négociation en cause — à toute convention collective ou décision arbitrale en vigueur au moment de l'accréditation, malgré toute disposition contraire de l'une ou l'autre.

Convention collective ou décision arbitrale en vigueur au moment de l'accréditation

Rights of previous or new bargaining agent

69. Any question as to any right or duty of the previous bargaining agent or the new bargaining agent arising by reason of the application of paragraph 67(b) or (c) or section 68 must, on application by the employer or the previous or new bargaining agent, be determined by the Board.

69. Sur demande de l'employeur, de l'ancien agent négociateur ou du nouvel agent négociateur, la Commission tranche toute question portant sur les droits et obligations dévolus à l'un ou l'autre de ces agents consécutivement à l'application des alinéas 67(b) ou (c) ou de l'article 68.

Droits de l'ancien ou du nouvel agent négociateur

Changes to Certification

Modification de l'accréditation

Review of Bargaining Units

Révision de la structure des unités de négociation

Review of structure of bargaining units

70. (1) If the Board reviews the structure of one or more bargaining units, it must, in determining whether a group of employees constitutes a unit appropriate for collective bargaining, have regard to the employer's classification of persons and positions, including the occupational groups or subgroups established by the employer.

70. (1) Dans les cas où elle révisé la structure des unités de négociation, la Commission tient compte, pour décider si le groupe de fonctionnaires constitue une unité habile à négocier collectivement, de la classification des postes établis par l'employeur et des personnes qu'il emploie, notamment des groupes ou sous-groupes professionnels qu'il a établis.

Révision de la structure des unités de négociation

Unit co-extensive with occupational groups

(2) The Board must establish bargaining units that are co-extensive with the occupational groups or subgroups established by the employer, unless doing so would not permit satisfactory representation of the employees to be included in a particular bargaining unit and, for that reason, such a unit would not be appropriate for collective bargaining.

(2) La Commission est tenue de définir des unités correspondant aux groupes ou sous-groupes professionnels établis par l'employeur, sauf dans le cas où elles ne constitueraient pas des unités habiles à négocier collectivement au motif qu'elles ne permettraient pas une représentation adéquate des fonctionnaires qui en font partie.

Unités correspondant aux groupes professionnels

Managerial or Confidential Positions

Postes de direction ou de confiance

Application

71. (1) The employer may apply to the Board for an order declaring that any position of an employee in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board is a managerial or confidential position on the grounds that the position is a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (h).

71. (1) Une fois l'agent négociateur accrédité, l'employeur peut présenter une demande à la Commission pour qu'elle déclare, par ordonnance, que l'un ou l'autre des postes appartenant à l'unité de négociation est un poste de direction ou de confiance pour le motif qu'il correspond à l'un des postes mentionnés aux alinéas 59(1)(a) à (h).

Demande

Content of application	(2) The application must set out every position the employer considers to be a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (h).	(2) La demande de l'employeur mentionne tous les postes qu'il considère comme des postes visés à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)a) à h).	Contenu de la demande
Copy to bargaining agent	72. The employer must provide the bargaining agent with a copy of the application.	72. L'employeur envoie une copie de la demande à l'agent négociateur.	Notification
Objection	73. If the bargaining agent considers that a particular position in the employer's application is not a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (h), it may file an objection in respect of that position with the Board.	73. S'il estime qu'un poste mentionné dans la demande de l'employeur n'est pas visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)a) à h), l'agent négociateur peut déposer un avis d'opposition à l'égard de ce poste auprès de la Commission.	Avis d'opposition
Decision on objection	74. (1) If an objection is filed in respect of a particular position included in the application, the Board must, after giving the employer and the bargaining agent an opportunity to make representations, determine whether the position is a position referred to in any paragraphs 59(1)(a) to (h) and, if it determines that it is, make an order declaring the position to be a managerial or confidential position.	74. (1) Si l'agent négociateur dépose un avis d'opposition à l'égard d'un poste, la Commission est tenue, après avoir donné à l'employeur et à l'agent négociateur l'occasion de présenter des observations, de décider s'il s'agit d'un poste visé à l'un des alinéas 59(1)a) à h). Le cas échéant, la Commission rend une ordonnance dans laquelle elle déclare qu'il s'agit d'un poste de direction ou de confiance.	Décision de la Commission en cas d'opposition
Burden of proof on bargaining agent	(2) The burden of proving that a particular position is not a position referred to in any of paragraphs 59(1)(a) to (c) is on the bargaining agent.	(2) Il revient à l'agent négociateur d'établir qu'un poste n'est pas visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)a) à c).	Charge de la preuve
Burden of proof on employer	(3) The burden of proving that a particular position is a position referred to in any of paragraphs 59(1)(d) to (h) is on the employer.	(3) Il revient à l'employeur d'établir qu'un poste est visé à l'un ou l'autre des alinéas 59(1)d) à h).	Charge de la preuve
When no objection filed	75. If no objection is filed in respect of a particular position included in the application, the Board must make an order declaring the position to be a managerial or confidential position.	75. Si l'agent négociateur ne dépose pas d'avis d'opposition à l'égard d'un poste mentionné par l'employeur dans sa demande, la Commission rend une ordonnance dans laquelle elle déclare qu'il s'agit d'un poste de direction ou de confiance.	Aucun avis d'opposition
Membership dues	76. (1) If an objection is filed under section 73, the employer must hold the amount that would otherwise be the membership dues in respect of the occupant of the position to which the objection relates until the Board makes an order declaring the position to be a managerial or confidential position, until it dismisses the application in respect of the position or until the objection is withdrawn, as the case may be.	76. (1) Si un avis d'opposition est déposé auprès de la Commission en vertu de l'article 73, l'employeur conserve le montant de la cotisation syndicale du titulaire du poste qui fait l'objet de l'opposition jusqu'à ce que la Commission statue, par ordonnance, sur la demande à l'égard de ce poste ou, le cas échéant, jusqu'au retrait de l'opposition.	Cotisations syndicales

Remission of dues to occupant of position

(2) If the Board makes an order declaring the position to be a managerial or confidential position or the objection is withdrawn, the amount held by the employer under subsection (1) must be remitted to the person to whom it relates.

(2) Si la Commission déclare, par ordonnance, que le poste est un poste de direction ou de confiance ou si l'opposition est retirée, le montant conservé par l'employeur est remis à la personne visée.

Remise de la cotisation au fonctionnaire

Remission of dues to bargaining agent

(3) If the Board makes an order dismissing the application in respect of the position, the amount held by the employer under subsection (1) must be remitted to the bargaining agent.

(3) Si la Commission rejette la demande à l'égard du poste, le montant conservé par l'employeur est remis à l'agent négociateur.

Remise de la cotisation à l'agent négociateur

Application for revocation of order

77. (1) If the bargaining agent considers that a position is no longer a managerial or confidential position, the bargaining agent may apply to the Board for an order revoking the order that declared that position to be a managerial or confidential position.

77. (1) S'il estime que le poste n'est plus un poste de direction ou de confiance, l'agent négociateur peut demander à la Commission qu'elle révoque l'ordonnance qu'elle a rendue antérieurement.

Demande de révocation par l'agent négociateur

Copy to employer

(2) The bargaining agent must provide the employer with a copy of the application.

(2) L'agent négociateur envoie une copie de la demande à l'employeur.

Notification

Decision

78. (1) If an application is made under section 77, the Board must, after giving the employer and the bargaining agent an opportunity to make representations, determine whether the position is still a managerial or confidential position and, if it determines that it is not, make an order revoking the order that declared the position to be a managerial or confidential position.

78. (1) Sur dépôt de la demande de révocation, la Commission décide, après avoir donné à l'employeur et à l'agent négociateur l'occasion de présenter des observations, si le poste n'est plus un poste de direction ou de confiance et, le cas échéant, elle révoque l'ordonnance qu'elle a rendue antérieurement.

Décision

Burden of proof on bargaining agent

(2) The burden of proving that a particular position is no longer a managerial or confidential position is on the bargaining agent.

(2) Il revient à l'agent négociateur d'établir qu'un poste n'est plus un poste de direction ou de confiance.

Charge de la preuve

Successor Rights and Obligations

Droits et obligations du successeur

Mergers, amalgamations and transfers of jurisdiction

79. (1) If, by reason of a merger or an amalgamation of employee organizations or a transfer of jurisdiction among employee organizations, other than as a result of a revocation of certification, an employee organization succeeds another one that, at the time of the merger, amalgamation or transfer of jurisdiction, is a bargaining agent, the successor is deemed to have acquired the rights, privileges and duties of its predecessor, whether under a collective agreement, an arbitral award, an essential services agreement or otherwise.

79. (1) L'organisation syndicale qui, en raison de la fusion d'organisations syndicales ou du transfert de compétence entre de telles organisations — qui ne sont pas la conséquence d'une révocation d'accréditation —, succède à un agent négociateur donné est réputée en avoir acquis les droits, privilèges et obligations, y compris ceux qui découlent d'une convention collective, d'une décision arbitrale ou d'une entente sur les services essentiels.

Fusions et transferts de compétence

Board to determine questions

(2) If any question arises in respect of a merger, amalgamation or transfer of jurisdiction referred to in subsection (1) concerning the rights, privileges and duties of an employee organization under this Part or under a collective agreement, an arbitral award or an essential services agreement in respect of a bargaining unit or an employee in a bargaining unit, the Board, on application by the employer or any person or employee organization concerned, must determine what rights, privileges and duties have been acquired or are retained.

(2) Dans les cas de tels fusions ou transferts, la Commission, sur demande de l'employeur ou de toute personne ou organisation syndicale intéressée, détermine les droits, privilèges et obligations dévolus à l'organisation syndicale en cause en vertu de la présente partie, d'une convention collective, d'une décision arbitrale ou d'une entente sur les services essentiels à l'égard d'une unité de négociation ou d'un fonctionnaire en faisant partie.

Détermination des droits, privilèges, etc.

Inquiry and votes

(3) Before making a determination on the application, the Board may make any inquiry or direct that a representation vote be taken among the employees to be affected by the determination. The provisions of subsection 65(2) apply in relation to the taking of the vote.

(3) La Commission peut, avant de rendre sa décision, faire des enquêtes et ordonner la tenue d'un scrutin de représentation parmi les fonctionnaires concernés. Le paragraphe 65(2) s'applique à la tenue du scrutin.

Enquêtes et scrutin

Definitions

80. The following definitions apply in this section and sections 81 to 93.

80. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 81 à 93.

Définitions

“conversion”
« conversion »

“conversion” means the establishment as a separate agency, or the integration into a separate agency, of any portion, or part of a portion, of the core public administration.

« conversion » La constitution en organisme distinct ou l'intégration à un organisme distinct de tout ou partie d'un secteur de l'administration publique centrale.

« conversion »
“conversion”

“new separate agency”
« nouvel organisme distinct »

“new separate agency” means a separate agency established as a result of a conversion or into which is integrated any portion, or part of a portion, of the core public administration as the result of a conversion.

« nouvel organisme distinct » L'organisme distinct créé, ou celui auquel est intégré tout ou partie d'un secteur de l'administration publique centrale, par suite de la conversion.

« nouvel organisme distinct »
“new separate agency”

Continuation of collective agreement or arbitral award

81. Subject to sections 83 to 93, a collective agreement or arbitral award that applies to employees in any portion, or part of a portion, of the core public administration before its conversion continues in force after the conversion, and binds the new separate agency, until its term expires.

81. Sous réserve des articles 83 à 93, la convention collective ou la décision arbitrale applicable aux fonctionnaires de tout ou partie d'un secteur de l'administration publique centrale avant la conversion de celui-ci continue d'avoir effet et lie le nouvel organisme distinct jusqu'à la date d'expiration qui y est fixée.

Maintien de la convention collective ou de la décision arbitrale

Parties may amend

82. Nothing in section 81 prohibits the new separate agency and the bargaining agent from amending any provision of a collective agreement, other than a provision relating to its term.

82. L'article 81 n'a pas pour effet d'empêcher la modification, par le nouvel organisme distinct et l'agent négociateur, des dispositions d'une convention collective, exception faite de celle qui en fixe la date d'expiration.

Modifications permises

Application for certification

83. An employee organization may apply to the Board for certification as the bargaining agent for the employees bound by a collective agreement or arbitral award that is continued

83. Toute organisation syndicale peut demander à la Commission son accréditation à titre d'agent négociateur des fonctionnaires régis par la convention collective ou la

Demande d'accréditation

in force by section 81, but it may do so only during the period in which an application for certification is authorized to be made under section 55 in respect of those employees.

décision arbitrale qui continue d'avoir effet au titre de l'article 81; elle ne peut toutefois le faire qu'au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 55, de solliciter l'accréditation à l'égard de ces fonctionnaires.

Power of Board

84. (1) Whenever a collective agreement or arbitral award is continued in force by section 81, the Board must, by order, on application by the new separate agency or any bargaining agent affected by the conversion,

84. (1) Si une convention collective ou une décision arbitrale donnée continue d'avoir effet au titre de l'article 81, la Commission doit, sur demande du nouvel organisme distinct ou de l'agent négociateur touché par la conversion, rendre une ordonnance par laquelle elle décide :

Pouvoir de la Commission

(a) determine whether the employees of the new separate agency who are bound by any collective agreement or arbitral award constitute one or more units appropriate for collective bargaining;

a) si les fonctionnaires du nouvel organisme distinct qui sont liés par la convention collective ou la décision arbitrale constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement;

(b) determine which employee organization is to be the bargaining agent for the employees in each such unit; and

b) quelle organisation syndicale sera l'agent négociateur des fonctionnaires de chacune de ces unités;

(c) in respect of each collective agreement or arbitral award that binds employees of the new separate agency, determine whether the collective agreement or arbitral award is to remain in force and, if it is to remain in force, determine whether it is to remain in force until the expiration of its term or until any earlier date that the Board may fix.

c) si chacune des conventions collectives ou décisions arbitrales liant ces fonctionnaires restera en vigueur et, dans l'affirmative, si celle-ci le restera jusqu'à la date d'expiration qui y est fixée ou jusqu'à la date antérieure qu'elle fixe.

When application may be made

(2) The application may be made only during the period beginning 120 days and ending 150 days after the conversion date.

(2) La demande ne peut être présentée qu'au cours de la période commençant le cent vingtième jour et se terminant le cent cinquantième jour suivant la date de la conversion.

Délai de présentation de la demande

Application for leave to give notice to bargain collectively

85. (1) Either party to a collective agreement or arbitral award that remains in force by reason of an order made under paragraph 84(1)(c) may apply to the Board for an order granting leave to give to the other party, under section 105, a notice to bargain collectively.

85. (1) Si, en application de l'alinéa 84(1)c), la Commission décide qu'une convention collective ou une décision arbitrale donnée restera en vigueur, l'une des parties à celle-ci peut lui demander de lui permettre, par ordonnance, de donner à l'autre partie, au titre de l'article 105, un avis de négociateur collectivement.

Demande d'autorisation de donner un avis de négociateur collectivement

When application may be made

(2) The application must be made within 90 days after the day on which the order is made.

(2) La demande doit être présentée dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jour où la décision de la Commission a été rendue.

Délai de présentation de la demande

Application for leave to give notice to bargain collectively

86. (1) If no application for an order under subsection 84(1) is made within the period specified in subsection 84(2), the new separate agency or any bargaining agent bound by a collective agreement or arbitral award that is

86. (1) À défaut de présentation de la demande visée au paragraphe 84(1) dans le délai fixé au paragraphe 84(2), le nouvel organisme distinct ou tout agent négociateur lié par une convention collective ou une

Demande d'autorisation de donner un avis de négociateur collectivement

continued in force by section 81 may apply to the Board for an order granting leave to give to the other party, under section 105, a notice to bargain collectively.

décision arbitrale qui est maintenue en vigueur aux termes de l'article 81 peut demander à la Commission de lui permettre, par ordonnance, de donner à l'autre partie, au titre de l'article 105, un avis de négocier collectivement.

When application may be made

(2) The application may be made only during the period beginning 151 days and ending 240 days after the date of the conversion.

(2) La demande ne peut être présentée qu'au cours de la période commençant le cent cinquante et unième jour et se terminant le deux cent quarantième jour suivant la date de la conversion.

Délai de présentation de la demande

Notice to bargain given before conversion

87. A notice to bargain collectively that was given before a conversion does not bind the new separate agency and a new notice to bargain collectively may be given only in the circumstances described in paragraph 89(b).

87. Le nouvel organisme distinct n'est pas lié par l'avis de négocier collectivement donné avant la conversion et un nouvel avis ne peut être donné que dans les circonstances prévues à l'alinéa 89b).

Caducité de l'avis donné avant la conversion

Duty to observe terms and conditions

88. If a notice to bargain collectively was given before a conversion, then, unless the new separate agency and the bargaining agent agree otherwise, the terms and conditions of employment continued in force by section 107 are binding on the new separate agency, the bargaining agent for the bargaining unit and the employees in the bargaining unit from the date of the conversion until

88. Si un avis de négocier collectivement a été donné avant la conversion, les conditions d'emploi maintenues en vigueur par l'effet de l'article 107 lient le nouvel organisme distinct, l'agent négociateur et les fonctionnaires de l'unité de négociation, sauf entente à l'effet contraire entre le nouvel organisme distinct et l'agent négociateur :

Obligation de respecter les conditions d'emploi

(a) the expiry of 150 days following the date of the conversion, if no application is made under paragraph 89(a); or

a) dans le cas où aucune demande n'a été présentée en vertu de l'alinéa 89a), jusqu'à l'expiration du cent cinquantième jour suivant la date de la conversion;

(b) if such an application is made, the day the notice referred to in paragraph 89(b) is given.

b) dans le cas contraire, jusqu'à la date où l'avis mentionné à l'alinéa 89b) a été donné.

Application and notice to bargain

89. If a notice to bargain collectively was given before a conversion,

89. Si un avis de négocier collectivement a été donné avant la conversion :

Demande et avis de négocier collectivement

(a) on application by the new separate agency or bargaining agent, made during the period beginning 120 days, and ending 150 days, after the date of the conversion, the Board must make an order determining

a) sur demande du nouvel organisme distinct ou de l'agent négociateur touché par la conversion présentée au moins cent vingt jours et au plus cent cinquante jours après la date de celle-ci, la Commission décide, par ordonnance :

(i) whether the employees of the new separate agency who are represented by the bargaining agent constitute one or more units appropriate for collective bargaining, and

(i) si les fonctionnaires du nouvel organisme distinct qui sont représentés par l'agent négociateur constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement,

(ii) which employee organization is to be the bargaining agent for the employees in each such unit; and

(b) if the Board makes the determinations under paragraph (a), the new separate agency or the bargaining agent may, by notice given under section 105, require the other to commence collective bargaining for the purpose of entering into a collective agreement.

(ii) quelle organisation syndicale sera l'agent négociateur des fonctionnaires de chacune de ces unités;

b) dans les cas où la Commission rend une ordonnance dans le cadre de l'alinéa a), le nouvel organisme distinct ou l'agent négociateur peut transmettre à l'autre partie, au titre de l'article 105, un avis de négociateur collectivement en vue de la conclusion d'une convention collective.

Inquiry and votes

90. Before making an order under subsection 84(1) or paragraph 89(a), the Board may make any inquiry or direct that a representation vote be taken among the employees to be affected by the order. The provisions of subsection 65(2) apply in relation to the taking of a vote.

90. La Commission peut, avant de rendre sa décision dans le cadre du paragraphe 84(1) ou de l'alinéa 89a), faire enquête et ordonner la tenue d'un scrutin de représentation parmi les fonctionnaires concernés. Le paragraphe 65(2) s'applique à la tenue du scrutin.

Enquêtes et scrutin

Consideration of employer's classification

91. (1) For the purposes of paragraphs 84(1)(a) and 89(a), in determining whether a group of employees constitutes a unit appropriate for collective bargaining, the Board must have regard to the employer's classification of persons and positions, including the occupational groups or subgroups established by the employer.

91. (1) Pour l'application des alinéas 84(1)a) et 89a), la Commission tient compte, pour décider si le groupe de fonctionnaires constitue une unité habile à négocier collectivement, de la classification des postes établis par l'employeur et des personnes qu'il emploie, notamment des groupes ou sous-groupes professionnels qu'il a établis.

Prise en considération de la classification

Unit co-extensive with occupational groups

(2) The Board must establish bargaining units that are co-extensive with the occupational groups or subgroups established by the employer, unless doing so would not permit satisfactory representation of the employees to be included in a particular bargaining unit and, for that reason, such a unit would not be appropriate for collective bargaining.

(2) La Commission est tenue de définir des unités correspondant aux groupes ou sous-groupes professionnels établis par l'employeur, sauf dans le cas où elles ne constitueraient pas des unités habiles à négocier collectivement au motif qu'elles ne permettraient pas une représentation adéquate des fonctionnaires qui en font partie.

Unités correspondant aux groupes professionnels

Determination of questions of membership in bargaining units

92. On application by the new separate agency or the employee organization affected, the Board must determine every question that arises as to whether any employee or class of employees is included in a bargaining unit determined by the Board under paragraph 84(1)(a) or 89(a) to constitute a unit appropriate for collective bargaining, or is included in any other unit.

92. À la demande du nouvel organisme distinct ou de l'organisation syndicale concernée, la Commission se prononce sur l'appartenance de tout fonctionnaire ou de toute catégorie de fonctionnaires à une unité de négociation qu'elle a définie en vertu des alinéas 84(1)a) ou 89a), ou sur leur appartenance à toute autre unité.

Appartenance ou non aux unités de négociation

Employer participation

93. (1) The Board may not declare an employee organization to be a bargaining agent under paragraph 84(1)(b) or 89(a) if it is of the opinion that the new separate agency, or a person acting on behalf of the new separate agency, has participated or is participating in the formation or administration of the em-

93. (1) La Commission ne peut décider, en vertu des alinéas 84(1)b) ou 89a), qu'une organisation syndicale donnée sera l'agent négociateur si elle conclut que le nouvel organisme distinct ou toute personne agissant en son nom a participé ou participe à la formation ou à l'administration de l'organisa-

Participation de l'employeur

ployee organization in a manner that impairs its fitness to represent the interests of the employees in the bargaining unit.

tion syndicale, et qu'elle estime que cela compromet l'aptitude de cette organisation à défendre les intérêts des fonctionnaires qui font partie de l'unité de négociation.

Discrimination

(2) The Board may not declare an employee organization to be a bargaining agent under paragraph 84(1)(b) or 89(a) if it discriminates against any employee on a prohibited ground of discrimination within the meaning of the *Canadian Human Rights Act*.

(2) La Commission ne peut décider, en vertu des alinéas 84(1)b) ou 89a), qu'une organisation syndicale sera l'agent négociateur si celle-ci fait, à l'égard de tout fonctionnaire, des distinctions fondées sur un motif illicite au sens de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Discrimination

Revocation of Certification

Révocation de l'accréditation

When employee organization no longer represents employees

94. (1) Any person claiming to represent a majority of the employees in a bargaining unit bound by a collective agreement or an arbitral award may apply to the Board for a declaration that the employee organization that is certified as the bargaining agent for the bargaining unit no longer represents a majority of the employees in the bargaining unit.

94. (1) Quiconque affirme représenter la majorité des fonctionnaires d'une unité de négociation régie par une convention collective ou une décision arbitrale encore en vigueur peut demander à la Commission de déclarer non représentative l'organisation syndicale accréditée pour cette unité.

Non-représentativité de l'organisation syndicale

When application may be made

(2) The application may be made only during the period in which an application for certification of an employee organization may be made under section 55 in respect of employees in the bargaining unit.

(2) La demande ne peut être présentée qu'au cours de la période pendant laquelle il est permis, aux termes de l'article 55, de solliciter l'accréditation à l'égard des fonctionnaires de l'unité de négociation.

Dates de présentation de la demande

Taking of representation vote

95. After the application is made, the Board may order that a representation vote be taken in order to determine whether a majority of the employees in the bargaining unit no longer wish to be represented by the employee organization that is the bargaining agent for that bargaining unit. The provisions of subsection 65(2) apply in relation to the taking of the vote.

95. Saisie de la demande, la Commission peut, en prenant les dispositions prévues au paragraphe 65(2), ordonner la tenue d'un scrutin de représentation, afin d'établir si la majorité des fonctionnaires de l'unité de négociation ne souhaitent plus être représentés par l'organisation syndicale qui en est l'agent négociateur.

Tenue d'un scrutin de représentation

Revocation of certification

96. If, after hearing the application, the Board is satisfied that a majority of the employees in the bargaining unit no longer wish to be represented by the employee organization, it must revoke the certification of the employee organization as the bargaining agent.

96. Si, après audition de la demande, la Commission est convaincue du bien-fondé de celle-ci, elle révoque l'accréditation de l'organisation syndicale en cause.

Révocation de l'accréditation

Certification obtained by fraud

97. The Board must revoke the certification of an employee organization if the Board is satisfied that it was obtained by fraud.

97. La Commission révoque l'accréditation de l'organisation syndicale si elle est convaincue que celle-ci l'a obtenue frauduleusement.

Accréditation obtenue en fraude

Employer participation or discrimination

98. The Board must revoke the certification of an employee organization as the bargaining agent for a bargaining unit if the Board, on application by the employer or any employee, determines that

(a) the employer, or a person acting on behalf of the employer, has participated or is participating in the formation or administration of the employee organization in a manner that impairs its fitness to represent the interests of the employees in the bargaining unit; or

(b) the employee organization discriminates against any employee on a prohibited ground of discrimination within the meaning of the *Canadian Human Rights Act*.

98. La Commission révoque l'accréditation de l'organisation syndicale comme agent négociateur représentant une unité de négociation si, en réponse à une demande à cet effet de l'employeur ou de tout fonctionnaire, elle décide :

a) que l'employeur, ou toute personne agissant en son nom, a participé ou participe à la formation ou à l'administration de l'organisation syndicale représentant l'unité de négociation en cause et que cela compromet l'aptitude de cette organisation à défendre les intérêts des fonctionnaires qui font partie de l'unité de négociation;

b) que l'organisation fait, à l'égard d'un fonctionnaire, des distinctions fondées sur un motif illicite au sens de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Participation de l'employeur ou discrimination

Abandonment of certification

99. The Board must revoke the certification of an employee organization if the employee organization advises the Board that it wishes to give up or abandon its certification or if the Board, on application by the employer or any employee, determines that the employee organization has ceased to act as bargaining agent.

99. La Commission révoque l'accréditation de l'organisation syndicale soit sur avis de renonciation de celle-ci, soit si elle conclut, sur demande de l'employeur ou de tout fonctionnaire, à la cessation des fonctions de l'organisation comme agent négociateur.

Renonciation à l'accréditation

Council of employee organizations

100. (1) The Board must revoke the certification of a council of employee organizations that has been certified as a bargaining agent if the Board is satisfied, on application by the employer or an employee organization that forms or has formed part of the council, that the council no longer meets the condition for certification set out in paragraph 64(1)(c) for a council of employee organizations.

100. (1) À la demande de l'employeur ou de toute organisation syndicale faisant ou ayant fait partie d'un regroupement accrédité comme agent négociateur, la Commission révoque l'accréditation de celui-ci si elle arrive à la conclusion qu'il ne remplit plus les conditions d'accréditation fixées par l'alinéa 64(1)c).

Accréditation d'un regroupement

Subsection (1) in addition to other circumstances

(2) The circumstances set out in subsection (1) apply in addition to the circumstances in which a certification may be revoked under sections 94 to 99.

(2) Les circonstances de révocation prévues aux articles 94 à 99 s'appliquent aussi dans le cas d'un regroupement d'organisations syndicales.

Application des art. 94 à 99

Effect of revocation

101. (1) Revocation of the certification of an employee organization certified as the bargaining agent for a bargaining unit has the following effects:

(a) subject to paragraph 67(c), any collective agreement or arbitral award that is binding on the employees in the bargaining unit ceases to be in force;

101. (1) La révocation de l'accréditation d'une organisation syndicale donnée comme agent négociateur emporte :

a) sous réserve de l'alinéa 67c), cessation d'effet de toute convention collective ou de toute décision arbitrale liant les fonctionnaires de l'unité de négociation en cause;

b) sous réserve du paragraphe (2), perte des droits et privilèges qui découlent de l'accréditation;

Effet de la révocation

(b) subject to subsection (2), any rights or privileges flowing from the certification are terminated; and

(c) subject to paragraph 67(e), any essential services agreement that is in force in respect of positions in the bargaining unit ceases to be in force.

c) sous réserve de l'alinéa 67e), cessation d'effet de toute entente sur les services essentiels à l'égard de postes au sein d'une unité de négociation.

Determination of rights of bargaining agent

(2) If the certification of an employee organization is revoked by the Board under section 96 or any of sections 98 to 100, the Board must, on application by the employee organization or any employee organization that is substituted in the place of a bargaining agent under paragraph 67(c), determine any question as to any right or duty of the employee organization or of the substituted employee organization.

(2) Sur demande de l'une ou l'autre des organisations syndicales en cause, la Commission tranche toute question relative aux droits et obligations de l'agent négociateur dont elle vient de révoquer l'accréditation au titre des articles 96, 98, 99 ou 100 ou, le cas échéant, de l'organisation syndicale substituée à l'agent négociateur en vertu de l'alinéa 67c).

Détermination des droits de l'agent négociateur

Direction

102. If a collective agreement or arbitral award ceases to be in force as a result of the revocation of an employee organization's certification as the bargaining agent for a bargaining unit, the Board must, on application by or on behalf of any employee in the bargaining unit, by order, direct the manner in which any right of the employee is to be recognized and given effect.

102. Lorsque, par suite de la révocation de l'accréditation d'une organisation syndicale comme agent négociateur représentant une unité de négociation, une convention collective ou une décision arbitrale cesse d'être en vigueur, la Commission, sur demande présentée par ou pour le compte de tout fonctionnaire faisant partie de l'unité de négociation, donne par ordonnance des directives sur la manière dont tout droit de celui-ci doit être reconnu et appliqué.

Directives en cas de révocation

DIVISION 6

SECTION 6

CHOICE OF PROCESS FOR DISPUTE RESOLUTION

CHOIX DU MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Choice of process

103. (1) A bargaining agent for a bargaining unit must notify the Board, in accordance with the regulations, of the process it has chosen — either arbitration or conciliation — to be the process for the resolution of disputes to which it may be a party.

103. (1) L'agent négociateur avise la Commission, en conformité avec les règlements, de son choix du mode de règlement — renvoi à l'arbitrage ou renvoi à la conciliation — applicable à tout différend auquel il peut être partie.

Choix du mode de règlement des différends

Recording of process

(2) The Board must record the process chosen by the bargaining agent for the resolution of disputes.

(2) La Commission enregistre le mode de règlement des différends choisi par l'agent négociateur.

Enregistrement du mode de règlement des différends

Period during which process to apply

(3) The process recorded by the Board applies to the bargaining unit for the resolution of all disputes from the day on which a notice to bargain collectively in respect of the bargaining unit is given after the process is chosen, and it applies until the process is changed in accordance with section 104.

(3) Le mode de règlement des différends enregistré par la Commission vaut, jusqu'à sa modification au titre de l'article 104, pour l'unité de négociation concernée à compter du jour où l'avis de négocier collectivement est donné pour la première fois après le choix du mode par l'agent négociateur.

Durée d'application du mode de règlement des différends

Change of process

104. (1) A bargaining agent for a bargaining unit that wishes to change the process for the resolution of a dispute that is applicable to the bargaining unit may apply to the Board, in accordance with the regulations, to record the change.

104. (1) Tout agent négociateur peut, en conformité avec les règlements, demander à la Commission d'enregistrer une modification du mode de règlement des différends s'appliquant à l'unité de négociation pour laquelle il est accrédité.

Demande de modification du mode de règlement des différends

Recording of change

(2) On receiving the application, the Board must record the change of process.

(2) Sur réception de la demande, la Commission enregistre la modification.

Enregistrement de la modification

Effective date and duration

(3) A change in the process for the resolution of a dispute becomes effective on the day that a notice to bargain collectively is given after the change is recorded and remains in force until the process is changed in accordance with this section.

(3) La modification prend effet à la date du premier avis de négocier collectivement qui suit son enregistrement; elle reste en vigueur jusqu'à la modification du mode de règlement des différends conformément au présent article.

Date d'application et durée

DIVISION 7

SECTION 7

COLLECTIVE BARGAINING AND COLLECTIVE AGREEMENTS

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET CONVENTIONS COLLECTIVES

Negotiation of Collective Agreements

Négociation des conventions collectives

Notice to Bargain Collectively

Avis de négocier collectivement

Notice to bargain collectively

105. (1) After the Board has certified an employee organization as the bargaining agent for a bargaining unit and the process for the resolution of a dispute applicable to that bargaining unit has been recorded by the Board, the bargaining agent or the employer may, by notice in writing, require the other to commence bargaining collectively with a view to entering into, renewing or revising a collective agreement.

105. (1) Une fois l'accréditation obtenue par l'organisation syndicale et le mode de règlement des différends enregistré par la Commission, l'agent négociateur ou l'employeur peut, par avis écrit, requérir l'autre partie d'entamer des négociations collectives en vue de la conclusion, du renouvellement ou de la révision d'une convention collective.

Avis de négocier collectivement

When notice may be given

(2) The notice to bargain collectively may be given

(2) L'avis de négocier collectivement peut être donné :

Dates de l'avis

(a) at any time, if no collective agreement or arbitral award is in force and no request for arbitration has been made by either of the parties in accordance with this Part; or

a) n'importe quand, si aucune convention collective ou décision arbitrale n'est en vigueur et si aucune des parties n'a présenté de demande d'arbitrage au titre de la présente partie;

(b) if a collective agreement or arbitral award is in force, within the four months before it ceases to be in force.

b) dans les quatre derniers mois d'application de la convention ou de la décision qui est alors en vigueur.

Copy of notice to Board

(3) A party that has given a notice to bargain collectively to another party must send a copy of the notice to the Board.

(3) Copie de l'avis est adressée à la Commission par la partie qui a donné l'avis.

Copie à la Commission

Effect of Notice

Duty to bargain in good faith

106. After the notice to bargain collectively is given, the bargaining agent and the employer must, without delay, and in any case within 20 days after the notice is given unless the parties otherwise agree,

(a) meet and commence, or cause authorized representatives on their behalf to meet and commence, to bargain collectively in good faith; and

(b) make every reasonable effort to enter into a collective agreement.

Duty to observe terms and conditions

107. Unless the parties otherwise agree, and subject to section 132, after the notice to bargain collectively is given, each term and condition of employment applicable to the employees in the bargaining unit to which the notice relates that may be included in a collective agreement, and that is in force on the day the notice is given, is continued in force and must be observed by the employer, the bargaining agent for the bargaining unit and the employees in the bargaining unit until a collective agreement is entered into in respect of that term or condition or

(a) if the process for the resolution of a dispute is arbitration, an arbitral award is rendered; or

(b) if the process for the resolution of a dispute is conciliation, a strike could be declared or authorized without contravening subsection 194(1).

Mediation

Appointment of mediator

108. (1) The Chairperson may at any time, if requested to do so or on his or her own initiative, appoint a mediator to confer with the parties to a dispute and to endeavour to assist them in settling the dispute by any means that the mediator considers appropriate, including mediation, facilitation and fact-finding, subject to any direction that the Chairperson may give.

Recommendations

(2) At the request of the parties or the Chairperson, the mediator may make recommendations for settlement of the dispute.

Effet de l'avis

106. Une fois l'avis de négociation collective donné, l'agent négociateur et l'employeur doivent sans retard et, en tout état de cause, dans les vingt jours qui suivent ou dans le délai éventuellement convenu par les parties :

a) se rencontrer et entamer des négociations collectives de bonne foi ou charger leurs représentants autorisés de le faire en leur nom;

b) faire tout effort raisonnable pour conclure une convention collective.

107. Une fois l'avis de négociation collective donné, sauf entente à l'effet contraire entre les parties aux négociations et sous réserve de l'article 132, les parties, y compris les fonctionnaires de l'unité de négociation, sont tenues de respecter chaque condition d'emploi qui peut figurer dans une convention collective et qui est encore en vigueur au moment où l'avis de négocier a été donné, et ce, jusqu'à la conclusion d'une convention collective comportant cette condition ou :

a) dans le cas où le mode de règlement des différends est le renvoi à l'arbitrage, jusqu'à ce que la décision arbitrale soit rendue;

b) dans le cas où le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation, jusqu'à ce qu'une grève puisse être déclarée ou autorisée, le cas échéant, sans qu'il y ait contravention au paragraphe 194(1).

Obligation de négocier de bonne foi

Obligation de respecter les conditions d'emploi

Médiation

Nomination de médiateurs

108. (1) Sous réserve des directives qu'il estime indiquées, le président peut à tout moment, sur demande ou de sa propre initiative, nommer un médiateur chargé de conférer avec les parties à un différend et de favoriser entre eux un règlement à l'amiable de la façon que le médiateur juge appropriée, notamment au moyen de la médiation, de la facilitation ou d'une enquête.

Recommandation

(2) À la demande des parties ou du président, le médiateur peut faire des recommandations en vue du règlement du différend.

Collective Bargaining for Two or More Units

Convention collective cadre

Negotiation of single collective agreement

109. (1) Despite any other provision of this Part, the employer and one or more bargaining agents may jointly elect to engage in collective bargaining with a view to entering into a single collective agreement binding on two or more bargaining units.

109. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente partie, l'employeur et un ou plusieurs agents négociateurs peuvent décider conjointement d'entamer des négociations collectives en vue de la conclusion d'une convention collective cadre applicable à plusieurs unités de négociation.

Négociations

Election not changeable

(2) If made, the election may not be changed until the single collective agreement is entered into.

(2) Le cas échéant, la décision est irrévocable jusqu'à la conclusion de la convention collective cadre.

Effet de la décision

Two-tier Bargaining

Négociations à deux niveaux

Two-tier bargaining

110. (1) Subject to the other provisions of this Part, the employer, the bargaining agent for a bargaining unit and the deputy head for a particular department named in Schedule I to the *Financial Administration Act* or for another portion of the federal public administration named in Schedule IV to that Act may jointly elect to engage in collective bargaining respecting any terms and conditions of employment in respect of any employees in the bargaining unit who are employed in that department or other portion of the federal public administration.

110. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, l'employeur, l'agent négociateur d'une unité de négociation et l'administrateur général responsable d'un ministère figurant à l'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV de cette loi peuvent décider conjointement d'entamer des négociations collectives sur toutes conditions d'emploi de tout fonctionnaire de l'unité de négociation employé au sein du ministère ou de l'autre secteur.

Négociations à deux niveaux

More than one department or portion

(2) Collective bargaining under subsection (1) may relate to more than one department or other portion of the federal public administration if each of the deputy heads concerned elects to engage in the collective bargaining.

(2) Les négociations visées au paragraphe (1) ne peuvent avoir lieu à l'égard de plus d'un ministère ou un autre secteur de l'administration publique fédérale que si chacun des administrateurs généraux concernés a décidé d'y participer.

Négociations à l'égard de plusieurs ministères ou autres secteurs

Duty to bargain in good faith

(3) The parties who elect to bargain collectively under subsection (1) must, without delay after the election,

(3) Les parties qui ont décidé d'entamer des négociations collectives au titre du paragraphe (1) doivent sans retard :

Obligation de négocier de bonne foi

(a) meet and commence, or cause authorized representatives on their behalf to meet and commence, to bargain collectively in good faith; and

a) se rencontrer et entamer des négociations collectives de bonne foi ou charger leurs représentants autorisés de le faire en leur nom;

(b) make every reasonable effort to reach agreement on the terms and conditions of employment in question.

b) faire tout effort raisonnable pour s'entendre sur les conditions d'emploi en cause.

Collective Agreements

Conventions collectives

Authority to Enter into Agreement

Pouvoir de conclure des conventions

Authority of
Treasury
Board

111. The Treasury Board may, in the manner that may be provided for by any rules or procedures determined by it under section 5 of the *Financial Administration Act*, enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit, other than a bargaining unit composed of employees of a separate agency.

111. Conformément au règlement intérieur établi aux termes de l'article 5 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil du Trésor peut conclure une convention collective avec l'agent négociateur d'une unité de négociation composée de fonctionnaires ne travaillant pas pour un organisme distinct.

Pouvoir du
Conseil du
Trésor

Authority of
separate
agency

112. A separate agency may, with the approval of the Governor in Council, enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit composed of employees of the separate agency.

112. Avec l'agrément du gouverneur en conseil, tout organisme distinct peut conclure une convention collective avec l'agent négociateur d'une unité de négociation composée de fonctionnaires travaillant pour lui.

Pouvoir d'un
organisme
distinct

Restriction on Content of Collective Agreement

Réserves relatives aux dispositions de la convention collective

Collective
agreement not
to require
legislative
implementation

113. A collective agreement may not, directly or indirectly, alter or eliminate any existing term or condition of employment or establish any new term or condition of employment if

113. La convention collective ne peut avoir pour effet direct ou indirect de modifier, supprimer ou établir :

Réserves

(a) doing so would require the enactment or amendment of any legislation by Parliament, except for the purpose of appropriating money required for the implementation of the term or condition; or

a) une condition d'emploi de manière que cela nécessiterait l'adoption ou la modification d'une loi fédérale, exception faite des lois affectant les crédits nécessaires à son application;

(b) the term or condition is one that has been or may be established under the *Public Service Employment Act*, the *Public Service Superannuation Act* or the *Government Employees Compensation Act*.

b) une condition d'emploi qui a été ou pourrait être établie sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*.

Duration and Effect

Durée et effet

Agreement is
binding

114. Subject to, and for the purposes of, this Part, a collective agreement is binding on the employer, the bargaining agent and every employee in the bargaining unit on and after the day on which it has effect. To the extent that the collective agreement deals with matters referred to in section 12 of the *Financial Administration Act*, the collective agreement is also binding, on and after that day, on every deputy head responsible for any portion of the federal public administration that employs employees in the bargaining unit.

114. Pour l'application de la présente partie et sous réserve des autres dispositions de celle-ci, la convention collective lie l'employeur, l'agent négociateur et les fonctionnaires de l'unité de négociation à compter de la date de son entrée en vigueur. Elle lie aussi, à compter de cette date, tout administrateur général responsable d'un secteur de l'administration publique fédérale dont font partie des fonctionnaires de l'unité de négociation, dans la mesure où elle porte sur des questions prévues à l'article 12 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Caractère
obligatoire de
la convention

When
agreement has
effect

115. A collective agreement has effect in respect of a bargaining unit as of

115. La convention collective entre en vigueur à l'égard de l'unité de négociation :

Entrée en
vigueur de la
convention

- (a) the effective date specified in it; or
 (b) if no effective date is specified, the first day of the month after the month in which the agreement is signed.

- a) à la date d'entrée en vigueur qui y est fixée, le cas échéant;
 b) le premier jour du mois qui suit immédiatement celui au cours duquel elle a été signée, dans les autres cas.

Minimum duration

116. A collective agreement is deemed to have effect for one year, unless a longer period is specified in the collective agreement.

116. La convention collective est en vigueur pendant un an ou la période plus longue qui y est fixée.

Durée minimale d'un an

Duty to implement provisions of the collective agreement

117. Subject to the appropriation by or under the authority of Parliament of money that may be required by the employer, the parties must implement the provisions of a collective agreement

117. Sous réserve de l'affectation par le Parlement, ou sous son autorité, des crédits dont l'employeur peut avoir besoin à cette fin, les parties à une convention collective commencent à appliquer celle-ci :

Obligation de mettre en application une convention

- (a) within the period specified in the collective agreement for that purpose; or
 (b) if no such period is specified in the collective agreement, within 90 days after the date it is signed or any longer period that the parties may agree to or that the Board, on application by either party, may set.

- a) au cours du délai éventuellement prévu à cette fin dans la convention;
 b) en l'absence de délai de mise en application, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la signature de la convention ou dans le délai plus long dont peuvent convenir les parties ou que fixe la Commission sur demande de l'une ou l'autre des parties.

Amendments

Modifications

Parties may amend

118. Nothing in this Part prohibits parties from amending any provision of a collective agreement, other than a provision relating to its term.

118. La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher la modification, par les parties, des dispositions d'une convention collective, exception faite de celle qui en fixe la date d'expiration.

Modifications permises

DIVISION 8

SECTION 8

ESSENTIAL SERVICES

SERVICES ESSENTIELS

Application of Division

119. This Division applies to the employer and the bargaining agent for a bargaining unit when the process for the resolution of a dispute applicable to the bargaining unit is conciliation.

119. La présente section s'applique à l'employeur et à l'agent négociateur représentant une unité de négociation dans le cas où le mode de règlement des différends applicable à celle-ci est le renvoi à la conciliation.

Application

Employer determines levels of service

120. The employer has the exclusive right to determine the level at which an essential service is to be provided to the public, or a segment of the public, at any time, including the extent to which and the frequency with which the service is to be provided. Nothing in this Division is to be construed as limiting that right.

120. L'employeur a le droit exclusif de fixer le niveau auquel un service essentiel doit être fourni à tout ou partie du public, notamment dans quelle mesure et selon quelle fréquence il doit être fourni. Aucune disposition de la présente section ne peut être interprétée de façon à porter atteinte à ce droit.

Niveau des services par l'employeur

Proportion of duties may vary during strike

121. (1) For the purpose of identifying the number of positions that are necessary for the employer to provide an essential service, the employer and the bargaining agent may agree that some employees in the bargaining unit will be required by the employer to perform their duties that relate to the provision of the essential service in a greater proportion during a strike than they do normally.

121. (1) Pour le calcul du nombre des postes nécessaires à la fourniture d'un service essentiel, l'employeur et l'agent négociateur peuvent convenir que l'employeur pourra exiger de certains fonctionnaires de l'unité de négociation, lors d'une grève, qu'ils accomplissent leurs fonctions liées à la fourniture d'un service essentiel dans une proportion plus grande qu'à l'habitude.

Accroissement de certaines fonctions lors d'une grève

Determination of number of necessary employees

(2) For the purposes of subsection (1), the number of employees in the bargaining unit that are necessary to provide the essential service is to be determined

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le nombre de fonctionnaires de l'unité de négociation nécessaires à la fourniture d'un service essentiel est calculé :

Calcul du nombre de fonctionnaires nécessaires

(a) without regard to the availability of other persons to provide the essential service during a strike; and

a) compte non tenu de la disponibilité d'autres personnes pour fournir ce service essentiel durant une grève;

(b) on the basis that the employer is not required to change, in order to provide the essential service during a strike, the manner in which the employer operates normally, including the normal hours of work, the extent of the employer's use of overtime and the equipment used in the employer's operations.

b) compte tenu du fait que l'employeur n'est pas obligé de changer le cours normal de ses opérations afin de fournir ce service essentiel pendant une grève, notamment en ce qui concerne les heures normales de travail, la mesure dans laquelle l'employeur a recours aux heures supplémentaires et le matériel que celui-ci utilise dans le cadre de ses opérations.

Obligation to negotiate

122. (1) If the employer has given to the bargaining agent a notice in writing that the employer considers that employees in the bargaining unit occupy positions that are necessary for the employer to provide essential services, the employer and the bargaining agent must make every reasonable effort to enter into an essential services agreement as soon as possible.

122. (1) Si l'employeur a avisé par écrit l'agent négociateur qu'il estime que des fonctionnaires de l'unité de négociation occupent des postes nécessaires pour lui permettre de fournir des services essentiels, l'agent négociateur et lui font tous les efforts raisonnables pour conclure une entente sur les services essentiels dans les meilleurs délais.

Obligation de négocier

Timing

(2) The notice may be given at any time but not later than 20 days after the day a notice to bargain collectively is given.

(2) L'avis est donné au plus tard vingt jours après la date à laquelle un avis de négociation collective est donné.

Délai

Application to the Board

123. (1) If the employer and the bargaining agent are unable to enter into an essential services agreement, either of them may apply to the Board to determine any unresolved matter that may be included in an essential services agreement. The application may be made at any time but not later than

123. (1) S'ils ne parviennent pas à conclure une entente sur les services essentiels, l'employeur ou l'agent négociateur peuvent demander à la Commission de statuer sur toute question qu'ils n'ont pas réglée et qui peut figurer dans une telle entente. La demande est présentée au plus tard :

Requête à la Commission

(a) 15 days after the day a request for conciliation is made by either party; or

a) soit quinze jours après la date de présentation de la demande de conciliation;

	<p>(b) 15 days after the day the parties are notified by the Chairperson under subsection 163(2) of his or her intention to recommend the establishment of a public interest commission.</p>	<p>b) soit quinze jours après la date à laquelle les parties sont avisées par le président de son intention de recommander l'établissement d'une commission de l'intérêt public en application du paragraphe 163(2).</p>	
Delay	<p>(2) The Board may delay dealing with the application until it is satisfied that the employer and the bargaining agent have made every reasonable effort to enter into an essential services agreement.</p>	<p>(2) La Commission peut attendre, avant de donner suite à la demande, d'être convaincue que l'employeur et l'agent négociateur ont fait tous les efforts raisonnables pour conclure une entente sur les services essentiels.</p>	Report
Powers of Board	<p>(3) After considering the application, the Board may determine any matter that the employer and the bargaining agent have not agreed on that may be included in an essential services agreement and make an order</p> <p>(a) deeming the matter determined by it to be part of an essential services agreement between the employer and the bargaining agent; and</p> <p>(b) deeming that the employer and the bargaining agent have entered into an essential services agreement.</p>	<p>(3) Saisie de la demande, la Commission peut statuer sur toute question en litige pouvant figurer dans l'entente et, par ordonnance, prévoir que :</p> <p>a) sa décision est réputée faire partie de l'entente;</p> <p>b) les parties sont réputées avoir conclu une entente sur les services essentiels.</p>	Pouvoirs de la Commission
Restriction	<p>(4) The order may not require the employer to change the level at which an essential service is to be provided to the public, or a segment of the public, at any time, including the extent to which and the frequency with which the service is to be provided.</p>	<p>(4) L'ordonnance ne peut obliger l'employeur à modifier le niveau auquel un service essentiel doit être fourni à tout ou partie du public, notamment dans quelle mesure et selon quelle fréquence il doit être fourni.</p>	Réserve
Proportion of duties may vary during strike	<p>(5) The Board may, for the purpose of identifying the number of positions that are necessary for the employer to provide an essential service, take into account that some employees in the bargaining unit may be required by the employer to perform those of their duties that relate to the provision of the essential service in a greater proportion during a strike than they do normally.</p>	<p>(5) Pour le calcul du nombre des postes nécessaires à la fourniture d'un service essentiel, la Commission peut prendre en compte le fait que l'employeur pourra exiger de certains fonctionnaires de l'unité de négociation, lors d'une grève, qu'ils accomplissent leurs fonctions liées à la fourniture d'un service essentiel dans une proportion plus grande qu'à l'habitude.</p>	Facteurs à prendre en compte
Determination of number of necessary employees	<p>(6) For the purposes of subsection (5), the number of employees in the bargaining unit that are necessary to provide the essential service is to be determined</p> <p>(a) without regard to the availability of other persons to provide the essential service during a strike; and</p> <p>(b) on the basis that the employer is not required to change, in order to provide the essential service during a strike, the manner</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (5), le nombre des fonctionnaires de l'unité de négociation nécessaires à la fourniture du service essentiel est calculé :</p> <p>a) compte non tenu de la disponibilité d'autres personnes pour fournir ce service essentiel durant une grève;</p> <p>b) compte tenu du fait que l'employeur n'est pas obligé de changer le cours normal de ses opérations afin de fournir ce service</p>	Calcul du nombre de fonctionnaires nécessaires

in which the employer operates normally, including the normal hours of work, the extent of the employer's use of overtime and the equipment used in the employer's operations.

essentiel pendant une grève, notamment en ce qui concerne les heures normales de travail, la mesure dans laquelle l'employeur a recours aux heures supplémentaires et le matériel que celui-ci utilise dans le cadre de ses opérations.

Application relating to specific position

(7) If the application relates to a specific position to be identified in the essential services agreement, the employer's proposal in respect of the position is to prevail, unless the position is determined by the Board not to be of the type necessary for the employer to provide essential services.

(7) Si la demande porte sur un poste en particulier à nommer dans l'entente, la proposition de l'employeur à cet égard l'emporte, sauf si la Commission décide que le poste en question n'est pas du type de ceux qui sont nécessaires pour permettre à l'employeur de fournir les services essentiels.

Demande relative à un poste

Coming into force of agreement

124. The essential services agreement comes into force on the day it is signed by the parties or, in the case of an essential services agreement that the employer and the bargaining agent are deemed to have entered into by an order made under paragraph 123(3)(b), the day the order was made.

124. L'entente sur les services essentiels entre en vigueur à la date de sa signature par les parties ou, dans le cas où elle est réputée avoir été conclue en vertu d'une ordonnance prise au titre de l'alinéa 123(3)b), à la date de celle-ci.

Entrée en vigueur de l'entente

Duration

125. An essential services agreement continues in force until the parties jointly determine that there are no employees in the bargaining unit who occupy positions that are necessary for the employer to provide essential services.

125. L'entente sur les services essentiels demeure en vigueur jusqu'à ce que les parties décident conjointement qu'aucun des fonctionnaires de l'unité de négociation n'occupe un poste nécessaire pour permettre à l'employeur de fournir de tels services.

Durée de l'entente

Notice to negotiate amendment

126. (1) If a party to an essential services agreement gives a notice in writing to the other party that the party giving the notice seeks to amend the essential services agreement, the parties must make every reasonable effort to amend it as soon as possible.

126. (1) Si l'une des parties à l'entente sur les services essentiels avise l'autre par écrit qu'elle entend modifier l'entente, chacune d'elles fait tous les efforts raisonnables pour la modifier dans les meilleurs délais.

Avis de négociation

Timing

(2) If a collective agreement or arbitral award is in force, the notice may be given at any time except that, if a notice to bargain collectively has been given with a view to renewing or revising the collective agreement, the notice may only be given during the 60 days following the day the notice to bargain collectively was given.

(2) L'avis est donné au cours de la période de validité d'une convention collective entre les parties ou d'une décision arbitrale ou, si un avis de négociation collective en vue du renouvellement ou de la révision de la convention collective est donné, dans les soixante jours suivant celui-ci.

Délai

Application to Board

127. (1) If the employer and the bargaining agent are unable to amend the essential services agreement, either of them may apply to the Board to amend the essential services agreement. The application may be made at any time but not later than

127. (1) S'ils ne parviennent pas à modifier l'entente sur les services essentiels, l'employeur ou l'agent négociateur peuvent demander à la Commission de la modifier. La demande est présentée au plus tard :

Demande à la Commission

(a) 15 days after the day a request for conciliation is made by either party; or

a) soit quinze jours après la date de présentation de la demande de conciliation;

(b) 15 days after the day the parties are notified by the Chairperson under subsection 163(2) of his or her intention to recommend the establishment of a public interest commission.

b) soit quinze jours après la date à laquelle les parties sont avisées par le président de son intention de recommander l'établissement d'une commission de l'intérêt public en application du paragraphe 163(2).

Delay

(2) The Board may delay dealing with the application until it is satisfied that the employer and the bargaining agent have made every reasonable effort to amend the essential services agreement.

(2) La Commission peut attendre, avant de donner suite à la demande, d'être convaincue que l'employeur et l'agent négociateur ont fait tous les efforts raisonnables pour modifier l'entente.

Report

Amendment
by Board

(3) The Board may, by order, amend the essential services agreement if it considers that the amendment is necessary for the employer to provide essential services.

(3) La Commission peut, par ordonnance, modifier l'entente si elle l'estime nécessaire pour permettre à l'employeur de fournir les services essentiels.

Modification
de l'entente

Restriction

(4) The order may not require the employer to change the level at which an essential service is to be provided to the public, or a segment of the public, at any time, including the extent to which and the frequency with which the service is to be provided.

(4) L'ordonnance ne peut obliger l'employeur à modifier le niveau auquel un service essentiel doit être fourni à tout ou partie du public, notamment dans quelle mesure et selon quelle fréquence il doit être fourni.

Réserve

Proportion of
duties may
vary during
strike

(5) The Board may, for the purpose of identifying the number of positions that are necessary for the employer to provide an essential service, take into account that some employees in the bargaining unit may be required by the employer to perform their duties that relate to the provision of the essential service in a greater proportion during a strike than they do normally.

(5) Pour le calcul du nombre des postes nécessaires à la fourniture d'un service essentiel, la Commission peut prendre en compte le fait que l'employeur pourra exiger de certains fonctionnaires de l'unité de négociation, lors d'une grève, qu'ils accomplissent leurs fonctions liées à la fourniture d'un service essentiel dans une proportion plus grande qu'à l'habitude.

Facteurs à
prendre en
compteDetermination
of number of
necessary
employees

(6) For the purposes of subsection (5), the number of employees in the bargaining unit that are necessary to provide the essential service is to be determined

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le nombre des fonctionnaires de l'unité de négociation nécessaires à la fourniture du service essentiel est calculé :

Calcul du
nombre de
fonctionnaires
nécessaires

(a) without regard to the availability of other persons to provide the essential service during a strike; and

a) compte non tenu de la disponibilité d'autres personnes pour fournir ce service essentiel durant une grève;

(b) on the basis that the employer is not required to change, in order to provide the essential service during a strike, the manner in which the employer operates normally, including the normal hours of work, the extent of the employer's use of overtime and the equipment used in the employer's operations.

b) compte tenu du fait que l'employeur n'est pas obligé de changer le cours normal de ses opérations afin de fournir ce service essentiel pendant une grève, notamment en ce qui concerne les heures normales de travail, la mesure dans laquelle l'employeur a recours aux heures supplémentaires et le matériel que celui-ci utilise dans le cadre de ses opérations.

Application relating to specific position

(7) If the application relates to a specific position to be identified in the essential services agreement, the employer's proposal in respect of the position is to prevail, unless the position is determined by the Board not to be of the type necessary for the employer to provide essential services.

(7) Si la demande porte sur un poste en particulier à nommer dans l'entente, la proposition de l'employeur à cet égard l'emporte, sauf si la Commission décide que le poste en question n'est pas du type de ceux qui sont nécessaires pour permettre à l'employeur de fournir les services essentiels.

Demande relative à un poste

Coming into force of amendment

128. An amendment to an essential services agreement comes into force on the day the agreement containing the amendment is signed by the parties or, in the case of an amendment made by order of the Board under subsection 127(3), the day the order was made.

128. La modification de l'entente sur les services essentiels entre en vigueur à la date de la signature par les parties de l'entente la comportant ou, dans le cas où elle est faite par une ordonnance prise au titre du paragraphe 127(3), à la date de celle-ci.

Entrée en vigueur de la modification

Replacement positions

129. (1) If, at any time while an essential services agreement is in force, a position identified in it becomes vacant, the employer may identify a position of the same type as a replacement position. If the employer does so, the employer must file a notice of replacement with the Board and provide a copy to the bargaining agent.

129. (1) Si, pendant la période de validité de l'entente sur les services essentiels, un poste qui y est nommé devient vacant, l'employeur peut y substituer un autre poste du même type. L'employeur envoie alors un avis de substitution à la Commission et une copie de celui-ci à l'agent négociateur.

Substitution de postes

Effect of notice

(2) On the filing of the notice, the replacement position is deemed to be a position identified in the essential services agreement and the position it replaced is deemed to be no longer identified.

(2) Une fois l'avis donné, le nouveau poste est réputé être nommé dans l'entente et celui qu'il remplace ne plus l'y être.

Effet de l'avis

Notification of employees

130. (1) The employer must provide every employee who occupies a position that has been identified in an essential services agreement as being a position that is necessary for the employer to provide essential services with a notice informing the employee that the employee occupies such a position.

130. (1) L'employeur donne un avis aux fonctionnaires qui, aux termes de l'entente sur les services essentiels, occupent un poste nécessaire à la fourniture par l'employeur de ces services.

Avis aux fonctionnaires

Notification of change

(2) A notice given under this section remains valid so long as the employee continues to occupy the position unless the employer notifies the employee that the position occupied by the employee is no longer necessary for the employer to provide essential services.

(2) L'avis donné au titre du présent article demeure en vigueur tant que le fonctionnaire occupe le poste, sauf révocation de l'avis par avis subséquent donné à celui-ci par l'employeur et précisant que son poste n'est plus nécessaire à la fourniture par l'employeur des services essentiels.

Révocation de l'avis

Emergency application

131. Despite any provision in this Division, if either the employer or the bargaining agent is of the opinion that a temporary amendment to an essential services agreement, or its suspension, is necessary because of an emergency but the parties are unable to agree to do so, either of them may, at any time, apply to

131. Malgré les autres dispositions de la présente section, si l'une des parties — employeur ou agent négociateur — estime qu'il est nécessaire, en raison d'une situation d'urgence, de modifier temporairement ou de suspendre l'entente sur les services essentiels mais qu'il leur est impossible de s'entendre à

Révision d'urgence de l'entente

the Board for an order temporarily amending, or suspending, the agreement.

ce sujet, l'une ou l'autre de celles-ci peut à tout moment demander à la Commission de modifier temporairement ou de suspendre l'entente par ordonnance.

Duty to observe terms and conditions

132. Unless the parties otherwise agree, every term and condition of employment applicable to employees in a bargaining unit in respect of which a notice to bargain collectively is given that may be included in a collective agreement and that is in force on the day the notice is given remains in force in respect of any employee who occupies a position that is identified in an essential services agreement and must be observed by the employer, the bargaining agent for the bargaining unit and the employee until a collective agreement is entered into.

132. Sauf entente à l'effet contraire entre les parties, toute condition d'emploi qui peut figurer dans une convention collective et qui est encore en vigueur au moment où l'avis de négocier a été donné continue de s'appliquer aux fonctionnaires qui occupent un poste nécessaire, aux termes de l'entente sur les services essentiels, pour permettre à l'employeur de fournir ces services et lie les parties, y compris les fonctionnaires en question, jusqu'à la conclusion d'une convention collective.

Obligation de respecter les conditions d'emploi

Extension of time

133. The Board may, on the application of either party, extend any period referred to in this Division.

133. La Commission peut, sur demande de l'une ou l'autre partie, proroger tout délai prévu par la présente section.

Prorogation

Filing of essential services agreement

134. Either party to an essential services agreement may file a copy of it with the Board. When filed, it has the same effect as an order of the Board.

134. L'une ou l'autre partie à l'entente sur les services essentiels peut en déposer une copie auprès de la Commission. L'entente, une fois déposée, est assimilée à une ordonnance de celle-ci.

Dépôt de l'entente auprès de la Commission

DIVISION 9

SECTION 9

ARBITRATION

ARBITRAGE

Application of Division

Application de la section

Application

135. This Division applies to the employer and the bargaining agent for a bargaining unit whenever

135. La présente section s'applique à l'employeur et à l'agent négociateur représentant une unité de négociation dans le cas où :

Application

(a) the process for the resolution of a dispute applicable to the bargaining unit is arbitration; and

a) d'une part, le mode de règlement des différends applicable à l'unité de négociation est le renvoi à l'arbitrage;

(b) the parties have bargained in good faith with a view to entering into a collective agreement but are unable to reach agreement on a term or condition of employment that may be included in an arbitral award.

b) d'autre part, les parties ont négocié de bonne foi en vue de conclure une convention collective, mais n'ont pu s'entendre sur une condition d'emploi qui peut figurer dans une décision arbitrale.

Request for Arbitration

Demande d'arbitrage

Request for arbitration

136. (1) Either party may, by notice in writing to the Chairperson, request arbitration in respect of any term or condition of employment that may be included in an arbitral award.

136. (1) L'une ou l'autre partie peut, par avis écrit adressé au président, demander le renvoi à l'arbitrage d'un différend sur une condition d'emploi qui peut figurer dans une décision arbitrale.

Demande

When request may be made

(2) The request may be made
 (a) at any time, if the parties have not entered into a collective agreement and no request for arbitration has been made by either party since the commencement of the bargaining; or
 (b) not later than seven days after a collective agreement is entered into by the parties, in any other case.

(2) La demande d'arbitrage peut intervenir :

a) à tout moment dans le cas où aucune convention collective n'a été conclue et aucune autre demande d'arbitrage n'a été présentée par l'une ou l'autre partie depuis le début des négociations;
 b) au plus tard sept jours après la conclusion d'une convention collective dans les autres cas.

Moment de la demande

Contents of notice

(3) The party requesting arbitration must
 (a) specify in the notice every term or condition of employment in respect of which it requests arbitration and its proposals concerning the award to be made in respect of that term or condition; and
 (b) annex to the notice a copy of the most recent collective agreement entered into by the parties.

(3) La partie qui demande l'arbitrage :

a) précise dans l'avis la condition d'emploi à l'égard de laquelle elle demande l'arbitrage et ses propositions quant à la décision arbitrale qui doit être rendue en l'espèce;
 b) annexe à l'avis une copie de la dernière convention collective conclue par les parties.

Avis à donner

Notice to other party

(4) On receiving the notice, the Chairperson must send a copy to the other party.

(4) Sur réception de l'avis, le président envoie copie à l'autre partie.

Avis à l'autre partie

Request for arbitration of additional matters

(5) The other party may, within seven days after receiving the copy, by notice in writing to the Chairperson, request arbitration in respect of any other term or condition of employment that may be included in an arbitral award and that remained in dispute when the first request for arbitration was made.

(5) Le destinataire de cette copie peut, dans les sept jours suivant sa réception, par avis adressé au président, demander l'arbitrage à l'égard de toute autre condition d'emploi qui peut figurer dans une décision arbitrale et qui restait en litige au moment où la demande d'arbitrage mentionnée au paragraphe (1) a été faite.

Demande connexe

Notice to include proposal

(6) The party making the request under subsection (5) must specify in the notice its proposal concerning the award to be made in respect of every term or condition of employment in respect of which it requests arbitration.

(6) La partie qui demande l'arbitrage au titre du paragraphe (5) précise, dans l'avis, ses propositions quant à la décision qui doit être rendue en l'espèce.

Propositions de décision

Establishment of Arbitration Board

Établissement du conseil d'arbitrage

Establishment	137. (1) On receiving a request for arbitration, the Chairperson must establish an arbitration board for arbitration of the matters in dispute.	137. (1) Sur réception de la demande d'arbitrage, le président établit un conseil chargé de l'arbitrage du différend.	Conseil d'arbitrage
Delay	(2) The Chairperson may delay establishing an arbitration board until he or she is satisfied that the party making the request has bargained sufficiently and seriously with respect to the matters in dispute.	(2) Le président peut attendre, avant de donner suite à la demande d'arbitrage, d'être convaincu que le demandeur a négocié suffisamment et sérieusement en ce qui touche le différend visé par celle-ci.	Report
Constitution	138. The arbitration board consists of either a single member or three members, appointed in accordance with section 139 or 140, as the case may be.	138. Le conseil d'arbitrage se compose d'un ou de trois membres nommés conformément aux articles 139 ou 140, selon le cas.	Composition
Board with single member	139. If the parties jointly recommend the appointment of a person to be an arbitration board consisting of a single member, the Chairperson must appoint the person to be the arbitration board.	139. Si les parties recommandent conjointement la nomination d'une personne à titre de membre unique d'un conseil d'arbitrage, le président nomme la personne ainsi recommandée.	Conseil formé d'un membre unique
Board with three members	140. (1) If either party requests that an arbitration board consisting of three members be established, the Chairperson must, by notice, require each of the parties, within seven days after receipt of the notice, to nominate a person to be a member of the arbitration board, and on receipt of the nominations, the Chairperson must appoint the nominated persons as members of the arbitration board.	140. (1) Si l'une ou l'autre partie demande que le conseil d'arbitrage soit formé de trois membres, le président adresse à chacune des parties un avis lui demandant de proposer, dans les sept jours suivant la réception de l'avis, un candidat pour le conseil; il nomme les personnes ainsi proposées.	Conseil formé de trois membres
Failure to nominate	(2) If a party fails to nominate a person within the time provided for in subsection (1) or nominates a person who is not eligible for appointment, the Chairperson must appoint as a member of the arbitration board a person whom he or she considers suitable, and that person is deemed to have been appointed on the nomination of that party.	(2) Si l'une des parties omet de proposer un candidat dans le délai prévu au paragraphe (1) ou si elle propose la nomination d'une personne non admissible, le président nomme la personne qu'il estime compétente. Cette personne est alors réputée avoir été nommée sur proposition de cette partie.	Nomination des membres par le président
Appointment of chairperson nominated by parties	(3) Within five days after the day on which the second member is appointed, the two members must nominate a third person who is eligible for appointment and ready and willing to act, to be chairperson and third member of the arbitration board, and the Chairperson must appoint that person as the chairperson and third member of the arbitration board.	(3) Dans les cinq jours qui suivent la date de nomination de la deuxième personne, les deux personnes nommées proposent, pour le poste de membre et président du conseil d'arbitrage, le nom d'une troisième personne admissible et disposée à agir en cette qualité. Le président entérine leur choix en nommant cette personne président du conseil.	Nomination du président proposé par les membres

Failure to
nominate

(4) If the two members fail to make a nomination under subsection (3) or they nominate a person who is not eligible for appointment, the Chairperson must, without delay, appoint as the chairperson and third member of the arbitration board a person whom he or she considers suitable.

(4) Faute de candidature proposée aux termes du paragraphe (3), ou si le nom d'une personne non admissible a été proposé, le président nomme sans délai comme membre et président du conseil d'arbitrage la personne qu'il estime compétente.

Nomination
du président
du conseil
d'arbitrage
par le
président

Eligibility

141. No person may act as a member of an arbitration board in respect of a matter referred to arbitration if the person has, at any time during the six months before the person's date of appointment, acted in respect of any matter concerning employer-employee relations as counsel or agent of the employer or of any employee organization that has an interest in the matter referred to arbitration.

141. Ne peut être nommée à titre de membre d'un conseil d'arbitrage la personne qui, dans les six mois précédant la nomination, a fait fonction de conseiller juridique ou de mandataire de l'employeur ou de toute organisation syndicale intéressée en matière de relations de travail.

Admissibilité

Notification
of
establishment

142. (1) The Chairperson must, without delay, notify the parties of the establishment of the arbitration board and of the name or names of its member or members, as the case may be.

142. (1) Le président avise sans délai les parties de l'établissement du conseil d'arbitrage et leur communique le nom du ou des membres.

Avis de
l'établissement

Effect of
notification

(2) The notification constitutes conclusive proof that the arbitration board has been established in accordance with this Part and, after it is given, no order may be made or process entered into, and no proceedings may be taken in any court, to question the establishment of the board or to review, prohibit or restrain any of its proceedings.

(2) L'avis du président constitue une preuve concluante de la conformité de l'établissement du conseil d'arbitrage avec la présente partie. Une fois l'avis donné, aucune ordonnance ne peut être rendue ni aucun recours porté devant un tribunal tant pour contester l'établissement du conseil d'arbitrage que pour en examiner, empêcher ou restreindre l'activité.

Effet de cet
avis

Death,
incapacity or
resignation of
single
member

143. (1) In the event of the death, incapacity or resignation of the member of an arbitration board that consists of a single member before the arbitration board makes an arbitral award, the Chairperson must appoint another person in accordance with section 139. That person must recommence the arbitration proceedings from the beginning.

143. (1) En cas de décès, d'empêchement ou de démission du membre unique formant le conseil d'arbitrage avant le prononcé de la décision, le président nomme une nouvelle personne conformément à l'article 139. Le nouveau membre unique recommence la procédure d'arbitrage.

Décès,
empêchement
ou démission
du membre
unique

Vacancy —
board with
three
members

(2) If a vacancy occurs in the membership of an arbitration board that consists of three members before the arbitration board makes an arbitral award, the vacancy must be filled by the Chairperson by appointment in the manner provided in section 140 for the selection of the person in respect of whom the vacancy arose.

(2) S'il se produit une vacance parmi les trois membres formant le conseil d'arbitrage avant que celui-ci n'ait rendu sa décision, le président y pourvoit en procédant à une nomination de la manière prévue à l'article 140 pour le choix du titulaire du poste vacant.

Vacance d'un
des trois
membres

Referral to Arbitration

Referral to arbitration

144. (1) Subject to section 150, after establishing the arbitration board, the Chairperson must without delay refer the matters in dispute to the board.

Subsequent agreement

(2) If, before an arbitral award is made, the parties reach agreement on any matter in dispute that is referred to arbitration and enter into a collective agreement in respect of that matter, that matter is deemed not to have been referred to the arbitration board and no arbitral award may be made in respect of it.

Renvoi à l'arbitrage

144. (1) Sous réserve de l'article 150, dès la constitution du conseil d'arbitrage, le président lui renvoie les questions en litige.

(2) Toute question renvoyée à l'arbitrage est réputée ne pas l'avoir été et ne peut faire l'objet de la décision arbitrale dans le cas où, avant qu'une telle décision n'ait été rendue, les parties arrivent à s'entendre et concluent une convention collective réglant la question.

Duty and Powers

Assistance to parties

145. As soon as possible after being established, the arbitration board must endeavour to assist the parties to the dispute in entering into or revising a collective agreement.

Procedure

146. (1) Except as otherwise provided in this Part, the arbitration board may determine its own procedure, including the date, time and place of its proceedings, but both parties must be given a full opportunity to present evidence and make representations.

Quorum and absence of members

(2) The chairperson of the arbitration board and one other member constitute a quorum in the case of an arbitration board consisting of three members but, in the absence of a member at any proceedings of the board, the other members may not proceed unless the absent member has been given reasonable notice of the proceedings.

Powers

147. (1) The arbitration board has all the powers of the Board set out in paragraphs 40(1)(a), (d), (e) and (h) to (j).

Delegation

(2) The arbitration board may authorize any person to exercise any of its powers set out in paragraphs 40(1)(d), (e), (i) and (j) and require that person to report to it on the exercise of those powers.

Factors to be considered

148. In the conduct of its proceedings and in making an arbitral award, the arbitration board must take into account the following factors, in addition to any other factors that it considers relevant:

(a) the necessity of attracting competent persons to, and retaining them in, the public

Pouvoirs et obligations

145. Le conseil d'arbitrage met tout en oeuvre, dans les meilleurs délais, pour que les parties au différend parviennent à conclure ou à réviser la convention collective.

146. (1) Sauf disposition contraire de la présente partie, le conseil d'arbitrage peut fixer ses modalités de fonctionnement, notamment la date, l'heure et le lieu de ses séances, en donnant toutefois aux parties l'occasion de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations.

(2) Si le conseil d'arbitrage est formé de trois membres, le quorum est constitué par le président du conseil et un autre membre, à condition toutefois que le membre absent ait été averti raisonnablement à l'avance de la tenue de la séance.

147. (1) Le conseil d'arbitrage est investi de tous les pouvoirs de la Commission énumérés aux alinéas 40(1)a), d), e) et h) à j).

(2) Le conseil d'arbitrage peut déléguer les pouvoirs énumérés aux alinéas 40(1)d), e), i) et j), en assortissant ou non cette délégation d'une obligation de faire rapport.

148. Dans la conduite de ses séances et dans la prise de ses décisions, le conseil d'arbitrage prend en considération les facteurs qui, à son avis, sont pertinents et notamment :

a) la nécessité d'attirer au sein de la fonction publique des personnes ayant les compétences voulues et de les y maintenir

Renvoi

Entente ultérieure

Assistance aux parties

Règles de procédure

Quorum et absences

Pouvoirs

Délégation

Facteurs à prendre en considération

service in order to meet the needs of Canadians;

(b) the necessity of offering compensation and other terms and conditions of employment in the public service that are comparable to those of employees in similar occupations in the private and public sectors, including any geographic, industrial or other variations that the arbitration board considers relevant;

(c) the need to maintain appropriate relationships with respect to compensation and other terms and conditions of employment as between different classification levels within an occupation and as between occupations in the public service;

(d) the need to establish compensation and other terms and conditions of employment that are fair and reasonable in relation to the qualifications required, the work performed, the responsibility assumed and the nature of the services rendered; and

(e) the state of the Canadian economy and the Government of Canada's fiscal circumstances.

afin de répondre aux besoins des Canadiens;

b) la nécessité d'offrir au sein de la fonction publique une rémunération et d'autres conditions d'emploi comparables à celles des personnes qui occupent des postes analogues dans les secteurs privé et public, notamment les différences d'ordre géographique, industriel et autre qu'il juge importantes;

c) la nécessité de maintenir des rapports convenables, quant à la rémunération et aux autres conditions d'emploi, entre les divers échelons au sein d'une même profession et entre les diverses professions au sein de la fonction publique;

d) la nécessité d'établir une rémunération et d'autres conditions d'emploi justes et raisonnables compte tenu des qualifications requises, du travail accompli, de la responsabilité assumée et de la nature des services rendus;

e) l'état de l'économie canadienne et la situation fiscale du gouvernement du Canada.

Making of Arbitral Award

Making of
arbitral award

149. (1) The arbitration board must make an arbitral award as soon as possible in respect of all the matters in dispute that are referred to it.

Award to be
signed

(2) The arbitral award must be signed by the chairperson of the arbitration board, or by the single member, as the case may be, and a copy must be sent to the Chairperson.

Award not to
require
legislative
implementation

150. (1) The arbitral award may not, directly or indirectly, alter or eliminate any existing term or condition of employment, or establish any new term or condition of employment, if

(a) doing so would require the enactment or amendment of any legislation by Parliament, except for the purpose of appropriating money required for the implementation of the term or condition;

(b) the term or condition is one that has been or may be established under the *Public Service Employment Act*, the *Public Service*

Établissement de la décision arbitrale

Établissement

149. (1) Le conseil d'arbitrage rend sa décision sur les questions en litige dans les meilleurs délais.

Signature

(2) La décision arbitrale est signée par le président du conseil d'arbitrage ou par le membre unique, selon le cas; un exemplaire en est transmis au président de la Commission.

Réserves

150. (1) La décision arbitrale ne peut avoir pour effet direct ou indirect de modifier, supprimer ou établir une condition d'emploi :

a) soit de manière à nécessiter ou entraîner l'adoption ou la modification d'une loi fédérale, exception faite des lois affectant les crédits nécessaires à son application;

b) soit qui a été ou pourrait être établie sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*;

Superannuation Act or the *Government Employees Compensation Act*;

(c) the term or condition relates to standards, procedures or processes governing the appointment, appraisal, promotion, deployment, rejection on probation or lay-off of employees;

(d) in the case of a separate agency, the term or condition relates to termination of employment, other than termination of employment for a breach of discipline or misconduct; or

(e) doing so would affect the organization of the public service or the assignment of duties to, and the classification of, positions and persons employed in the public service.

c) soit qui porte sur des normes, procédures ou méthodes régissant la nomination, l'évaluation, l'avancement, la mutation, le renvoi en cours de stage ou la mise en disponibilité des fonctionnaires;

d) soit, dans le cas d'un organisme distinct, qui porte sur le licenciement, sauf le licenciement imposé pour manquement à la discipline ou inconduite;

e) soit de manière que cela aurait une incidence sur l'organisation de la fonction publique, l'attribution de fonctions aux postes et aux personnes employées au sein de celle-ci et leur classification.

Matters not negotiated

(2) The arbitral award may not deal with a term or condition of employment that was not the subject of negotiation between the parties during the period before arbitration was requested.

(2) Sont exclues du champ de la décision arbitrale les conditions d'emploi n'ayant pas fait l'objet de négociations entre les parties avant que ne soit demandé l'arbitrage.

Questions exclus

Decision of majority

151. (1) If the arbitration board consists of three members, a decision of a majority of the members in respect of the matters in dispute is a decision of the board on those matters and is the arbitral award in respect of those matters.

151. (1) Si le conseil d'arbitrage est formé de trois membres, la décision prise à la majorité des membres sur les questions en litige constitue la décision arbitrale du conseil sur ces questions.

Décision en cas de majorité

Decision where majority cannot agree

(2) If a majority of members of the arbitration board cannot agree in respect of the matters in dispute, the decision of the chairperson of the board is the arbitral award in respect of those matters.

(2) Lorsqu'il n'y a pas de majorité, la décision du président du conseil d'arbitrage constitue la décision arbitrale.

Décision en cas de partage

Form of award

152. The form of the arbitral award must, wherever possible, permit the award to be

(a) read and interpreted with, or annexed to and published with, a collective agreement dealing with other terms and conditions of employment of the employees in the bargaining unit in respect of which the arbitral award applies; and

(b) incorporated into and implemented by any instrument that may be required to be made by the employer or the relevant bargaining agent in respect of the arbitral award.

152. La décision arbitrale est rédigée, dans la mesure du possible, de façon à :

a) pouvoir être lue et interprétée par rapport à toute convention collective statuant sur d'autres conditions d'emploi des fonctionnaires de l'unité de négociation à laquelle elle s'applique, ou être jointe à une telle convention et publiée en même temps;

b) permettre son incorporation dans les documents que l'employeur ou l'agent négociateur compétent peuvent être tenus d'établir à son égard, ainsi que sa mise en oeuvre au moyen de ceux-ci.

Forme de la décision arbitrale

Copy sent to parties

153. On receipt of a copy of the arbitral award, the Chairperson must, without delay, send a copy to the parties and may cause the award to be published in any manner that the Chairperson considers appropriate.

153. Dès la réception de sa copie de la décision arbitrale, le président envoie une copie aux parties; il peut ensuite la faire publier de la manière qu'il estime indiquée.

Copies envoyées aux parties

Duration and Operation of Arbitral Award

Durée et application de la décision arbitrale

Binding effect

154. Subject to and for the purposes of this Part, as of the day on which it is made, the arbitral award binds the employer and the bargaining agent that are parties to it and the employees in the bargaining unit in respect of which the bargaining agent has been certified. To the extent that it deals with matters referred to in section 12 of the *Financial Administration Act*, the arbitral award is also binding, on and after that day, on every deputy head responsible for any portion of the federal public administration that employs employees in the bargaining unit.

154. Dans le cadre de la présente partie, la décision arbitrale lie l'employeur et l'agent négociateur qui y sont parties, ainsi que les fonctionnaires de l'unité de négociation à l'égard de laquelle l'agent négociateur a été accrédité, à compter de la date à laquelle elle a été rendue. Elle lie aussi, à compter de cette date, tout administrateur général responsable d'un secteur de l'administration publique fédérale dont font partie des fonctionnaires de l'unité de négociation, dans la mesure où elle porte sur des questions prévues à l'article 12 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Effet obligatoire

When arbitral award has effect

155. (1) The arbitral award has effect as of the day on which it is made or, subject to subsection (2), any earlier or later day that the arbitration board may determine.

155. (1) La décision arbitrale entre en vigueur le jour où elle est rendue ou, sous réserve du paragraphe (2), à toute autre date que le conseil d'arbitrage peut fixer.

Entrée en vigueur

Limitation on retroactive effect

(2) The arbitral award or any of its parts may be given retroactive effect, but not earlier than the day notice to bargain collectively was given.

(2) Tout ou partie de la décision arbitrale peut avoir un effet rétroactif jusqu'à la date à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné.

Effet rétroactif

Effect on previous collective agreement or award

(3) If a provision of an arbitral award is to have retroactive effect, the provision displaces, for the retroactive period specified in the arbitral award, any term or condition of any previous collective agreement or arbitral award with which it is in conflict.

(3) Les dispositions de la décision arbitrale qui ont un effet rétroactif l'emportent, pour la période fixée, sur les dispositions incompatibles de toute convention collective ou de toute autre décision arbitrale alors en vigueur.

Effet sur une convention ou une décision arbitrale antérieure

Term of arbitral award

156. (1) The arbitration board must determine the term of the arbitral award and set it out in the arbitral award.

156. (1) Le conseil d'arbitrage établit la durée d'application de chaque décision arbitrale et l'indique dans le texte de celle-ci.

Durée de la décision arbitrale

Factors

(2) In determining the term of an arbitral award, the arbitration board must take the following into account:

(2) Pour établir cette durée, il tient compte :

Facteurs

(a) if a collective agreement applicable to the bargaining unit is in force or has been entered into but is not yet in force, the term of that collective agreement; or

a) de la durée de la convention collective applicable à l'unité de négociation, qu'elle soit déjà en vigueur ou seulement conclue;

(b) if no collective agreement applying to the bargaining unit has been entered into,

b) si aucune convention collective n'a été conclue :

(i) soit de la durée de toute convention collective antérieure qui s'appliquait à cette unité de négociation,

(i) the term of any previous collective agreement that applied to the bargaining unit, or

(ii) the term of any other collective agreement that it considers relevant.

(ii) soit de la durée de toute autre convention collective qu'il estime pertinente.

Limitation on term

(3) An arbitral award may not be for a term of less than one year or more than two years from the day on which it becomes binding on the parties, unless the arbitration board determines otherwise in any case where paragraph (2)(a) or (b) applies.

(3) La décision arbitrale ne peut avoir une durée inférieure à un an ou supérieure à deux ans à compter du moment où elle lie les parties, à moins que le conseil arbitral ne juge qu'une autre durée est appropriée dans les cas d'application des alinéas (2)a) et b).

Limitation de la durée d'une décision arbitrale

Implementation

Mise en oeuvre de la décision arbitrale

Duty to implement provisions of the arbitral award

157. Subject to the appropriation by or under the authority of Parliament of any money that may be required by the employer, the parties must implement the provisions of the arbitral award within 90 days after the day on which the award becomes binding on them or within any longer period that the parties may agree to or that the Board, on application by either party, may set.

157. Sous réserve de l'affectation, par le Parlement ou sous son autorité, des crédits dont l'employeur peut avoir besoin à cette fin, les parties commencent à appliquer les conditions d'emploi sur lesquelles statue la décision arbitrale dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à compter de laquelle la décision arbitrale lie les parties ou dans le délai plus long dont celles-ci peuvent convenir ou que la Commission peut, sur demande de l'une d'elles, accorder.

Obligation de mettre en oeuvre la décision arbitrale

Matters Not Dealt With

Questions non tranchées

Reference of matters not dealt with

158. Any party that considers that the arbitration board has failed to deal with a matter in dispute that was referred to arbitration may, within seven days after the day on which the arbitral award is made, refer the matter back to the arbitration board which must then deal with it.

158. La partie qui estime que le conseil d'arbitrage n'a pas réussi à régler une question en litige peut, dans les sept jours suivant la décision arbitrale, lui renvoyer la question et celui-ci doit alors l'examiner.

Nouveau renvoi

Amendment

Modification de la décision arbitrale

Amendment

159. The Board may, on the joint application of both parties to whom an arbitral award applies, amend any provision of the arbitral award if it considers that the amendment is warranted having regard to circumstances that have arisen since the making of the arbitral award, or of which the arbitration board did not have notice when the award was made, or to any other circumstances that the Board considers relevant.

159. Sur demande conjointe des deux parties visées par la décision arbitrale, la Commission peut modifier toute disposition de celle-ci si elle estime que la modification est justifiée par les circonstances, notamment celles survenues depuis que la décision a été rendue ou dont le conseil d'arbitrage n'avait pas eu connaissance à ce moment.

Modification

DIVISION 10

SECTION 10

CONCILIATION

CONCILIATION

Application of Division

Application

Application

160. This Division applies to the employer and the bargaining agent for a bargaining unit whenever

(a) the process for the resolution of a dispute applicable to the bargaining unit is conciliation; and

(b) the parties have bargained in good faith with a view to entering into a collective agreement, but are unable to reach agreement on a term or condition of employment that may be included in a collective agreement.

160. La présente section s'applique à l'employeur et à l'agent négociateur représentant une unité de négociation dans le cas où :

a) d'une part, le mode de règlement des différends applicable à l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation;

b) d'autre part, les parties ont négocié de bonne foi en vue de conclure une convention collective, mais n'ont pu s'entendre sur une condition d'emploi pouvant figurer dans une convention collective.

Application

Request for Conciliation

Demande de conciliation

Request for conciliation

161. (1) Either party may, by notice in writing to the Chairperson, request conciliation in respect of any term or condition of employment that may be included in a collective agreement.

161. (1) L'une ou l'autre des parties peut, par avis écrit adressé au président, demander le renvoi à la conciliation d'un différend sur toute condition d'emploi qui peut figurer dans une convention collective.

Demande

Contents of notice

(2) The party requesting conciliation must

(a) specify in the notice the terms or conditions of employment in respect of which it requests conciliation, and its proposals concerning the report to be made in respect of that term or condition; and

(b) annex to the notice a copy of the most recent collective agreement entered into by the parties.

(2) La partie qui demande la conciliation :

a) précise dans l'avis la condition d'emploi à l'égard de laquelle elle demande la conciliation et ses propositions quant au rapport qui doit être fait en l'espèce;

b) annexe à l'avis une copie de la dernière convention collective conclue par les parties.

Avis à donner

Notice to other party

(3) On receiving the notice, the Chairperson must send a copy to the other party.

(3) Sur réception de l'avis, le président envoie copie à l'autre partie.

Avis à l'autre partie

Request for conciliation of additional matters

(4) The other party may, within seven days after receiving the copy, by notice in writing to the Chairperson, request conciliation in respect of any other term or condition of employment that may be included in a collective agreement and that remained in dispute when the first request for conciliation was made.

(4) Le destinataire de cette copie peut, dans les sept jours suivant sa réception, par avis adressé au président, demander la conciliation à l'égard de toute autre condition d'emploi qui peut figurer dans une convention collective et qui restait en litige au moment où la demande de conciliation mentionnée au paragraphe (1) a été faite.

Demande connexe

Notice to include proposal

(5) The party making the request under subsection (4) must specify in the notice its proposal concerning the report to be made in respect of the term or condition of employment in respect of which it requests conciliation.

(5) La partie qui demande la conciliation au titre du paragraphe (4) précise, dans l'avis, ses propositions quant au rapport qui doit être fait en l'espèce.

Propositions de décision

Establishment of Public Interest
Commission

Établissement d'une commission de l'intérêt
public

Recommendation to establish	<p>162. (1) Subject to subsection (3), on receiving a request for conciliation, the Chairperson must recommend to the Minister that a public interest commission be established for conciliation of the matters in dispute.</p>	<p>162. (1) Sous réserve du paragraphe (3), sur réception de la demande de conciliation, le président recommande au ministre l'établissement d'une commission de l'intérêt public conciliée de la conciliation du différend.</p>	Recommandation : commission de l'intérêt public
Delay	<p>(2) The Chairperson may delay recommending the establishment of a public interest commission until satisfied that the party making the request has bargained sufficiently and seriously with respect to the matters in dispute.</p>	<p>(2) Le président peut attendre, avant de donner suite à la demande de conciliation, d'être convaincu que le demandeur a négocié suffisamment et sérieusement en ce qui touche le différend visé par celle-ci.</p>	Report
Refusal	<p>(3) If the Chairperson considers, after consultation with each of the parties, that the establishment of a public interest commission is unlikely to assist them in reaching agreement, the Chairperson must, without delay, notify the parties in writing that he or she will not recommend the establishment of such a commission.</p>	<p>(3) Le président ne recommande pas l'établissement d'une commission de l'intérêt public s'il conclut, après consultation de chacune des parties, qu'il est improbable que cela les aide à s'entendre. Le cas échéant, il communique aussitôt sa décision par écrit aux parties.</p>	Refus de la demande
Chairperson's initiative	<p>163. (1) The Chairperson may, on his or her own initiative, recommend to the Minister that a public interest commission be established for the conciliation of a dispute if he or she considers that establishing one might assist the parties in reaching agreement and that the parties are unlikely to reach agreement otherwise.</p>	<p>163. (1) Le président peut, de sa propre initiative, recommander au ministre l'établissement d'une commission de l'intérêt public s'il estime que cela peut aider les parties à s'entendre et que sans cela il est peu probable que celles-ci parviennent à un accord.</p>	Initiative du président
Notice	<p>(2) Before acting under subsection (1), the Chairperson must notify the parties of his or her intention to do so.</p>	<p>(2) Le président doit toutefois aviser préalablement les parties de son intention de recommander l'établissement d'une commission de l'intérêt public en application du paragraphe (1).</p>	Avis préalable
Constitution	<p>164. (1) The public interest commission consists of either a single member appointed in accordance with section 166 or, subject to subsection (2), three members, appointed in accordance with section 167.</p>	<p>164. (1) La commission de l'intérêt public se compose d'un membre unique ou, sous réserve du paragraphe (2), de trois membres nommés conformément aux articles 166 ou 167, selon le cas.</p>	Composition
Request for commission of three members	<p>(2) The public interest commission is to consist of three members only if one of the parties requests it.</p>	<p>(2) La commission se compose de trois membres si une des parties en fait la demande.</p>	Trois membres à la demande des parties
List	<p>165. (1) For the purposes of sections 166 and 167, the Chairperson must, after consultation with the parties, prepare a list of names of persons who could be selected to act as a</p>	<p>165. (1) Pour l'application des articles 166 et 167, le président établit, après consultation des parties, une liste de noms de personnes en vue de l'établissement d'une commission de</p>	Liste

public interest commission that consists of a single member, or as the chairperson of a public interest commission that consists of three members.

l'intérêt public formée d'un membre unique ou de la nomination du président d'une telle commission formée de trois membres.

Contents

(2) The list must set out
 (a) the names of all eligible persons jointly recommended by the parties; and
 (b) if the Chairperson is of the opinion that the parties have not jointly recommended a sufficient number of persons, the names of any other eligible persons whom the Chairperson considers suitable.

(2) La liste contient :
 a) les noms des personnes admissibles recommandées conjointement par les parties;
 b) si le président estime que les parties n'ont pas conjointement recommandé un nombre suffisant de personnes, les noms d'autres personnes admissibles que le président estime compétentes.

Contenu de la liste

Commission with single member

166. (1) If the public interest commission is to consist of a single member, the Chairperson must submit to the Minister the list prepared under subsection 165(1). The Chairperson may, at his or her discretion, also recommend the appointment of a particular person named in the list.

166. (1) Si la commission de l'intérêt public doit être formée d'un membre unique, le président remet au ministre la liste établie conformément au paragraphe 165(1). Le président peut recommander la nomination de toute personne dont le nom figure sur la liste.

Commission formée d'un membre unique

Appointment

(2) After receiving the list, the Minister must, without delay, appoint a person named in the list.

(2) Dès qu'il reçoit la liste, le ministre nomme une personne dont le nom y figure.

Nomination par le ministre

Commission with three members

167. (1) If either party requests that the public interest commission consist of three members, the Chairperson must, by notice, require each of the parties, within seven days of its receipt, to nominate a person to be a member of the commission, and on receipt of the nominations, the Chairperson must recommend to the Minister the appointment of the nominated persons as members of the commission. The Minister must appoint those persons without delay.

167. (1) Si l'une ou l'autre des parties demande que la commission de l'intérêt public soit formée de trois membres, le président adresse à chacune des parties un avis lui demandant de proposer, dans les sept jours suivant sa réception, un candidat; il recommande ensuite au ministre de nommer les personnes ainsi proposées, ce que ce dernier fait sans délai.

Commission formée de trois membres

Failure to nominate

(2) If a party fails to nominate a person within the time provided for in subsection (1) or nominates a person who is not eligible for appointment, the Chairperson must recommend to the Minister the appointment as a member of the public interest commission of a person whom he or she considers suitable. The Minister must appoint the person without delay and that person is deemed to have been appointed on the nomination of that party.

(2) Si l'une des parties omet de proposer un candidat dans le délai prévu au paragraphe (1) ou propose la nomination d'une personne non admissible, le président recommande au ministre la nomination d'une personne qu'il estime compétente. Le ministre nomme sans délai la personne recommandée et celle-ci est alors réputée avoir été nommée sur proposition de cette partie.

Nomination des membres par le président

Appointment
of chairperson
nominated by
parties

(3) Within five days after the day on which the second member is appointed, the two members must nominate to be chairperson and third member of the public interest commission a person from the list prepared under subsection 165(1), and the Chairperson must recommend to the Minister the appointment of that person. The Minister must appoint the person without delay as chairperson and third member of the commission.

(3) Dans les cinq jours qui suivent la date de nomination de la deuxième personne, les deux personnes nommées proposent, pour le poste de membre et président de la commission de l'intérêt public, le nom d'une personne figurant sur la liste établie conformément au paragraphe 165(1). Le président recommande ensuite au ministre de nommer la personne ainsi proposée, ce que ce dernier fait sans délai.

Nomination
du président
proposé par
les membres

Failure to
nominate

(4) If the two members fail to make a nomination under subsection (3), the Chairperson must, without delay, submit to the Minister the list prepared under subsection 165(1). The Chairperson may, at his or her discretion, also recommend to the Minister the appointment of a particular person named in the list as the chairperson and third member of the public interest commission.

(4) Faute de candidature proposée aux termes du paragraphe (3), le président remet immédiatement au ministre la liste établie conformément au paragraphe 165(1). Il peut lui recommander de nommer au poste de président de la commission de l'intérêt public toute personne dont le nom figure sur la liste.

Absence de
candidature

Appointment

(5) After receiving the list, the Minister must, without delay, appoint a person named in the list as the chairperson and third member of the public interest commission.

(5) Dès qu'il reçoit la liste, le ministre nomme une personne dont le nom y figure.

Nomination
par le
ministre

Eligibility

168. No person may act as a member of the public interest commission in respect of a matter referred to conciliation if the person has, at any time during the six months before their date of appointment, acted in respect of any matter concerning employer-employee relations as counsel or agent of the employer or of any employee organization that has an interest in the matter referred to conciliation.

168. Ne peut être nommée à titre de membre d'une commission de l'intérêt public la personne qui, dans les six mois précédant la nomination, a fait fonction de conseiller juridique ou de mandataire de l'employeur ou de toute organisation syndicale intéressée en matière de relations de travail.

Admissibilité

Notification
of
establishment

169. (1) The Chairperson must, without delay, notify the parties of the establishment of the public interest commission and of the name or names of its member or members, as the case may be.

169. (1) Le président avise sans délai les parties de l'établissement de la commission de l'intérêt public et leur communique le nom du ou des membres.

Avis de
l'établissement

Effect of
notification

(2) The notification constitutes conclusive proof that the public interest commission has been established in accordance with this Part and, after it is given, no order may be made or process entered into, and no proceedings may be taken in any court, to question the establishment of the commission or to review, prohibit or restrain any of its proceedings.

(2) L'avis du président constitue une preuve concluante de la conformité de l'établissement de la commission de l'intérêt public avec la présente partie. Une fois l'avis donné, aucune ordonnance ne peut être rendue ni aucun recours porté devant un tribunal, tant pour contester l'établissement de la commission que pour en examiner, empêcher ou restreindre l'activité.

Effet de cet
avis

Death, incapacity or resignation of single member

170. (1) In the event of the death, incapacity or resignation of the member of a public interest commission that consists of a single member before the commission makes a report to the Chairperson, the Chairperson must recommend to the Minister the appointment of another person from the list submitted under section 166 and the Minister must, without delay, appoint that person or another person on the list. That person must recommence the conciliation proceedings from the beginning.

170. (1) En cas de décès, d'empêchement ou de démission du membre unique formant la commission de l'intérêt public avant la présentation du rapport au président, celui-ci recommande au ministre de nommer un nouveau membre unique parmi les autres personnes dont les noms figurent sur la liste visée à l'article 166; le ministre nomme sans délai la personne recommandée ou toute autre personne dont le nom figure sur la liste. Le nouveau membre unique recommence la procédure de conciliation.

Décès, empêchement ou démission du membre unique

Vacancy — commission with three members

(2) If a vacancy occurs in the membership of a public interest commission that consists of three members before the commission makes a report to the Chairperson, the vacancy must be filled by the Minister, on the recommendation of the Chairperson, by appointment in the manner provided for in section 167 for the selection of the person in respect of whom the vacancy arose.

(2) S'il se produit une vacance parmi les trois membres formant la commission de l'intérêt public avant que celle-ci n'ait rendu sa décision, le ministre, sur la recommandation du président, y pourvoit en procédant à une nomination de la manière prévue à l'article 167 pour le choix du titulaire du poste vacant.

Vacance d'un des trois membres

Delivery of notice

171. After a public interest commission is established, the Chairperson must, without delay, deliver to it a copy of the notice given under subsection 161(1), if one was given.

171. Dès l'établissement d'une commission de l'intérêt public, le président remet à celle-ci une copie de l'avis donné au titre du paragraphe 161(1), le cas échéant.

Copie de l'avis

Powers and Functions

Attributions

Assistance to parties

172. As soon as possible after being established, the public interest commission must endeavour to assist the parties to the dispute in entering into or revising a collective agreement.

172. La commission de l'intérêt public s'efforce, dans les meilleurs délais, d'aider les parties au différend à conclure ou à réviser la convention collective.

Assistance aux parties

Procedure

173. (1) Except as otherwise provided in this Part, the public interest commission may determine its own procedure, including the date, time and place of its proceedings, but both parties must be given a full opportunity to present evidence and make representations.

173. (1) Sauf disposition contraire de la présente partie, la commission de l'intérêt public peut fixer ses modalités de fonctionnement, notamment la date, l'heure et le lieu de ses séances, en donnant toutefois aux parties l'occasion de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations.

Règles de procédure

Quorum and absence of members

(2) The chairperson of the public interest commission and one other member constitute a quorum in the case of a commission consisting of three members but, in the absence of a member at any proceedings of the commission, the other members may not proceed unless the absent member has been given reasonable notice of the proceedings.

(2) Si la commission de l'intérêt public est formée de trois membres, le quorum est constitué par le président de la commission et un autre membre, à condition toutefois que le membre absent ait été averti raisonnablement à l'avance de la tenue de la séance.

Quorum et absences

Powers

174. (1) The public interest commission has all the powers of the Board set out in paragraphs 40(1)(a), (d), (e) and (h) to (j).

174. (1) La commission de l'intérêt public est investie de tous les pouvoirs de la Commission énumérés aux alinéas 40(1)a), d), e) et h) à j).

Pouvoirs

Delegation

(2) The public interest commission may authorize any person to exercise any of its powers set out in paragraphs 40(1)(d), (e), (i) and (j) and require that person to report to it on the exercise of those powers.

(2) La commission de l'intérêt public peut déléguer les pouvoirs énumérés aux alinéas 40(1)d), e), i) et j), en assortissant ou non cette délégation d'une obligation de faire rapport.

Délégation

Factors to be considered

175. In the conduct of its proceedings and in making a report to the Chairperson, the public interest commission must take into account the following factors, in addition to any other factors that it considers relevant:

175. Dans la conduite de ses séances et l'établissement de son rapport, la commission de l'intérêt public prend en considération les facteurs qui, à son avis, sont pertinents et notamment :

Facteurs à prendre en considération

(a) the necessity of attracting competent persons to, and retaining them in, the public service in order to meet the needs of Canadians;

a) la nécessité d'attirer au sein de la fonction publique des personnes ayant les compétences voulues et de les y maintenir afin de répondre aux besoins des Canadiens;

(b) the necessity of offering compensation and other terms and conditions of employment in the public service that are comparable to those of employees in similar occupations in the private and public sectors, including any geographic, industrial or other variations that the public interest commission considers relevant;

b) la nécessité d'offrir au sein de la fonction publique une rémunération et d'autres conditions d'emploi comparables à celles des personnes qui occupent des postes analogues dans les secteurs privé et public, notamment les différences d'ordre géographique, industriel et autre qu'elle juge importantes;

(c) the need to maintain appropriate relationships with respect to compensation and other terms and conditions of employment as between different classification levels within an occupation and as between occupations in the public service;

c) la nécessité de maintenir des rapports convenables, quant à la rémunération et aux autres conditions d'emploi, entre les divers échelons au sein d'une même profession et entre les diverses professions au sein de la fonction publique;

(d) the need to establish compensation and other terms and conditions of employment that are fair and reasonable in relation to the qualifications required, the work performed, the responsibility assumed and the nature of the services rendered; and

d) la nécessité d'établir une rémunération et d'autres conditions d'emploi justes et raisonnables, compte tenu des qualifications requises, du travail accompli, de la responsabilité assumée et de la nature des services rendus;

(e) the state of the Canadian economy and the Government of Canada's fiscal circumstances.

e) l'état de l'économie canadienne et la situation fiscale du gouvernement du Canada.

Report

Rapport

Report to
Chairperson

176. (1) The public interest commission must submit a report to the Chairperson as to its success or failure in assisting the parties to the dispute and as to its findings and recommendations within 30 days after it is established, or within any longer period that may be agreed on by the parties or determined by the Chairperson.

176. (1) Dans les trente jours qui suivent la date de son établissement, ou dans le délai plus long convenu entre les parties ou fixé par le président, la commission de l'intérêt public présente à ce dernier un rapport exposant les résultats de son intervention ainsi que ses conclusions et recommandations.

Rapport au
présidentReport to be
signed

(2) The report must be signed by the chairperson of the public interest commission, or by the single member, as the case may be.

(2) Le rapport est signé par le président de la commission de l'intérêt public ou par le membre unique, selon le cas.

Signature

Report not to
require
legislative
implementation

177. (1) The report may not, directly or indirectly, recommend the alteration or elimination of any existing term or condition of employment, or the establishment of any new term or condition of employment, if

177. (1) Le rapport ne peut directement ou indirectement recommander la modification, la suppression ou l'établissement d'une condition d'emploi :

Réserves

(a) the alteration, elimination or establishment would require the enactment or amendment of any legislation by Parliament, except for the purpose of appropriating money required for implementation;

a) soit de manière à nécessiter ou entraîner l'adoption ou la modification d'une loi fédérale, exception faite des lois affectant les crédits nécessaires à son application;

(b) the term or condition is one that has been or may be established under the *Public Service Employment Act*, the *Public Service Superannuation Act* or the *Government Employees Compensation Act*;

b) soit qui a été ou pourrait être établie sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*;

(c) the term or condition relates to standards, procedures or processes governing the appointment, appraisal, promotion, deployment, rejection on probation or lay-off of employees; or

c) soit qui porte sur des normes, règles ou méthodes régissant la nomination, l'évaluation, l'avancement, la mutation, le renvoi en cours de stage ou la mise en disponibilité des fonctionnaires;

(d) in the case of a separate agency, the term or condition relates to termination of employment, other than termination of employment for a breach of discipline or misconduct.

d) soit, dans le cas d'un organisme distinct, qui porte sur le licenciement, sauf le licenciement imposé pour manquement à la discipline ou inconduite.

Matters not
negotiated

(2) The report of the public interest commission may not deal with a term or condition of employment that was not the subject of negotiation between the parties during the period before conciliation was requested.

(2) Sont exclues du champ du rapport les conditions d'emploi n'ayant pas fait l'objet de négociations entre les parties avant que ne soit demandée la conciliation.

Questions
excluesFindings and
recommendations
of majority

178. (1) If the public interest commission consists of three members, the findings and recommendations of a majority of the members in respect of the matters in dispute are deemed to be those of the commission.

178. (1) Si la commission de l'intérêt public est formée de trois membres, les conclusions et les recommandations de la majorité sur les questions en litige sont réputées constituer celles de la commission sur ces questions.

Conclusions
et
recommanda-
tions prises à
la majorité

Findings and recommendations when majority cannot agree

(2) If a majority of members of the public interest commission cannot agree in respect of the commission's findings and recommendations, the findings and recommendations of the chairperson of the commission in respect of the matters in dispute are deemed to be those of the commission.

(2) Lorsqu'il n'y a pas de majorité, les conclusions et les recommandations du président de la commission de l'intérêt public sont réputées constituer celles de la commission.

Conclusions et recommandations en cas de partage

Reconsideration of matters contained in report

179. The Chairperson may direct the public interest commission to reconsider and clarify or amplify its report or any part of the report.

179. Le président peut ordonner à la commission de l'intérêt public de réexaminer et de clarifier ou de développer tout ou partie de son rapport.

Nouvel examen des questions contenues dans le rapport

Copy of report to be sent to parties

180. The Chairperson must, as soon as possible after receiving the report or, if the Chairperson makes a direction under section 179, as soon as possible after receiving the reconsidered report, send a copy to the parties and cause the report, or the reconsidered report, as the case may be, to be published in any manner that he or she considers appropriate.

180. Dans les meilleurs délais suivant la réception du rapport de la commission de l'intérêt public ou, si le président donne l'ordre visé à l'article 179, du rapport ayant fait l'objet d'un réexamen, le président en fait adresser une copie aux parties et il le fait ensuite publier de la manière qu'il estime indiquée.

Communication d'une copie du rapport aux parties

Agreement to be bound

181. If, before the public interest commission submits its report to the Chairperson, the parties agree in writing that one or more recommendations to be made by the public interest commission in the report are to be binding on them, each such recommendation, once made, is binding on them and must be given effect.

181. Toute recommandation de la commission de l'intérêt public lie les parties dans les cas où celles-ci en sont ainsi convenues par écrit préalablement au dépôt du rapport auprès du président et devient par le fait même exécutoire.

Caractère obligatoire des recommandations

Alternate Dispute Resolution Process

Mode substitutif de règlement des différends

Alternate dispute resolution process

182. (1) Despite any other provision of this Part, the employer and a bargaining agent for a bargaining unit may, at any time in the negotiation of a collective agreement, agree to refer any term or condition of employment of employees in the bargaining unit that may be included in a collective agreement to any eligible person for final and binding determination by whatever process the employer and the bargaining agent agree to.

182. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente partie, l'employeur et l'agent négociateur représentant une unité de négociation peuvent, à toute étape des négociations collectives, convenir de renvoyer à toute personne admissible, pour décision définitive et sans appel conformément au mode de règlement convenu entre eux, toute question concernant les conditions d'emploi des fonctionnaires de l'unité pouvant figurer dans une convention collective.

Mode substitutif de règlement

Alternate process applicable only to terms referred to it

(2) If a term or condition is referred to a person for final and binding determination, the process for resolution of a dispute concerning any other term or condition continues to be conciliation.

(2) Le mode de règlement des différends applicable à toute condition d'emploi non renvoyée à la personne en question pour décision définitive et sans appel demeure le renvoi à la conciliation.

Maintien du mode normal de règlement

Agreement not unilaterally changeable

(3) Unless both parties agree, the referral of a term or condition to a person for final and binding determination remains in force until the determination is made.

(3) Sauf accord des parties, le choix fait au titre du paragraphe (1) est irrévocable jusqu'au règlement du différend.

Effet du choix

Form of determination

(4) The form of the final and binding determination must, wherever possible, permit the determination to be

(4) La décision visée au paragraphe (1) est rédigée, dans la mesure du possible, de façon à :

Forme de la décision

(a) read and interpreted with, or annexed to and published with, a collective agreement dealing with other terms and conditions of employment of the employees in the bargaining unit in respect of which the determination applies; and

a) pouvoir être lue et interprétée par rapport à toute convention collective statuant sur d'autres conditions d'emploi des fonctionnaires de l'unité de négociation à laquelle elle s'applique, ou être jointe à une telle convention et publiée en même temps;

(b) incorporated into and implemented by any instrument that may be required to be made by the employer or the relevant bargaining agent in respect of the determination.

b) permettre son incorporation dans les documents que l'employeur ou l'agent négociateur compétent peuvent être tenus d'établir à son égard, ainsi que sa mise en oeuvre au moyen de ceux-ci.

Binding effect

(5) The determination is binding on the employer, the bargaining agent and the employees in the bargaining unit and is deemed to be incorporated into any collective agreement binding on the employees in the bargaining unit in respect of which the determination applies or, if there is no such agreement, is deemed to be such an agreement.

(5) La décision visée au paragraphe (1) lie l'employeur, l'agent négociateur et les fonctionnaires de l'unité concernée et est réputée faire partie de la convention collective régissant ces derniers. À défaut d'une telle convention, la décision est réputée en tenir lieu.

Obligation des parties

Eligibility

(6) A person is not eligible to be appointed as a person who makes a final and binding determination under this section if the person has, at any time during the six months before their date of appointment, acted in respect of any matter concerning employer-employee relations as solicitor, counsel or agent of the employer or of any employee organization that has an interest in the term or condition referred for final and binding determination.

(6) Ne peut être saisie d'un renvoi au mode substitutif de règlement des différends la personne qui, dans les six mois précédant la nomination, a fait fonction de conseiller juridique ou de mandataire de l'employeur ou de toute organisation syndicale intéressée en matière de relations de travail.

Admissibilité

Vote on Employer's Offer

Scrutin sur les offres de l'employeur

Minister may order vote to be held

183. (1) If the Minister is of the opinion that it is in the public interest that the employees in a bargaining unit be given the opportunity to accept or reject the offer of the employer last received by the bargaining agent in respect of all matters remaining in dispute between the parties, the Minister may

183. (1) Le ministre peut, s'il estime d'intérêt public de donner aux fonctionnaires qui font partie de l'unité de négociation en cause l'occasion d'accepter ou de rejeter les dernières offres que l'employeur a faites à l'agent négociateur sur toutes les questions faisant toujours l'objet d'un différend entre les parties :

Scrutin ordonné par le ministre

(a) on any terms and conditions that the Minister considers appropriate, direct that a vote to accept or reject the offer be held by secret ballot as soon as possible among all of the employees in the bargaining unit; and

a) ordonner la tenue sur les offres, dans les meilleurs délais et en conformité avec les modalités qu'il estime indiquées, d'un vote

(b) designate the Board, or any other person or body, to be in charge of conducting that vote.

Vote does not delay right

(2) The direction that a vote be held, or the holding of that vote, does not prevent the declaration or authorization of a strike if the employee organization that is certified as the bargaining agent is not otherwise prohibited from making the declaration or authorization, nor does it prevent the participation in a strike by an employee if the employee is not otherwise prohibited from participating in the strike.

Consequences of favourable vote

(3) If a majority of the employees participating in the vote accept the employer's last offer,

(a) the parties are bound by that offer and must, without delay, enter into a collective agreement that incorporates the terms of that offer; and

(b) any strike that is in progress when the Board or other person or body in charge of conducting the vote notifies the parties in writing of the employees' acceptance must cease immediately, and the employees must return to work as soon as the employer determines that it is practicable for them to do so.

Powers respecting vote

(4) The Board or other person or body in charge of conducting the vote must determine any question that arises under this section, including any question relating to the conduct of the vote or the determination of its result.

au scrutin secret auprès de tous les fonctionnaires de l'unité de négociation;

b) charger la Commission — ou la personne ou organisme qu'il désigne — de la tenue du scrutin.

Droits non touchés par le scrutin

(2) Ni l'ordre de tenir un scrutin ni la tenue du scrutin n'ont pour effet d'empêcher la déclaration ou l'autorisation d'une grève s'il n'est pas interdit par ailleurs à l'organisation syndicale accréditée comme agent négociateur de la déclarer ou de l'autoriser, ou d'empêcher la participation à une grève s'il n'est pas interdit par ailleurs au fonctionnaire d'y participer.

Conséquence d'un vote favorable

(3) En cas de vote favorable de la majorité des fonctionnaires ayant participé au scrutin, les parties sont liées par les dernières offres de l'employeur et sont tenues de conclure sans délai une convention collective incorporant celles-ci; de plus, toute grève en cours lorsque la Commission — ou la personne ou organisme chargé de la tenue du scrutin — informe les parties par écrit de l'acceptation des fonctionnaires se termine immédiatement, la reprise du travail se faisant sans délai en conformité avec les directives de l'employeur.

Pouvoirs à l'égard du scrutin

(4) La Commission — ou la personne ou organisme chargé de la tenue du scrutin — tranche toute question qui se pose dans le cadre du présent article, notamment à l'égard de la tenue du scrutin et de la détermination de son résultat.

DIVISION 11

STRIKE VOTES

Secret ballot vote

184. (1) In order to obtain approval to declare or authorize a strike, an employee organization must hold a vote by secret ballot among all of the employees in the bargaining unit conducted in a manner that ensures that the employees are given a reasonable opportunity to participate in the vote and be informed of the results.

SECTION 11

VOTE DE GRÈVE

Scrutin secret

184. (1) L'organisation syndicale doit, pour obtenir l'approbation de déclarer ou d'autoriser une grève, tenir un vote au scrutin secret auprès de tous les fonctionnaires de l'unité de négociation, de façon que tous les fonctionnaires aient la possibilité d'y participer et d'être informés des résultats.

Application to have vote declared invalid

(2) An employee who is a member of a bargaining unit for which a vote referred to in subsection (1) was held and who alleges that there were irregularities in the conduct of the vote may, no later than 10 days after the day the results of the vote are announced, make an application to the Board to have the vote declared invalid.

(2) Le fonctionnaire de l'unité de négociation visée par un vote de grève qui affirme que le déroulement du scrutin a été entaché d'irrégularités peut, dans les dix jours suivant la date à laquelle les résultats sont annoncés, demander à la Commission de déclarer le vote invalide.

Demande de déclaration d'invalidité du vote

Dismissal of application

(3) The Board may summarily dismiss the application if it is satisfied that, even if the alleged irregularities did occur, the outcome of the vote would not have been different.

(3) La Commission peut rejeter de façon sommaire la demande de déclaration d'invalidité du vote si elle est convaincue que les irrégularités soulevées n'auraient eu aucune incidence sur le résultat du vote.

Rejet de la demande

New vote

(4) If the Board declares the vote invalid, it may order that a new vote be held in accordance with the conditions it specifies in the order.

(4) Si elle prononce l'invalidité du vote, la Commission peut ordonner la tenue d'un nouveau vote en conformité avec les modalités qu'elle fixe dans l'ordonnance.

Nouveau vote

DIVISION 12

SECTION 12

UNFAIR LABOUR PRACTICES

PRATIQUES DÉLOYALES

Meaning of "unfair labour practice"

185. In this Division, "unfair labour practice" means anything that is prohibited by subsection 186(1) or (2), section 187 or 188 or subsection 189(1).

185. Dans la présente section, « pratiques déloyales » s'entend de tout ce qui est interdit par les paragraphes 186(1) et (2), les articles 187 et 188 et le paragraphe 189(1).

Définition de « pratiques déloyales »

Unfair labour practices — employer

186. (1) Neither the employer nor a person who occupies a managerial or confidential position, whether or not the person is acting on behalf of the employer, shall

186. (1) Il est interdit à l'employeur et au titulaire d'un poste de direction ou de confiance, qu'il agisse ou non pour le compte de l'employeur :

Pratiques déloyales par l'employeur

- (a) participate in or interfere with the formation or administration of an employee organization or the representation of employees by an employee organization; or
- (b) discriminate against an employee organization.

- a) de participer à la formation ou à l'administration d'une organisation syndicale ou d'intervenir dans l'une ou l'autre ou dans la représentation des fonctionnaires par celle-ci;
- b) de faire des distinctions illicites à l'égard de toute organisation syndicale.

Unfair labour practices — employer

(2) Neither the employer nor a person acting on behalf of the employer, nor a person who occupies a managerial or confidential position, whether or not that person is acting on behalf of the employer, shall

(2) Il est interdit à l'employeur, à la personne qui agit pour le compte de celui-ci et au titulaire d'un poste de direction ou de confiance, que ce dernier agisse ou non pour le compte de l'employeur :

Pratiques déloyales par l'employeur

- (a) refuse to employ or to continue to employ, or suspend, lay off or otherwise discriminate against any person with respect to employment, pay or any other term or condition of employment, or intimidate, threaten or otherwise discipline any person, because the person

- a) de refuser d'employer ou de continuer à employer une personne donnée, ou encore de la suspendre, de la mettre en disponibilité, ou de faire à son égard des distinctions illicites en matière d'emploi, de salaire ou d'autres conditions d'emploi, de l'intimider, de la menacer ou de prendre d'autres mesures disciplinaires à son égard pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

(i) is or proposes to become, or seeks to induce any other person to become, a member, officer or representative of an employee organization, or participates in the promotion, formation or administration of an employee organization,

(ii) has testified or otherwise participated, or may testify or otherwise participate, in a proceeding under this Part or Part 2,

(iii) has made an application or filed a complaint under this Part or presented a grievance under Part 2, or

(iv) has exercised any right under this Part or Part 2;

(b) impose, or propose the imposition of, any condition on an appointment, or in an employee's terms and conditions of employment, that seeks to restrain an employee or a person seeking employment from becoming a member of an employee organization or exercising any right under this Part or Part 2; or

(c) seek, by intimidation, threat of dismissal or any other kind of threat, by the imposition of a financial or other penalty or by any other means, to compel a person to refrain from becoming or to cease to be a member, officer or representative of an employee organization or to refrain from

(i) testifying or otherwise participating in a proceeding under this Part or Part 2,

(ii) making a disclosure that the person may be required to make in a proceeding under this Part or Part 2, or

(iii) making an application or filing a complaint under this Part or presenting a grievance under Part 2.

(i) elle adhère à une organisation syndicale ou en est un dirigeant ou représentant — ou se propose de le faire ou de le devenir, ou incite une autre personne à le faire ou à le devenir —, ou contribue à la formation, la promotion ou l'administration d'une telle organisation,

(ii) elle a participé, à titre de témoin ou autrement, à toute procédure prévue par la présente partie ou la partie 2, ou pourrait le faire,

(iii) elle a soit présenté une demande ou déposé une plainte sous le régime de la présente partie, soit déposé un grief sous le régime de la partie 2,

(iv) elle a exercé tout droit prévu par la présente partie ou la partie 2;

b) d'imposer — ou de proposer d'imposer —, à l'occasion d'une nomination ou relativement aux conditions d'emploi, une condition visant à empêcher le fonctionnaire ou la personne cherchant un emploi d'adhérer à une organisation syndicale ou d'exercer tout droit que lui accorde la présente partie ou la partie 2;

c) de chercher, notamment par intimidation, par menace de congédiement ou par l'imposition de sanctions pécuniaires ou autres, à obliger une personne soit à s'abstenir ou à cesser d'adhérer à une organisation syndicale ou d'occuper un poste de dirigeant ou de représentant syndical, soit à s'abstenir :

(i) de participer, à titre de témoin ou autrement, à une procédure prévue par la présente partie ou la partie 2,

(ii) de révéler des renseignements qu'elle peut être requise de communiquer dans le cadre d'une procédure prévue par la présente partie ou la partie 2,

(iii) de présenter une demande ou de déposer une plainte sous le régime de la présente partie ou de déposer un grief sous le régime de la partie 2.

Exception

(3) The employer or a person does not commit an unfair labour practice under paragraph (1)(a) by reason only of

(3) Ne constitue pas une violation de l'alinéa (1)a) le seul fait pour l'employeur ou le titulaire d'un poste de direction ou de confiance de prendre l'une ou l'autre des

Exception

(a) permitting an employee or a representative of an employee organization that is a bargaining agent to confer with the employer or person, as the case may be, during hours of work or to attend to the business of the employee organization during hours of work without any deduction from wages or any deduction of time worked for the employer; or

(b) permitting an employee organization that is a bargaining agent to use the employer's premises for the purposes of the employee organization.

mesures ci-après en faveur d'une organisation syndicale qui est l'agent négociateur d'une unité de négociation groupant ou comprenant des fonctionnaires travaillant pour lui :

a) permettre à un fonctionnaire ou représentant syndical de conférer avec l'employeur ou la personne, selon le cas, ou de s'occuper des affaires de l'organisation syndicale pendant les heures de travail, sans retenue sur le salaire ni réduction du temps de travail effectué pour lui;

b) permettre l'utilisation de ses locaux pour les besoins de l'organisation syndicale.

Exception

(4) The employer or a person does not commit an unfair labour practice under paragraph (1)(b)

(a) if the employer or person is acting in accordance with this Part or a regulation, a collective agreement or an arbitral award; or

(b) by reason only of receiving representations from, or holding discussions with, representatives of an employee organization.

(4) L'employeur ou le titulaire d'un poste de direction ou de confiance n'enfreint pas l'alinéa (1)b) dans le cas où :

a) il agit en conformité avec la présente partie, un règlement, une convention collective ou une décision arbitrale;

b) il ne fait que recevoir les observations des représentants d'une organisation syndicale ou qu'avoir des discussions avec eux.

Exception

Exception

(5) The employer or a person does not commit an unfair labour practice under paragraph (1)(a) or (b) by reason only that the employer or person expresses their point of view, so long as they do not use coercion, intimidation, threats, promises or undue influence.

(5) L'employeur ou le titulaire d'un poste de direction ou de confiance n'enfreint pas les alinéas (1)a) ou b) du seul fait qu'il exprime son point de vue, pourvu qu'il n'ait pas indûment usé de son influence, fait des promesses ou recouru à la coercition, à l'intimidation ou à la menace.

Exception

Exception

(6) The employer or a person does not commit an unfair labour practice under any of paragraphs (1)(a) or (b) or (2)(a) to (c) by reason only of any act or thing done or omitted in relation to a person who occupies, or is proposed to occupy, a managerial or confidential position.

(6) Aucune action ou omission ne saurait constituer un manquement à l'un des alinéas (1)a) et b) et (2)a) à c) si elle vise le titulaire d'un poste de direction ou de confiance ou la personne proposée pour un tel poste.

Exception

Unfair representation by bargaining agent

187. No employee organization that is certified as the bargaining agent for a bargaining unit, and none of its officers and representatives, shall act in a manner that is arbitrary or discriminatory or that is in bad faith in the representation of any employee in the bargaining unit.

187. Il est interdit à l'organisation syndicale, ainsi qu'à ses dirigeants et représentants, d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi en matière de représentation de tout fonctionnaire qui fait partie de l'unité dont elle est l'agent négociateur.

Représentation inéquitable par l'agent négociateur

188. No employee organization and no officer or representative of an employee organization or other person acting on behalf of an employee organization shall

(a) except with the consent of the employer, attempt, at an employee's place of employment during the employee's working hours, to persuade the employee to become, to refrain from becoming, to continue to be or to cease to be a member of an employee organization;

(b) expel or suspend an employee from membership in the employee organization or deny an employee membership in the employee organization by applying its membership rules to the employee in a discriminatory manner;

(c) take disciplinary action against or impose any form of penalty on an employee by applying the employee organization's standards of discipline to that employee in a discriminatory manner;

(d) expel or suspend an employee from membership in the employee organization, or take disciplinary action against, or impose any form of penalty on, an employee by reason of that employee having exercised any right under this Part or Part 2 or having refused to perform an act that is contrary to this Part; or

(e) discriminate against a person with respect to membership in an employee organization, or intimidate or coerce a person or impose a financial or other penalty on a person, because that person has

(i) testified or otherwise participated or may testify or otherwise participate in a proceeding under this Part or Part 2,

(ii) made an application or filed a complaint under this Part or presented a grievance under Part 2, or

(iii) exercised any right under this Part or Part 2.

188. Il est interdit à l'organisation syndicale, à ses dirigeants ou représentants ainsi qu'aux autres personnes agissant pour son compte :

a) sans consentement de l'employeur, de tenter, sur le lieu de travail d'un fonctionnaire et pendant les heures de travail de celui-ci, de l'amener à adhérer ou continuer d'adhérer, ou à s'abstenir ou cesser d'adhérer à une organisation syndicale;

b) d'expulser un fonctionnaire de l'organisation syndicale ou de le suspendre, ou de lui refuser l'adhésion, en appliquant d'une manière discriminatoire les règles de l'organisation syndicale relatives à l'adhésion;

c) de prendre des mesures disciplinaires contre un fonctionnaire ou de lui imposer une sanction quelconque en appliquant d'une manière discriminatoire les normes de discipline de l'organisation syndicale;

d) d'expulser un fonctionnaire de l'organisation syndicale, de le suspendre, de prendre contre lui des mesures disciplinaires ou de lui imposer une sanction quelconque parce qu'il a exercé un droit prévu par la présente partie ou la partie 2 ou qu'il a refusé d'accomplir un acte contraire à la présente partie;

e) de faire des distinctions illicites à l'égard d'une personne en matière d'adhésion à une organisation syndicale, d'user de menaces ou de coercition à son égard ou de lui imposer une sanction, pécuniaire ou autre, pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

(i) elle a participé, à titre de témoin ou autrement, à une procédure prévue par la présente partie ou la partie 2, ou pourrait le faire,

(ii) elle a soit présenté une demande ou déposé une plainte sous le régime de la présente partie, soit déposé un grief sous le régime de la partie 2,

(iii) elle a exercé un droit prévu par la présente partie ou la partie 2.

Unfair labour
practices —
persons

189. (1) Subject to subsection (2), no person shall seek by intimidation or coercion to compel an employee

(a) to become, refrain from becoming or cease to be, or, except as otherwise provided in a collective agreement, to continue to be, a member of an employee organization; or

(b) to refrain from exercising any other right under this Part or Part 2.

Exception

(2) A person does not commit an unfair labour practice referred to in subsection (1) by reason of any act or thing done or omitted in relation to a person who occupies, or is proposed to occupy, a managerial or confidential position.

189. (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit à quiconque de chercher, par menace ou mesures coercitives, à obliger un fonctionnaire :

a) à adhérer ou à s'abstenir ou cesser d'adhérer à une organisation syndicale, ou encore, sauf disposition contraire dans une convention collective, à continuer d'y adhérer;

b) à s'abstenir d'exercer tout autre droit qu'accorde la présente partie ou la partie 2.

Pratiques
déloyales par
quiconque

Exception

(2) Aucune action ou omission ne saurait constituer une pratique déloyale visée au paragraphe (1) si elle vise le titulaire d'un poste de direction ou de confiance ou la personne proposée pour un tel poste.

DIVISION 13

SECTION 13

COMPLAINTS

PLAINTES

Complaints

190. (1) The Board must examine and inquire into any complaint made to it that

(a) the employer has failed to comply with section 56 (duty to observe terms and conditions);

(b) the employer or a bargaining agent has failed to comply with section 106 (duty to bargain in good faith);

(c) the employer, a bargaining agent or an employee has failed to comply with section 107 (duty to observe terms and conditions);

(d) the employer, a bargaining agent or a deputy head has failed to comply with subsection 110(3) (duty to bargain in good faith);

(e) the employer or an employee organization has failed to comply with section 117 (duty to implement provisions of the collective agreement) or 157 (duty to implement provisions of the arbitral award);

(f) the employer, a bargaining agent or an employee has failed to comply with section 132 (duty to observe terms and conditions); or

(g) the employer, an employee organization or any person has committed an unfair

190. (1) La Commission instruit toute plainte dont elle est saisie et selon laquelle :

a) l'employeur a contrevenu à l'article 56 (obligation de respecter les conditions d'emploi);

b) l'employeur ou l'agent négociateur a contrevenu à l'article 106 (obligation de négocier de bonne foi);

c) l'employeur, l'agent négociateur ou le fonctionnaire a contrevenu à l'article 107 (obligation de respecter les conditions d'emploi);

d) l'employeur, l'agent négociateur ou l'administrateur général a contrevenu au paragraphe 110(3) (obligation de négocier de bonne foi);

e) l'employeur ou l'organisation syndicale a contrevenu aux articles 117 (obligation de mettre en application une convention) ou 157 (obligation de mettre en oeuvre la décision arbitrale);

f) l'employeur, l'agent négociateur ou le fonctionnaire a contrevenu à l'article 132 (obligation de respecter les conditions d'emploi);

Plaintes à la
Commission

labour practice within the meaning of section 185.

g) l'employeur, l'organisation syndicale ou toute personne s'est livré à une pratique déloyale au sens de l'article 185.

Time for making complaint

(2) Subject to subsections (3) and (4), a complaint under subsection (1) must be made to the Board not later than 90 days after the date on which the complainant knew, or in the Board's opinion ought to have known, of the action or circumstances giving rise to the complaint.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les plaintes prévues au paragraphe (1) doivent être présentées dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date à laquelle le plaignant a eu — ou, selon la Commission, aurait dû avoir — connaissance des mesures ou des circonstances y ayant donné lieu.

Délai de présentation

Limitation on complaints against employee organizations

(3) Subject to subsection (4), no complaint may be made to the Board under subsection (1) on the ground that an employee organization or any person acting on behalf of one has failed to comply with paragraph 188(b) or (c) unless

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la plainte reprochant à l'organisation syndicale ou à toute personne agissant pour son compte d'avoir contrevenu aux alinéas 188b) ou c) ne peut être présentée que si les conditions suivantes ont été remplies :

Restriction relative aux plaintes contre une organisation syndicale

(a) the complainant has presented a grievance or appeal in accordance with any procedure that has been established by the employee organization and to which the complainant has been given ready access;

a) le plaignant a suivi la procédure en matière de présentation de grief ou d'appel établie par l'organisation syndicale et à laquelle il a pu facilement recourir;

(b) the employee organization

b) l'organisation syndicale a :

(i) has dealt with the grievance or appeal of the complainant in a manner unsatisfactory to the complainant, or

(i) soit statué sur le grief ou l'appel, selon le cas, d'une manière que le plaignant estime inacceptable,

(ii) has not, within six months after the date on which the complainant first presented their grievance or appeal under paragraph (a), dealt with the grievance or appeal; and

(ii) soit omis de statuer sur le grief ou l'appel, selon le cas, dans les six mois qui suivent la date de première présentation de celui-ci;

(c) the complaint is made to the Board not later than 90 days after the first day on which the complainant could, in accordance with paragraphs (a) and (b), make the complaint.

c) la plainte est adressée à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à partir de laquelle le plaignant était habilité à le faire aux termes des alinéas a) et b).

Exception

(4) The Board may, on application to it by a complainant, determine a complaint in respect of an alleged failure by an employee organization to comply with paragraph 188(b) or (c) that has not been presented as a grievance or appeal to the employee organization, if the Board is satisfied that

(4) La Commission peut, sur demande, statuer sur la plainte visée au paragraphe (3) bien que celle-ci n'ait pas fait l'objet d'un grief ou d'un appel si elle est convaincue :

Exception

(a) the action or circumstance giving rise to the complaint is such that the complaint should be dealt with without delay; or

a) soit que les faits donnant lieu à la plainte sont tels qu'il devrait être statué sans délai sur celle-ci;

b) soit que l'organisation syndicale n'a pas donné au plaignant la possibilité de recourir facilement à une procédure de grief ou d'appel.

(b) the employee organization has not given the complainant ready access to a grievance or appeal procedure.

Duty and power of the Board

191. (1) Subject to subsection (3), on receipt of a complaint made under subsection 190(1), the Board may assist the parties to the complaint to settle the complaint. If it decides not to do so or if the complaint is not settled within a period that the Board considers to be reasonable in the circumstances, it must determine the complaint.

191. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission peut, sur réception de toute plainte présentée au titre du paragraphe 190(1), aider les parties à régler le point en litige; si elle décide de ne pas le faire ou si les parties ne sont pas parvenues à régler l'affaire dans le délai qu'elle juge raisonnable dans les circonstances, elle statue elle-même sur la plainte.

Fonctions et pouvoirs de la Commission

Refusal to determine complaint involving collective agreement

(2) The Board may refuse to determine a complaint made under subsection 190(1) in respect of a matter that, in the Board's opinion, could be referred to adjudication under Part 2 by the complainant.

(2) La Commission peut refuser de statuer sur la plainte si elle estime que le plaignant pourrait renvoyer l'affaire à l'arbitrage sous le régime de la partie 2.

Refus de statuer sur certaines plaintes

Burden of proof

(3) If a complaint is made in writing under subsection 190(1) in respect of an alleged failure by the employer or any person acting on behalf of the employer to comply with subsection 186(2), the written complaint is itself evidence that the failure actually occurred and, if any party to the complaint proceedings alleges that the failure did not occur, the burden of proving that it did not is on that party.

(3) La présentation par écrit, au titre du paragraphe 190(1), de toute plainte faisant état d'une contravention, par l'employeur ou la personne agissant pour son compte, du paragraphe 186(2), constitue une preuve de la contravention; il incombe dès lors à la partie qui nie celle-ci de prouver le contraire.

Charge de la preuve

Orders

192. (1) If the Board determines that a complaint referred to in subsection 190(1) is well founded, the Board may make any order that it considers necessary in the circumstances against the party complained of, including any of the following orders:

192. (1) Si elle décide que la plainte présentée au titre du paragraphe 190(1) est fondée, la Commission peut, par ordonnance, rendre à l'égard de la partie visée par la plainte toute ordonnance qu'elle estime indiquée dans les circonstances et, notamment :

Ordonnances de la Commission

(a) if the employer has failed to comply with section 107 or 132, an order requiring the employer to pay to any employee compensation not more than the amount that, in the Board's opinion, is equivalent to the remuneration that would, but for that failure, have been paid by the employer to the employee;

a) en cas de contravention par l'employeur des articles 107 ou 132, lui enjoindre de payer à un fonctionnaire donné une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui aurait été payée par l'employeur au fonctionnaire s'il n'y avait pas eu contravention;

(b) if the employer has failed to comply with paragraph 186(2)(a), an order requiring the employer to

b) en cas de contravention par l'employeur de l'alinéa 186(2)a), lui enjoindre :

(i) employ, continue to employ or permit to return to the duties of their employment any person whom the employer or any person acting on behalf of the

(i) d'engager, de continuer à employer ou de reprendre à son service le fonctionnaire ou toute autre personne, selon le cas, qui a fait l'objet d'une mesure interdite par cet alinéa,

employer has refused to employ or continue to employ, has suspended, transferred, laid off or otherwise discriminated against, or discharged contrary to that paragraph,

(ii) pay to any person affected by that failure compensation in an amount that is not more than, in the Board's opinion, the remuneration that would, but for that failure, have been paid by the employer to that person, and

(iii) rescind any disciplinary action taken in respect of any person affected by that failure and pay compensation in an amount that is not more than, in the Board's opinion, any financial or other penalty imposed on the person by the employer;

(c) if the employer has failed to comply with paragraph 186(2)(c), an order requiring the employer to rescind any action taken in respect of any employee affected by the failure and pay compensation in an amount that is not more than, in the Board's opinion, any financial or other penalty imposed on the employee by the employer;

(d) if an employee organization has failed to comply with section 187, an order requiring the employee organization to take and carry on on behalf of any employee affected by the failure or to assist any such employee to take and carry on any proceeding that the Board considers that the employee organization ought to have taken and carried on on the employee's behalf or ought to have assisted the employee to take and carry on;

(e) if an employee organization has failed to comply with paragraph 188(b) or (d), an order requiring the employee organization to reinstate or admit an employee as one of its members; and

(f) if an employee organization has failed to comply with paragraph 188(c), (d) or (e), an order requiring the employee organization to rescind any disciplinary action taken in respect of any employee affected by the failure and pay compensation in an amount that is not more than, in the Board's opinion,

(ii) de payer à toute personne touchée par la contravention une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui lui aurait été payée par l'employeur s'il n'y avait pas eu contravention,

(iii) d'annuler toute mesure disciplinaire prise et de payer au fonctionnaire touché une indemnité équivalant au plus, à son avis, à toute sanction pécuniaire ou autre imposée au fonctionnaire par l'employeur;

c) en cas de contravention par l'employeur de l'alinéa 186(2)c), lui enjoindre d'annuler toute mesure prise et de payer au fonctionnaire touché une indemnité équivalant au plus, à son avis, à toute sanction pécuniaire ou autre imposée au fonctionnaire par l'employeur;

d) en cas de contravention par une organisation syndicale de l'article 187, lui enjoindre d'exercer, au nom du fonctionnaire, les droits et recours que, selon elle, il aurait dû exercer ou d'aider le fonctionnaire à les exercer lui-même dans les cas où il aurait dû le faire;

e) en cas de contravention par l'organisation syndicale des alinéas 188b) ou d), lui enjoindre d'admettre ou de réadmettre le fonctionnaire;

f) en cas de contravention par l'organisation syndicale de l'un des alinéas 188c), d) et e), lui enjoindre d'annuler toute mesure disciplinaire prise et de payer au fonctionnaire touché une indemnité équivalant au plus, à son avis, à toute sanction pécuniaire ou autre imposée au fonctionnaire par l'organisation syndicale.

any financial or other penalty imposed on the employee by the employee organization.

Person acting on behalf of employer

(2) If the order is directed to a person who has acted or purported to act on behalf of the employer, the order must also be directed to the Secretary of the Treasury Board in the case of the core public administration and, in the case of a separate agency, to its deputy head.

(2) Lorsqu'elle vise une personne qui a agi ou prétendu agir pour le compte de l'employeur, l'ordonnance est en outre adressée au secrétaire du Conseil du Trésor, dans le cas de l'administration publique centrale, et à l'administrateur général, dans le cas d'un organisme distinct.

Personne agissant pour le compte de l'employeur

Person acting on behalf of employee organization

(3) If the order is directed to a person who has acted or purported to act on behalf of an employee organization, the order must also be directed to the chief officer of that employee organization.

(3) Lorsqu'elle vise une personne qui a agi ou prétendu agir pour le compte d'une organisation syndicale, l'ordonnance est en outre adressée au dirigeant attribué de l'organisation.

Personne agissant pour le compte d'une organisation syndicale

DIVISION 14

PROHIBITIONS AND ENFORCEMENT

Acts of Officers and Representatives of Employee Organizations

Acts deemed to be those of employee organization

193. For the purposes of this Part, an act or thing done or omitted by an officer or representative of an employee organization within the scope of that person's authority to act on the employee organization's behalf is deemed to be an act or thing done or omitted by the employee organization.

Prohibitions Relating to Strikes

Declaration or authorization of strike prohibited

194. (1) No employee organization shall declare or authorize a strike in respect of a bargaining unit, and no officer or representative of an employee organization shall counsel or procure the declaration or authorization of a strike in respect of a bargaining unit or the participation of employees in such a strike, if

- (a) the employee organization has not been certified by the Board as the bargaining agent for the bargaining unit;
- (b) a collective agreement applying to the bargaining unit is in force;
- (c) no collective agreement is in force, and no notice to bargain collectively has been given, in respect of the bargaining unit;
- (d) no collective agreement is in force, and a notice to bargain collectively has been given, in respect of the bargaining unit, and

SECTION 14

INTERDICTIONS ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Actes des dirigeants et représentants des organisations syndicales

193. Pour l'application de la présente partie, tout fait — acte ou omission — commis par le dirigeant ou le représentant d'une organisation syndicale dans le cadre de son pouvoir d'agir au nom de l'organisation est imputable à celle-ci.

Interdictions en matière de grève

194. (1) Il est interdit à toute organisation syndicale de déclarer ou d'autoriser une grève à l'égard d'une unité de négociation donnée, et à tout dirigeant ou représentant de l'organisation de conseiller ou susciter la déclaration ou l'autorisation d'une telle grève, ou encore la participation de fonctionnaires à une telle grève :

- a) si l'organisation syndicale n'est pas l'agent négociateur de cette unité de négociation;
- b) si une convention collective est en vigueur pour l'unité de négociation;
- c) si aucune convention collective n'est en vigueur pour l'unité de négociation et qu'aucun avis de négocier collectivement n'a été donné;

Actes réputés être ceux de l'organisation syndicale

Déclaration ou autorisation de grève

no request for conciliation has been made under section 161;

(e) the process for resolution of a dispute applicable to the bargaining unit is arbitration;

(f) the process for resolution of a dispute applicable to the bargaining unit is conciliation and a notice to enter into an essential services agreement has been given under section 122 by the employer or the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit and no essential services agreement is in force in respect of the bargaining unit;

(g) the process for resolution of a dispute in respect of the bargaining unit is conciliation and a notice to amend an essential services agreement has been given under section 126 by the employer or the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, and

(i) the essential services agreement has not been amended as a result of that notice, or

(ii) if an application referred to in subsection 127(1) was made by the employer or the employee organization, the application has not been finally disposed of by the Board;

(h) the process for resolution of a dispute in respect of the bargaining unit is conciliation and less than 30 clear days have elapsed since

(i) the date an essential services agreement came into force in respect of the bargaining unit, or

(ii) the date an application referred to in subsection 123(1) made by the employer or the employee organization as bargaining agent for the bargaining unit was finally disposed of by the Board, if such an application was made;

(i) the process for resolution of a dispute in respect of the bargaining unit is conciliation and the employer or the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, has given a notice to amend an

d) si aucune convention collective n'est en vigueur pour l'unité de négociation, qu'un avis de négociier collectivement a été donné et qu'aucune demande de renvoi à la conciliation n'a été faite au titre de l'article 161;

e) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à l'arbitrage;

f) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation, que l'employeur ou l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a donné l'avis au titre de l'article 122 en vue de la conclusion d'une entente sur les services essentiels et qu'aucune entente de ce genre n'est en vigueur;

g) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation, que l'employeur ou l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a donné l'avis au titre de l'article 126 en vue de la modification d'une entente sur les services essentiels et que l'entente n'a pas été modifiée par suite de l'avis ou, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 127(1), que la Commission n'a pas rendu de décision définitive à son égard;

h) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation et que moins de trente jours francs se sont écoulés depuis la date à laquelle :

(i) soit une entente sur les services essentiels est entrée en vigueur à l'égard de l'unité de négociation,

(ii) soit, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 123(1) par l'employeur ou l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, la Commission a rendu une décision définitive à son égard;

i) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation, que

essential services agreement and less than 30 clear days have elapsed since

- (i) the date of the coming into force of the amendment to the essential services agreement as a result of that notice, or
 - (ii) the date the application referred to in subsection 127(1) made by the employer or the employee organization was finally disposed of by the Board, if such an application was made;
- (j) an essential services agreement binding on the employee organization and the employer has been suspended by order under section 131;
- (k) the process for resolution of a dispute in respect of the bargaining unit is conciliation and a public interest commission has not been established to assist the employer and the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, to enter into or revise a collective agreement, unless the employee organization has been notified under subsection 162(3) that a public interest commission will not be established;
- (l) the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, has been notified under subsection 162(3) that a public interest commission will not be established to assist the employer and the employee organization to enter into or revise a collective agreement and less than seven clear days have elapsed since the date the notice was given under that subsection;
- (m) a public interest commission has been established to assist the employer and the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, to enter into or revise a collective agreement and the Chairperson has not yet sent the commission's report or reconsidered report, as the case may be, to the parties, or, if it has been sent, less than seven clear days have elapsed since it was sent;
- (n) the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, has agreed with the employer to be bound as described in section 181 in respect of all terms and conditions in dispute;

l'employeur ou l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a donné l'avis en vue de la modification de l'entente sur les services essentiels et que moins de trente jours francs se sont écoulés depuis la date à laquelle :

- (i) soit la modification visée par l'avis est entrée en vigueur,
 - (ii) soit, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 127(1) par l'employeur ou l'organisation syndicale, la Commission a rendu une décision définitive à son égard;
- j) si une entente sur les services essentiels liant l'organisation syndicale et l'employeur a été suspendue par ordonnance rendue en vertu de l'article 131;
- k) si le mode de règlement des différends applicable à l'égard de l'unité de négociation est le renvoi à la conciliation et qu'aucune commission de l'intérêt public n'a été établie pour aider l'employeur et l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, à conclure ou à réviser la convention collective, sauf si l'organisation syndicale a été avisée conformément au paragraphe 162(3) qu'une telle commission ne serait pas établie;
- l) si l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a été avisée conformément au paragraphe 162(3) qu'aucune commission de l'intérêt public ne serait établie pour aider l'employeur et l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, à conclure ou à réviser la convention collective et que moins de sept jours francs se sont écoulés depuis la date d'envoi de l'avis;
- m) si une commission de l'intérêt public a été établie pour aider l'employeur et l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, à conclure ou à réviser la convention collective et que, soit le président n'a pas encore envoyé aux parties le rapport — ou le rapport ayant fait l'objet d'un réexamen — de la commis-

(o) the employee organization, as bargaining agent for the bargaining unit, has agreed with the employer to refer, under subsection 182(1), all terms and conditions in dispute to final and binding determination;

(p) a vote has been held under subsection 183(1) and a majority of employees participating in the vote have accepted the employer's last offer;

(q) the employee organization has failed to conduct a secret ballot vote in accordance with section 184; or

(r) the employee organization has conducted a secret ballot vote in accordance with section 184 and

(i) it has not received the approval of a majority of the employees who voted, or

(ii) if it has received the approval of a majority of the employees who voted, more than 60 clear days, or any longer period that may be agreed to in writing by the employee organization and the employer, have elapsed since the vote was held.

sion, soit moins de sept jours francs se sont écoulés depuis la date d'envoi de celui-ci;

n) si l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a convenu avec l'employeur, conformément à l'article 181, qu'ils étaient liés en ce qui touche toutes les questions en litige;

o) si l'organisation syndicale, à titre d'agent négociateur de l'unité de négociation, a convenu avec l'employeur de renvoyer au mode substitutif de règlement visé au paragraphe 182(1) toutes les questions en litige;

p) si un vote a été tenu en vertu du paragraphe 183(1) et que la majorité des fonctionnaires y ayant participé se sont exprimés favorablement à l'égard des dernières offres de l'employeur;

q) si l'organisation syndicale n'a pas tenu le vote au scrutin secret en conformité avec l'article 184;

r) si l'organisation syndicale a tenu le vote au scrutin secret en conformité avec l'article 184 et que :

(i) soit la grève n'a pas été approuvée par la majorité des votants,

(ii) soit la grève a été approuvée par la majorité des votants et plus de soixante jours francs se sont écoulés depuis la tenue du vote ou, si l'organisation syndicale et l'employeur se sont entendus par écrit sur une période plus longue, la période en question s'est écoulée.

Essential
services

(2) No employee organization shall declare or authorize a strike the effect of which is or would be to involve the participation of any employee who occupies a position that is necessary under an essential services agreement for the employer to provide essential services, and no officer or representative of an employee organization shall counsel or procure the participation of such employees in a strike.

(2) Il est interdit à toute organisation syndicale de déclarer ou d'autoriser une grève à l'égard d'une unité de négociation donnée, et à tout dirigeant ou représentant d'une telle organisation de conseiller ou susciter la déclaration ou l'autorisation d'une telle grève, ou encore la participation de fonctionnaires à une telle grève, quand celle-ci a ou aurait pour effet d'y faire participer tout fonctionnaire qui occupe un poste nécessaire, aux termes d'une entente sur les services essentiels, pour permettre à l'employeur de fournir ces services.

Services
essentiels

Non-employees

195. No person employed in the public service shall participate in a strike if the person is not an employee.

195. Il est interdit à toute personne employée dans la fonction publique de participer à une grève si elle n'est pas un fonctionnaire.

Personne autre qu'un fonctionnaire

Participation prohibited

196. No employee shall participate in a strike if the employee

196. Il est interdit au fonctionnaire de participer à une grève :

Participation des fonctionnaires à une grève

(a) is not included in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board;

a) s'il ne fait pas partie d'une unité de négociation pour laquelle un agent négociateur a été accrédité;

(b) is included in a bargaining unit in respect of which a collective agreement is in force;

b) si une convention collective est en vigueur pour l'unité de négociation dont il fait partie;

(c) is included in a bargaining unit in respect of which no collective agreement is in force and for which no notice to bargain collectively has been given;

c) si aucune convention collective n'est en vigueur pour l'unité de négociation dont il fait partie et qu'aucun avis de négocier collectivement n'a été donné;

(d) is included in a bargaining unit in respect of which no collective agreement is in force and for which a notice to bargain collectively has been given and in respect of which no request for conciliation has been made under section 161;

d) si aucune convention collective n'est en vigueur pour l'unité de négociation dont il fait partie et qu'un avis de négocier collectivement a été donné et qu'aucune demande de renvoi à la conciliation n'a été faite au titre de l'article 161;

(e) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is arbitration;

e) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à l'arbitrage;

(f) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and in respect of which a notice to enter into an essential services agreement has been given under section 122 by the employer or the bargaining agent for the bargaining unit, and no essential services agreement is in force in respect of the bargaining unit;

f) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation, que l'employeur ou l'agent négociateur de l'unité de négociation a donné l'avis au titre de l'article 122 en vue de la conclusion d'une entente sur les services essentiels et qu'aucune entente de ce genre n'est en vigueur à l'égard de cette unité de négociation;

(g) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and in respect of which a notice to amend an essential services agreement has been given under section 126 by the employer or the bargaining agent for the bargaining unit, and

g) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation, que l'employeur ou l'agent négociateur de l'unité de négociation a donné l'avis au titre de l'article 126 en vue de la modification d'une entente sur les services essentiels et que l'entente n'a pas été modifiée par suite de l'avis ou, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 127(1), que la Commission n'a pas rendu de décision définitive à son égard;

(i) the essential services agreement has not been amended as a result of that notice, or

(ii) if an application referred to in subsection 127(1) was made by the employer or the bargaining agent, the application has not been finally disposed of by the Board;

(h) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and less than 30 clear days have elapsed since

(i) the date an essential services agreement came into force in respect of the bargaining unit, or

(ii) the date an application referred to in subsection 123(1) made by the employer or the bargaining agent for the bargaining unit was finally disposed of by the Board, if such an application was made;

(i) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and in respect of which the employer or the bargaining agent for the bargaining unit has given a notice to amend an essential services agreement and less than 30 clear days have elapsed since

(i) the date of the coming into force of the amendment to the essential services agreement as a result of that notice, or

(ii) the date the application referred to in subsection 127(1) made by the employer or the employee organization was finally disposed of by the Board, if such an application was made;

(j) occupies a position that is necessary under an essential services agreement for the employer to provide essential services;

(k) is included in a bargaining unit in respect of which an essential services agreement binding on the bargaining agent for the bargaining unit and the employer has been suspended by order under section 131;

(l) is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and in respect of which a public interest commission has not been established to assist the employer and the bargaining agent for the bargaining unit to enter into or revise a collective agreement, unless the bargaining agent has been notified under subsection 162(3) that a public interest commission will not be established;

(m) is included in a bargaining unit in respect of which the bargaining agent for

h) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation et que moins de trente jours francs se sont écoulés depuis la date à laquelle :

(i) soit une entente sur les services essentiels est entrée en vigueur à l'égard de l'unité de négociation,

(ii) soit, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 123(1) par l'employeur ou l'agent négociateur de l'unité de négociation, la Commission a rendu une décision définitive à son égard;

i) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation, que l'employeur ou l'agent négociateur de l'unité de négociation a donné l'avis en vue de la modification de l'entente sur les services essentiels et que moins de trente jours francs se sont écoulés depuis la date à laquelle :

(i) soit la modification visée par l'avis est entrée en vigueur,

(ii) soit, en cas de présentation de la demande visée au paragraphe 127(1) par l'employeur ou l'agent négociateur, la Commission a rendu une décision définitive à son égard;

j) s'il occupe un poste nécessaire, aux termes d'une entente sur les services essentiels, pour permettre à l'employeur de fournir ces services;

k) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle une entente sur les services essentiels liant l'agent négociateur de l'unité de négociation et l'employeur a été suspendue par ordonnance rendue en vertu de l'article 131;

l) s'il appartient à une unité de négociation pour laquelle le mode de règlement des différends est le renvoi à la conciliation et à l'égard de laquelle aucune commission de l'intérêt public n'a été établie pour aider l'employeur et l'agent négociateur de l'unité de négociation à conclure ou à réviser la convention collective, sauf si l'agent négo-

the bargaining unit has been notified under subsection 162(3) that a public interest commission will not be established to assist the employer and the bargaining agent to enter into or revise a collective agreement and less than seven clear days have elapsed from the date the notice was given under that subsection;

(n) is included in a bargaining unit in respect of which a public interest commission has been established to assist the employer and the bargaining agent for the bargaining unit to enter into or revise a collective agreement, and the Chairperson has not yet sent the commission's report or reconsidered report, as the case may be, to the parties, or, if it has been sent, less than seven clear days have elapsed since it was sent;

(o) is included in a bargaining unit whose bargaining agent has agreed with the employer to be bound as described in section 181 in respect of all terms and conditions in dispute;

(p) is included in a bargaining unit whose bargaining agent has agreed with the employer to refer, under subsection 182(1), all terms and conditions in dispute to final and binding determination;

(q) is included in a bargaining unit in respect of which a vote has been held under subsection 183(1) and a majority of employees participating in the vote have accepted the employer's last offer;

(r) is included in a bargaining unit whose bargaining agent has failed to conduct a secret ballot vote in accordance with section 184; or

(s) is included in a bargaining unit whose bargaining agent has conducted a secret ballot vote in accordance with section 184 and

(i) the bargaining agent has not received the approval of a majority of the employees who voted, or

(ii) if the bargaining agent has received the approval of a majority of the em-

ployer a été avisé conformément au paragraphe 162(3) qu'aucune commission ne serait établie;

m) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle l'agent négociateur de l'unité de négociation a été avisé conformément au paragraphe 162(3) qu'aucune commission de l'intérêt public ne serait établie pour aider l'employeur et l'agent négociateur à conclure ou à réviser la convention collective et que moins de sept jours francs se sont écoulés depuis la date d'envoi de l'avis;

n) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle une commission de l'intérêt public a été établie pour aider l'employeur et l'agent négociateur de l'unité de négociation à conclure ou à réviser la convention collective et que soit le président n'a pas encore envoyé aux parties le rapport — ou le rapport ayant fait l'objet d'un réexamen — de la commission, soit moins de sept jours francs se sont écoulés depuis la date d'envoi de celui-ci;

o) s'il appartient à une unité de négociation dont l'agent négociateur a convenu avec l'employeur, conformément à l'article 181, qu'ils étaient liés en ce qui touche toutes les questions en litige;

p) s'il appartient à une unité de négociation dont l'agent négociateur a convenu avec l'employeur de renvoyer au mode substitutif de règlement visé au paragraphe 182(1) toutes les questions en litige;

q) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle un vote a été tenu en vertu du paragraphe 183(1) et que la majorité des fonctionnaires y ayant participé se sont exprimés favorablement à l'égard des dernières offres de l'employeur;

r) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle l'agent négociateur n'a pas tenu le vote au scrutin secret en conformité avec l'article 184;

s) s'il appartient à une unité de négociation à l'égard de laquelle l'agent négociateur a tenu le vote au scrutin secret en conformité avec l'article 184 et que :

ployees who voted and the bargaining agent has declared or authorized the strike after 60 clear days have elapsed, or after any longer period that may be agreed to in writing by the bargaining agent and the employer has elapsed, since the day the vote was held.

(i) soit la grève n'a pas été approuvée par la majorité des votants,

(ii) soit la grève a été approuvée par la majorité des votants et elle a été déclarée ou autorisée par l'agent négociateur plus de soixante jours francs après la tenue du vote ou, si l'agent négociateur et l'employeur se sont entendus par écrit sur une période plus longue, après l'expiration de celle-ci.

Right to strike limited during period between Parliaments

197. (1) If a strike occurs or may occur during the period beginning on the date of a dissolution of Parliament and ending on the date fixed for the return of the writs at the next following general election and, in the opinion of the Governor in Council, the strike adversely affects or would adversely affect the national interest, the Governor in Council may during that period make an order deferring the strike during the period beginning on the day on which the order is made and ending on the twenty-first day following the date fixed for the return of the writs.

197. (1) S'il estime qu'une grève qui a été déclenchée ou risque de l'être au cours de l'intervalle qui sépare la date de dissolution du Parlement et celle fixée pour le retour des brefs lors des élections générales consécutives est préjudiciable à l'intérêt national ou le serait, le gouverneur en conseil peut, par décret pris pendant cet intervalle, empêcher son déclenchement au cours de la période commençant à la date du décret et se terminant le vingt et unième jour suivant la fin de l'intervalle.

Suspension de la grève

Tabling in Parliament

(2) The Minister must cause a report giving the reasons for the order to be tabled in each House of Parliament within the first 10 days on which that House is sitting after the order is made.

(2) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport exposant les motifs pour lesquels un tel décret a été pris, dans les dix premiers jours de séance suivant sa prise.

Rapport au Parlement

Declaration or authorization of strike prohibited during deferred period

(3) No employee organization shall declare or authorize, and no officer or representative of an employee organization shall counsel or procure the declaration or authorization of, a strike in respect of a bargaining unit in the period during which the strike is deferred by an order made under subsection (1).

(3) Il est interdit à toute organisation syndicale de déclarer ou d'autoriser une grève à l'égard d'une unité de négociation donnée, et à tout dirigeant ou représentant d'une telle organisation de conseiller ou susciter la déclaration ou l'autorisation d'une telle grève, pendant la période visée par le décret pris au titre du paragraphe (1).

Participation à la grève interdite

Participation prohibited during deferred period

(4) No employee shall participate in a strike in the period during which the strike is deferred by an order made under subsection (1).

(4) Il est interdit à tout fonctionnaire de participer à une grève pendant la période visée par le décret pris au titre du paragraphe (1).

Participation à la grève interdite

Declarations and Orders Relating to Strikes

Déclarations et ordonnances relatives aux grèves

Application for declaration that conduct is unlawful

198. (1) If the employer considers that an employee organization or any officer or representative of one has contravened subsection 194(1) or (2) or 197(3), or that a person has contravened section 195, or that an employee has contravened section 196 or subsection 197(4), the employer may apply to the Board for a declaration that the conduct giving rise to the contravention is unlawful.

198. (1) S'il estime qu'une organisation syndicale ou un dirigeant ou représentant de celle-ci a contrevenu aux paragraphes 194(1) ou (2) ou 197(3), qu'une personne a contrevenu à l'article 195 ou qu'un fonctionnaire a contrevenu à l'article 196 ou au paragraphe 197(4), l'employeur peut demander à la Commission de déclarer que l'activité ayant donné lieu à la contravention est illégale.

Demande de déclaration d'illégalité d'une grève

Declaration that strike unlawful and strike prohibited

(2) After affording the employee organization, officer, representative, person or employee referred to in subsection (1) an opportunity to make representations on the application, the Board may declare that the conduct is unlawful and, if the employer so requests, may make an order

(2) Saisie de la demande visée au paragraphe (1), la Commission peut, après avoir donné à l'organisation syndicale, au dirigeant, au représentant, à la personne ou au fonctionnaire en cause la possibilité de présenter des observations, déclarer l'activité illégale et, sur demande de l'employeur, rendre une ordonnance pour :

Déclaration d'illégalité et interdiction

(a) requiring the employee organization to revoke the declaration or authorization of a strike and to give notice immediately of its revocation to the employees to whom it was directed;

a) enjoindre à l'organisation syndicale d'annuler sa décision de déclarer ou d'autoriser la grève, et d'informer immédiatement de l'annulation les fonctionnaires concernés;

(b) enjoining the officer or representative from counselling or procuring the declaration or authorization of a strike or the participation of employees in a strike;

b) interdire au dirigeant ou au représentant en cause de conseiller ou susciter la déclaration ou l'autorisation de la grève ou encore la participation de fonctionnaires à celle-ci;

(c) enjoining the employee from participating in the strike;

c) interdire à tout fonctionnaire de participer à la grève;

(d) requiring the employee to perform the duties of his or her employment; or

d) enjoindre à tout fonctionnaire qui participe à la grève de reprendre son travail;

(e) requiring any employee organization, of which any employee with respect to whom an order is made under paragraph (c) or (d) is a member, and any officer or representative of that employee organization, to immediately give notice of any order made under one of those paragraphs to the employee.

e) sommer l'organisation syndicale dont fait partie tout fonctionnaire touché par l'ordonnance visée aux alinéas c) ou d), ainsi que les dirigeants ou les représentants de l'organisation syndicale, de porter immédiatement cette ordonnance à la connaissance du fonctionnaire.

Terms and duration of order

(3) An order made under subsection (2)

(a) must be in terms that the Board considers necessary and sufficient to meet the circumstances of the case; and

(b) subject to subsection (4), has effect for the time specified in the order.

(3) Les ordonnances rendues en application du paragraphe (2) :

a) renferment les dispositions que la Commission juge indiquées en l'occurrence;

b) sous réserve du paragraphe (4), sont en vigueur pour la durée qui y est fixée.

Teneur et durée des ordonnances

Continuation
or revocation
of order

(4) On application by the employer or employee organization or any employee or other person affected by an order made under subsection (2), notice of which has been given to the parties named in the order, the Board may, by supplementary order,

(a) continue the order, with or without modification, for the period stated in the supplementary order; or

(b) revoke the order.

(4) À la demande de l'employeur ou de tout autre intéressé — notamment toute organisation syndicale ou fonctionnaire — et à condition qu'un avis de présentation de la demande ait été donné aux parties nommées dans l'ordonnance, la Commission peut, par une ordonnance supplémentaire :

a) soit proroger la première ordonnance pour la période précisée, sous une forme modifiée s'il y a lieu;

b) soit la révoquer.

Prorogation
ou révocation
des
ordonnances

Prohibition Relating to Essential Services

Obstruction

199. No person shall impede or prevent or attempt to impede or prevent an employee from entering or leaving the employee's place of work if the employee occupies a position that is necessary under an essential services agreement for the employer to provide essential services.

Interdiction en matière de services essentiels

199. Il est interdit d'empêcher ou de tenter d'empêcher un fonctionnaire donné d'entrer dans son lieu de travail ou d'en sortir lorsque celui-ci occupe un poste nécessaire, au titre d'une entente sur les services essentiels, pour permettre à l'employeur de fournir de tels services.

Obstruction

Offences and Punishment

Persons

200. Every person who contravenes subsection 186(1) or (2), section 188, subsection 189(1) or section 195 or 199 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$1,000.

Infractions et peines

200. La personne qui contrevient aux paragraphes 186(1) ou (2), à l'article 188, au paragraphe 189(1) ou aux articles 195 ou 199 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars.

Personne

Employees

201. Every employee who contravenes section 196 or subsection 197(4) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$1,000.

201. Le fonctionnaire qui contrevient à l'article 196 ou au paragraphe 197(4) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars.

Fonctionnaire

Employee
organizations

202. (1) Every employee organization that contravenes, and every officer or representative of one who contravenes, section 187 or 188 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$1,000.

202. (1) L'organisation syndicale ou chacun de ses dirigeants et représentants qui contrevient aux articles 187 ou 188 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars.

Organisation
syndicale

Employee
organizations

(2) Every employee organization that contravenes subsection 194(1) or (2) or 197(3) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not more than \$1,000 for each day that any strike declared or authorized by it in contravention of that subsection is in effect.

(2) L'organisation syndicale qui contrevient aux paragraphes 194(1) ou (2) ou 197(3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars pour chaque jour de grève.

Organisation
syndicale

Prosecution of
employee
organization

(3) A prosecution for an offence under subsection (1) or (2) may be brought against an employee organization and in the name of that organization and, for the purposes of the prosecution, the employee organization is deemed to be a person.

(3) L'organisation syndicale peut être poursuivie sous son nom pour une infraction visée par les paragraphes (1) ou (2). Le cas échéant, elle est réputée être une personne.

Poursuite
d'une
organisation
syndicale

Officers and
representatives
of employee
organizations

203. Every officer or representative of an employee organization who contravenes subsection 194(1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000.

203. Le dirigeant ou représentant d'une organisation syndicale qui contrevient au paragraphe 194(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

Dirigeants et
représentants

Employer

204. If the employer contravenes subsection 186(1) or (2), the employer is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000.

204. L'employeur qui contrevient aux paragraphes 186(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

Employeur

Consent to
prosecution

205. A prosecution for an offence under this Division may be instituted only with the consent of the Board.

205. Il ne peut être intenté de poursuite pour infraction prévue dans la présente section sans le consentement de la Commission.

Autorisation
des
poursuites

PART 2

GRIEVANCES

Interpretation

Definitions

206. (1) The following definitions apply in this Part.

“employee”
« *fonctionnaire* »

“employee” has the meaning that would be assigned by the definition “employee” in subsection 2(1) if that definition were read without reference to paragraphs (e) and (i) and without reference to the words “except in Part 2”.

206. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« fonctionnaire » S'entend au sens de la définition de ce terme au paragraphe 2(1), compte non tenu des exceptions prévues aux alinéas e) et i) de celle-ci et des mots « sauf à la partie 2 ».

Définitions

« fonctionnaire »
« *employee* »

“group
grievance”
« *grief
collectif* »

“group grievance” means a grievance presented in accordance with section 215.

« grief collectif » Grief déposé conformément à l'article 215.

« grief
collectif »
« *group
grievance* »

“individual
grievance”
« *grief
individuel* »

“individual grievance” means a grievance presented in accordance with section 208.

« grief de principe » Grief déposé conformément à l'article 220.

« grief de
principe »
« *policy
grievance* »

“policy
grievance”
« *grief de
principe* »

“policy grievance” means a grievance presented in accordance with section 220.

« grief individuel » Grief déposé conformément à l'article 208.

« grief
individuel »
« *individual
grievance* »

Former
employees

(2) Every reference in this Part to an “employee” includes a former employee for the purposes of any provisions of this Part respecting grievances with respect to

(a) any disciplinary action resulting in suspension, or any termination of employ-

(2) Les dispositions de la présente partie relatives aux griefs s'appliquent par ailleurs aux anciens fonctionnaires en ce qui concerne :

a) les mesures disciplinaires portant suspension, ou les licenciements, visés aux

Application
aux anciens
fonctionnaires

ment, under paragraph 12(1)(c), (d) or (e) of the *Financial Administration Act*; or

(b) in the case of a separate agency, any disciplinary action resulting in suspension, or any termination of employment, under paragraph 12(2)(c) or (d) of the *Financial Administration Act* or under any provision of any Act of Parliament, or any regulation, order or other instrument made under the authority of an Act of Parliament, respecting the powers or functions of the separate agency.

Conflict Management

207. Subject to any policies established by the employer or any directives issued by it, every deputy head in the core public administration must, in consultation with bargaining agents representing employees in the portion of the core public administration for which he or she is deputy head, establish an informal conflict management system and inform the employees in that portion of its availability.

Informal
conflict
management
system

Individual Grievances

Presentation

208. (1) Subject to subsections (2) to (7), an employee is entitled to present an individual grievance if he or she feels aggrieved

(a) by the interpretation or application, in respect of the employee, of

(i) a provision of a statute or regulation, or of a direction or other instrument made or issued by the employer, that deals with terms and conditions of employment, or

(ii) a provision of a collective agreement or an arbitral award; or

(b) as a result of any occurrence or matter affecting his or her terms and conditions of employment.

(2) An employee may not present an individual grievance in respect of which an administrative procedure for redress is provided under any Act of Parliament, other than the *Canadian Human Rights Act*.

Right of
employee

Limitation

alinéas 12(1)c), d) ou e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

b) dans le cas d'un organisme distinct, les mesures disciplinaires portant suspension, ou les licenciements, visés aux alinéas 12(2)c) ou d) de cette loi ou à toute loi fédérale ou à tout texte d'application de celle-ci, concernant les attributions de l'organisme.

Gestion des conflits

207. Sous réserve des lignes directrices ou des directives élaborées par l'employeur, chacun des administrateurs généraux de l'administration publique centrale établit, en collaboration avec les agents négociateurs représentant des fonctionnaires dans le secteur de l'administration publique centrale dont il est responsable, un système de gestion informelle des conflits et avise les fonctionnaires de la disponibilité de celui-ci.

Système de
gestion
informelle
des conflits

Griefs individuels

Présentation

208. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (7), le fonctionnaire a le droit de présenter un grief individuel lorsqu'il s'estime lésé :

a) par l'interprétation ou l'application à son égard :

(i) soit de toute disposition d'une loi ou d'un règlement, ou de toute directive ou de tout autre document de l'employeur concernant les conditions d'emploi,

(ii) soit de toute disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale;

b) par suite de tout fait portant atteinte à ses conditions d'emploi.

(2) Le fonctionnaire ne peut présenter de grief individuel si un recours administratif de réparation lui est ouvert sous le régime d'une autre loi fédérale, à l'exception de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Droit du
fonctionnaire

Réserve

Limitation	(3) Despite subsection (2), an employee may not present an individual grievance in respect of the right to equal pay for work of equal value.	(3) Par dérogation au paragraphe (2), le fonctionnaire ne peut présenter de grief individuel relativement au droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes.	Réserve
Limitation	(4) An employee may not present an individual grievance relating to the interpretation or application, in respect of the employee, of a provision of a collective agreement or an arbitral award unless the employee has the approval of and is represented by the bargaining agent for the bargaining unit to which the collective agreement or arbitral award applies.	(4) Le fonctionnaire ne peut présenter de grief individuel portant sur l'interprétation ou l'application à son égard de toute disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale qu'à condition d'avoir obtenu l'approbation de l'agent négociateur de l'unité de négociation à laquelle s'applique la convention collective ou la décision arbitrale et d'être représenté par cet agent.	Réserve
Limitation	(5) An employee who, in respect of any matter, avails himself or herself of a complaint procedure established by a policy of the employer may not present an individual grievance in respect of that matter if the policy expressly provides that an employee who avails himself or herself of the complaint procedure is precluded from presenting an individual grievance under this Act.	(5) Le fonctionnaire qui choisit, pour une question donnée, de se prévaloir de la procédure de plainte instituée par une ligne directrice de l'employeur ne peut présenter de grief individuel à l'égard de cette question sous le régime de la présente loi si la ligne directrice prévoit expressément cette impossibilité.	Réserve
Limitation	(6) An employee may not present an individual grievance relating to any action taken under any instruction, direction or regulation given or made by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.	(6) Le fonctionnaire ne peut présenter de grief individuel portant sur une mesure prise en vertu d'une instruction, d'une directive ou d'un règlement établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.	Réserve
Order to be conclusive proof	(7) For the purposes of subsection (6), an order made by the Governor in Council is conclusive proof of the matters stated in the order in relation to the giving or making of an instruction, a direction or a regulation by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.	(7) Pour l'application du paragraphe (6), tout décret du gouverneur en conseil constitue une preuve concluante de ce qui y est énoncé au sujet des instructions, directives ou règlements établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.	Force probante absolue du décret

Reference to Adjudication

Reference to adjudication

209. (1) An employee may refer to adjudication an individual grievance that has been presented up to and including the final level in the grievance process and that has not been dealt with to the employee's satisfaction if the grievance is related to

(a) the interpretation or application in respect of the employee of a provision of a collective agreement or an arbitral award;

Renvoi à l'arbitrage

209. (1) Après l'avoir porté jusqu'au dernier palier de la procédure applicable sans avoir obtenu satisfaction, le fonctionnaire peut renvoyer à l'arbitrage tout grief individuel portant sur :

a) soit l'interprétation ou l'application, à son égard, de toute disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale;

Renvoi d'un grief à l'arbitrage

(b) a disciplinary action resulting in termination, demotion, suspension or financial penalty;

(c) in the case of an employee in the core public administration,

(i) demotion or termination under paragraph 12(1)(d) of the *Financial Administration Act* for unsatisfactory performance or under paragraph 12(1)(e) of that Act for any other reason that does not relate to a breach of discipline or misconduct, or

(ii) deployment under the *Public Service Employment Act* without the employee's consent where consent is required; or

(d) in the case of an employee of a separate agency designated under subsection (3), demotion or termination for any reason that does not relate to a breach of discipline or misconduct.

b) soit une mesure disciplinaire entraînant le licenciement, la rétrogradation, la suspension ou une sanction pécuniaire;

c) soit, s'il est un fonctionnaire de l'administration publique centrale :

(i) la rétrogradation ou le licenciement imposé sous le régime soit de l'alinéa 12(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour rendement insuffisant, soit de l'alinéa 12(1)e) de cette loi pour toute raison autre que l'insuffisance du rendement, un manquement à la discipline ou une inconduite,

(ii) la mutation sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* sans son consentement alors que celui-ci était nécessaire;

d) soit la rétrogradation ou le licenciement imposé pour toute raison autre qu'un manquement à la discipline ou une inconduite, s'il est un fonctionnaire d'un organisme distinct désigné au titre du paragraphe (3).

Application of paragraph (1)(a)

(2) Before referring an individual grievance related to matters referred to in paragraph (1)(a), the employee must obtain the approval of his or her bargaining agent to represent him or her in the adjudication proceedings.

(2) Pour que le fonctionnaire puisse renvoyer à l'arbitrage un grief individuel du type visé à l'alinéa (1)a), il faut que son agent négociateur accepte de le représenter dans la procédure d'arbitrage.

Application de l'alinéa (1)a)

Designation

(3) The Governor in Council may, by order, designate any separate agency for the purposes of paragraph (1)(d).

(3) Le gouverneur en conseil peut par décret désigner, pour l'application de l'alinéa (1)d), tout organisme distinct.

Désignation

Notice to Canadian Human Rights Commission

210. (1) When an individual grievance has been referred to adjudication and a party to the grievance raises an issue involving the interpretation or application of the *Canadian Human Rights Act*, that party must, in accordance with the regulations, give notice of the issue to the Canadian Human Rights Commission.

210. (1) La partie qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* dans le cadre du renvoi à l'arbitrage d'un grief individuel en donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne conformément aux règlements.

Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

Standing of Commission

(2) The Canadian Human Rights Commission has standing in adjudication proceedings for the purpose of making submissions regarding an issue referred to in subsection (1).

(2) La Commission canadienne des droits de la personne peut, dans le cadre de l'arbitrage, présenter ses observations relativement à la question soulevée.

Observations de la Commission

Exception

211. Nothing in section 209 is to be construed or applied as permitting the referral to adjudication of an individual grievance with respect to

211. L'article 209 n'a pas pour effet de permettre le renvoi à l'arbitrage d'un grief individuel portant sur :

Exclusion

(a) any termination of employment under the *Public Service Employment Act*; or

a) soit tout licenciement prévu sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*;

(b) any deployment under the *Public Service Employment Act*, other than the deployment of the employee who presented the grievance.

b) soit toute mutation effectuée sous le régime de cette loi, sauf celle du fonctionnaire qui a présenté le grief.

Representation

Right to be represented by employee organization

212. An employee who is not included in a bargaining unit for which an employee organization has been certified as bargaining agent may seek the assistance of, and, if the employee chooses, may be represented by, any employee organization in the presentation or reference to adjudication of an individual grievance.

Right to be represented by employee organization

213. No employee who is included in a bargaining unit for which an employee organization has been certified as bargaining agent may be represented by any other employee organization in the presentation or reference to adjudication of an individual grievance.

Représentation

Droit d'être représenté par une organisation syndicale

212. Le fonctionnaire ne faisant pas partie d'une unité de négociation pour laquelle une organisation syndicale a été accréditée peut demander l'aide de n'importe quelle organisation syndicale et, s'il le désire, être représenté par l'organisation de son choix à l'occasion de la présentation d'un grief individuel ou du renvoi d'un tel grief à l'arbitrage.

Droit d'être représenté par une organisation syndicale

213. Le fonctionnaire faisant partie d'une unité de négociation pour laquelle une organisation syndicale a été accréditée ne peut être représenté par une autre organisation syndicale à l'occasion de la présentation d'un grief individuel ou du renvoi d'un tel grief à l'arbitrage.

Binding Effect

Binding effect

214. If an individual grievance has been presented up to and including the final level in the grievance process and it is not one that under section 209 may be referred to adjudication, the decision on the grievance taken at the final level in the grievance process is final and binding for all purposes of this Act and no further action under this Act may be taken on it.

Décision définitive

Décision définitive et obligatoire

214. Sauf dans le cas du grief individuel qui peut être renvoyé à l'arbitrage au titre de l'article 209, la décision rendue au dernier palier de la procédure applicable en la matière est définitive et obligatoire et aucune autre mesure ne peut être prise sous le régime de la présente loi à l'égard du grief en cause.

Group Grievances

Presentation

Right of bargaining agent

215. (1) The bargaining agent for a bargaining unit may present to the employer a group grievance on behalf of employees in the bargaining unit who feel aggrieved by the interpretation or application, common in respect of those employees, of a provision of a collective agreement or an arbitral award.

Consent required

(2) In order to present the grievance, the bargaining agent must first obtain the consent of each of the employees concerned in the form provided for by the regulations. The consent of an employee is valid only in respect of the particular group grievance for which it is obtained.

Grievs collectifs

Présentation

Droit de l'agent négociateur

215. (1) L'agent négociateur d'une unité de négociation peut présenter un grief collectif à l'employeur au nom des fonctionnaires de cette unité qui s'estiment lésés par la même interprétation ou application à leur égard de toute disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale.

Consentement

(2) La présentation du grief collectif est subordonnée à l'obtention au préalable par l'agent négociateur du consentement — en la forme prévue par les règlements — de chacun des intéressés. Le consentement ne vaut qu'à l'égard du grief en question.

Single portion	(3) The group grievance must relate to employees in a single portion of the federal public administration.	(3) Le grief collectif ne peut concerner que les fonctionnaires d'un même secteur de l'administration publique fédérale.	Même secteur
Limitation	(4) A bargaining agent may not present a group grievance in respect of which an administrative procedure for redress is provided under any Act of Parliament, other than the <i>Canadian Human Rights Act</i> .	(4) L'agent négociateur ne peut présenter de grief collectif si un recours administratif de réparation lui est ouvert sous le régime d'une autre loi fédérale, à l'exception de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> .	Réserve
Limitation	(5) Despite subsection (4), a bargaining agent may not present a group grievance in respect of the right to equal pay for work of equal value.	(5) Par dérogation au paragraphe (4), l'agent négociateur ne peut présenter de grief collectif relativement au droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes.	Réserve
Limitation	(6) If an employee has, in respect of any matter, availed himself or herself of a complaint procedure established by a policy of the employer, the bargaining agent may not include that employee as one on whose behalf it presents a group grievance in respect of that matter if the policy expressly provides that an employee who avails himself or herself of the complaint procedure is precluded from participating in a group grievance under this Act.	(6) Si le fonctionnaire choisit, pour une question donnée, de se prévaloir de la procédure de plainte instituée par une ligne directrice de l'employeur, l'agent négociateur ne peut inclure ce fonctionnaire parmi ceux au nom desquels il présente un grief collectif à l'égard de cette question si la ligne directrice en question prévoit expressément que le fait de se prévaloir de la procédure rend impossible la présentation d'un grief sous le régime de la présente loi.	Réserve
Limitation	(7) A bargaining agent may not present a group grievance relating to any action taken under any instruction, direction or regulation given or made by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.	(7) L'agent négociateur ne peut présenter de grief collectif portant sur une mesure prise en vertu d'une instruction, d'une directive ou d'un règlement établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.	Réserve
Order to be conclusive proof	(8) For the purposes of subsection (7), an order made by the Governor in Council is conclusive proof of the matters stated in the order in relation to the giving or making of an instruction, a direction or a regulation by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.	(8) Pour l'application du paragraphe (7), tout décret du gouverneur en conseil constitue une preuve concluante de ce qui y est énoncé au sujet des instructions, directives ou règlements établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.	Force probante absolue du décret

Reference to Adjudication

Renvoi à l'arbitrage

Reference to adjudication

216. The bargaining agent may refer to adjudication any group grievance that has been presented up to and including the final level in the grievance process and that has not been dealt with to its satisfaction.

216. Après l'avoir porté jusqu'au dernier palier de la procédure applicable sans avoir obtenu satisfaction, l'agent négociateur peut renvoyer le grief collectif à l'arbitrage.

Renvoi du grief collectif à l'arbitrage

Notice to
Canadian
Human Rights
Commission

217. (1) When a group grievance has been referred to adjudication and a party to the grievance raises an issue involving the interpretation or application of the *Canadian Human Rights Act*, that party must, in accordance with the regulations, give notice of the issue to the Canadian Human Rights Commission.

217. (1) La partie qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* dans le cadre du renvoi à l'arbitrage d'un grief collectif en donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne conformément aux règlements.

Avis à la
Commission
canadienne
des droits de
la personne

Standing of
Commission

(2) The Canadian Human Rights Commission has standing in adjudication proceedings for the purpose of making submissions regarding an issue referred to in subsection (1).

(2) La Commission canadienne des droits de la personne peut, dans le cadre de l'arbitrage, présenter ses observations relativement à la question soulevée.

Observations
de la
Commission

Withdrawal from Group Grievance

Retrait

Right of
employee to
withdraw

218. An employee in respect of whom a group grievance has been presented may, at any time before a final decision is made in respect of the grievance, notify the bargaining agent that the employee no longer wishes to be involved in the group grievance.

218. Tout fonctionnaire visé par le grief collectif peut, avant le prononcé de la décision définitive à l'égard de celui-ci, aviser l'agent négociateur qu'il ne désire plus y souscrire.

Droit du
fonctionnaire
de se retirer
du grief
collectif

Effect of
notice

219. After receiving the notice, the bargaining agent may not pursue the grievance in respect of the employee.

219. Une fois l'avis reçu par l'agent négociateur, celui-ci ne peut plus continuer le grief à l'égard du fonctionnaire.

Effet de
l'avis

Policy Grievances

Griefs de principe

Presentation

Présentation

Right of
employer and
bargaining
agent

220. (1) If the employer and a bargaining agent are bound by an arbitral award or have entered into a collective agreement, either of them may present a policy grievance to the other in respect of the interpretation or application of the collective agreement or arbitral award as it relates to either of them or to the bargaining unit generally.

220. (1) Si l'employeur et l'agent négociateur sont liés par une convention collective ou une décision arbitrale, l'un peut présenter à l'autre un grief de principe portant sur l'interprétation ou l'application d'une disposition de la convention ou de la décision relativement à l'un ou l'autre ou à l'unité de négociation de façon générale.

Droit de
l'employeur
et de l'agent
négociateur

Limitation

(2) Neither the employer nor a bargaining agent may present a policy grievance in respect of which an administrative procedure for redress is provided under any other Act of Parliament, other than the *Canadian Human Rights Act*.

(2) L'employeur ou l'agent négociateur ne peut présenter de grief de principe si un recours administratif de réparation lui est ouvert sous le régime d'une autre loi fédérale, à l'exception de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Réserve

Limitation

(3) Despite subsection (2), neither the employer nor a bargaining agent may present a policy grievance in respect of the right to equal pay for work of equal value.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), l'employeur ou l'agent négociateur ne peut présenter de grief de principe relativement au droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes.

Réserve

Limitation

(4) A bargaining agent may not present a policy grievance relating to any action taken under any instruction, direction or regulation given or made by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

(4) L'agent négociateur ne peut présenter de grief de principe portant sur une mesure prise en vertu d'une instruction, d'une directive ou d'un règlement établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.

Réserve

Order to be conclusive proof

(5) For the purposes of subsection (4), an order made by the Governor in Council is conclusive proof of the matters stated in the order in relation to the giving or making of an instruction, a direction or a regulation by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

(5) Pour l'application du paragraphe (4), tout décret du gouverneur en conseil constitue une preuve concluante de ce qui y est énoncé au sujet des instructions, directives ou règlements établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.

Force probante absolue du décret

Reference to Adjudication

Renvoi à l'arbitrage

Reference to adjudication

221. A party that presents a policy grievance may refer it to adjudication.

221. La partie qui présente un grief de principe peut le renvoyer à l'arbitrage.

Renvoi du grief de principe à l'arbitrage

Notice to Canadian Human Rights Commission

222. (1) When a policy grievance has been referred to adjudication and a party to the grievance raises an issue involving the interpretation or application of the *Canadian Human Rights Act*, that party must, in accordance with the regulations, give notice of the issue to the Canadian Human Rights Commission.

222. (1) La partie qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* dans le cadre du renvoi à l'arbitrage d'un grief de principe en donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne conformément aux règlements.

Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

Standing of Commission

(2) The Canadian Human Rights Commission has standing in adjudication proceedings for the purpose of making submissions regarding an issue referred to in subsection (1).

(2) La Commission canadienne des droits de la personne peut, dans le cadre de l'arbitrage, présenter ses observations relativement à la question soulevée.

Observations de la Commission

Adjudication

Arbitrage

Referral by Chairperson

Renvoi par le président

Notice

223. (1) A party who refers a grievance to adjudication must, in accordance with the regulations, give notice of the reference to the Board and specify in the notice whether an adjudicator is named in any applicable collective agreement or has otherwise been selected by the parties and, if no adjudicator is so named or has been selected, whether the party requests the establishment of a board of adjudication.

223. (1) La partie qui a renvoyé un grief à l'arbitrage en avise la Commission en conformité avec les règlements. Elle précise dans son avis si un arbitre de grief particulier est déjà désigné dans la convention collective applicable ou a été autrement choisi par les parties, ou, à défaut, si elle demande l'établissement d'un conseil d'arbitrage de grief.

Avis

Action to be taken by Chairperson

(2) On receipt of the notice by the Board, the Chairperson must

(2) Sur réception de l'avis par la Commission, le président :

Mesure à prendre par le président

(a) if the grievance is one arising out of a collective agreement and an adjudicator is named in the agreement, refer the matter to the adjudicator;

(b) if the parties have selected an adjudicator, refer the matter to the adjudicator;

(c) if a board of adjudication has been requested and the other party has not objected in the time provided for in the regulations, establish the board and refer the matter to it; and

(d) in any other case, refer the matter to an adjudicator designated by the Chairperson from amongst the members of the Board.

a) soit renvoie l'affaire à l'arbitre de grief désigné dans la convention collective au titre de laquelle le grief est présenté;

b) soit, dans le cas où les parties ont choisi un arbitre de grief, renvoie l'affaire à celui-ci;

c) soit institue, sur demande d'une partie et à condition que l'autre ne s'y oppose pas dans le délai éventuellement fixé par règlement, un conseil d'arbitrage de grief auquel il renvoie le grief;

d) soit, dans tout autre cas, renvoie le grief à un arbitre de grief qu'il choisit parmi les membres de la Commission.

Conference

(3) The Chairperson may, at any time after receipt of the notice, direct the parties to attend a conference in order to attempt to settle or simplify the issues in dispute.

(3) Après réception de l'avis, le président peut ordonner aux parties de participer à une réunion en vue de régler ou de simplifier les questions en litige.

Réunion

Board of Adjudication

Conseil d'arbitrage de grief

Constitution

224. (1) A board of adjudication consists of one member of the Board designated by the Chairperson, who is the chairperson of the board of adjudication, and two other persons, each of whom is nominated by one of the parties.

224. (1) Le conseil d'arbitrage de grief se compose d'un commissaire choisi par le président et de deux autres personnes choisies respectivement par l'une et l'autre parties. Le commissaire assume la présidence du conseil d'arbitrage.

Composition

Ineligibility

(2) A person is not eligible to be a member of a board of adjudication if the person has any direct interest in or connection with the grievance referred to the board of adjudication, its handling or its disposition.

(2) L'appartenance au conseil est incompatible avec tout intérêt, direct ou indirect, à l'égard du grief renvoyé à l'arbitrage, de son instruction ou de son règlement.

Incompatibilité

Jurisdiction

Compétence

Compliance with procedures

225. No grievance may be referred to adjudication, and no adjudicator may hear or render a decision on a grievance, until the grievance has been presented at all required levels in accordance with the applicable grievance process.

225. Le renvoi d'un grief à l'arbitrage de même que son audition et la décision de l'arbitre de grief à son sujet ne peuvent avoir lieu qu'après la présentation du grief à tous les paliers requis conformément à la procédure applicable.

Observation de la procédure

Powers

Pouvoirs

Powers

226. (1) An adjudicator may, in relation to any matter referred to adjudication,

226. (1) Pour instruire toute affaire dont il est saisi, l'arbitre de grief peut :

Pouvoirs

(a) summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath in the same manner as a superior court of record;

a) de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, convoquer des témoins et les contraindre à comparaître et à déposer sous serment, oralement ou par écrit;

(b) order that a hearing or a pre-hearing conference be conducted using a means of telecommunication that permits the parties and the adjudicator to communicate with each other simultaneously;

(c) administer oaths and solemn affirmations;

(d) accept any evidence, whether admissible in a court of law or not;

(e) compel, at any stage of a proceeding, any person to produce the documents and things that may be relevant;

(f) subject to any limitations that the Governor in Council may establish in the interests of defence or security, enter any premises of the employer where work is being or has been done by employees, inspect and view any work, material, machinery, appliance or article in the premises and require any person in the premises to answer all questions relating to the matter being adjudicated;

(g) interpret and apply the *Canadian Human Rights Act* and any other Act of Parliament relating to employment matters, other than the provisions of the *Canadian Human Rights Act* related to the right to equal pay for work of equal value, whether or not there is a conflict between the Act being interpreted and applied and the collective agreement, if any;

(h) give relief in accordance with paragraph 53(2)(e) or subsection 53(3) of the *Canadian Human Rights Act*;

(i) award interest in the case of grievances involving termination, demotion, suspension or financial penalty at a rate and for a period that the adjudicator considers appropriate; and

(j) summarily dismiss grievances that in the opinion of the adjudicator are frivolous or vexatious.

b) ordonner l'utilisation de moyens de télécommunication permettant aux parties et à l'arbitre de grief de communiquer les uns avec les autres simultanément lors des audiences et des conférences préparatoires;

c) faire prêter serment et recevoir les affirmations solennelles;

d) accepter des éléments de preuve, qu'ils soient admissibles ou non en justice;

e) obliger, en tout état de cause, toute personne à produire les documents ou pièces qui peuvent être liés à toute question dont il est saisi;

f) sous réserve des restrictions que le gouverneur en conseil peut imposer en matière de défense ou de sécurité, pénétrer dans les locaux ou sur les terrains de l'employeur où des fonctionnaires exécutent ou ont exécuté un travail, procéder à l'examen de tout matériau, outillage, appareil ou objet s'y trouvant, ainsi qu'à celui du travail effectué dans ces lieux, et obliger quiconque à répondre aux questions qu'il lui pose relativement à l'affaire dont il est saisi;

g) interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, sauf les dispositions de celle-ci sur le droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes, ainsi que toute autre loi fédérale relative à l'emploi, même si la loi en cause entre en conflit avec une convention collective;

h) rendre les ordonnances prévues à l'alinéa 53(2)e) et au paragraphe 53(3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*;

i) dans le cas du grief portant sur le licenciement, la rétrogradation, la suspension ou une sanction pécuniaire, adjuger des intérêts au taux et pour la période qu'il estime justifiés;

j) rejeter de façon sommaire les griefs qu'il estime frustratoires.

Power to mediate

(2) At any stage of a proceeding before an adjudicator, the adjudicator may, if the parties agree, assist the parties in resolving the difference at issue without prejudice to the

(2) En tout état de cause, l'arbitre de grief peut, avec le consentement des parties, les aider à régler tout désaccord entre elles, sans qu'il soit porté atteinte à sa compétence à titre

Médiation

power of the adjudicator to continue the adjudication with respect to the issues that have not been resolved.

d'arbitre chargé de trancher les questions qui n'auront pas été réglées.

Determination without oral hearing

227. An adjudicator may decide any matter referred to adjudication without holding an oral hearing.

227. L'arbitre de grief peut trancher toute affaire dont il est saisi sans tenir d'audience.

Décision sans audience

Decision of Adjudicator

Décision de l'arbitre de grief

Hearing of grievance

228. (1) If a grievance is referred to adjudication, the adjudicator must give both parties to the grievance an opportunity to be heard.

228. (1) L'arbitre de grief donne à chaque partie au grief l'occasion de se faire entendre.

Audition du grief

Decision on grievance

(2) After considering the grievance, the adjudicator must render a decision and make the order that he or she considers appropriate in the circumstances. The adjudicator must then

(2) Après étude du grief, il tranche celui-ci par l'ordonnance qu'il juge indiquée. Il transmet copie de l'ordonnance et, le cas échéant, des motifs de sa décision :

Décision au sujet du grief

(a) send a copy of the order and, if there are written reasons for the decision, a copy of the reasons, to each party, to the representative of each party and to the bargaining agent, if any, for the bargaining unit to which the employee whose grievance it is belongs; and

a) à chaque partie et à son représentant ainsi que, s'il y a lieu, à l'agent négociateur de l'unité de négociation à laquelle appartient le fonctionnaire qui a présenté le grief;

(b) deposit a copy of the order and, if there are written reasons for the decision, a copy of the reasons, with the Executive Director of the Board.

b) au directeur général de la Commission.

Decision of board of adjudication

(3) In the case of a board of adjudication, a decision of a majority of the members on a grievance is deemed to be a decision of the board in respect of the grievance, and the decision must be signed by the chairperson of the board.

(3) La décision de la majorité des membres d'un conseil d'arbitrage de grief au sujet d'un grief constitue la décision du conseil. Elle est signée par le président du conseil.

Décision du conseil d'arbitrage de grief

Decision where majority cannot agree

(4) If a majority of members of the board of adjudication cannot agree on the making of a decision, the decision of the chairperson of the board is deemed to be the decision of the board.

(4) Lorsqu'il n'y a pas de majorité, la décision du président du conseil constitue la décision du conseil.

Décision en cas de partage

Decision requiring amendment

229. An adjudicator's decision may not have the effect of requiring the amendment of a collective agreement or an arbitral award.

229. La décision de l'arbitre de grief ne peut avoir pour effet d'exiger la modification d'une convention collective ou d'une décision arbitrale.

Décision entraînant une modification

Determination of reasonableness of opinion

230. In the case of an employee in the core public administration or an employee of a separate agency designated under subsection 209(3), in making a decision in respect of an employee's individual grievance relating to a

230. L'arbitre de grief saisi d'un grief individuel portant sur le licenciement ou la rétrogradation pour rendement insuffisant d'un fonctionnaire de l'administration publique centrale ou d'un organisme distinct

Décision sur le caractère raisonnable de l'avis

termination of employment or demotion for unsatisfactory performance, an adjudicator must determine the termination or demotion to have been for cause if the opinion of the deputy head that the employee's performance was unsatisfactory is determined by the adjudicator to have been reasonable.

Determination of consent requirement

231. An adjudicator seized of a grievance referred to in subparagraph 209(1)(c)(ii) may determine any question relating to whether

- (a) consent to being deployed was a condition of the employee's employment; or
- (b) the employee harassed another person in the course of the employee's employment.

Decision in respect of certain policy grievances

232. If a policy grievance relates to a matter that was or could have been the subject of an individual grievance or a group grievance, an adjudicator's decision in respect of the policy grievance is limited to one or more of the following:

- (a) declaring the correct interpretation, application or administration of a collective agreement or an arbitral award;
- (b) declaring that the collective agreement or arbitral award has been contravened; and
- (c) requiring the employer or bargaining agent, as the case may be, to interpret, apply or administer the collective agreement or arbitral award in a specified manner.

Decisions not to be reviewed by court

233. (1) Every decision of an adjudicator is final and may not be questioned or reviewed in any court.

No review by *certiorari*, etc.

(2) No order may be made, process entered or proceeding taken in any court, whether by way of injunction, *certiorari*, prohibition, *quo warranto* or otherwise, to question, review, prohibit or restrain an adjudicator in any of the adjudicator's proceedings under this Part.

Filing of order in Federal Court

234. For the purpose of enforcing an adjudicator's order, any person who was a party to the proceedings that resulted in the order being made may, after the day provided in the order for compliance or, if no such day is provided for, after 30 days have elapsed

désigné au titre du paragraphe 209(3) doit décider que le licenciement ou la rétrogradation étaient motivés s'il conclut qu'il était raisonnable que l'administrateur général estime le rendement du fonctionnaire insuffisant.

231. L'arbitre de grief saisi du grief mentionné au sous-alinéa 209(1)(c)(ii) peut décider de la question de savoir si :

- a) soit l'acceptation d'être muté faisait partie des conditions d'emploi du poste du fonctionnaire;
- b) soit le fonctionnaire a harcelé une autre personne dans l'exercice de ses fonctions.

232. Dans sa décision sur un grief de principe qui porte sur une question qui a fait ou aurait pu faire l'objet d'un grief individuel ou d'un grief collectif, l'arbitre de grief ne peut prendre que les mesures suivantes :

- a) donner l'interprétation ou l'application exacte de la convention collective ou de la décision arbitrale;
- b) conclure qu'il a été contrevenu à la convention collective ou à la décision arbitrale;
- c) enjoindre à l'employeur ou à l'agent négociateur, selon le cas, d'interpréter ou d'appliquer la convention collective ou la décision arbitrale selon les modalités qu'il fixe.

233. (1) La décision de l'arbitre de grief est définitive et ne peut être ni contestée ni révisée par voie judiciaire.

(2) Il n'est admis aucun recours ni aucune décision judiciaire — notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition ou de *quo warranto* — visant à contester, réviser, empêcher ou limiter l'action de l'arbitre de grief exercée dans le cadre de la présente partie.

234. Toute partie à l'affaire qui a donné lieu à l'ordonnance peut, après la date d'exécution qui y est fixée ou, à défaut d'une telle date, après un délai de trente jours suivant la date de l'ordonnance, déposer à la Cour fédérale une copie certifiée conforme du dispositif de

Décision sur la nécessité du consentement

Portée de la décision sur certains griefs de principe

Caractère définitif des décisions

Interdiction de recours extraordinaires

Exécution des ordonnances

since the day the order was made, file in the Federal Court a copy of the order that is certified to be a true copy, and an order so filed becomes an order of that Court and may be enforced as such.

l'ordonnance. En vue de son exécution, celle-ci, dès le dépôt de la copie certifiée conforme, est assimilée à une ordonnance rendue par la Cour fédérale.

Expenses of Adjudication

Frais d'arbitrage

Aggrieved employee not represented by agent

235. (1) If an aggrieved employee is not represented in the adjudication by a bargaining agent, the costs of the adjudication are to be borne by the Board.

235. (1) Si le fonctionnaire ayant présenté le grief n'est pas représenté dans le cadre de la procédure d'arbitrage par un agent négociateur, la Commission supporte les frais d'arbitrage.

Fonctionnaire non représenté par l'agent négociateur

Aggrieved employee represented by agent

(2) If an aggrieved employee is represented in the adjudication by a bargaining agent, the bargaining agent is liable to pay and must remit to the Board any part of the costs of the adjudication that may be determined by the Executive Director of the Board with the approval of the Board.

(2) Dans le cas contraire, l'agent négociateur est tenu de payer à la Commission la partie des frais d'arbitrage déterminée par le directeur général de la Commission avec l'approbation de celle-ci.

Fonctionnaire représenté par l'agent négociateur

Recovery

(3) Any amount that by subsection (2) is payable to the Board by a bargaining agent may be recovered as a debt due to Her Majesty in right of Canada. The bargaining agent is deemed to be a person for the purposes of this subsection.

(3) Toute somme que l'agent négociateur est tenu de payer à la Commission aux termes du paragraphe (2) constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada et peut être recouvrée à ce titre. L'agent négociateur est réputé être une personne pour l'application du présent paragraphe.

Recouvrement

No Right of Action

Absence de droit d'action

Disputes relating to employment

236. (1) The right of an employee to seek redress by way of grievance for any dispute relating to his or her terms or conditions of employment is in lieu of any right of action that the employee may have in relation to any act or omission giving rise to the dispute.

236. (1) Le droit de recours du fonctionnaire par voie de grief relativement à tout différend lié à ses conditions d'emploi remplace ses droits d'action en justice relativement aux faits — actions ou omissions — à l'origine du différend.

Différend lié à l'emploi

Application

(2) Subsection (1) applies whether or not the employee avails himself or herself of the right to present a grievance in any particular case and whether or not the grievance could be referred to adjudication.

(2) Le paragraphe (1) s'applique que le fonctionnaire se prévale ou non de son droit de présenter un grief et qu'il soit possible ou non de soumettre le grief à l'arbitrage.

Application

Exception

(3) Subsection (1) does not apply in respect of an employee of a separate agency that has not been designated under subsection 209(3) if the dispute relates to his or her termination of employment for any reason that does not relate to a breach of discipline or misconduct.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au fonctionnaire d'un organisme distinct qui n'a pas été désigné au titre du paragraphe 209(3) si le différend porte sur le licenciement du fonctionnaire pour toute raison autre qu'un manquement à la discipline ou une inconduite.

Exception

Regulations

Règlements

Regulations

237. (1) The Board may make regulations respecting the processes for dealing with grievances, including regulations concerning

(a) the manner and form of presenting a grievance and, in the case of group grievances, the form of the consent of the employees concerned;

(b) the maximum number of levels in each grievance process;

(c) the manner in which employees are to be advised of the names of the persons whose decision on a grievance constitutes a level in the grievance process, including the final level;

(d) the time within which a grievance may be presented at any level in a grievance process;

(e) the circumstances in which any level below the final level in a grievance process may be eliminated;

(f) the manner in which and the time within which a grievance may be referred to adjudication after it has been presented up to and including the final level in the grievance process;

(g) the establishment of rules of procedure for the hearing of a grievance;

(h) the specification of the time within which and the persons to whom notices and other documents must be sent or given under this Part, and when the notices are deemed to have been sent, given or received; and

(i) the manner of giving notice of an issue to the Canadian Human Rights Commission under this Part.

Application of regulations

(2) Regulations made under subsection (1) respecting individual, group or policy grievances do not apply in respect of employees included in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board to the extent that the regulations are inconsistent with any provisions contained in a collective agreement entered into by the bargaining agent and the employer applicable to those employees.

Règlements

237. (1) La Commission peut prendre des règlements relatifs à la procédure applicable aux griefs, notamment en ce qui concerne :

a) leurs mode et formalités de présentation, ainsi que, dans le cas des griefs collectifs, la forme du consentement des fonctionnaires concernés;

b) le nombre maximal de paliers auxquels ils peuvent être présentés dans le cadre de la procédure applicable;

c) la façon dont les fonctionnaires sont avisés du nom des personnes dont la décision en matière de grief constitue un palier de la procédure applicable, y compris le dernier;

d) leur délai de présentation pour chaque palier de la procédure applicable;

e) les circonstances permettant d'éliminer, pour leur présentation, tel ou tel palier inférieur ou intermédiaire;

f) le mode et le délai de leur renvoi à l'arbitrage après leur présentation jusqu'au dernier palier inclusivement;

g) l'établissement de règles de procédure pour leur audition;

h) le délai d'envoi des avis et autres documents au titre de la présente partie, ainsi que leurs destinataires et la date où ils sont réputés avoir été donnés et reçus;

i) les modalités applicables aux avis donnés à la Commission canadienne des droits de la personne sous le régime de la présente partie.

Restriction à l'application des règlements

(2) Les clauses d'une convention collective conclue à l'égard des fonctionnaires d'une unité de négociation par l'agent négociateur accrédité pour celle-ci et par l'employeur l'emportent sur les dispositions incompatibles des règlements pris en vertu du paragraphe (1) au sujet des griefs individuels, collectifs ou de principe.

Regulations

238. The Board may make regulations respecting

- (a) the manner of giving notice under subsection 223(1) and the time for making objections under paragraph 223(2)(c); and
- (b) the manner in which and the time within which boards of adjudication are to be established.

PART 3

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY

Interpretation

239. In this Part, “public service” has the same meaning as in subsection 11(1) of the *Financial Administration Act*.

Part II of Canada Labour Code

240. Part II of the *Canada Labour Code* applies to and in respect of the public service and persons employed in it as if the public service were a federal work, undertaking or business referred to in that Part except that, for the purpose of that application,

- (a) any reference in that Part to
 - (i) “arbitration” is to be read as a reference to adjudication under Part 2,
 - (ii) the “Board” is to be read as a reference to the Public Service Labour Relations Board,
 - (iii) a “collective agreement” is to be read as a reference to a collective agreement within the meaning of subsection 2(1),
 - (iv) “employee” is to be read as a reference to a person employed in the public service, and
 - (v) a “trade union” is to be read as a reference to an employee organization within the meaning of subsection 2(1);
- (b) section 156 of that Act does not apply in respect of the Public Service Labour Relations Board; and
- (c) the provisions of this Act apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of matters brought before the Public Service Labour Relations Board.

Meaning of public service

Application to public service

238. La Commission peut, par règlement :

- a) régir les modalités applicables à l’envoi de l’avis prévu au paragraphe 223(1) et le délai applicable à l’opposition prévue à l’alinéa 223(2)c);
- b) le mode et le délai d’établissement des conseils d’arbitrage.

PARTIE 3

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Définition

239. Pour l’application de la présente partie, « fonction publique » s’entend au sens du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Partie II du Code canadien du travail

240. La partie II du *Code canadien du travail* s’applique à la fonction publique et aux personnes qui y sont employées comme si la fonction publique était une entreprise fédérale visée par cette partie, sous réserve de ce qui suit :

- a) en ce qui concerne la terminologie :
 - (i) « arbitrage » renvoie à l’arbitrage des griefs sous le régime de la partie 2,
 - (ii) « Conseil » s’entend de la Commission des relations de travail dans la fonction publique,
 - (iii) « convention collective » s’entend au sens du paragraphe 2(1),
 - (iv) « employé » s’entend d’une personne employée dans la fonction publique,
 - (v) « syndicat » s’entend de l’organisation syndicale au sens du paragraphe 2(1);
- b) l’article 156 de cette loi ne s’applique pas à la Commission des relations de travail dans la fonction publique;
- c) les dispositions de la présente loi s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux affaires instruites par la Commission des relations de travail dans la fonction publique.

Règlements

Définition de « fonction publique »

Application à la fonction publique

PART 4

PARTIE 4

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Defects in Proceedings**Vice de procédure*

Defect in form or irregularity

241. (1) No proceeding under this Act is invalid by reason only of a defect in form or a technical irregularity.

241. (1) Les procédures prévues par la présente partie ne sont pas susceptibles d'invalidation pour vice de forme ou de procédure.

Vice de forme ou de procédure

Grievance process

(2) The failure to present a grievance at all required levels in accordance with the applicable grievance process is not a defect in form or a technical irregularity for the purposes of subsection (1).

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'omission de présenter le grief à tous les paliers requis conformément à la procédure applicable ne constitue pas un vice de forme ou de procédure.

Procédure de grief

*Restriction on Admissibility of Evidence**Limites à l'admissibilité en preuve*

Admissibility

242. Except in the case of a prosecution for perjury,

242. Sauf en cas de poursuite pour parjure :

Admissibilité en preuve

(a) testimony or proceedings before an arbitration board are not admissible in evidence in any court in Canada; and

a) les témoignages que le conseil d'arbitrage recueille et les comptes rendus de ses séances ne sont pas admissibles en preuve devant les tribunaux du Canada;

(b) reports of a public interest commission, and testimony or proceedings before a public interest commission, are not admissible in evidence in any court in Canada.

b) les rapports des commissions de l'intérêt public ne sont pas admissibles en preuve devant les tribunaux du Canada, non plus que les témoignages que ces commissions recueillent et les comptes rendus des séances qu'elles tiennent.

*Protection**Immunité*

Evidence respecting information obtained

243. Members of the Board, members of arbitration boards, members of public interest commissions, mediators, adjudicators, persons seized of referrals under subsection 182(1), persons employed by the Board and persons engaged under subsection 50(1) are not required to give evidence in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the discharge of functions under this Act.

243. Les commissaires, les membres d'une commission de l'intérêt public ou d'un conseil d'arbitrage, les arbitres de grief, les médiateurs, les personnes employées par la Commission, les personnes dont les services sont retenus au titre du paragraphe 50(1) et les personnes saisies d'un renvoi aux termes du paragraphe 182(1) ne sont tenus de déposer dans aucune action — ou autre procédure — au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'accomplissement de leurs fonctions aux termes de la présente loi.

Preuve concernant les renseignements obtenus

No disclosure of notes and drafts

244. The following may not be disclosed without the consent of the person who made them:

244. Les documents ci-après ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur :

Non-communication

(a) notes or draft orders or decisions of the Board or any of its members or of an adjudicator;

a) les notes ou les avant-projets d'ordonnance ou de décision de la Commission, de tout commissaire ou de tout arbitre de grief;

(b) notes or draft reports of a mediator, a public interest commission or a person authorized or designated by the Board to assist in resolving a complaint or issue in dispute before the Board; and

(c) notes or a draft arbitral award of an arbitration board.

Criminal or civil proceedings

245. No criminal or civil proceedings lie against a member of the Board, a member of an arbitration board, a member of a public interest commission, a mediator, an adjudicator, a person seized of a referral under subsection 182(1), a person employed by the Board or a person engaged under subsection 50(1) for anything done, reported or said in good faith in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any power, duty or function under this Act.

Oaths and Solemn Affirmations

Oath or solemn affirmation

246. Before commencing his or her functions, a person appointed under this Act must take an oath or make a solemn affirmation in the following form before a commissioner of oaths or other person having authority to administer oaths or solemn affirmations:

I,, do swear (*or solemnly affirm*) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the office of

Remuneration and Expenses

Remuneration and expenses

247. (1) Members of arbitration boards, mediators, adjudicators, persons appointed under subsection 53(2) and persons seized of referrals under subsection 182(1) are entitled to be paid the remuneration and expenses that may be fixed by the Governor in Council.

Remuneration and expenses

(2) Members of public interest commissions are entitled to be paid the remuneration and expenses that may be fixed by the Minister.

b) les notes ou les avant-projets de rapport de tout médiateur, de toute commission de l'intérêt public ou de toute personne autorisée ou désignée par la Commission pour aider à régler des plaintes ou des questions en litige devant la Commission;

c) les notes ou les avant-projets de décision arbitrale d'un conseil d'arbitrage.

Poursuites civiles ou pénales

245. Les commissaires, les membres d'une commission de l'intérêt public ou d'un conseil d'arbitrage, les arbitres de grief, les médiateurs, les personnes employées par la Commission, les personnes dont les services sont retenus au titre du paragraphe 50(1) et les personnes saisies d'un renvoi aux termes du paragraphe 182(1) bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions.

Serment ou affirmation solennelle

Serment ou affirmation solennelle

246. Avant leur entrée en fonctions, les personnes nommées au titre de la présente loi prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée à recevoir les serments ou affirmations solennelles :

Moi,, je jure (*ou j'affirme solennellement*) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement, les fonctions de

Rémunération et indemnités

Rémunération et indemnités

247. (1) Les membres d'un conseil d'arbitrage, les médiateurs, les arbitres de grief, les personnes nommées en vertu du paragraphe 53(2) et les personnes saisies d'un renvoi aux termes du paragraphe 182(1) ont droit à la rémunération et aux indemnités que peut fixer le gouverneur en conseil.

Rémunération et indemnités

(2) Les membres d'une commission de l'intérêt public ont droit à la rémunération et aux indemnités que peut fixer le ministre.

Party to pay

(3) If a public interest commission consists of three members, the remuneration and expenses to be paid to the member of the commission nominated, or deemed to be nominated, by a party is to be paid by that party.

(3) Si la commission de l'intérêt public se compose de trois membres, la rémunération et les indemnités à payer aux membres dont la nomination a été faite sur proposition d'une partie, ou réputée ainsi faite, le sont par cette partie.

Rémunération et indemnités à payer par la partie

Witness Fees

Payment of witness fees

248. A person who is summoned by the Board, an arbitration board, a public interest commission or an adjudicator to attend as a witness at any proceeding under this Act is entitled to receive fees and allowances for so attending equal to those to which the person would be entitled if summoned to attend before the Federal Court.

248. Quiconque est assigné devant la Commission, l'arbitre de grief, le conseil d'arbitrage ou la commission de l'intérêt public, dans le cadre de toute instance entamée sous le régime de la présente loi, a droit pour sa comparution aux frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale.

Paiement des indemnités des témoins

Provision of Facilities and Human Resources

Facilities and human resources

249. The Board must provide members of arbitration boards, members of public interest commissions, mediators, adjudicators and persons seized of referrals under subsection 182(1) with the facilities and human resources that it considers necessary to enable them to carry out their functions under this Act.

249. La Commission fournit aux commissions de l'intérêt public, aux conseils d'arbitrage, aux arbitres de griefs, aux médiateurs et aux personnes saisies d'un renvoi aux termes du paragraphe 182(1) les installations et les ressources humaines qui, selon elle, sont nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions en application de la présente loi.

Installations et ressources humaines

Application of Safety or Security Provisions

Application of safety or security provisions

250. (1) Nothing in this Act or any other Act is to be construed as requiring the employer to do or refrain from doing anything that is contrary to any instruction, direction or regulation given or made by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or of any state allied or associated with Canada.

Application des dispositions sur la sécurité

250. (1) Ni la présente loi ni aucune autre loi n'a pour effet d'imposer à l'employeur l'obligation de faire ou de s'abstenir de faire quoi que ce soit de contraire à quelque instruction, directive ou règlement établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.

Application des dispositions sur la sécurité

Order is conclusive proof

(2) For the purposes of subsection (1), an order made by the Governor in Council is conclusive proof of the matters stated in it in relation to the giving or making of any instruction, direction or regulation by or on behalf of the Government of Canada in the interest of the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), tout décret du gouverneur en conseil constitue une preuve concluante de ce qui y est énoncé au sujet des instructions, directives ou règlements établis par le gouvernement du Canada, ou au nom de celui-ci, dans l'intérêt de la sécurité du pays ou de tout État allié ou associé au Canada.

Force probante absolue du décret

Annual Report

Obligation to prepare

251. (1) As soon as possible after the end of each fiscal year, the Board must prepare and submit to the Minister a report on the administration of this Act during the year.

Tabling in Parliament

(2) The Minister must cause the report to be tabled in each House of Parliament within the first 15 days on which that House is sitting after he or she receives it.

Five-year Review

Review

252. Five years after the day on which this section comes into force, the minister designated by the Governor in Council for the purposes of this section must cause a review of this Act and its administration and operation to be conducted, and cause a report on the review to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the review is completed.

PART 2**AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT**

R.S., c. F-11

3. Section 3 of the *Financial Administration Act* is amended by adding the following after subsection (6):

Addition to Schedule IV or V

(7) The Governor in Council may, by order, add to Schedule IV or V the name of any portion of the federal public administration

(a) to which Part I of the *Canada Labour Code* does not apply; and

(b) in respect of which a minister of the Crown, the Treasury Board or the Governor in Council is authorized to establish or approve terms and conditions of employment.

Transfers between Schedules IV and V

(8) The Governor in Council may, by order, delete the name of any portion of the federal public administration named in Schedule IV or V, in which case the Governor in Council must add the name of that portion to the other one of those two schedules, but the Governor in Council need not do so if that portion

(a) no longer has any employees; or

Rapport annuel

251. (1) Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque exercice, la Commission établit un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'exercice précédent et le transmet au ministre.

(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Établissement du rapport

Dépôt devant le Parlement

Examen quinquennal

252. Cinq ans après la date d'entrée en vigueur du présent article, le ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application du présent article veille à ce que la présente loi et son application fassent l'objet d'un examen et fait déposer un rapport de l'examen devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'examen.

Examen

PARTIE 2**MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

L.R., ch. F-11

3. L'article 3 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(7) Le gouverneur en conseil peut, par décret, inscrire aux annexes IV ou V le nom de tout secteur de l'administration publique fédérale pour lequel :

a) la partie I du *Code canadien du travail* ne s'applique pas;

b) les conditions d'emploi peuvent être déterminées ou approuvées par un ministre fédéral, le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil.

Inscriptions aux annexes IV et V

(8) Le gouverneur en conseil peut, par décret, radier de l'une des annexes IV ou V le nom de tout secteur de l'administration publique fédérale; il l'inscrit alors à l'autre de ces annexes. Cette obligation ne vaut toutefois plus lorsque le secteur en cause :

a) soit ne compte plus de fonctionnaires;

Transferts entre les annexes IV et V

	<p>(b) is a corporation that has been excluded from the operation of Part I of the <i>Canada Labour Code</i>.</p>	<p>b) soit est une personne morale qui a été exemptée de l'application de la partie I du <i>Code canadien du travail</i>.</p>	
Application of <i>Canada Labour Code</i>	<p>(9) The exclusion of a corporation from the operation of Part I of the <i>Canada Labour Code</i> ceases to have effect if the corporation's name is deleted from Schedule IV or V without a corresponding addition to the other one of those two schedules.</p> <p>4. The Act is amended by adding the following before section 5:</p> <p style="text-align: center;">Establishment</p> <p>5. Section 6 of the Act is replaced by the following:</p> <p style="text-align: center;">Public Officers</p> <p>6. (1) The President of the Treasury Board holds office during pleasure and presides over meetings of the Treasury Board.</p> <p>(2) The Governor in Council may appoint an officer called the Secretary of the Treasury Board to hold office during pleasure, which officer ranks as and has the powers of a deputy head of a department.</p> <p>(3) The Governor in Council may appoint an officer called the Comptroller General of Canada to hold office during pleasure, which officer ranks as and has the powers of a deputy head of a department.</p> <p>(4) The Treasury Board may delegate to the President of the Treasury Board, to the Secretary of the Treasury Board, to the Comptroller General of Canada or to the deputy head or chief executive officer of any portion of the federal public administration any of the powers or functions it is authorized to exercise under any Act of Parliament or by any order made by the Governor in Council. It may make the delegation subject to any terms and conditions that it considers appropriate.</p> <p>(5) Subsection (4) does not apply in respect of the Treasury Board's power to delegate under that subsection or to its power to make regulations.</p>	<p>(9) La radiation d'une annexe, sans inscription correspondante à l'autre annexe, d'une personne morale exemptée de l'application de la partie I du <i>Code canadien du travail</i> entraîne la nullité de l'exemption dont bénéficiait cette personne morale.</p> <p>4. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 5, de ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;">Constitution</p> <p>5. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;">Fonctionnaires publics</p> <p>6. (1) Le président occupe sa charge à titre amovible et préside les réunions du Conseil du Trésor.</p> <p>(2) Le secrétaire du Conseil du Trésor, nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil, a rang et pouvoirs d'administrateur général de ministère.</p> <p>(3) Le contrôleur général du Canada, nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil, a rang et pouvoirs d'administrateur général de ministère.</p> <p>(4) Le Conseil du Trésor peut, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, déléguer au président, au secrétaire, au contrôleur général ou à l'administrateur général ou au premier dirigeant d'un secteur de l'administration publique fédérale telles de ses attributions qu'il est autorisé à exercer sous le régime de toute loi fédérale ou de tout décret du gouverneur en conseil.</p> <p>(5) Sont soustraits à l'application du paragraphe (4) le pouvoir de déléguer du Conseil du Trésor aux termes de ce paragraphe et son pouvoir de prendre des règlements.</p>	<p>Radiation sans inscription correspondante</p> <p>1991, ch. 24, art. 50, ann. II, art. 2(F)</p> <p>Attributions du président</p> <p>Secrétaire du Conseil du Trésor</p> <p>Contrôleur général du Canada</p> <p>Délégation</p> <p>Exception</p>

Sub-delegation

(6) Any person to whom powers or functions are delegated under subsection (4) may, subject to and in accordance with the delegation, sub-delegate any of those powers or functions to any person under their jurisdiction.

(6) Les délégués visés au paragraphe (4) peuvent, sous réserve des conditions et modalités de la délégation, subdéléguer à leurs subordonnés les attributions qu'ils ont reçues.

Subdélégation

Officers and employees

(7) The other officers and employees that are necessary for the proper conduct of the business of the Treasury Board are to be appointed in the manner authorized by the *Public Service Employment Act*.

(7) Le personnel nécessaire au bon fonctionnement du Conseil du Trésor est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Personnel

Responsibilities and Powers

Attributions

6. Paragraph 7(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) human resources management in the federal public administration, including the determination of the terms and conditions of employment of persons employed in it;

6. L'alinéa 7(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) la gestion des ressources humaines de l'administration publique fédérale, notamment la détermination des conditions d'emploi;

1996, c. 18,
s. 3

7. Subsection 7.1(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

7.1 (1) The Treasury Board may establish or enter into a contract to acquire group insurance or benefit programs for the federal public administration or any of its portions, may set any terms and conditions in respect of those programs, including those relating to premiums, contributions, benefits, management and control and expenditures to be made from those premiums and contributions and may audit and pay premiums and make contributions in respect of those programs.

7. Le paragraphe 7.1(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

7.1 (1) The Treasury Board may establish or enter into a contract to acquire group insurance or benefit programs for the federal public administration or any of its portions, may set any terms and conditions in respect of those programs, including those relating to premiums, contributions, benefits, management and control and expenditures to be made from those premiums and contributions and may audit and pay premiums and make contributions in respect of those programs.

1996, ch. 18,
art. 3

Group insurance and benefit programs

Group insurance and benefit programs

R.S., c. 9
(1st Suppl.),
s. 22(1); 1992,
c. 54, ss. 81(1)
and (3); 1995,
c. 44, s. 51;
1996, c. 18,
ss. 5 and 6;
1999, c. 31,
s. 101(F)

8. Sections 11 and 12 of the Act are replaced by the following:

8. Les articles 11 et 12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 9
(1^{er} suppl.),
par. 22(1);
1992, ch. 54,
par. 81(1) et
(3); 1995, ch. 44,
art. 51; 1996,
ch. 18, art. 5
et 6; 1999, ch. 31,
art. 101(F)

Human Resources Management

Gestion des ressources humaines

Definitions

Définitions

11. (1) The following definitions apply in this section and sections 11.1 to 13.

11. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 11.1 à 13.

“core public administration”
« *administration publique centrale* »

“core public administration” means the departments named in Schedule I and the other portions of the federal public administration named in Schedule IV.

« administrateur général » S'entend :

« administrateur général »
“*deputy head*”

“deputy head”
« *administrateur général* »

“deputy head” means

a) à l'égard de tout ministère figurant à l'annexe I, du sous-ministre;

(a) in relation to a department named in Schedule I, its deputy minister;

b) à l'égard de tout secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV, de son premier dirigeant ou, à défaut, du titulaire du poste désigné en vertu du paragraphe (2) à l'égard de ce secteur;

(b) in relation to any portion of the federal public administration named in Schedule IV, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, the person who occupies the position designated under subsection (2) in respect of that portion;

c) à l'égard de tout organisme distinct, de son premier dirigeant ou, à défaut, du titulaire du poste désigné en vertu du paragraphe (2) à l'égard de cet organisme;

(c) in relation to a separate agency, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, the person who occupies the position designated under subsection (2) in respect of that separate agency; and

d) à l'égard de tout secteur de l'administration publique fédérale désigné pour l'application de l'alinéa *d)* de la définition de « fonction publique », de son premier dirigeant ou, à défaut, du titulaire du poste désigné en vertu du paragraphe (2) à l'égard de ce secteur.

(d) in relation to any portion of the federal public administration designated for the purposes of paragraph *(d)* of the definition “public service”, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, the person who occupies the position designated under subsection (2) in respect of that portion.

« administration publique centrale » Les ministères figurant à l'annexe I et les autres secteurs de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV.

« administration publique centrale »
“*core public administration*”

« fonction publique » L'ensemble des postes qui sont compris dans les entités ci-après ou qui en relèvent :

« fonction publique »
“*public service*”

“public service”
« *fonction publique* »

“public service” means the several positions in or under

a) les ministères figurant à l'annexe I;

(a) the departments named in Schedule I;

b) les autres secteurs de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV;

(b) the other portions of the federal public administration named in Schedule IV;

c) les organismes distincts figurant à l'annexe V;

(c) the separate agencies named in Schedule V; and

d) les autres secteurs de l'administration publique fédérale que peut désigner le gouverneur en conseil pour l'application du présent alinéa.

(d) any other portion of the federal public administration that may be designated by the Governor in Council for the purpose of this paragraph.

« organisme distinct » Secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe V.

« organisme distinct »
“*separate agency*”

“separate agency”
« organisme distinct »

“separate agency” means a portion of the federal public administration named in Schedule V.

Designation of certain deputy heads

(2) The Governor in Council may designate any position to be the position of deputy head in respect of

(a) any portion of the federal public administration named in Schedule IV or V for which there is no chief executive officer; and

(b) each portion of the federal public administration designated for the purpose of paragraph (d) of the definition “public service” in subsection (1) for which there is no chief executive officer.

(2) Le gouverneur en conseil peut désigner tout poste comme poste d’administrateur général :

a) pour chacun des secteurs de l’administration publique fédérale figurant aux annexes IV ou V sans premier dirigeant;

b) pour chacun des secteurs de l’administration publique fédérale sans premier dirigeant désigné pour l’application de l’alinéa d) de la définition de « fonction publique » au paragraphe (1).

Désignation de certains administrateurs généraux

Powers of the Treasury Board

11.1 (1) In the exercise of its human resources management responsibilities under paragraph 7(1)(e), the Treasury Board may

(a) determine the human resources requirements of the public service and provide for the allocation and effective utilization of human resources in the public service;

(b) provide for the classification of positions and persons employed in the public service;

(c) determine and regulate the pay to which persons employed in the public service are entitled for services rendered, the hours of work and leave of those persons and any related matters;

(d) determine and regulate the payments that may be made to persons employed in the public service by way of reimbursement for travel or other expenses and by way of allowances in respect of expenses and conditions arising out of their employment;

(e) subject to the *Employment Equity Act*, establish policies and programs with respect to the implementation of employment equity in the public service;

(f) establish policies or issue directives respecting the exercise of the powers granted by this Act to deputy heads in the core public administration and the reporting by those deputy heads in respect of the exercise of those powers;

11.1 (1) Le Conseil du Trésor peut, dans l’exercice des attributions en matière de gestion des ressources humaines que lui confère l’alinéa 7(1)e) :

a) déterminer les effectifs nécessaires à la fonction publique et assurer leur répartition et leur bonne utilisation;

b) pourvoir à la classification des postes et des personnes employées dans la fonction publique;

c) déterminer et régler les traitements auxquels ont droit les personnes employées dans la fonction publique, leurs horaires et leurs congés, ainsi que les questions connexes;

d) déterminer et régler les indemnités susceptibles d’être versées aux personnes employées dans la fonction publique soit pour des frais de déplacement ou autres, soit pour des dépenses ou en raison de circonstances liées à leur emploi;

e) sous réserve de la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*, fixer des orientations et établir des programmes destinés à la mise en oeuvre de l’équité en matière d’emploi dans la fonction publique;

f) élaborer des lignes directrices ou des directives sur l’exercice des pouvoirs conférés par la présente loi aux administrateurs généraux de l’administration publique centrale, ainsi que les rapports que ceux-ci

Pouvoirs du Conseil du Trésor

(g) establish policies or issue directives respecting

(i) the manner in which deputy heads in the core public administration may deal with grievances under the *Public Service Labour Relations Act* to which they are a party, and the manner in which they may deal with them if the grievances are referred to adjudication under subsection 209(1) of that Act, and

(ii) the reporting by those deputy heads in respect of those grievances;

(h) establish policies or issue directives respecting the disclosure by persons employed in the public service of information concerning wrongdoing in the public service and the protection from reprisal of persons who disclose such information in accordance with those policies or directives;

(i) establish policies or issue directives respecting the prevention of harassment in the workplace and the resolution of disputes relating to such harassment; and

(j) provide for any other matters, including terms and conditions of employment not otherwise specifically provided for in this section, that it considers necessary for effective human resources management in the public service.

doivent préparer sur l'exercice de ces pouvoirs;

g) élaborer des lignes directrices ou des directives :

(i) d'une part, sur la façon dont les administrateurs généraux de l'administration publique centrale peuvent s'occuper des griefs présentés sous le régime de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* auxquels ils sont parties et plus particulièrement de ceux de ces griefs qui sont renvoyés à l'arbitrage en vertu du paragraphe 209(1) de cette loi,

(ii) d'autre part, sur les rapports que ces administrateurs doivent préparer sur ces griefs;

h) élaborer des lignes directrices ou des directives concernant la communication par les personnes employées dans la fonction publique de renseignements sur les actes fautifs commis au sein de celle-ci et la protection de ces personnes contre les représailles lorsqu'elles communiquent ces renseignements conformément à ces lignes directrices ou directives;

i) élaborer des lignes directrices ou des directives concernant la prévention du harcèlement en milieu de travail et le règlement des différends auquel il donne lieu;

j) régir toute autre question, notamment les conditions de travail non prévues de façon expresse par le présent article, dans la mesure où il l'estime nécessaire à la bonne gestion des ressources humaines de la fonction publique.

Limitation

(2) The powers of the Treasury Board in relation to any of the matters specified in subsection (1)

(a) do not extend to any matter that is expressly determined, fixed, provided for, regulated or established by any Act otherwise than by the conferring of powers in relation to those matters on any authority or person specified in that Act; and

(b) do not include or extend to

(2) Le Conseil du Trésor ne peut :

a) exercer ses pouvoirs à l'égard des questions visées au paragraphe (1) si celles-ci sont expressément régies par une autre loi et non par simple attribution de pouvoirs à une autorité ou à une personne déterminée;

b) exercer des pouvoirs expressément conférés à la Commission de la fonction

Limite aux pouvoirs du Conseil du Trésor

(i) any power specifically conferred on the Public Service Commission under the *Public Service Employment Act*, or

(ii) any process of human resources selection required to be used under the *Public Service Employment Act* or authorized to be used by the Public Service Commission under that Act.

Delegation by Governor in Council

11.2 (1) The Governor in Council may delegate to the minister of the Crown responsible for a separate agency, or to its deputy head, any of the powers or functions of the Governor in Council or the Treasury Board in relation to human resources management in that separate agency, subject to any terms and conditions that the Governor in Council directs.

Sub-delegation

(2) Any person to whom powers or functions are delegated under subsection (1) may, subject to and in accordance with the delegation, sub-delegate any of those powers or functions to any person under their jurisdiction.

Powers of deputy heads in core public administration

12. (1) Subject to paragraphs 11.1(1)(f) and (g), every deputy head in the core public administration may, with respect to the position for which he or she is deputy head,

(a) determine the learning, training and development requirements of persons employed in the public service and fix the terms on which the learning, training and development may be carried out;

(b) provide for the awards that may be made to persons employed in the public service for outstanding performance of their duties, for other meritorious achievement in relation to their duties or for inventions or practical suggestions for improvements;

(c) establish standards of discipline and set penalties, including termination of employment, suspension, demotion to a position at a lower maximum rate of pay and financial penalties;

(d) provide for the termination of employment, or the demotion to a position at a lower maximum rate of pay, of persons employed in the public service whose performance, in the opinion of the deputy head, is unsatisfactory;

publique sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, ou mettre en oeuvre des méthodes de sélection du personnel dont l'application relève, sous le régime de cette loi, de la Commission.

11.2 (1) Le gouverneur en conseil peut, sous réserve des conditions et modalités qu'il fixe, déléguer telles de ses attributions ou des attributions du Conseil du Trésor, en matière de gestion des ressources humaines d'un organisme distinct, au ministre compétent ou à l'administrateur général.

Délégation par le gouverneur en conseil

(2) Les délégués visés au paragraphe (1) peuvent, sous réserve des conditions et modalités de la délégation, subdéléguer à leurs subordonnés les attributions qu'ils ont reçues.

Subdélégation

12. (1) Sous réserve des alinéas 11.1(1)f) et g), chaque administrateur général peut, à l'égard du secteur de l'administration publique centrale dont il est responsable :

Pouvoirs des administrateurs généraux de l'administration publique centrale

a) déterminer les besoins en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement des personnes employées dans la fonction publique et fixer les conditions de mise en oeuvre de cet apprentissage, de cette formation et de ce perfectionnement;

b) prévoir les primes susceptibles d'être accordées aux personnes employées dans la fonction publique pour résultats exceptionnels ou toutes autres réalisations méritoires dans le cadre de leurs fonctions, pour des inventions ou pour des idées pratiques d'amélioration;

c) établir des normes de discipline et prescrire des mesures disciplinaires, y compris le licenciement, la suspension, la rétrogradation à un poste situé dans une échelle de traitement comportant un plafond inférieur et les sanctions pécuniaires;

(e) provide for the termination of employment, or the demotion to a position at a lower maximum rate of pay, of persons employed in the public service for reasons other than breaches of discipline or misconduct; and

(f) provide for the termination of employment of persons to whom an offer of employment is made as the result of the transfer of any work, undertaking or business from the core public administration to any body or corporation that is not part of the core public administration.

(2) Subject to any terms and conditions that the Governor in Council may direct, every deputy head of a separate agency, and every deputy head designated under paragraph 11(2)(b), may, with respect to the portion of the federal public administration for which he or she is deputy head,

(a) determine the learning, training and development requirements of persons employed in the public service and fixing the terms on which the learning, training and development may be carried out;

(b) provide for the awards that may be made to persons employed in the public service for outstanding performance of their duties, for other meritorious achievement in relation to their duties or for inventions or practical suggestions for improvements;

(c) establish standards of discipline and set penalties, including termination of employment, suspension, demotion to a position at a lower maximum rate of pay and financial penalties; and

(d) provide for the termination of employment, or the demotion to a position at a lower maximum rate of pay, of persons employed in the public service for reasons other than breaches of discipline or misconduct.

d) prévoir le licenciement ou la rétrogradation à un poste situé dans une échelle de traitement comportant un plafond inférieur de toute personne employée dans la fonction publique dans les cas où il est d'avis que son rendement est insuffisant;

e) prévoir, pour des raisons autres qu'un manquement à la discipline ou une inconduite, le licenciement ou la rétrogradation à un poste situé dans une échelle de traitement comportant un plafond inférieur d'une personne employée dans la fonction publique;

f) régir toutes les questions relatives au licenciement des personnes à qui une offre d'emploi est faite en raison du transfert d'une activité ou entreprise de l'administration publique centrale à toute entité qui n'en fait pas partie.

(2) Sous réserve des conditions que fixe le gouverneur en conseil, chaque administrateur général d'un organisme distinct et chaque administrateur général désigné par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa 11(2)b) peut, à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale dont il est responsable :

a) déterminer les besoins en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement des personnes employées dans la fonction publique et fixer les conditions de mise en oeuvre de cet apprentissage, de cette formation et de ce perfectionnement;

b) prévoir les primes susceptibles d'être accordées aux personnes employées dans la fonction publique pour résultats exceptionnels ou toutes autres réalisations méritoires dans le cadre de leurs fonctions, pour des inventions ou pour des idées pratiques d'amélioration;

c) établir des normes de discipline et prescrire des mesures disciplinaires, y compris le licenciement, la suspension, la rétrogradation à un poste situé dans une échelle de traitement comportant un plafond inférieur et les sanctions pécuniaires;

d) prévoir, pour des raisons autres qu'un manquement à la discipline ou qu'une inconduite, le licenciement ou la rétrogra-

Powers of
other deputy
heads

Pouvoirs
d'autres
administrateurs
généraux

		<p>dition à un poste situé dans une échelle de traitement comportant un plafond inférieur de toute personne employée dans la fonction publique.</p>	
For cause	<p>(3) Disciplinary action against, or the termination of employment or the demotion of, any person under paragraph (1)(c), (d) or (e) or (2)(c) or (d) may only be for cause.</p>	<p>(3) Les mesures disciplinaires, le licenciement ou la rétrogradation découlant de l'application des alinéas (1)c), d) ou e) ou (2)c) ou d) doivent être motivés.</p>	Motifs nécessaires
Limitation	<p>12.1 Section 11.1 and subsection 12(2) apply subject to the provisions of any Act of Parliament, or any regulation, order or other instrument made under the authority of an Act of Parliament, respecting the powers or functions of a separate agency.</p>	<p>12.1 L'article 11.1 et le paragraphe 12(2) s'appliquent sous réserve de toute loi fédérale et de tout texte d'application de celle-ci concernant les attributions d'un organisme distinct.</p>	Restriction
Delegation by deputy head	<p>12.2 (1) A deputy head may delegate to any person any of the deputy head's powers or functions in relation to human resources management, subject to any terms and conditions that he or she directs.</p>	<p>12.2 (1) L'administrateur général peut, sous réserve des conditions et modalités qu'il fixe, déléguer à toute personne telles de ses attributions en matière de gestion des ressources humaines.</p>	Délégation par l'administrateur général
Sub-delegation	<p>(2) Any person to whom powers or functions are delegated under subsection (1) may, subject to and in accordance with the delegation, sub-delegate any of those powers or functions to any other person.</p>	<p>(2) Les délégués visés au paragraphe (1) peuvent, sous réserve des conditions et modalités de la délégation, subdéléguer à toute autre personne les attributions qu'ils ont reçues.</p>	Subdélégation
National Joint Council agreements	<p>12.3 (1) Despite any other Act of Parliament, if the employment of an employee is terminated under paragraph 12(1)(f), agreements of the National Joint Council, other than agreements of the National Joint Council that are related to work force adjustment, cease to apply to the employee immediately before the termination of employment, unless the termination of employment was the result of the transfer of any work, undertaking or business from the core public administration to any body or corporation that is</p> <p>(a) a separate agency; or</p> <p>(b) another portion of the federal public administration designated by the Governor in Council for the purpose of paragraph (d) of the definition "public service" in subsection 11(1).</p>	<p>12.3 (1) Malgré toute autre loi fédérale, lorsque des fonctionnaires d'un secteur de l'administration publique centrale sont licenciés au titre de l'alinéa 12(1)f) en raison du transfert d'une activité ou entreprise de ce secteur à une autre entité, les accords conclus par le Conseil national mixte, à l'exception des accords portant sur le réaménagement des effectifs, cessent de s'appliquer à ces fonctionnaires immédiatement avant leur licenciement sauf si, selon le cas, l'entité :</p> <p>a) est un organisme distinct;</p> <p>b) est un autre secteur de l'administration publique fédérale désigné par le gouverneur en conseil pour l'application de l'alinéa d) de la définition de « fonction publique » au paragraphe 11(1).</p>	Accords conclus par le Conseil national mixte
Accrued benefits	<p>(2) Her Majesty in right of Canada, as represented by the Treasury Board, continues to be responsible for any obligation of Her Majesty in respect of benefits arising out of agreements of the National Joint Council that</p>	<p>(2) Sa Majesté du chef du Canada représentée par le Conseil du Trésor continue d'être responsable des obligations qu'elle a contractées relativement aux avantages découlant des accords conclus par le Conseil national mixte</p>	Avantages

had accrued to employees of a body or corporation immediately before the date of the transfer referred to in subsection (1).

et dont pourraient bénéficier les fonctionnaires du fait de leur transfert visé au paragraphe (1).

Report

12.4 (1) As soon as possible after the end of each fiscal year, the President of the Treasury Board must prepare and cause to be laid before each House of Parliament a report concerning the administration of sections 11 to 12.3 in that year in respect of the core public administration and every portion of the federal public administration designated for the purpose of paragraph (d) of the definition “public service” in subsection 11(1).

12.4 (1) Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque exercice, le président du Conseil du Trésor établit un rapport sur l’application, au cours de l’exercice précédent, des articles 11 à 12.3 à l’égard de l’administration publique centrale et de chaque secteur de l’administration publique fédérale désigné pour l’application de l’alinéa d) de la définition de « fonction publique » au paragraphe 11(1) et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement.

Rapport

Consolidation of reports

(2) The President of the Treasury Board may, in respect of any fiscal year, prepare a single report concerning the matters referred to in subsection (1) and those referred to in subsections 21(1) and (2) of the *Employment Equity Act* if he or she considers it appropriate to do so.

(2) Le président du Conseil du Trésor peut, s’il l’estime indiqué, préparer pour tout exercice un seul rapport à l’égard des matières visées au paragraphe (1) et de celles visées aux paragraphes 21(1) et (2) de la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*.

Fusion de rapports

9. (1) Subsection 13(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

9. (1) Le paragraphe 13(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Right or power of Governor in Council not affected

13. (1) Subject to subsection (2), nothing in this Act or any other Act of Parliament is to be construed as limiting or affecting the right or power of the Governor in Council to suspend or dismiss, on the basis of a security assessment, any person employed in the public service.

13. (1) Subject to subsection (2), nothing in this Act or any other Act of Parliament is to be construed as limiting or affecting the right or power of the Governor in Council to suspend or dismiss, on the basis of a security assessment, any person employed in the public service.

Right or power of Governor in Council not affected

(2) Subsection 13(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 13(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Restriction

(2) If a person has made a complaint with respect to a security assessment to the Security Intelligence Review Committee established by subsection 34(1) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*, that person may not be dismissed by the Governor in Council until after the completion of the investigation in relation to that complaint.

(2) Une personne ne peut être destituée par le gouverneur en conseil si elle a porté plainte contre une évaluation de sécurité devant le comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité constitué par le paragraphe 34(1) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* et si l’enquête sur la plainte n’est pas terminée.

Restriction

10. Schedule I to the Act is amended by replacing the section reference after the heading “SCHEDULE I” with the following:

10. Le renvoi qui suit le titre « ANNEXE I », à l’annexe I de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(Sections 2 and 11)

11. The Act is amended by adding, after Schedule III, the schedules set out in Schedule 1 to this Act.

PART 3

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

DIVISION 1

ENACTMENT OF ACT

12. The *Public Service Employment Act* is enacted as follows:

An Act respecting employment in the public service

Preamble

Recognizing that

the public service has contributed to the building of Canada, and will continue to do so in the future while delivering services of high-quality to the public;

Canada will continue to benefit from a public service that is based on merit and non-partisanship and in which these values are independently safeguarded;

Canada will also continue to gain from a public service that strives for excellence, that is representative of Canada's diversity and that is able to serve the public with integrity and in their official language of choice;

the public service, whose members are drawn from across the country, reflects a myriad of backgrounds, skills and professions that are a unique resource for Canada;

authority to make appointments to and within the public service has been vested in the Public Service Commission, which can delegate this authority to deputy heads;

those to whom this appointment authority is delegated must exercise it within a framework that ensures that they are accountable for its proper use to the Commission, which in turn is accountable to Parliament;

delegation of staffing authority should be to as low a level as possible within the public service, and should afford public service managers the flexibility necessary to staff, to manage

(articles 2 et 11)

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe III, des annexes figurant à l'annexe 1 de la présente loi.

PARTIE 3

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

SECTION 1

ÉDITION DE LA LOI

12. Est édictée la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dont le texte suit :

Loi concernant l'emploi dans la fonction publique

Préambule

Attendu :

que la fonction publique a contribué à bâtir le Canada et continuera de le faire dans l'avenir tout en rendant des services de haute qualité à sa population;

qu'il demeure avantageux pour le Canada de pouvoir compter sur une fonction publique non partisane et axée sur le mérite et que ces valeurs doivent être protégées de façon indépendante;

qu'il demeure aussi avantageux pour le Canada de pouvoir compter sur une fonction publique vouée à l'excellence, représentative de la diversité canadienne et capable de servir la population avec intégrité et dans la langue officielle de son choix;

que la fonction publique, dont les membres proviennent de toutes les régions du pays, réunit des personnes d'horizons, de compétences et de professions très variés et que cela constitue une ressource unique pour le Canada;

que le pouvoir de faire des nominations à la fonction publique et au sein de celle-ci est conféré à la Commission de la fonction publique et que ce pouvoir peut être délégué aux administrateurs généraux;

que ceux qui sont investis du pouvoir délégué de dotation doivent l'exercer dans un cadre exigeant qu'ils en rendent compte à la Commission, laquelle, à son tour, en rend compte au Parlement;

and to lead their personnel to achieve results for Canadians; and

the Government of Canada is committed to a public service that embodies linguistic duality and that is characterized by fair, transparent employment practices, respect for employees, effective dialogue, and recourse aimed at resolving appointment issues;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

que le pouvoir de dotation devrait être délégué à l'échelon le plus bas possible dans la fonction publique pour que les gestionnaires disposent de la marge de manoeuvre dont ils ont besoin pour effectuer la dotation, et pour gérer et diriger leur personnel de manière à obtenir des résultats pour les Canadiens;

que le gouvernement du Canada souscrit au principe d'une fonction publique qui incarne la dualité linguistique et qui se distingue par ses pratiques d'emploi équitables et transparentes, le respect de ses employés, sa volonté réelle de dialogue et ses mécanismes de recours destinés à résoudre les questions touchant les nominations,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Public Service Employment Act*.

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

INTERPRETATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this Act.

DÉFINITIONS

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“Commission”
« *Commission* »

“Commission” means the Public Service Commission continued by subsection 4(1).

« administrateur général » S'entend :

« administrateur
général »
“*deputy
head*”

“department”
« *ministère* »

“department” means

(a) an organization named in Schedule I to the *Financial Administration Act*;

(b) any other organization that is designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act; or

(c) any part of any organization that is designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act.

a) dans une administration figurant à l'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, du sous-ministre;

b) dans une administration ou partie d'administration désignée comme ministère en vertu de la présente loi, de la personne que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l'application de la présente loi;

c) dans toute administration figurant aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission, du premier dirigeant de cette administration ou, à défaut, de la personne que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l'application de la présente loi.

“deployment”
« *mutation* »

“deployment” means the transfer of a person from one position to another in accordance with Part 3.

“deputy
head”
« *administrateur
général* »

“deputy head” means

	(a) in relation to an organization named in Schedule I to the <i>Financial Administration Act</i> , its deputy minister;	« administration » Secteur de l'administration publique fédérale figurant aux annexes I, IV ou V de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	« administration » "organization"
	(b) in relation to any organization or part of an organization that is designated as a department under this Act, the person that the Governor in Council designates as the deputy head for the purposes of this Act; and	« Commission » La Commission de la fonction publique maintenue par le paragraphe 4(1).	« Commission » "Commission"
	(c) in relation to any organization named in Schedule IV or V to the <i>Financial Administration Act</i> to which the Commission has the exclusive authority to make appointments, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, the person designated by the Governor in Council as its deputy head for the purposes of this Act.	« employeur » a) Le Conseil du Trésor, dans le cas d'une administration figurant aux annexes I ou IV de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; b) l'organisme distinct en cause, dans le cas d'un organisme distinct dans lequel les nominations relèvent exclusivement de la Commission.	« employeur » "employer"
“employee” « fonctionnaire »	“employee” means a person employed in that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments.	« fonctionnaire » Personne employée dans la fonction publique et dont la nomination à celle-ci relève exclusivement de la Commission.	« fonctionnaire » "employee"
“employer” « employeur »	“employer” means (a) the Treasury Board, in relation to an organization named in Schedule I or IV to the <i>Financial Administration Act</i> ; or (b) in relation to a separate agency to which the Commission has exclusive authority to make appointments, that separate agency.	« fonction publique » L'ensemble des postes qui sont compris dans les entités ci-après ou qui en relèvent : a) les ministères figurant à l'annexe I de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; b) les administrations figurant à l'annexe IV de cette loi; c) les organismes distincts figurant à l'annexe V de la même loi.	« fonction publique » "public service"
“external appointment process” « processus de nomination externe »	“external appointment process” means a process for making one or more appointments in which persons may be considered whether or not they are employed in the public service.	« ministère » a) Administration figurant à l'annexe I de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; b) toute autre administration que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l'application de la présente loi; c) la partie d'une administration que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l'application de la présente loi.	« ministère » "department"
“internal appointment process” « processus de nomination interne »	“internal appointment process” means a process for making one or more appointments in which only persons employed in the public service may be considered.		
“minister” « ministre »	“minister”, except in section 131, means any minister referred to in section 4 of the <i>Salaries Act</i> and any minister of State referred to in the <i>Ministries and Ministers of State Act</i> .	« ministre » S'entend, sauf à l'article 131, de tout ministre figurant à l'article 4 de la <i>Loi sur les traitements</i> et de tout ministre d'État	« ministre » "minister"
“organization” « administration »	“organization” means any portion of the federal public administration named in Schedule I, IV or V to the <i>Financial Administration Act</i> .		

“public service”
« fonction publique »

“public service” means the several positions in or under

(a) the departments named in Schedule I to the *Financial Administration Act*;

(b) the organizations named in Schedule IV to that Act; and

(c) the separate agencies named in Schedule V to that Act.

“separate agency”
« organisme distinct »

“separate agency” means an organization named in Schedule V to the *Financial Administration Act*.

“Tribunal”
« Tribunal »

“Tribunal” means the Public Service Staffing Tribunal continued by subsection 88(1).

visé par la *Loi sur les départements et ministères d’État*.

« mutation » Transfert d’une personne d’un poste à un autre sous le régime de la partie 3.

« nomination externe » Nomination d’une personne ne faisant pas partie de la fonction publique.

« nomination interne » Nomination d’une personne faisant déjà partie de la fonction publique.

« organisme distinct » Administration figurant à l’annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

« processus de nomination externe » Processus de nomination dans lequel peuvent être prises en compte tant les personnes appartenant à la fonction publique que les autres.

« processus de nomination interne » Processus de nomination dans lequel seules peuvent être prises en compte les personnes employées dans la fonction publique.

« Tribunal » Le Tribunal de la dotation de la fonction publique maintenu par le paragraphe 88(1).

« mutation »
“deployment”

« nomination externe »
French version only

« nomination interne »
French version only

« organisme distinct »
“separate agency”

« processus de nomination externe »
“external appointment process”

« processus de nomination interne »
“internal appointment process”

« Tribunal »
“Tribunal”

References to deputy head

(2) In this Act, unless the context otherwise requires,

(a) a reference to a deputy head in relation to an employee shall be construed as a reference to the deputy head of the department or other organization, as the case may be, in which the employee is employed; and

(b) a reference to a deputy head in relation to an appointment shall be construed as a reference to the deputy head of the department or other organization, as the case may be, in which the appointment is made.

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans la présente loi, « administrateur général » désigne :

a) par rapport à un fonctionnaire, l’administrateur général du ministère ou de l’autre administration dont relève ce fonctionnaire;

b) par rapport à une nomination, l’administrateur général du ministère ou de l’autre administration dans laquelle la nomination se fait.

Mention d’un administrateur général

References to occupational groups

(3) A reference in this Act to an occupational group shall be construed as a reference to a group or subgroup of employees defined by the employer, and a reference to the executive group shall be construed as a reference to an occupational group or subgroup designated by the employer and consisting of management personnel.

(3) Dans la présente loi, « groupe professionnel » s’entend d’un groupe ou d’un sous-groupe de fonctionnaires défini par l’employeur et « groupe de la direction » s’entend d’un groupe ou d’un sous-groupe professionnel désigné par l’employeur et formé de personnel de gestion.

Mention de groupes

References to abuse of authority

(4) For greater certainty, a reference in this Act to abuse of authority shall be construed as including bad faith and personal favouritism.

(4) Il est entendu que, pour l'application de la présente loi, on entend notamment par «abus de pouvoir» la mauvaise foi et le favoritisme personnel.

Abus de pouvoir

Descriptive cross-references

3. If, in any provision of this Act, a reference to another provision of this Act is followed by words in parentheses that are descriptive of the subject-matter of the provision referred to, the words in parentheses form no part of the provision in which they occur and are deemed to have been inserted for convenience of reference only.

3. Les mots entre parenthèses qui, dans un but purement descriptif d'une matière donnée, suivent un renvoi à une disposition de la présente loi ne font pas partie de la disposition où ils apparaissent et sont réputés y avoir été insérés pour la seule commodité de la consultation.

Renvois descriptifs

PART 1

PUBLIC SERVICE COMMISSION,
DEPUTY HEADS AND EMPLOYER*Commission*

Commission continued

4. (1) The Public Service Commission is continued, consisting of a President and two or more other Commissioners.

4. (1) Est maintenue la Commission de la fonction publique, composée de trois commissaires ou plus, dont le président.

Maintien

Eligibility

(2) In order to be eligible to hold office as a Commissioner, a person must be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(2) Il faut, pour être commissaire, être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Conditions

Full-time or part-time

(3) The President shall serve on a full-time basis and the other Commissioners on a part-time basis.

(3) Le président occupe sa charge à temps plein et les autres commissaires, à temps partiel.

Temps plein et temps partiel

Other employment or activities

(4) Commissioners shall not accept or hold any office or employment, or carry on any activity, that is inconsistent with their functions, and the President shall devote the whole of his or her time to the performance of the President's functions.

(4) Les commissaires ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec leurs fonctions et le président se consacre exclusivement à l'exécution de ses fonctions.

Cumul de fonctions

Appointment of Commissioners

(5) The President and other Commissioners shall be appointed by the Governor in Council. The appointment of the President shall be made by commission under the Great Seal, after approval by resolution of the Senate and House of Commons.

(5) Le gouverneur en conseil nomme les commissaires; dans le cas du président, il procède à la nomination par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

Nomination des commissaires

Tenure and term of office

(6) A Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

(6) Les commissaires occupent leur charge à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du mandat et révocation

Re-appointment	(7) A Commissioner, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.	(7) Le mandat des commissaires est renouvelable pour des périodes maximales de sept ans chacune.	Renouvellement du mandat
Oath or affirmation	(8) Before commencing his or her functions, a Commissioner shall take an oath or make a solemn affirmation in the following form before the Clerk of the Privy Council or the person designated by the Clerk: I,, do swear (<i>or solemnly affirm</i>) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the office of (Commissioner <i>or</i> President, <i>as the case may be</i>) of the Public Service Commission. (<i>Add, in the case where an oath is taken, "So help me God" (or name of deity).</i>)	(8) Avant leur entrée en fonctions, les commissaires prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après devant le greffier du Conseil privé ou la personne qu'il désigne : Moi,, je jure (<i>ou j'affirme solennellement</i>) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement, les fonctions de (commissaire <i>ou</i> président, <i>selon le cas</i>) de la Commission de la fonction publique. (<i>Dans le cas du serment, ajouter : Ainsi Dieu (ou le nom d'une divinité) me soit en aide.</i>)	Serment ou affirmation solennelle
Salaries	5. (1) The Commissioners shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	5. (1) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Expenses	(2) The Commissioners are entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary place of residence or, in the case of the President, while absent from his or her ordinary place of work.	(2) Les commissaires ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, dans le cas du président, soit de résidence, dans le cas des autres commissaires.	Frais de déplacement
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	(3) The President is deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> .	(3) Le président est réputé être employé dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Application of other Acts	(4) The Commissioners are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(4) Les commissaires sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Application d'autres lois
President	6. (1) The President is the chief executive officer of the Commission.	6. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission.	Président
Residence	(2) The President shall reside in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or within the distance of it specified by the Governor in Council.	(2) Le président réside dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.	Résidence
Acting President	(3) If the President is absent or unable to act or if the office of President is vacant, the minister designated under section 23 may authorize a Commissioner or other qualified person to act as President for a period not exceeding sixty days, and the Governor in	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application de l'article 23 peut autoriser un commissaire ou une autre personne qualifiée à assumer la présidence pour une	Absence ou empêchement

Council may authorize a Commissioner or other qualified person to act as President for any longer period.

période maximale de soixante jours; pour une période plus longue, l'autorisation est donnée par le gouverneur en conseil.

Quorum

7. (1) A majority of the Commissioners constitutes a quorum of the Commission.

7. (1) Le quorum est constitué par la majorité des commissaires.

Quorum

Vacancy

(2) A vacancy in the membership of the Commission does not impair the right of the remaining Commissioners to act.

(2) Une vacance parmi les commissaires n'empêche pas le fonctionnement de la Commission.

Vacance

Head office

8. The head office of the Commission shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

8. Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège

Human resources

9. The Commission may appoint the persons necessary for the proper conduct of its work in the manner authorized by this Act.

9. La Commission peut nommer conformément à la présente loi le personnel nécessaire à l'exécution de ses travaux.

Ressources humaines

Experts and advisers

10. (1) The Commission may retain on a temporary basis the services of experts or other persons having technical or special knowledge to assist it in an advisory capacity and, subject to the approval of the Treasury Board, fix their remuneration.

10. (1) La Commission peut retenir temporairement les services d'experts ou d'autres spécialistes chargés de l'assister à titre consultatif, et, sous réserve de l'agrément du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

Assistance technique

Application of *Public Service Superannuation Act*

(2) Persons whose services are retained under subsection (1) are not employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

(2) Ces experts ou autres spécialistes ne sont pas employés dans la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

Application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*

Mandate and Functions of Commission

Mission et attributions de la Commission

Mandate

11. The mandate of the Commission is

11. La Commission a pour mission :

Mission

(a) to appoint, or provide for the appointment of, persons to or from within the public service in accordance with this Act;

a) de nommer ou faire nommer à la fonction publique, conformément à la présente loi, des personnes appartenant ou non à celle-ci;

(b) to conduct investigations and audits in accordance with this Act; and

b) d'effectuer des enquêtes et des vérifications conformément à la présente loi;

(c) to administer the provisions of this Act relating to political activities of employees and deputy heads.

c) d'appliquer les dispositions de la présente loi concernant les activités politiques des fonctionnaires et des administrateurs généraux.

Functions assigned by Governor in Council

12. The Commission shall perform any functions in relation to the public service that are assigned to it by the Governor in Council.

12. La Commission s'acquitte des fonctions touchant à la fonction publique que lui confie le gouverneur en conseil.

Fonctions confiées par le gouverneur en conseil

Delegation to Commissioners and employees

13. Any power or function of the Commission under this Act, other than under section 20 or 22, may be exercised or performed by any Commissioner or employee of the Commission authorized by the Commission to do so and, if so exercised or performed, is deemed to have been exercised or performed by the Commission.

13. Les attributions conférées par la présente loi à la Commission, à l'exception de celles prévues aux articles 20 et 22, sont réputées exercées par elle lorsqu'elles sont exercées par un commissaire ou un de ses fonctionnaires autorisé par elle à les exercer.

Délégation aux commissaires et fonctionnaires

Consultation by
Commission

14. The Commission shall, on request or if it considers consultation necessary or desirable, consult with the employer or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act* with respect to policies respecting the manner of making and revoking appointments or with respect to the principles governing lay-offs or priorities for appointment.

14. Sur demande ou lorsqu'elle le juge utile, la Commission consulte l'employeur ou toute organisation syndicale accréditée comme agent négociateur au titre de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* sur les lignes directrices relatives à la façon de faire et de révoquer les nominations et sur les principes régissant les priorités de nomination ou les mises en disponibilité.

Consultation
par la
Commission

Delegation by Commission to Deputy Heads

Délégation de pouvoirs aux administrateurs généraux

Exercise of
powers and
functions by
deputy heads

15. (1) The Commission may authorize a deputy head to exercise or perform, in relation to his or her organization, in the manner and subject to any terms and conditions that the Commission directs, any of the powers and functions of the Commission under this Act, other than its powers under sections 17, 20 and 22, its power to investigate appointments under sections 66 to 69 and its powers under Part 7.

15. (1) La Commission peut, selon les modalités et aux conditions qu'elle fixe, autoriser l'administrateur général à exercer à l'égard de l'administration dont il est responsable toutes attributions que lui confère la présente loi, sauf en ce qui concerne les attributions prévues aux articles 17, 20 et 22, les pouvoirs d'enquête prévus aux articles 66 à 69 et les attributions prévues à la partie 7.

Délégation
à un
administrateur
général

Revision or
rescission

(2) Subject to subsection (3), the Commission may revise or rescind an authorization granted under this section.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission peut réviser ou annuler toute délégation de pouvoirs donnée par elle en vertu du présent article.

Annulation
ou révision

Revocation of
appointments

(3) Where the Commission authorizes a deputy head to make appointments pursuant to an internal appointment process, the authorization must include the power to revoke those appointments and to take corrective action whenever the deputy head, after investigation, is satisfied that an error, an omission or improper conduct affected the selection of a person for appointment.

(3) Dans les cas où la Commission autorise un administrateur général à exercer le pouvoir de faire des nominations dans le cadre d'un processus de nomination interne, l'autorisation doit comprendre le pouvoir de révoquer ces nominations — et de prendre des mesures correctives à leur égard — dans les cas où, après avoir mené une enquête, il est convaincu qu'une erreur, une omission ou une conduite irrégulière a influé sur le choix de la personne nommée.

Révocation

Exception

(4) In authorizing a deputy head under subsection (3), the Commission is not required to include the authority to revoke appointments or to take corrective action in circumstances referred to in sections 68 and 69.

(4) Le paragraphe (3) n'oblige pas la Commission à inclure dans l'autorisation le pouvoir de révoquer ou de prendre des mesures correctives dans les cas prévus aux articles 68 et 69.

Exception

Commission
jurisdiction

(5) The Commission may not revoke an appointment referred to in subsection (3) or take corrective action in relation to such an appointment except in circumstances referred to in sections 68 and 69.

(5) La Commission ne peut exercer le pouvoir de révocation ni celui de prendre des mesures correctives à l'égard d'une nomination visée au paragraphe (3), sauf dans les cas prévus aux articles 68 et 69.

Compétence
de la
Commission

Re-appointment
on revocation

(6) Where the appointment of a person is revoked by a deputy head acting pursuant to subsection (3), the Commission may appoint that person to another position if the Commission is satisfied that the person meets the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a).

(6) En cas de révocation, dans le cadre du paragraphe (3), d'une nomination faite par l'administrateur général, la Commission peut nommer la personne visée à un poste pour lequel, selon elle, la personne nommée possède les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a).

Nomination à
un autre
posteCompliance
with
appointment
policies

16. In exercising or performing any of the Commission's powers and functions pursuant to section 15, a deputy head is subject to any policies established by the Commission under subsection 29(3).

16. L'administrateur général est tenu, lorsqu'il exerce les attributions de la Commission visées à l'article 15, de se conformer aux lignes directrices visées au paragraphe 29(3).

Lignes
directrices

Commission Audits

Audits by
Commission

17. The Commission may conduct audits on any matter within its jurisdiction and on the exercise, by deputy heads, of their authority under subsection 30(2) and may make recommendations to deputy heads.

Vérifications de la Commission

17. La Commission peut effectuer des vérifications sur toute question relevant de sa compétence ainsi que sur la façon dont les administrateurs généraux exercent leur autorité en vertu du paragraphe 30(2) et faire des recommandations aux administrateurs généraux.

Vérifications

Powers of
Commission

18. In conducting an audit, the Commission has all the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

18. Pour les besoins de la vérification, la Commission dispose des pouvoirs d'un commissaire nommé au titre de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Pouvoirs
de la
CommissionPersons
acting for
Commission

19. (1) The Commission may direct that any audit under section 17 be conducted, in whole or in part, by a Commissioner or any other person.

19. (1) La Commission peut désigner, pour effectuer tout ou partie d'une vérification visée à l'article 17, un commissaire ou toute autre personne.

Représentants
de la
CommissionPowers of
Commissioner

(2) In relation to a matter before a Commissioner under subsection (1), the Commissioner has the powers referred to in section 18.

(2) Le commissaire désigné au titre du paragraphe (1) dispose, relativement à la question dont il est saisi, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 18.

Pouvoirs du
commissairePowers of
other persons

(3) In relation to a matter before a person other than a Commissioner under subsection (1), the person has the powers referred to in section 18 subject to any limitations specified by the Commission.

(3) La personne désignée au titre du paragraphe (1) qui n'est pas commissaire dispose, relativement à la question dont elle est saisie, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 18, dans les limites que celle-ci fixe.

Pouvoirs
d'une
personne
autre qu'un
commissaire

Exclusions from this Act

Exclusion of
positions and
persons

20. (1) Where the Commission decides that it is neither practicable nor in the best interests of the public service to apply this Act or any of its provisions to any position or person or class of positions or persons, the Commission may, with the approval of the Governor in Council, exclude that position, person or class from the application of this Act or those provisions.

Exemptions

20. (1) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, la Commission peut exempter un poste, une personne ou une catégorie de postes ou de personnes de l'application de la présente loi ou de certaines de ses dispositions, si elle estime pareille application difficilement réalisable et contraire aux intérêts de la fonction publique.

Exemptions

Consultation
with employer

(2) The Commission shall consult the employer in respect of an exclusion from any provision of this Act whose application is not within the Commission's jurisdiction.

(2) La Commission consulte l'employeur sur l'exemption dans les cas où l'application des dispositions de la présente loi faisant l'objet de l'exemption ne relève pas de sa compétence.

Consultation
de
l'employeur

Re-application of
provisions to
persons or
positions

(3) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, re-apply any of the provisions of this Act to any position or person, or class of positions or persons, excluded pursuant to subsection (1).

(3) La Commission peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, annuler tout ou partie d'une exemption accordée au titre du paragraphe (1).

Annulation

Regulations of
Governor in
Council

21. The Governor in Council may, on the recommendation of the Commission, make regulations prescribing how any position or person, or class of positions or persons, excluded under section 20 from the application of this Act or any of its provisions is to be dealt with.

21. Sur recommandation de la Commission, le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir le sort des postes ou des personnes ou des catégories de postes ou de personnes qui tombent sous le coup d'une exemption accordée au titre de l'article 20.

Règlements du
gouverneur
en conseil

Regulations of Commission

General
regulatory
power

22. (1) The Commission may make any regulations that it considers necessary to give effect to the provisions of this Act relating to matters under its jurisdiction.

Règlements de la Commission

22. (1) La Commission peut, par règlement, prendre toute mesure nécessaire, selon elle, à l'application des dispositions de la présente loi portant sur les questions qui relèvent d'elle.

Pouvoir
réglementaire
général

Regulations

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Commission may make regulations

(2) La Commission peut par règlement, sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1) :

Règlements

(a) establishing for any person or class of persons a right to be appointed — in priority to all persons other than those referred to in section 40 and subsections 41(1) to (4) — during the period specified by the Commission, to any position for which the Commission is satisfied that they meet the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a);

a) prévoir pour toute personne ou catégorie de personnes le droit à une priorité de nomination absolue — après les priorités prévues à l'article 40 et aux paragraphes 41(1) à (4) — à un poste pour lequel, selon elle, la ou les personnes possèdent les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a), et la durée de ce droit;

(b) determining the order of priority of the rights to appointment established by any regulations made under paragraph (a);

b) déterminer l'ordre des droits à une priorité de nomination prévus en vertu de l'alinéa a);

(c) respecting appointments on an acting basis and the maximum period for which any such appointments or any class of such appointments may be made, and excluding any such appointments or class from the operation of any or all of the provisions of this Act;

c) régir les nominations intérimaires, prévoir la durée maximale de ces nominations ou d'une catégorie de celles-ci ou les soustraire à l'application de tout ou partie de la présente loi;

(d) for the purpose of facilitating the implementation of employment equity pro-

d) afin de faciliter la mise en oeuvre de programmes d'équité en matière d'emploi établis par l'employeur ou les administrateurs généraux, régir la nomination interne ou externe de personnes provenant de

grams developed by an employer or a deputy head, respecting the appointment to or from within the public service of persons belonging to a designated group within the meaning of section 3 of the *Employment Equity Act*, and excluding any such persons or any group of such persons from the operation of any or all of the provisions of this Act;

(e) respecting the appointment of persons within the executive group or to the executive group from within or outside the public service, and excluding any such persons or any class of such persons from the operation of any or all of the provisions of this Act;

(f) respecting the disclosure of information obtained in the course of an investigation under this Act;

(g) defining “incumbent-based process” for the purposes of subsection 34(1);

(h) prescribing the manner in which and the period within which allegations are to be made, and the manner in which investigations are to be conducted under Part 7; and

(i) respecting the manner of laying off employees and the manner of selecting employees to be laid off, for the purposes of section 64.

Reports — Commission

Preparation of report

23. (1) The Commission shall, as soon as possible after the end of each fiscal year, prepare and transmit to the minister designated by the Governor in Council for the purposes of this section a report for that fiscal year in respect of matters under its jurisdiction.

Tabling in Parliament

(2) The minister to whom the report is transmitted shall cause the report to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the minister receives it.

Special reports

(3) The Commission may, at any time, make a special report to Parliament referring to and commenting on any matter within the scope of the powers and functions of the Commission where, in the opinion of the Commission, the matter is of such urgency or

groupes désignés au sens de l’article 3 de la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*, ou soustraire ces personnes ou des groupes de telles personnes à l’application de tout ou partie de la présente loi;

e) régir la nomination interne ou externe de personnes au groupe de la direction ou la nomination au sein de ce groupe, et soustraire ces personnes, individuellement ou par catégorie, à l’application de tout ou partie de la présente loi;

f) régir la communication de renseignements obtenus au cours d’enquêtes menées dans le cadre de la présente loi;

g) définir « processus de nomination fondé sur les qualités du titulaire » pour l’application du paragraphe 34(1);

h) fixer les modalités et les délais relatifs aux allégations, et les modalités relatives à la conduite des enquêtes, visées par la partie 7;

i) prévoir, pour l’application de l’article 64, les modalités relatives aux mises en disponibilité et la façon de choisir les fonctionnaires qui seront mis en disponibilité.

Rapports de la Commission

Établissement du rapport

23. (1) Dans les meilleurs délais suivant la fin de l’exercice, la Commission établit et transmet au ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l’application du présent article un rapport — pour l’exercice — sur les questions qui relèvent d’elle.

Dépôt devant le Parlement

(2) Ce ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapports spéciaux

(3) La Commission peut, à toute époque de l’année, présenter au Parlement un rapport spécial sur toute question relevant de ses attributions et dont l’urgence ou l’importance sont telles, selon elle, qu’il serait contre-indiqué d’en différer le compte rendu jusqu’à l’époque du rapport annuel suivant.

importance that a report on it should not be deferred until the time provided for transmission of the next annual report of the Commission.

Deputy Heads

Delegation by deputy head

24. (1) Subject to subsection (2), a deputy head may authorize any person to exercise or perform any of the powers and functions conferred on the deputy head by this Act.

Sub-delegation by deputy head

(2) Where the Commission has authorized a deputy head under subsection 15(1) to exercise or perform any of the Commission's powers and functions, the deputy head may — subject to the Commission's approval and any terms and conditions specified under that subsection — authorize another person to exercise or perform any of those powers or functions, other than the power to revoke appointments.

Acting deputy head

25. In the absence of the deputy head of a department or other organization, the powers and functions of the deputy head may be exercised by the person designated by the deputy head to act in his or her absence or, if no person has been so designated or there is no deputy head,

(a) the person designated by the person who, under the *Financial Administration Act*, is the appropriate Minister with respect to that department or other organization; or

(b) any other person designated by the Governor in Council.

Regulations and Policies of Employer

Regulations of Treasury Board

26. (1) The Treasury Board may, in respect of organizations named in Schedule I or IV to the *Financial Administration Act*, make regulations

(a) respecting deployments;

(b) defining the word “promotion” for the purposes of subsection 51(5);

(c) establishing periods of probation for the purposes of subsection 61(1) and notice periods for the purposes of subsection 62(1); and

Administrateurs généraux

24. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'administrateur général peut autoriser toute personne à exercer les attributions que lui confère la présente loi.

(2) L'administrateur général que la Commission a autorisé, en vertu du paragraphe 15(1), à exercer des attributions peut à son tour autoriser toute autre personne à les exercer — à l'exception du pouvoir de révocation — avec l'agrément de la Commission et conformément à l'autorisation accordée par celle-ci.

25. En l'absence de l'administrateur général, ses attributions sont exercées par la personne qu'il désigne; à défaut, ou s'il n'y a pas d'administrateur général, elles sont exercées par la personne désignée soit par le ministre responsable, selon la *Loi sur la gestion des finances publiques*, du ministère ou de l'autre administration, soit par le gouverneur en conseil.

Règlements et lignes directrices de l'employeur

26. (1) Le Conseil du Trésor peut, par règlement, pour les administrations figurant aux annexes I ou IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* :

a) régir les mutations;

b) définir « promotion » pour l'application du paragraphe 51(5);

c) fixer la période de stage visée au paragraphe 61(1) et le délai de préavis visé au paragraphe 62(1);

d) en ce qui concerne tout ou partie d'un groupe professionnel, prévoir que les dispo-

Délégation par l'administrateur général

Subdélégation par l'administrateur général

Administrateur général par intérim

Règlements du Conseil du Trésor

(d) in respect of any occupational group or part of one, extending or changing to levels the provisions of this Act that apply to positions.

Policies of separate agencies

(2) A separate agency to which the Commission has exclusive authority to make appointments may make policies for the purposes referred to in subsection (1) in respect of the separate agency.

Consultation by employer

27. An employer shall, on request or if it considers consultation necessary or desirable,

(a) consult with the Commission, or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act*, with respect to regulations made under paragraph 26(1)(b) or (d) or corresponding policies made under subsection 26(2), as the case may be; and

(b) consult with any employee organization so certified with respect to regulations made under paragraph 26(1)(a) or (c) or corresponding policies made under subsection 26(2), as the case may be, or with respect to any standards established under subsection 31(1).

Annual Report — Treasury Board

President of Treasury Board

28. As soon as possible after the end of each fiscal year, the President of the Treasury Board shall prepare a report on the exercise of the Treasury Board's responsibilities under this Act for that fiscal year, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament.

PART 2

APPOINTMENTS

Authority to Appoint

Commission's exclusive authority

29. (1) Except as provided in this Act, the Commission has the exclusive authority to make appointments, to or from within the public service, of persons for whose appointment there is no authority in or under any other Act of Parliament.

sitions de la présente loi applicables aux postes s'appliqueront, par adjonction ou substitution, aux niveaux.

(2) Un organisme distinct dans lequel les nominations relèvent exclusivement de la Commission peut établir ses propres lignes directrices dans les domaines visés au paragraphe (1).

Lignes directrices des organismes distincts

27. Sur demande ou lorsqu'il le juge utile, l'employeur consulte :

Consultation par l'employeur

a) la Commission ou toute organisation syndicale accréditée comme agent négociateur au titre de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* au sujet des règlements pris en vertu des alinéas 26(1)(b) ou d) ou des lignes directrices correspondantes établies aux termes du paragraphe 26(2);

b) toute organisation syndicale ainsi accréditée au sujet des règlements pris en vertu des alinéas 26(1)(a) ou c), des lignes directrices correspondantes établies aux termes du paragraphe 26(2) ou des normes de qualification établies en vertu du paragraphe 31(1).

Rapport annuel du Conseil du Trésor

Président du Conseil du Trésor

28. Dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice, le président du Conseil du Trésor établit et fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport — pour l'exercice — sur la façon dont le Conseil du Trésor s'est acquitté des responsabilités que lui confère la présente loi.

PARTIE 2

NOMINATIONS

Pouvoir de nomination

Droit exclusif de nomination

29. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, la Commission a compétence exclusive pour nommer à la fonction publique des personnes, y appartenant ou non, dont la nomination n'est régie par aucune autre loi fédérale.

Request of deputy head

(2) The Commission's authority under subsection (1) may only be exercised at the request of the deputy head of the organization to which the appointment is to be made.

(2) La compétence visée au paragraphe (1) ne peut être exercée qu'à la demande de l'administrateur général de l'administration dans laquelle doit se faire la nomination.

Demande

Commission policies

(3) The Commission may establish policies respecting the manner of making and revoking appointments and taking corrective action.

(3) La Commission peut établir des lignes directrices sur la façon de faire et de révoquer les nominations et de prendre des mesures correctives.

Lignes directrices

Basis of Appointment

Appointment on basis of merit

30. (1) Appointments by the Commission to or from within the public service shall be made on the basis of merit and must be free from political influence.

30. (1) Les nominations — internes ou externes — à la fonction publique faites par la Commission sont fondées sur le mérite et sont indépendantes de toute influence politique.

Principes

Meaning of merit

(2) An appointment is made on the basis of merit when

(2) Une nomination est fondée sur le mérite lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Définition du mérite

(a) the Commission is satisfied that the person to be appointed meets the essential qualifications for the work to be performed, as established by the deputy head, including official language proficiency; and

a) selon la Commission, la personne à nommer possède les qualifications essentielles — notamment la compétence dans les langues officielles — établies par l'administrateur général pour le travail à accomplir;

(b) the Commission has regard to

b) la Commission prend en compte :

(i) any additional qualifications that the deputy head may consider to be an asset for the work to be performed, or for the organization, currently or in the future,

(i) toute qualification supplémentaire que l'administrateur général considère comme un atout pour le travail à accomplir ou pour l'administration, pour le présent ou l'avenir,

(ii) any current or future operational requirements of the organization that may be identified by the deputy head, and

(ii) toute exigence opérationnelle actuelle ou future de l'administration précisée par l'administrateur général,

(iii) any current or future needs of the organization that may be identified by the deputy head.

(iii) tout besoin actuel ou futur de l'administration précisé par l'administrateur général.

Needs of public service

(3) The current and future needs of the organization referred to in subparagraph (2)(b)(iii) may include current and future needs of the public service, as identified by the employer, that the deputy head determines to be relevant to the organization.

(3) Les besoins actuels et futurs de l'administration visés au sous-alinéa (2)b)(iii) peuvent comprendre les besoins actuels et futurs de la fonction publique précisés par l'employeur et que l'administrateur général considère comme pertinents pour l'administration.

Besoins

Interpretation

(4) The Commission is not required to consider more than one person in order for an appointment to be made on the basis of merit.

(4) La Commission n'est pas tenue de prendre en compte plus d'une personne pour faire une nomination fondée sur le mérite.

Précision

Qualification standards

31. (1) The employer may establish qualification standards, in relation to education, knowledge, experience, occupational certification, language or other qualifications, that

31. (1) L'employeur peut fixer des normes de qualification, notamment en matière d'instruction, de connaissances, d'expérience, d'attestation professionnelle ou de langue,

Normes de qualification

the employer considers necessary or desirable having regard to the nature of the work to be performed and the present and future needs of the public service.

nécessaires ou souhaitables à son avis du fait de la nature du travail à accomplir et des besoins actuels et futurs de la fonction publique.

Qualifications

(2) The qualifications referred to in paragraph 30(2)(a) and subparagraph 30(2)(b)(i) must meet or exceed any applicable qualification standards established by the employer under subsection (1).

(2) Les qualifications mentionnées à l'alinéa 30(2)a) et au sous-alinéa 30(2)b)(i) doivent respecter ou dépasser les normes de qualification applicables établies par l'employeur en vertu du paragraphe (1).

Qualifications

Professional development programs

32. In respect of appointments made within the framework of any professional development or apprenticeship program that is offered across departments and other organizations, the qualifications, requirements and needs referred to in subsection 30(2) are established or identified by the Treasury Board with respect to organizations for which the Treasury Board is the employer.

32. Dans le cas des nominations à faire dans le cadre des programmes de perfectionnement professionnel et d'apprentissage qui sont offerts à l'ensemble des ministères et autres administrations, les qualifications, exigences et besoins visés au paragraphe 30(2) sont, pour les administrations dont le Conseil du Trésor est l'employeur, établis ou précisés par celui-ci.

Programmes de perfectionnement professionnel

Appointment processes

33. In making an appointment, the Commission may use an advertised or non-advertised appointment process.

33. La Commission peut, en vue d'une nomination, avoir recours à un processus de nomination annoncé ou à un processus de nomination non annoncé.

Processus de nomination

Area of selection

34. (1) For purposes of eligibility in any appointment process, other than an incumbent-based process, the Commission may determine an area of selection by establishing geographic, organizational or occupational criteria or by establishing, as a criterion, belonging to any of the designated groups within the meaning of section 3 of the *Employment Equity Act*.

34. (1) En vue de l'admissibilité à tout processus de nomination sauf un processus de nomination fondé sur les qualités du titulaire, la Commission peut définir une zone de sélection en fixant des critères géographiques, organisationnels ou professionnels, ou en fixant comme critère l'appartenance à un groupe désigné au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Zone de sélection

Designated groups

(2) The Commission may establish different geographic, organizational or occupational criteria for designated groups within the meaning of section 3 of the *Employment Equity Act* than for other persons.

(2) La Commission peut établir, pour les groupes désignés au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, des critères géographiques, organisationnels ou professionnels différents de ceux qui sont applicables aux autres.

Groupes désignés

Mobility — separate agencies

35. (1) Unless otherwise provided in any other Act, a person employed in a separate agency to which the Commission does not have the exclusive authority to make appointments

35. (1) Sauf disposition contraire de toute autre loi, les employés d'un organisme distinct dans lequel les nominations ne relèvent pas exclusivement de la Commission :

Mobilité — organismes distincts

(a) may participate in an advertised appointment process for which the organizational criterion established under section 34 entitles all employees to be considered, as long as the person meets the other criteria, if any, established under that section; and

a) peuvent participer à un processus de nomination annoncé pour lequel le critère organisationnel fixé en vertu de l'article 34 vise tous les fonctionnaires, pourvu qu'ils satisfassent aux autres critères fixés, le cas échéant, en vertu de l'article 34;

Mobility — designated organizations	<p>(b) has the right to make a complaint under section 77.</p> <p>(2) A person not otherwise employed in the public service who is employed in any portion of the federal public administration designated under subsection (4)</p> <p>(a) may participate in an advertised appointment process for which the organizational criterion established under section 34 entitles all persons employed in the public service to be considered, as long as the person meets the other criteria, if any, established under that section; and</p> <p>(b) has the right to make a complaint under section 77.</p>	<p>b) ont le droit de présenter une plainte en vertu de l'article 77.</p> <p>(2) Les personnes qui, bien que n'appartenant pas à la fonction publique, sont employées dans un secteur de l'administration publique fédérale désigné en vertu du paragraphe (4) :</p> <p>a) peuvent participer à un processus de nomination annoncé pour lequel le critère organisationnel fixé en vertu de l'article 34 vise toutes les personnes appartenant à la fonction publique, pourvu qu'elles satisfassent aux autres critères fixés, le cas échéant, en vertu de l'article 34;</p> <p>b) ont le droit de présenter une plainte en vertu de l'article 77.</p>	Mobilité — organismes désignés par le gouverneur en conseil
Mobility — employees of Tribunal	<p>(3) A person employed by the Tribunal under subsection 95(1) may participate in an advertised appointment process for which the organizational criterion established under section 34 entitles all employees to be considered, as long as the person meets the other criteria, if any, established under that section.</p>	<p>(3) Les personnes employées par le Tribunal au titre du paragraphe 95(1) peuvent participer à un processus de nomination annoncé pour lequel le critère organisationnel fixé en vertu de l'article 34 vise tous les fonctionnaires, pourvu qu'elles satisfassent aux autres critères fixés, le cas échéant, en vertu de l'article 34.</p>	Mobilité — employés du Tribunal
Designation	<p>(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Commission, designate any portion of the federal public administration for the purposes of subsection (2).</p>	<p>(4) Pour l'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation de la Commission, désigner tout secteur de l'administration publique fédérale.</p>	Désignation de secteurs
Revocation	<p>(5) The Governor in Council may, on the recommendation of the Commission, revoke any designation under subsection (4).</p>	<p>(5) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation de la Commission, annuler toute mesure prise en vertu du paragraphe (4).</p>	Annulation
Assessment methods	<p>36. In making an appointment, the Commission may use any assessment method, such as a review of past performance and accomplishments, interviews and examinations, that it considers appropriate to determine whether a person meets the qualifications referred to in paragraph 30(2)(a) and subparagraph 30(2)(b)(i).</p>	<p>36. La Commission peut avoir recours à toute méthode d'évaluation — notamment prise en compte des réalisations et du rendement antérieur, examens ou entrevues — qu'elle estime indiquée pour décider si une personne possède les qualifications visées à l'alinéa 30(2)a) et au sous-alinéa 30(2)b)(i).</p>	Méthode d'évaluation
Language of examination	<p>37. (1) An examination or interview, when conducted for the purpose of assessing qualifications referred to in paragraph 30(2)(a) and subparagraph 30(2)(b)(i), other than language proficiency, shall be conducted in English or French or both at the option of the candidate.</p>	<p>37. (1) Les examens ou entrevues, lorsqu'ils ont pour objet d'évaluer les qualifications visées à l'alinéa 30(2)a) et au sous-alinéa 30(2)b)(i), à l'exception de la langue, se tiennent en français ou en anglais, ou dans les deux langues, au choix du candidat.</p>	Langue de l'examen

Testing for
language
skills

(2) An examination or interview, when conducted for the purpose of assessing the qualifications of the candidate in the knowledge and use of English or French or both, or of a third language, shall be conducted in that language or those languages.

(2) Si les examens ou entrevues ont pour objet d'apprécier dans quelle mesure le candidat connaît et utilise soit le français soit l'anglais, ces deux langues ou une troisième langue, ils se tiennent dans la ou les langues en question.

Langue de
l'examen

Exceptions to
merit

38. Paragraph 30(2)(b) does not apply in relation to any appointment made under subsection 15(6) (re-appointment on revocation by deputy head), section 40 (priorities — surplus employees), any of subsections 41(1) to (4) (other priorities) or section 73 (re-appointment on revocation by Commission) or 86 (re-appointment following Tribunal order), or under any regulations made pursuant to paragraph 22(2)(a).

38. L'alinéa 30(2)b) ne s'applique pas dans le cas où la nomination est faite en vertu du paragraphe 15(6) (nomination à un autre poste en cas de révocation par l'administrateur général), de l'article 40 (priorités — fonctionnaires excédentaires), des paragraphes 41(1) à (4) (autres priorités) ou des articles 73 (nomination à un autre poste en cas de révocation par la Commission) ou 86 (nomination à un autre poste suivant l'ordonnance du Tribunal), ou des règlements pris en vertu de l'alinéa 22(2)a).

Exceptions
au mérite

Preferences, Priorities and Entitlements

Préférences, priorités et autres droits

Preference to
veterans and
Canadian
citizens

39. (1) In an advertised external appointment process, subject to any priorities established under paragraph 22(2)(a) and by sections 40 and 41, any of the following who, in the Commission's opinion, meet the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a) shall be appointed ahead of other candidates, in the following order:

39. (1) Dans le cadre d'un processus de nomination externe annoncé, les personnes ci-après sont, sous réserve des priorités établies en vertu de l'alinéa 22(2)a) ou des articles 40 et 41, nommées avant les autres candidats, dans l'ordre suivant, pourvu que, selon la Commission, elles possèdent les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a) :

Préférence
aux anciens
combattants
et aux
citoyens
canadiens

(a) a person who is in receipt of a pension by reason of war service, within the meaning of the schedule;

a) les pensionnés de guerre, au sens de l'annexe;

(b) a veteran or a survivor of a veteran, within the meaning of the schedule; and

b) les anciens combattants, au sens de l'annexe, ou les survivants des anciens combattants, au sens de l'annexe;

(c) a Canadian citizen, within the meaning of the *Citizenship Act*, in any case where a person who is not a Canadian citizen is also a candidate.

c) les citoyens canadiens au sens de la *Loi sur la citoyenneté*, dans les cas où une personne qui n'est pas citoyen canadien est aussi candidat.

Application of
merit

(2) Where the Commission is satisfied that two or more candidates described in any of paragraphs (1)(a) to (c) meet the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a), paragraph 30(2)(b) applies in the selection of a person from among the candidates described in that paragraph.

(2) Si plusieurs candidats visés à l'un des alinéas (1)a) à c) possèdent, selon la Commission, les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a), l'alinéa 30(2)b) s'applique à la sélection.

Application
du principe
du mérite

Priority —
surplus
employees

40. Notwithstanding section 41, after a deputy head informs an employee that the employee will be laid off pursuant to subsection 64(1) and before the lay-off becomes effective, the Commission may appoint the employee in priority to all other persons to another position under the deputy head's jurisdiction if the Commission is satisfied that the employee meets the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a) and that it is in the best interests of the public service to make the appointment.

40. Malgré l'article 41, la Commission, dans les cas où l'administrateur général a indiqué à un fonctionnaire qu'il serait mis en disponibilité au titre du paragraphe 64(1), peut, avant la prise d'effet de la mise en disponibilité et si elle juge que cette mesure sert les intérêts de la fonction publique, nommer le fonctionnaire en priorité absolue à un autre poste relevant de l'administrateur général et pour lequel, selon la Commission, il possède les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a).

Priorités —
fonctionnaires
excédentaires

Priority —
persons on
leave

41. (1) When an employee on leave of absence is replaced, pursuant to the appointment or deployment of another person for an indeterminate period to the employee's position, priority for appointment shall be given over all other persons to

41. (1) Dans le cas où un fonctionnaire est en congé et est remplacé par voie de nomination ou de mutation d'une autre personne à son poste pour une période indéterminée, ont droit à une priorité de nomination absolue :

Priorité —
fonctionnaire
en congé

(a) the employee on leave of absence, for the duration of the leave of absence and a further period of one year; or

a) le fonctionnaire qui est en congé, pendant son congé et l'année qui suit;

(b) if the employee on leave of absence returns to his or her position, the person who replaced that employee, for a period of one year after that employee returns to the position.

b) si le fonctionnaire en congé reprend le poste, le remplaçant, pendant l'année qui suit le retour du fonctionnaire en congé.

Priority —
minister's
staff

(2) Priority for appointment over all other persons shall be given to a person employed in the office of a minister, or in the office of a person holding the recognized position of Leader of the Opposition in the Senate or Leader of the Opposition in the House of Commons, for a period of one year after the person ceases to be so employed, if

(2) Ont droit à une priorité de nomination absolue pendant une période d'un an à partir de la date de leur cessation d'emploi dans le cabinet d'un ministre ou du titulaire des charges de leader de l'Opposition au Sénat ou de chef de l'Opposition à la Chambre des communes :

Priorité —
personnel du
ministre

(a) the person was an employee immediately before becoming employed in that office; or

a) la personne qui était fonctionnaire au moment de devenir employée dans ce cabinet;

(b) while employed in that office the person was found by the Commission, in an advertised external appointment process, to have met the essential qualifications for an appointment to the public service.

b) la personne qui a participé à un processus de nomination externe annoncé pendant son emploi dans ce cabinet et qui, selon la Commission, possédait les qualifications essentielles pour une nomination à la fonction publique.

Priority —
minister's
senior staff

(3) Priority for appointment, to a position at a level at least equivalent to that of executive assistant to a deputy head, shall be given over all other persons to a person who for at least three years has been employed as the executive assistant, special assistant or private

(3) La personne qui a été, pendant au moins trois ans, directeur de cabinet d'un ministre ou du titulaire des charges de leader de l'Opposition au Sénat ou de chef de l'Opposition à la Chambre des communes, adjoint spécial ou secrétaire particulier dans ce cabinet ou

Priorité —
personnel
supérieur du
ministre

secretary in an office referred to in subsection (2) or in any of those capacities successively, for a period of one year after they cease to be employed.

titulaire successivement de deux ou trois de ces postes a droit à une priorité de nomination absolue à un niveau au moins équivalent à celui d'adjoint exécutif d'un administrateur général pendant une période d'un an à partir de la date de sa cessation d'emploi.

Priority —
persons laid
off

(4) Priority for appointment over all other persons shall be given, during the period determined by the Commission, to a person who is laid off pursuant to subsection 64(1).

(4) La personne mise en disponibilité au titre du paragraphe 64(1) a droit à une priorité de nomination absolue pendant la période fixée par la Commission.

Priorités —
personnes
mises en
disponibilité

Essential
qualifications

(5) The priority of a person referred to in any of subsections (1) to (4) applies with respect to any position if the Commission is satisfied that that person meets the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a).

(5) Les personnes visées aux paragraphes (1) à (4) ont une priorité de nomination à tout poste pour lequel, selon la Commission, elles possèdent les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a).

Qualifications
essentielles

Order of
priorities

(6) The order of appointment among persons described in subsections (1) to (4) shall follow the order of those subsections, and persons described in each of those subsections shall be appointed in the order determined by the Commission.

(6) Les nominations des personnes visées aux paragraphes (1) à (4) se font selon l'ordre de ces paragraphes; l'ordre de nomination des personnes visées par chacun de ces paragraphes est déterminé par la Commission.

Ordre des
priorités

Failure to
appoint
person on
leave

42. A person who is entitled under subsection 41(1) to be appointed to a position and who is not so appointed in the applicable period provided for in that subsection ceases to be an employee at the end of that period.

42. La personne visée au paragraphe 41(1) qui n'est pas nommée à un poste dans le délai applicable aux termes de ce paragraphe perd sa qualité de fonctionnaire à l'expiration de ce délai.

Défaut de
nomination —
congé

Non-application
of priority
provisions

43. Notwithstanding sections 40 and 41 and any regulations made under paragraph 22(2)(a), if the Commission considers that the appointment of a person who has a right to be appointed in priority to other persons under any of those provisions will result in another person having a priority right, the Commission may decide not to apply that provision in that case.

43. Malgré les articles 40 et 41 et les règlements pris en vertu de l'alinéa 22(2)a), la Commission peut, lorsqu'elle est d'avis que la nomination d'une personne qui a droit à une priorité de nomination en vertu de l'une de ces dispositions aurait pour effet d'accorder à une autre personne le droit à une priorité de nomination, décider de ne pas appliquer cette disposition dans ce cas.

Exclusion de
la priorité

Participation
in advertised
process —
lay-offs

44. A person who is laid off under subsection 64(1) is entitled, during any period that the Commission determines for any case or class of cases, to participate in any advertised appointment process for which the person would have been eligible had the person not been laid off.

44. La personne mise en disponibilité au titre du paragraphe 64(1) a le droit, durant la période fixée selon les cas ou catégories de cas par la Commission, de participer à tout processus de nomination annoncé auquel elle aurait pu participer si elle n'avait pas été mise en disponibilité.

Droit de se
présenter à
un processus
annoncé —
mise en
disponibilité

Non-application
to term
employees

45. Section 40, subsection 41(4) and section 44 do not apply to a person whose employment was for a specified term at the time they were informed that they would be laid off.

45. L'article 40, le paragraphe 41(4) et l'article 44 ne s'appliquent pas aux personnes qui, au moment où elles ont été informées qu'elles seraient mises en disponibilité, occupaient leurs fonctions pour une durée déterminée.

Non-application
aux
fonctionnaires
à durée
déterminée

Deemed
lay-off

46. For the purposes of subsection 41(4) and section 44, a person who, while employed in the public service, does not accept an offer of employment made in the circumstances referred to in paragraph 12(1)(f) of the *Financial Administration Act* that is a reasonable job offer within the meaning of an agreement respecting work force adjustment or who accepts an offer of employment, made in such circumstances, that is not a reasonable job offer within the meaning of such an agreement, is deemed to be laid off.

46. Pour l'application du paragraphe 41(4) et de l'article 44, la personne employée dans la fonction publique qui, dans les circonstances prévues à l'alinéa 12(1)f) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, n'accepte pas une offre d'emploi qui constitue une offre d'emploi raisonnable au sens de toute entente sur le réaménagement des effectifs ou qui accepte une offre d'emploi qui ne constitue pas une offre d'emploi raisonnable au sens d'une telle entente est réputée avoir été mise en disponibilité.

Présomption
de mise en
disponibilité

Informal Discussion and Appointment

Informal
discussion
with
employee

47. Where a person is informed by the Commission, at any stage of an internal appointment process, that the person has been eliminated from consideration for appointment, the Commission may, at that person's request, informally discuss its decision with that person.

Discussions informelles et nomination

47. À toute étape du processus de nomination interne, la Commission peut, sur demande, discuter de façon informelle de sa décision avec les personnes qui sont informées que leur candidature n'a pas été retenue.

Discussions
informellesPersons being
considered for
appointment

48. (1) After the assessment of candidates is completed in an internal appointment process, the Commission shall, in any manner that it determines, inform the following persons of the name of the person being considered for each appointment:

48. (1) La Commission, une fois l'évaluation des candidats terminée dans le cadre d'un processus de nomination interne, informe, selon les modalités qu'elle fixe, les personnes suivantes du nom de la personne retenue pour chaque nomination :

Candidature
retenue

(a) in the case of an advertised internal appointment process, the persons in the area of selection determined under section 34 who participated in that process; and

(b) in the case of a non-advertised internal appointment process, the persons in the area of selection determined under section 34.

a) dans le cas d'un processus de nomination interne annoncé, les personnes qui sont dans la zone de sélection définie en vertu de l'article 34 et qui ont participé au processus;

b) dans le cas d'un processus de nomination interne non annoncé, les personnes qui sont dans la zone de sélection définie en vertu de l'article 34.

Waiting
period

(2) For the purposes of internal appointment processes, the Commission shall fix a period, beginning when the persons are informed under subsection (1), during which appointments or proposals for appointment may not be made.

(2) La Commission peut, pour les processus de nomination internes, fixer la période, commençant au moment où les personnes sont informées en vertu du paragraphe (1), au cours de laquelle elle ne peut ni faire ni proposer une nomination.

Période
d'attenteAppointment
or proposed
appointment

(3) Following the period referred to in subsection (2), the Commission may appoint a person or propose a person for appointment, whether or not that person is the one previously considered, and the Commission shall so inform the persons who were advised under subsection (1).

(3) À l'expiration de la période visée au paragraphe (2), la Commission peut proposer la nomination d'une personne ou la nommer, que ce soit ou non la personne dont la candidature avait été retenue et, le cas échéant, en informe les personnes informées aux termes du paragraphe (1).

Proposition
ou
nomination

Finality of appointments

49. The Commission's decision to appoint a person or to propose a person for appointment is final and is not subject to appeal or review except in accordance with this Act.

49. Toute décision de la Commission portant nomination ou proposition de nomination est définitive et ne peut faire l'objet d'un appel ou d'une révision que conformément à la présente loi.

Caractère définitif

Casual Employment

Appointment

50. (1) The Commission may appoint any person as a casual worker to that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments.

50. (1) La Commission peut nommer toute personne à titre d'employé occasionnel à la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement d'elle.

Nomination

Maximum period

(2) The period of employment of a casual worker may not exceed 90 working days in one calendar year in any particular department or other organization.

(2) L'employé occasionnel ne peut être nommé pour une période dépassant quatre-vingt-dix jours ouvrables par année civile dans un même ministère ou autre administration.

Restriction

Application of Act

(3) The provisions of this Act, other than this section, do not apply to casual workers.

(3) Les dispositions de la présente loi, à l'exception du présent article, ne s'appliquent pas aux employés occasionnels.

Non-application de la loi

Ineligibility

(4) A casual worker is not eligible to be considered for appointment in any internal appointment process.

(4) L'employé occasionnel ne peut être pris en compte dans un processus de nomination interne.

Inadmissibilité au processus de nomination

Term appointments

(5) This section does not affect the Commission's authority to appoint a person to or from within the public service, other than on a casual basis, for a specified term of ninety working days or less.

(5) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir de la Commission de faire des nominations internes ou externes, autrement qu'à titre occasionnel, pour une durée déterminée n'excédant pas quatre-vingt-dix jours ouvrables.

Nominations pour une durée déterminée

PART 3

DEPLOYMENTS

Authority of deputy heads to deploy

51. (1) Except as provided in this or any other Act, a deputy head may deploy employees to or within the deputy head's organization.

51. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi, l'administrateur général peut muter des fonctionnaires à l'administration relevant de sa compétence ou au sein de cette administration.

Droit d'effectuer des mutations

Deployment from separate agencies

(2) Except as provided in this or any other Act, a deputy head may deploy to the deputy head's organization persons who are employed in a separate agency to which the Commission does not have the exclusive authority to make appointments if the Commission has, after reviewing the staffing program of the separate agency at the agency's request, approved deployments from it.

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi, l'administrateur général peut muter à l'administration relevant de sa compétence des employés d'un organisme distinct dans lequel les nominations ne relèvent pas exclusivement de la Commission, si celle-ci, après avoir étudié, sur demande de l'organisme distinct, le régime de dotation de celui-ci, a approuvé les mutations en provenance de l'organisme.

Mutations en provenance d'organismes distincts

Deployment within or between groups

(3) A deployment may be made within an occupational group or, unless excluded by regulations under paragraph 26(1)(a), between occupational groups.

(3) La mutation peut s'effectuer à l'intérieur d'un groupe professionnel ou, sauf exclusion par les règlements pris en vertu de l'alinéa 26(1)a), entre groupes professionnels.

Mouvements de personnel

Treasury Board directives and regulations

(4) A deployment to or within an organization named in Schedule I or IV to the *Financial Administration Act* shall be made in the manner directed by the Treasury Board and in accordance with any regulations of the Treasury Board.

(4) Dans le cas d'une administration figurant aux annexes I ou IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la mutation se fait selon les modalités fixées par le Conseil du Trésor et conformément à ses règlements.

Modalités

Employment status preserved

(5) The deployment of a person may not
(a) constitute a promotion, within the meaning of regulations of the Treasury Board, in the case of an organization named in Schedule I or IV to the *Financial Administration Act*, or as determined by the separate agency, in the case of a separate agency to which the Commission has the exclusive authority to make appointments; or
(b) change a person's period of employment from a specified term to indeterminate.

(5) Aucune mutation ne peut :

a) constituer une promotion — au sens des règlements du Conseil du Trésor dans le cas d'une administration figurant aux annexes I ou IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou au sens donné au terme par l'organisme distinct en cause dans le cas d'un organisme distinct dans lequel les nominations relèvent exclusivement de la Commission;
b) changer la durée des fonctions d'une personne de déterminée à indéterminée.

Maintien de la situation du fonctionnaire

Consent to deployment

(6) No person may be deployed without his or her consent unless
(a) agreement to being deployed is a condition of employment of the person's current position; or
(b) the deputy head of the organization in which the person is employed finds, after investigation, that the person has harassed another person in the course of his or her employment and the deployment is made within the same organization.

(6) La mutation ne peut s'effectuer sans le consentement de la personne en cause, sauf dans les cas suivants :

a) le consentement à la mutation fait partie des conditions d'emploi de son poste actuel;
b) l'administrateur général dont elle relève conclut après enquête qu'elle a harcelé une autre personne dans l'exercice de ses fonctions et la mutation se fait au sein de la même administration.

Consentement du fonctionnaire

Previous position

52. On deployment, a person ceases to be the incumbent of the position to which he or she had previously been appointed or deployed.

52. Dès sa mutation, une personne cesse d'être titulaire du poste auquel elle avait été nommée ou mutée avant la mutation.

Emploi précédent

Deployment not an appointment

53. (1) A deployment is not an appointment within the meaning of this Act.

53. (1) Les mutations ne constituent pas des nominations pour l'application de la présente loi.

Précision

Exceptions to priority rights

(2) A deputy head may deploy a person without regard to any other person's right to be appointed under subsections 41(1) to (4) or any regulations made pursuant to paragraph 22(2)(a).

(2) L'administrateur général peut procéder à des mutations sans égard aux droits de nomination prévus aux paragraphes 41(1) à (4) ou aux règlements pris en vertu de l'alinéa 22(2)a).

Non-application des droits de priorité

PART 4

PARTIE 4

EMPLOYMENT

EMPLOI

Oath or
affirmation

54. A person appointed or deployed from outside that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments shall take and subscribe an oath or solemn affirmation in the following form:

I,, swear (*or solemnly affirm*) that I will faithfully and honestly fulfil the duties that devolve on me by reason of my employment in the public service of Canada and that I will not, without due authority, disclose or make known any matter that comes to my knowledge by reason of such employment. (*Add, in the case where an oath is taken, "So help me God" (or name of deity).*)

Effective date
of
appointment
or deployment

55. The appointment or deployment of a person from outside that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments takes effect on the later of the date that is agreed to in writing by the deputy head and that person and the date on which the person takes and subscribes the oath or solemn affirmation set out in section 54.

Effective
date of
appointment

56. (1) The appointment of a person from within that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments takes effect on the date agreed to in writing by that person and the deputy head, regardless of the date of their agreement.

Effective date
of deployment

(2) The deployment of a person from within that part of the public service to which the Commission has exclusive authority to make appointments takes effect

(a) on the date agreed to in writing by that person and the deputy head, regardless of the date of their agreement; or

(b) if the person's consent to the deployment is not required, on the date fixed by the deputy head.

Indeterminate
employment

57. Subject to this Act, any other Act and regulations made under this or any other Act, the period of an employee's employment is indeterminate unless the deputy head has specified a term of employment.

Serment ou
affirmation
solennelle

54. Toute personne recrutée, par nomination ou mutation, hors de la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission prête et souscrit le serment suivant ou l'affirmation solennelle suivante :

Moi,, je jure (*ou j'affirme solennellement*) que je remplirai fidèlement et honnêtement les fonctions que me confère mon emploi dans la fonction publique du Canada et que, sauf autorisation expresse, je ne révélerai rien de ce qui sera parvenu à ma connaissance en conséquence de cet emploi. (*Dans le cas du serment, ajouter : Ainsi Dieu (ou le nom d'une divinité) me soit en aide.*)

Prise d'effet
de la
nomination
ou mutation

55. Toute nomination ou mutation d'une personne ne provenant pas de la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission prend effet à la date dont sont convenus par écrit l'administrateur général et la personne ou, si elle est postérieure, à la date où la personne prête et souscrit le serment ou l'affirmation solennelle figurant à l'article 54.

Prise d'effet
de la
nomination

56. (1) Toute nomination d'une personne appartenant à la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission prend effet à la date dont sont convenus par écrit l'administrateur général et la personne, indépendamment de la date de l'entente.

Prise d'effet
de la
mutation

(2) Toute mutation d'une personne appartenant à la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission prend effet :

a) à la date dont sont convenus par écrit l'administrateur général et la personne, indépendamment de la date de l'entente;

b) dans le cas où le consentement de la personne à la mutation n'est pas requis, à la date fixée par l'administrateur général.

Durée des
fonctions

57. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de toute autre loi ainsi que des règlements pris sous leur régime, la durée des fonctions d'un fonctionnaire est indéterminée.

Term appointment or deployment	<p>58. (1) Subject to section 59, an employee whose appointment or deployment is for a specified term ceases to be an employee at the expiration of that term, or of any extension made under subsection (2).</p>	née, sauf si l'administrateur général a prévu une durée déterminée.	Nomination ou mutation pour une durée déterminée
Extension by deputy head	<p>(2) A deputy head may extend a specified term referred to in subsection (1), and such an extension does not constitute an appointment or a deployment or entitle any person to make a complaint under section 77.</p>	<p>(2) L'administrateur général peut prolonger la durée déterminée; cette prolongation ne constitue pas une nomination ni une mutation et ne donne à personne le droit de présenter une plainte en vertu de l'article 77.</p>	Prolongation
Acting appointments	<p>(3) This section does not apply in respect of appointments made on an acting basis.</p>	<p>(3) Le présent article ne s'applique pas aux nominations intérimaires.</p>	Nominations intérimaires
Conversion to indeterminate	<p>59. (1) Unless the employee requests otherwise of the deputy head, the period of employment of an employee who is employed for a specified term as a result of an appointment or deployment is converted to indeterminate in the employee's substantive position, at the end of the cumulative period of employment specified by the employer in circumstances prescribed by the employer.</p>	<p>59. (1) La durée des fonctions du fonctionnaire qui est employé pour une durée déterminée par voie de nomination ou de mutation devient indéterminée dans son poste d'attache lorsqu'il a occupé un emploi dans les circonstances déterminées par l'employeur pendant une période cumulative fixée par celui-ci, sauf si le fonctionnaire demande à l'administrateur général que la durée continue d'être déterminée.</p>	Conversion
Not an appointment or deployment	<p>(2) A conversion under subsection (1) does not constitute an appointment or a deployment or entitle any person to make a complaint under section 77.</p>	<p>(2) La conversion visée au paragraphe (1) ne constitue pas une nomination ni une mutation pour l'application de la présente loi et ne donne à personne le droit de présenter une plainte en vertu de l'article 77.</p>	Précision
Rate of pay on appointment	<p>60. The rate of pay on appointment to a position shall be determined by the employer within the scale of rates of pay for that position or for positions of the same occupational nature and level as that position.</p>	<p>60. Le taux de rémunération lors de la nomination est établi par l'employeur à un échelon quelconque du barème pour le poste ou pour des postes de niveau et de nature comparables.</p>	Traitement lors de la nomination
Probationary period	<p>61. (1) A person appointed from outside the public service is on probation for a period</p> <p>(a) established by regulations of the Treasury Board in respect of the class of employees of which that person is a member, in the case of an organization named in Schedule I or IV to the <i>Financial Administration Act</i>; or</p> <p>(b) determined by a separate agency in respect of the class of employees of which that person is a member, in the case of an organization that is a separate agency to</p>	<p>61. (1) La personne nommée par nomination externe est considérée comme stagiaire pendant la période :</p> <p>a) fixée, pour la catégorie de fonctionnaires dont elle fait partie, par règlement du Conseil du Trésor dans le cas d'une administration figurant aux annexes I ou IV de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>;</p> <p>b) fixée, pour la catégorie de fonctionnaires dont elle fait partie, par l'organisme distinct en cause dans le cas d'un organisme distinct dans lequel les nominations relèvent exclusivement de la Commission.</p>	Durée de la période de stage

	<p>which the Commission has exclusive authority to make appointments.</p>		
Effect of appointment or deployment	<p>(2) A period established pursuant to subsection (1) is not terminated by any appointment or deployment made during that period.</p>	<p>(2) Une nouvelle nomination ou une mutation n'interrompt pas la période de stage.</p>	Précision
Termination of employment	<p>62. (1) While an employee is on probation, the deputy head of the organization may notify the employee that his or her employment will be terminated at the end of</p> <p>(a) the notice period established by regulations of the Treasury Board in respect of the class of employees of which that employee is a member, in the case of an organization named in Schedule I or IV to the <i>Financial Administration Act</i>, or</p> <p>(b) the notice period determined by the separate agency in respect of the class of employees of which that employee is a member, in the case of a separate agency to which the Commission has exclusive authority to make appointments,</p> <p>and the employee ceases to be an employee at the end of that notice period.</p>	<p>62. (1) À tout moment au cours de la période de stage, l'administrateur général peut aviser le fonctionnaire de son intention de mettre fin à son emploi au terme du délai de préavis :</p> <p>a) fixé, pour la catégorie de fonctionnaires dont il fait partie, par règlement du Conseil du Trésor dans le cas d'une administration figurant aux annexes I ou IV de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>;</p> <p>b) fixé, pour la catégorie de fonctionnaires dont il fait partie, par l'organisme distinct en cause dans le cas d'un organisme distinct dans lequel les nominations relèvent exclusivement de la Commission.</p> <p>Le fonctionnaire perd sa qualité de fonctionnaire au terme de ce délai.</p>	Renvoi
Compensation in lieu of notice	<p>(2) Instead of notifying an employee under subsection (1), the deputy head may notify the employee that his or her employment will be terminated on the date specified by the deputy head and that they will be paid an amount equal to the salary they would have been paid during the notice period under that subsection.</p>	<p>(2) Au lieu de donner l'avis prévu au paragraphe (1), l'administrateur général peut aviser le fonctionnaire de la cessation de son emploi et du fait qu'une indemnité équivalant au salaire auquel il aurait eu droit au cours de la période de préavis lui sera versée. Le fonctionnaire perd sa qualité de fonctionnaire à la date fixée par l'administrateur général.</p>	Indemnité tenant lieu de préavis
Resignation	<p>63. An employee may resign from the public service by giving the deputy head notice in writing of his or her intention to resign, and the employee ceases to be an employee on the date specified by the deputy head in writing on accepting the resignation, regardless of the date of the acceptance.</p>	<p>63. Le fonctionnaire qui a l'intention de démissionner de la fonction publique en donne avis, par écrit, à l'administrateur général; il perd sa qualité de fonctionnaire à la date précisée par écrit par l'administrateur général au moment de l'acceptation indépendamment de la date de celle-ci.</p>	Démission
Laying off of employees	<p>64. (1) Where the services of an employee are no longer required by reason of lack of work, the discontinuance of a function or the transfer of work or a function outside those portions of the federal public administration named in Schedule I, IV or V to the <i>Financial Administration Act</i>, the deputy head may, in accordance with the regulations of the Commission, lay off the employee, in which case the deputy head shall so advise the employee.</p>	<p>64. (1) L'administrateur général peut, conformément aux règlements de la Commission, mettre en disponibilité le fonctionnaire dont les services ne sont plus nécessaires faute de travail, par suite de la suppression d'une fonction ou à cause de la cession du travail ou de la fonction à l'extérieur des secteurs de l'administration publique fédérale figurant aux annexes I, IV ou V de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>; le cas échéant, il en informe le fonctionnaire.</p>	Mise en disponibilité

Selection of employees	(2) Where the deputy head determines under subsection (1) that some but not all of the employees in any part of the deputy head's organization will be laid off, the employees to be laid off shall be selected in accordance with the regulations of the Commission.	(2) Dans les cas où il décide dans le cadre du paragraphe (1) que seulement certains des fonctionnaires d'une partie de l'administration seront mis en disponibilité, la façon de choisir les fonctionnaires qui seront mis en disponibilité est déterminée par les règlements de la Commission.	Choix des fonctionnaires
Exception	(3) Subsection (1) does not apply where employment is terminated in the circumstances referred to in paragraph 12(1)(f) of the <i>Financial Administration Act</i> .	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où le fonctionnaire est licencié dans les circonstances prévues à l'alinéa 12(1)f) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Exception
Effect of lay-off	(4) An employee ceases to be an employee when the employee is laid off.	(4) Le fonctionnaire mis en disponibilité perd sa qualité de fonctionnaire.	Effet de la mise en disponibilité
Complaint to Tribunal re lay-off	65. (1) Where some but not all of the employees in a part of an organization are informed by the deputy head that they will be laid off, any employee selected for lay-off may make a complaint to the Tribunal, in the manner and within the time fixed by the Tribunal's regulations, that his or her selection constituted an abuse of authority.	65. (1) Dans les cas où seulement certains des fonctionnaires d'une partie de l'administration sont informés par l'administrateur général qu'ils seront mis en disponibilité, l'un ou l'autre de ces fonctionnaires peut présenter au Tribunal, dans le délai et selon les modalités fixés par règlement de celui-ci, une plainte selon laquelle la décision de le mettre en disponibilité constitue un abus de pouvoir.	Plainte au Tribunal — mise en disponibilité
Limitation	(2) No complaint may be made under subsection (1) against the decision to lay off employees, the determination of the part of the organization from which employees will be laid off or the number of employees to be laid off from that part.	(2) Le paragraphe (1) ne permet pas de se plaindre de la décision de procéder par mise en disponibilité, de la détermination de la partie de l'administration au sein de laquelle se fait la mise en disponibilité ni du nombre de fonctionnaires qui sont mis en disponibilité.	Précision
Right to be heard	(3) A complainant, every other employee in the part of the organization referred to in subsection (1), the deputy head and the Commission — or their representatives — are entitled to be heard by the Tribunal.	(3) Le plaignant, les autres fonctionnaires de la partie de l'administration en cause, l'administrateur général et la Commission, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par le Tribunal.	Droit de se faire entendre
Lay-off set aside	(4) Where the Tribunal finds a complaint under subsection (1) to be substantiated, it may set aside the decision of the deputy head to lay off the complainant and order the deputy head to take any corrective action that it considers appropriate, other than the lay-off of any employee.	(4) S'il juge la plainte fondée, le Tribunal peut annuler la décision de mettre le plaignant en disponibilité et ordonner à l'administrateur général de prendre les mesures correctives qu'il estime indiquées; il ne peut toutefois ordonner la mise en disponibilité d'un fonctionnaire.	Annulation de la mise en disponibilité
Notice to Canadian Human Rights Commission	(5) Where a complaint raises an issue involving the interpretation or application of the <i>Canadian Human Rights Act</i> , the complainant shall, in accordance with the regulations of the Tribunal, notify the Canadian Human Rights Commission of the issue.	(5) Le plaignant qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> en donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne conformément aux règlements du Tribunal.	Avis à la Commission canadienne des droits de la personne

Canadian
Human Rights
Commission

(6) Where the Canadian Human Rights Commission is notified of an issue pursuant to subsection (5), it may make submissions to the Tribunal with respect to that issue.

(6) Dans les cas où elle est avisée dans le cadre du paragraphe (5), la Commission canadienne des droits de la personne peut présenter ses observations au Tribunal relativement à la question soulevée.

Commission
canadienne
des droits de
la personne

Application of
Canadian
Human Rights
Act

(7) In considering whether a complaint is substantiated, the Tribunal may interpret and apply the *Canadian Human Rights Act*, other than its provisions relating to the right to equal pay for work of equal value.

(7) Lorsqu'il décide si la plainte est fondée, le Tribunal peut interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, sauf les dispositions de celle-ci sur le droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes.

Application
de la *Loi
canadienne
sur les droits
de la
personne*

Relief for
discrimination

(8) Corrective action may include an order for relief in accordance with paragraph 53(2)(e) or subsection 53(3) of the *Canadian Human Rights Act*.

(8) Les ordonnances prévues à l'alinéa 53(2)e) et au paragraphe 53(3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* peuvent faire partie des mesures correctives.

Précision

PART 5

INVESTIGATIONS AND COMPLAINTS RELATING TO APPOINTMENTS

Investigation of Appointments by Commission

External
appointments

66. The Commission may investigate any external appointment process and, if it is satisfied that the appointment was not made or proposed to be made on the basis of merit, or that there was an error, an omission or improper conduct that affected the selection of the person appointed or proposed for appointment, the Commission may

- (a) revoke the appointment or not make the appointment, as the case may be; and
- (b) take any corrective action that it considers appropriate.

Internal
appointments —
no
delegation

67. (1) The Commission may investigate an internal appointment process, other than one conducted by a deputy head acting under subsection 15(1), and, if it is satisfied that there was an error, an omission or improper conduct that affected the selection of the person appointed or proposed for appointment, the Commission may

- (a) revoke the appointment or not make the appointment, as the case may be; and

PARTIE 5

ENQUÊTES ET PLAINTES RELATIVES AUX NOMINATIONS

Enquêtes de la Commission sur les nominations

66. La Commission peut mener une enquête sur tout processus de nomination externe; si elle est convaincue que la nomination ou la proposition de nomination n'a pas été fondée sur le mérite ou qu'une erreur, une omission ou une conduite irrégulière a influé sur le choix de la personne nommée ou dont la nomination est proposée, la Commission peut :

- a) révoquer la nomination ou ne pas faire la nomination, selon le cas;
- b) prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.

Nominations
externes

67. (1) La Commission peut mener une enquête sur tout processus de nomination interne, sauf dans le cas d'un processus de nomination entrepris par l'administrateur général dans le cadre du paragraphe 15(1); si elle est convaincue qu'une erreur, une omission ou une conduite irrégulière a influé sur le choix de la personne nommée ou dont la nomination est proposée, la Commission peut :

- a) révoquer la nomination ou ne pas faire la nomination, selon le cas;

Nominations
internes —
absence
d'autorisation

Internal appointments — delegation	<p>(b) take any corrective action that it considers appropriate.</p> <p>(2) The Commission may, at the request of the deputy head, investigate an internal appointment process that was conducted by a deputy head acting under subsection 15(1), and report its findings to the deputy head and the deputy head may, if satisfied that there was an error, an omission or improper conduct that affected the selection of the person appointed or proposed for appointment,</p> <p>(a) revoke the appointment or not make the appointment, as the case may be; and</p> <p>(b) take any corrective action that he or she considers appropriate.</p>	<p>b) prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.</p> <p>(2) La Commission peut, sur demande de l'administrateur général, mener une enquête sur le processus de nomination interne entrepris par celui-ci dans le cadre du paragraphe 15(1), et lui présenter un rapport sur ses conclusions; s'il est convaincu qu'une erreur, une omission ou une conduite irrégulière a influé sur le choix de la personne nommée ou dont la nomination est proposée, l'administrateur général peut :</p> <p>a) révoquer la nomination ou ne pas faire la nomination, selon le cas;</p> <p>b) prendre les mesures correctives qu'il estime indiquées.</p>	Nominations internes — délégation
Political influence	<p>68. If it has reason to believe that an appointment or proposed appointment was not free from political influence, the Commission may investigate the appointment process and, if it is satisfied that the appointment or proposed appointment was not free from political influence, the Commission may</p> <p>(a) revoke the appointment or not make the appointment, as the case may be; and</p> <p>(b) take any corrective action that it considers appropriate.</p>	<p>68. La Commission peut mener une enquête si elle a des raisons de croire que la nomination ou proposition de nomination pourrait avoir résulté de l'exercice d'une influence politique; si elle est convaincue que la nomination ou proposition de nomination ne s'est pas faite indépendamment de toute influence politique, elle peut :</p> <p>a) révoquer la nomination ou ne pas faire la nomination, selon le cas;</p> <p>b) prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.</p>	Nomination fondée sur des motifs d'ordre politique
Fraud	<p>69. If it has reason to believe that fraud may have occurred in an appointment process, the Commission may investigate the appointment process and, if it is satisfied that fraud has occurred, the Commission may</p> <p>(a) revoke the appointment or not make the appointment, as the case may be; and</p> <p>(b) take any corrective action that it considers appropriate.</p>	<p>69. La Commission peut mener une enquête si elle a des motifs de croire qu'il pourrait y avoir eu fraude dans le processus de nomination; si elle est convaincue de l'existence de la fraude, elle peut :</p> <p>a) révoquer la nomination ou ne pas faire la nomination, selon le cas;</p> <p>b) prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.</p>	Fraude
Powers of Commission	<p>70. (1) In conducting any investigation under this Part, the Commission has all the powers of a commissioner under Part II of the <i>Inquiries Act</i>.</p>	<p>70. (1) Pour les besoins de toute enquête qu'elle mène sous le régime de la présente partie, la Commission dispose des pouvoirs d'un commissaire nommé au titre de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes</i>.</p>	Pouvoirs de la Commission
Informality	<p>(2) An investigation shall be conducted by the Commission as informally and expeditiously as possible.</p>	<p>(2) Les enquêtes sont menées par la Commission dans la mesure du possible sans formalisme et avec célérité.</p>	Absence de formalisme

Persons acting for Commission	71. (1) The Commission may direct that any investigation under this Part be conducted, in whole or in part, by one or more Commissioners or other persons.	71. (1) La Commission peut désigner, pour mener tout ou partie d'une enquête visée à la présente partie, un ou plusieurs commissaires ou autres personnes.	Représentants de la Commission
Powers of Commissioner	(2) A Commissioner directed under subsection (1) has the powers referred to in section 70 in relation to the matter before the Commissioner.	(2) Le commissaire désigné au titre du paragraphe (1) dispose, relativement à la question dont il est saisi, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 70.	Pouvoirs du commissaire
Powers of other person	(3) Subject to any limitations specified by the Commission, a person directed under subsection (1), other than a Commissioner, has the powers referred to in section 70 in relation to the matter before the person.	(3) La personne désignée au titre du paragraphe (1) qui n'est pas commissaire dispose, relativement à la question dont elle est saisie, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 70, dans les limites que celle-ci fixe.	Pouvoirs d'une personne autre qu'un commissaire
Right to make submissions	72. Where an investigation is conducted under this Part in relation to a person's appointment or proposed appointment, that person and the deputy head in relation to the appointment — or their representatives — are entitled to make submissions to the Commission, Commissioner or other person, whichever is conducting the investigation.	72. La personne dont la nomination ou la proposition de nomination est en cause dans le cadre d'une enquête visée à la présente partie et l'administrateur général concerné, ou leurs représentants, ont le droit de présenter leurs observations à la Commission ou, si une personne a été chargée de l'enquête, à celle-ci.	Droit de présenter des observations
Re-appointment following revocation	73. Where the appointment of a person is revoked under any of sections 66 to 69, the Commission may appoint that person to another position if the Commission is satisfied that the person meets the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a).	73. En cas de révocation de la nomination en vertu de l'un des articles 66 à 69, la Commission peut nommer la personne visée à un poste pour lequel, selon elle, celle-ci possède les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a).	Nomination à un autre poste
	<i>Complaints to Tribunal — Revocation of Appointment</i>	<i>Plaintes relatives aux révocations devant le Tribunal</i>	
Complaint	74. A person whose appointment is revoked by the Commission under subsection 67(1) or by the deputy head under subsection 15(3) or 67(2) may, in the manner and within the period provided by the Tribunal's regulations, make a complaint to the Tribunal that the revocation was unreasonable.	74. La personne dont la nomination est révoquée par la Commission en vertu du paragraphe 67(1) ou par l'administrateur général en vertu des paragraphes 15(3) ou 67(2) peut, selon les modalités et dans le délai fixés par règlement du Tribunal, présenter à celui-ci une plainte selon laquelle la révocation n'était pas raisonnable.	Plaintes au Tribunal
Right to be heard	75. Where a complaint is made under section 74, the complainant, the deputy head and the Commission — or their representatives — are entitled to be heard by the Tribunal.	75. Le plaignant, la Commission et l'administrateur général, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par le Tribunal.	Droit de se faire entendre
Revocation set aside	76. Where the Tribunal finds a complaint under section 74 to be substantiated, it may order the Commission or the deputy head, as the case may be, to set aside the revocation.	76. S'il juge la plainte fondée, le Tribunal peut ordonner à la Commission ou à l'administrateur général, selon le cas, d'annuler la révocation.	Annulation de la révocation

*Complaints to Tribunal — Internal
Appointments*

*Plaintes relatives aux nominations internes
devant le Tribunal*

Grounds of
complaint

77. (1) When the Commission has made or proposed an appointment in an internal appointment process, a person in the area of recourse referred to in subsection (2) may — in the manner and within the period provided by the Tribunal's regulations — make a complaint to the Tribunal that he or she was not appointed or proposed for appointment by reason of

(a) an abuse of authority by the Commission or the deputy head in the exercise of its or his or her authority under subsection 30(2);

(b) an abuse of authority by the Commission in choosing between an advertised and a non-advertised internal appointment process; or

(c) the failure of the Commission to assess the complainant in the official language of his or her choice as required by subsection 37(1).

Area of
recourse

(2) For the purposes of subsection (1), a person is in the area of recourse if the person is

(a) an unsuccessful candidate in the area of selection determined under section 34, in the case of an advertised internal appointment process; and

(b) any person in the area of selection determined under section 34, in the case of a non-advertised internal appointment process.

Excluded
grounds

(3) The Tribunal may not consider an allegation that fraud occurred in an appointment process or that an appointment or proposed appointment was not free from political influence.

Notice to
Canadian
Human Rights
Commission

78. Where a complaint raises an issue involving the interpretation or application of the *Canadian Human Rights Act*, the complainant shall, in accordance with the regulations of the Tribunal, notify the Canadian Human Rights Commission of the issue.

Motifs des
plaintes

77. (1) Lorsque la Commission a fait une proposition de nomination ou une nomination dans le cadre d'un processus de nomination interne, la personne qui est dans la zone de recours visée au paragraphe (2) peut, selon les modalités et dans le délai fixés par règlement du Tribunal, présenter à celui-ci une plainte selon laquelle elle n'a pas été nommée ou fait l'objet d'une proposition de nomination pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

a) abus de pouvoir de la part de la Commission ou de l'administrateur général dans l'exercice de leurs attributions respectives au titre du paragraphe 30(2);

b) abus de pouvoir de la part de la Commission du fait qu'elle a choisi un processus de nomination interne annoncé ou non annoncé, selon le cas;

c) omission de la part de la Commission d'évaluer le plaignant dans la langue officielle de son choix, en contravention du paragraphe 37(1).

Zone de
recours

(2) Pour l'application du paragraphe (1), une personne est dans la zone de recours si :

a) dans le cas d'un processus de nomination interne annoncé, elle est un candidat non reçu et est dans la zone de sélection définie en vertu de l'article 34;

b) dans le cas d'un processus de nomination interne non annoncé, elle est dans la zone de sélection définie en vertu de l'article 34.

Exclusion

(3) Le Tribunal ne peut entendre les allégations portant qu'il y a eu fraude dans le processus de nomination ou que la nomination ou la proposition de nomination a résulté de l'exercice d'une influence politique.

Avis à la
Commission
canadienne
des droits de
la personne

78. Le plaignant qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne conformément aux règlements du Tribunal.

Right to be heard

79. (1) A person making a complaint under section 77, the person appointed or proposed for appointment, the deputy head and the Commission — or their representatives — are entitled to be heard by the Tribunal.

79. (1) Le plaignant visé à l'article 77, la personne qui a fait l'objet de la proposition de nomination ou qui a été nommée, la Commission et l'administrateur général, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par le Tribunal.

Droit de se faire entendre

Canadian Human Rights Commission

(2) Where the Canadian Human Rights Commission is notified of an issue pursuant to section 78, it may make submissions to the Tribunal with respect to that issue.

(2) Dans les cas où elle est avisée dans le cadre de l'article 78, la Commission canadienne des droits de la personne peut présenter ses observations au Tribunal relativement à la question soulevée.

Commission canadienne des droits de la personne

Application of Canadian Human Rights Act

80. In considering whether a complaint under section 77 is substantiated, the Tribunal may interpret and apply the *Canadian Human Rights Act*, other than its provisions relating to the right to equal pay for work of equal value.

80. Lorsqu'il décide si la plainte est fondée, le Tribunal peut interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, sauf les dispositions de celle-ci sur le droit à la parité salariale pour l'exécution de fonctions équivalentes.

Application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*

Corrective action when complaint upheld

81. (1) If the Tribunal finds a complaint under section 77 to be substantiated, the Tribunal may order the Commission or the deputy head to revoke the appointment or not to make the appointment, as the case may be, and to take any corrective action that the Tribunal considers appropriate.

81. (1) S'il juge la plainte fondée, le Tribunal peut ordonner à la Commission ou à l'administrateur général de révoquer la nomination ou de ne pas faire la nomination, selon le cas, et de prendre les mesures correctives qu'il estime indiquées.

Plainte fondée

Relief for discrimination

(2) Corrective action taken under subsection (1) may include an order for relief in accordance with paragraph 53(2)(e) or subsection 53(3) of the *Canadian Human Rights Act*.

(2) Les ordonnances prévues à l'alinéa 53(2)e) et au paragraphe 53(3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* peuvent faire partie des mesures correctives.

Précision

Restrictions

82. The Tribunal may not order the Commission to make an appointment or to conduct a new appointment process.

82. Le Tribunal ne peut ordonner à la Commission de faire une nomination ou d'entreprendre un nouveau processus de nomination.

Restriction

Failure of corrective action

83. Where the Commission has made or proposed an appointment as a result of the implementation of corrective action ordered under section 81, a complaint may be made to the Tribunal, in the manner and within the period provided by its regulations, by

(a) the person who made the complaint under section 77,

(b) the person who was the subject of the appointment or proposed appointment referred to in subsection 77(1), or

(c) any other person directly affected by the implementation of the corrective action,

83. Dans le cas où la Commission fait une nomination ou une proposition de nomination en conséquence de l'application des mesures ordonnées en vertu de l'article 81, les personnes ci-après peuvent, selon les modalités et dans le délai fixés par règlement du Tribunal, présenter à celui-ci une plainte selon laquelle le fait qu'elles n'ont pas été nommées ou fait l'objet d'une proposition de nomination constitue un abus de pouvoir de la part de la Commission ou de l'administrateur général dans l'application des mesures correctives :

a) la personne qui a présenté la plainte en vertu de l'article 77;

Plainte — application des mesures correctives

on the grounds that the person was not appointed or proposed for appointment by reason of an abuse of authority by the Commission or deputy head in the implementation of the corrective action.

b) la personne qui a fait l'objet de la proposition de nomination ou de la nomination visées au paragraphe 77(1);

c) toute autre personne qui est directement touchée par l'application des mesures correctives.

Powers of Tribunal

84. Where the Tribunal finds a complaint under section 83 to be substantiated, it may

(a) order the Commission or the deputy head to revoke the appointment made as a result of the implementation of the corrective action, or not to make the appointment, as the case may be; and

(b) give the Commission or the deputy head any directions that it considers appropriate with respect to the implementation of the corrective action.

84. S'il juge la plainte visée à l'article 83 fondée, le Tribunal peut :

a) ordonner à la Commission ou à l'administrateur général de révoquer la nomination consécutive à la prise des mesures correctives ou de ne pas faire la nomination, selon le cas;

b) donner à la Commission ou à l'administrateur général les directives qu'il estime indiquées pour l'application des mesures correctives.

Pouvoirs du Tribunal

Right to be heard

85. In the consideration of a complaint made under section 83, the persons entitled to be heard by the Tribunal are the persons entitled to make a complaint under that section in respect of the corrective action, the person appointed or proposed for appointment as a result of the corrective action, the deputy head and the Commission, or their representatives.

85. Dans le cas d'une plainte présentée en vertu de l'article 83, les personnes mentionnées à cet article, la personne qui a été nommée ou qui a fait l'objet d'une proposition de nomination en conséquence de l'application des mesures correctives, l'administrateur général et la Commission, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par le Tribunal.

Droit de se faire entendre

Appointment to other position

86. Where the appointment of a person is revoked pursuant to subsection 81(1), the Commission may appoint that person to another position if the Commission is satisfied that the person meets the essential qualifications referred to in paragraph 30(2)(a).

86. En cas de révocation en vertu du paragraphe 81(1), la Commission peut nommer la personne visée à un poste pour lequel, selon elle, celle-ci possède les qualifications essentielles visées à l'alinéa 30(2)a).

Nomination à un autre poste

Where no right to complain

87. No complaint may be made under section 77 in respect of an appointment under subsection 15(6) (re-appointment on revocation by deputy head), section 40 (priorities — surplus employees), any of subsections 41(1) to (4) (other priorities) or section 73 (re-appointment on revocation by Commission) or 86 (re-appointment following Tribunal order), or under any regulations made pursuant to paragraph 22(2)(a).

87. Aucune plainte ne peut être présentée en vertu de l'article 77 dans le cas où la nomination est faite en vertu du paragraphe 15(6) (nomination à un autre poste en cas de révocation par l'administrateur général), de l'article 40 (priorités — fonctionnaires excédentaires), des paragraphes 41(1) à (4) (autres priorités), des articles 73 (nomination à un autre poste en cas de révocation par la Commission) ou 86 (nomination à un autre poste suivant l'ordonnance du Tribunal) ou des règlements pris en vertu de l'alinéa 22(2)a).

Absence du droit de présenter une plainte

PART 6

PARTIE 6

PUBLIC SERVICE STAFFING TRIBUNAL

TRIBUNAL DE LA DOTATION DE LA
FONCTION PUBLIQUE*Composition and Mandate**Composition et mission*

Tribunal continued	88. (1) The Public Service Staffing Tribunal is continued, consisting of between five and seven permanent members appointed by the Governor in Council and any temporary members that are appointed under section 90.	88. (1) Est maintenu le Tribunal de la dotation de la fonction publique, composé de cinq à sept membres titulaires nommés par le gouverneur en conseil et des membres vacataires nommés en vertu de l'article 90.	Maintien
Mandate	(2) The mandate of the Tribunal is to consider and dispose of complaints made under subsection 65(1) and sections 74, 77 and 83.	(2) Le Tribunal a pour mission d'instruire les plaintes présentées en vertu du paragraphe 65(1) ou des articles 74, 77 ou 83 et de statuer sur elles.	Mission
Eligibility	(3) In order to be eligible to hold office as a member, a person must (a) be a Canadian citizen within the meaning of the <i>Citizenship Act</i> or a permanent resident within the meaning of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> ; and (b) have knowledge of or experience in employment matters in the public sector.	(3) Il faut, pour être membre du Tribunal : a) être citoyen canadien au sens de la <i>Loi sur la citoyenneté</i> ou résident permanent au sens de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ; b) avoir de l'expérience ou des connaissances en matière d'emploi dans le secteur public.	Qualités requises
Full-time or part-time	(4) Members shall be appointed on a full-time or part-time basis.	(4) Les membres sont nommés soit à temps plein, soit à temps partiel.	Temps plein ou temps partiel
Chairperson and Vice-Chairperson	(5) The Governor in Council shall designate a full-time permanent member to be Chairperson of the Tribunal and a full-time or part-time permanent member to be its Vice-Chairperson.	(5) Le gouverneur en conseil désigne le président parmi les membres titulaires à temps plein et le vice-président parmi les membres titulaires à temps plein ou à temps partiel.	Désignation du président et du vice-président
Residence of Chairperson	(6) The Chairperson shall reside in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or within the distance of it specified by the Governor in Council.	(6) Le président réside dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.	Résidence
Tenure	89. (1) A permanent member of the Tribunal holds office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed for cause by the Governor in Council.	89. (1) Les membres titulaires du Tribunal sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.	Mandat
Reappointment	(2) A permanent member is eligible to be reappointed.	(2) Le mandat des membres titulaires peut être reconduit.	Renouvellement de mandat
Temporary members	90. (1) The Governor in Council may appoint temporary members of the Tribunal whenever, in the Governor in Council's opinion, the workload of the Tribunal so requires.	90. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer des membres vacataires du Tribunal lorsqu'il estime que la charge de travail du Tribunal le justifie.	Membres vacataires

Tenure	(2) A temporary member of the Tribunal holds office during good behaviour for a term not exceeding two years, but may be removed for cause by the Governor in Council.	(2) Les membres vacataires du Tribunal sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de deux ans, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.	Mandat
Reappointment	(3) A temporary member is eligible to be reappointed.	(3) Le mandat des membres vacataires peut être reconduit.	Renouvellement de mandat
Carrying out functions	91. Members shall not accept or hold any office or employment or carry on any activity inconsistent with their functions, and full-time members shall devote the whole of their time to the performance of their functions.	91. Les membres ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec leurs fonctions. Ceux nommés à temps plein se consacrent exclusivement à l'exécution de leurs fonctions.	Exercice des fonctions
Remuneration	92. (1) A member shall be paid the remuneration fixed by the Governor in Council.	92. (1) Les membres reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Expenses	(2) Members are entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by them in the course of their duties while absent from, in the case of full-time members, their ordinary place of work and, in the case of part-time members, their ordinary place of residence.	(2) Ils ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont nommés à temps plein, soit de résidence, s'ils sont nommés à temps partiel.	Frais de déplacement
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	(3) Full-time members are deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> .	(3) Les membres à temps plein sont réputés être employés dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Application of other Acts	(4) All members are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(4) Tous les membres sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Application d'autres lois
Offices	93. (1) The head office of the Tribunal shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> and the Tribunal may, with the approval of the Governor in Council, establish any regional offices that it considers necessary to carry out its mandate.	93. (1) Le siège du Tribunal est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> . Le Tribunal peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, créer des bureaux régionaux s'il l'estime nécessaire à l'exécution de sa mission.	Siège et bureaux régionaux
Services and facilities	(2) In executing its mandate, the Tribunal may use any services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada that are appropriate for the operation of the Tribunal.	(2) Dans l'exécution de sa mission, le Tribunal peut faire usage, en tant que de besoin, des installations et services des ministères et organismes fédéraux.	Usage des services fédéraux

Chief executive officer	<p>94. (1) The Chairperson of the Tribunal is its chief executive officer and has supervision over and direction of the work of the Tribunal, including the assignment of complaints to members and the determination of the date, time and place of hearings.</p>	<p>94. (1) Le président est le premier dirigeant du Tribunal; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités, notamment en ce qui a trait à l'assignation des plaintes aux membres et la fixation des dates, heures et lieux des audiences.</p>	Premier dirigeant
Delegation by Chairperson	<p>(2) The Chairperson may authorize the Vice-Chairperson to exercise any of the Chairperson's powers or perform any of the Chairperson's functions.</p>	<p>(2) Le président peut déléguer ses attributions au vice-président.</p>	Délégation
Absence of Chairperson	<p>(3) If the Chairperson is absent or unable to act or the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall act as the Chairperson and, while so acting, has all the powers and shall perform all the duties of the Chairperson.</p>	<p>(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.</p>	Intérim
Acting Chairperson	<p>(4) If both the Chairperson and the Vice-Chairperson are absent or unable to act or if both of their offices are vacant, the minister designated under section 110 may authorize a permanent member or other qualified person to act as Chairperson for a period not exceeding 60 days and the Governor in Council may authorize a permanent member or other qualified person to act as Chairperson for any longer period.</p>	<p>(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président ou de vacance de leurs postes, le ministre désigné pour l'application de l'article 110 peut autoriser un membre titulaire ou une autre personne qualifiée à assumer la présidence pour une période maximale de soixante jours; pour une période plus longue, l'autorisation est donnée par le gouverneur en conseil.</p>	Choix d'un autre intérimaire
Human resources	<p>95. (1) The Chairperson may employ persons for the proper conduct of the Tribunal's work, fix their period of employment, establish their probationary periods, reject them on probation and lay them off.</p>	<p>95. (1) Le président a, en matière de personnel du Tribunal, les pouvoirs suivants : nomination, fixation de la durée des fonctions et de la période de stage, renvoi au cours de la période de stage et mise en disponibilité.</p>	Ressources humaines
Experts and advisers	<p>(2) The Chairperson may retain on a temporary basis the services of mediators and other experts or persons having technical or special knowledge to assist the Tribunal in an advisory capacity and, subject to the approval of the Treasury Board, fix their remuneration.</p>	<p>(2) Le président peut retenir temporairement les services de médiateurs et d'autres experts chargés d'assister le Tribunal à titre consultatif, et, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.</p>	Assistance technique
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	<p>(3) Persons retained under subsection (2) are not employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i>.</p>	<p>(3) Ces médiateurs ou experts ne sont pas employés dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>.</p>	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Political activities	<p>96. Part 7 applies to persons employed by the Tribunal as if they were employees as defined in subsection 2(1).</p>	<p>96. La partie 7 s'applique aux membres du personnel du Tribunal comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens du paragraphe 2(1).</p>	Activités politiques

*Complaint Procedure**Procédure relative aux plaintes*

Mediation services

97. (1) The Tribunal may provide mediation services at any stage of a proceeding in order to resolve a complaint.

97. (1) Le Tribunal peut, en tout état de cause, offrir des services de médiation en vue de régler une plainte.

Services de médiation

Member as mediator

(2) The provision of mediation services by a member at any stage of hearing a complaint does not prevent that member from continuing to hear the complaint with respect to any issues that have not been resolved, unless the Commission or any person entitled to be heard objects to that member continuing.

(2) Le fait pour un membre d'agir à titre de médiateur au cours de l'instruction de la plainte ne l'empêche de continuer à agir pour trancher les questions qui n'ont pas été réglées que si la Commission ou les personnes qui ont le droit de se faire entendre par le Tribunal s'y opposent.

Médiation par un membre

Hearing by single member

98. (1) A complaint shall be determined by a single member of the Tribunal, who shall proceed as informally and expeditiously as possible.

98. (1) Les plaintes sont instruites par un membre agissant seul qui procède, dans la mesure du possible, sans formalisme et avec célérité.

Instruction par un membre unique

Decision of member

(2) A decision made by a member is a decision of the Tribunal.

(2) La décision du membre constitue une décision du Tribunal.

Valeur de la décision

Powers of Tribunal

99. (1) The Tribunal has, in relation to a complaint, the power to

99. (1) Le Tribunal peut, pour l'instruction d'une plainte :

Pouvoirs

(a) summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath in the same manner and to the same extent as a superior court of record;

a) de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, convoquer des témoins et les contraindre à comparaître et à faire sous serment des dépositions orales ou écrites;

(b) order that a hearing be conducted using any means of telecommunication that permits all persons participating to communicate adequately with each other;

b) ordonner l'utilisation de tout moyen de communication permettant à tous les participants à une audience de communiquer adéquatement entre eux;

(c) administer oaths and solemn affirmations;

c) faire prêter serment et recevoir les affirmations solennelles;

(d) accept any evidence, whether admissible in a court of law or not;

d) accepter des éléments de preuve, qu'ils soient admissibles ou non en justice;

(e) compel, at any stage of a proceeding, any person to produce any documents and things that may be relevant; and

e) obliger, en tout état de cause, toute personne à produire les documents ou pièces qui peuvent être liés à toute question dont il est saisi;

(f) subject to any limitations that the Governor in Council may establish in the interests of defence or security, enter any premises of an employer where work is being or has been done by employees, inspect and view any work, material, machinery, appliances or articles in the premises and require any person in the premises to answer all proper questions relating to the complaint.

f) sous réserve des restrictions que le gouverneur en conseil peut imposer en matière de défense ou de sécurité, pénétrer dans des locaux ou sur des terrains de l'employeur où des fonctionnaires exécutent ou ont exécuté un travail, procéder à l'examen de tout ouvrage, matériau, outillage, appareil ou objet s'y trouvant, ainsi qu'à celui du travail effectué dans ces lieux, et obliger quiconque à répondre aux ques-

		tions qu'il estime utile de lui poser relativement à la plainte.	
Dismissing complaint	(2) The Tribunal may summarily dismiss any complaint that, in its opinion, is frivolous or vexatious.	(2) Le Tribunal peut rejeter de façon sommaire les plaintes qu'il estime frustratoires.	Rejet des plaintes
Decision without oral hearing	(3) The Tribunal may decide a complaint without holding an oral hearing.	(3) Le Tribunal peut statuer sur une plainte sans tenir d'audience.	Décision sans audience
Former member continuing to act	100. At any time within eight weeks after a person resigns or otherwise ceases to hold office as a member of the Tribunal, the person may, at the request of the Chairperson, dispose of any matter previously heard by that person and, for that purpose, the person is deemed to be a part-time member.	100. Le membre du Tribunal qui cesse d'exercer sa charge par suite de démission ou pour tout autre motif peut, à la demande du président et dans un délai de huit semaines après la cessation de ses fonctions, statuer sur toute question qu'il avait préalablement entendue. Il a à cette fin la qualité de membre à temps partiel.	Participation des anciens membres
Copy of decision provided	101. The Tribunal shall render a decision on a complaint made under subsection 65(1) or section 74, 77 or 83 and provide a copy of it — including any written reasons — and any accompanying order to the Commission and to each person who exercised the right to be heard on the complaint.	101. Le Tribunal statue sur la plainte présentée en vertu du paragraphe 65(1) ou des articles 74, 77 ou 83 et transmet à la Commission et à toute personne qui a exercé son droit de se faire entendre à l'égard de la plainte copie de la décision et, le cas échéant, des motifs écrits de celle-ci, ainsi que de toute ordonnance qu'il rend en l'espèce.	Transmission de la décision
Decisions final	102. (1) Every decision of the Tribunal is final and may not be questioned or reviewed in any court.	102. (1) La décision du Tribunal est définitive et n'est pas susceptible d'examen ou de révision devant un autre tribunal.	Caractère définitif de la décision
No review by <i>certiorari</i> , etc.	(2) No order may be made, process entered or proceeding taken in any court, whether by way of injunction, <i>certiorari</i> , prohibition, <i>quo warranto</i> or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the Tribunal in relation to a complaint.	(2) Il n'est admis aucun recours ni aucune décision judiciaire — notamment par voie d'injonction, de <i>certiorari</i> , de prohibition ou de <i>quo warranto</i> — visant à contester, réviser, empêcher ou limiter l'action du Tribunal en ce qui touche une plainte.	Interdiction de recours extraordinaires
Filing of order in Federal Court	103. (1) The Commission or any person to whom an order of the Tribunal applies may, after the day specified for compliance or, if no such day is specified in the order, not sooner than 30 days after the day the order was made, file in the Federal Court a certified true copy of the order.	103. (1) La Commission ou toute personne à laquelle s'applique l'ordonnance du Tribunal peut, après la date fixée dans l'ordonnance ou, en l'absence d'une telle date, à compter du trentième jour suivant la date de celle-ci, déposer à la Cour fédérale une copie certifiée conforme de l'ordonnance.	Exécution des ordonnances
Effect of filing	(2) On the filing of an order, it becomes an order of the Federal Court and may be enforced as such.	(2) Dès le dépôt, l'ordonnance est assimilée à une ordonnance de la Cour fédérale.	Effet

General

Dispositions générales

Members not
compellable
as witnesses

104. Members of the Tribunal, persons employed by the Tribunal and persons retained under subsection 95(2) are not competent or compellable to appear as a witness in any civil proceedings respecting information obtained in the discharge of their functions.

104. Les membres et le personnel du Tribunal et les personnes dont les services ont été retenus au titre du paragraphe 95(2) ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil quant aux renseignements qu'ils ont obtenus dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Inhabilité à
témoigner

Notes and
drafts not to
be disclosed

105. None of the following may be disclosed without the consent of the person who made them:

105. Les documents ci-après ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur :

Non-commu-
nication de
documents

- (a) notes or draft orders or decisions of the members of the Tribunal; and
- (b) notes of any person providing mediation services under this Part.

- a) les notes ou les avant-projets d'ordonnance ou de décision des membres du Tribunal;
- b) les notes de quiconque offre des services de médiation au titre de la présente partie.

Immunity
from
proceedings

106. No criminal or civil proceedings lie against a member of the Tribunal, or any person acting on behalf of the Tribunal for anything done or omitted to be done by that member or that person in good faith under this Part.

106. Les membres du Tribunal ou les personnes agissant au nom du Tribunal bénéficient de l'immunité civile et pénale pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans le cadre de la présente partie.

Immunité

Oath or
affirmation

107. Before commencing his or her functions, a person appointed as a member of the Tribunal shall take an oath or make a solemn affirmation in the following form before a commissioner of oaths or other person having authority to administer oaths or solemn affirmations:

107. Avant leur entrée en fonctions, les membres du Tribunal prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après, devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée à recevoir les serments ou affirmations solennelles :

Serment ou
affirmation
solennelle

I,, do swear (*or* solemnly affirm) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgement, skill and ability, execute and perform the office of member (*or* Chairperson *or* Vice-Chairperson) of the Public Service Staffing Tribunal. (*Add, in the case where an oath is taken, "So help me God" (or name of deity).*)

Moi,, je jure (*ou* j'affirme solennellement) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement les fonctions de membre (*ou* président *ou* vice-président) du Tribunal de la dotation de la fonction publique. (*Dans le cas du serment, ajouter : Ainsi Dieu (ou le nom d'une divinité) me soit en aide.*)

Payment of
witness fees

108. A person who is summoned by a member of the Tribunal to attend as a witness at any proceeding of the Tribunal is entitled to receive fees and allowances for so attending equal to those to which the person would be entitled if summoned to attend before the Federal Court.

108. Quiconque est assigné devant le Tribunal a droit pour sa comparution aux frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale.

Paiement des
indemnités
des témoins

*Regulations and Report*Regulations of
Tribunal

109. The Tribunal may make regulations respecting

- (a) the manner in which and the time within which a complaint may be made under subsection 65(1) or section 74, 77 or 83;
- (b) the procedure for the hearing of complaints by the Tribunal;
- (c) the time within which, and the persons to whom, notices and other documents must be given in relation to complaints and when the notices are deemed to have been sent, given or received;
- (d) the manner of giving notice of an issue to the Canadian Human Rights Commission under subsection 65(5) or section 78; and
- (e) the disclosure of information obtained in the course of an appointment process or a complaint proceeding under this Act.

Annual report

110. (1) The Chairperson shall, as soon as possible after the end of each fiscal year, prepare and transmit to the minister designated by the Governor in Council for the purposes of this section a report for that fiscal year in respect of matters under the Tribunal's jurisdiction.

Tabling in
Parliament

(2) The minister to whom the report is transmitted shall cause the report to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the minister receives it.

PART 7

POLITICAL ACTIVITIES

Interpretation

Definitions

111. (1) The following definitions apply in this Part.

"election"
« *élection* »

"election" means a federal, provincial, territorial or municipal election.

"federal
election"
« *élection
fédérale* »

"federal election" means an election to the House of Commons.

"municipal
election"
« *élection
municipale* »

"municipal election" means an election as the mayor or a member of the council of a municipality.

Règlements et rapports

Règlements

109. Le Tribunal peut, par règlement, régir :

- a) les modalités et le délai de présentation des plaintes présentées en vertu du paragraphe 65(1) ou des articles 74, 77 ou 83;
- b) la procédure à suivre pour l'audition des plaintes;
- c) le délai d'envoi des avis et autres documents au titre des plaintes, ainsi que leurs destinataires et la date où ces avis sont réputés avoir été donnés et reçus;
- d) les modalités applicables aux avis donnés à la Commission canadienne des droits de la personne en application du paragraphe 65(5) ou de l'article 78;
- e) la communication de renseignements obtenus dans le cadre de la présente loi au cours d'un processus de nomination ou de l'instruction de plaintes.

Rapport
annuel

110. (1) Dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice, le président établit et transmet au ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application du présent article un rapport — pour l'exercice — sur les questions qui relèvent du Tribunal.

Dépôt

(2) Ce ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

PARTIE 7

ACTIVITÉS POLITIQUES

Définitions et interprétation

Définitions

111. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« *activité politique* »

a) Toute activité exercée au sein d'un parti politique, ou exercée pour soutenir un tel parti ou pour s'y opposer;

« *activité
politique* »
"political
activity"

"municipality" « municipalité »	<p>"municipality" means</p> <p>(a) an incorporated or unincorporated regional municipality, city, town, village, rural municipality, township, county, district or other municipality, however designated; or</p> <p>(b) any other local or regional authority that is determined by the Governor in Council to be a municipality for the purposes of this Part.</p>	<p>b) toute activité exercée pour soutenir un candidat avant ou pendant la période électorale ou pour s'y opposer;</p> <p>c) le fait d'être candidat à une élection ou de tenter de le devenir, avant ou pendant la période électorale.</p>	
"political activity" « activité politique »	<p>"political activity" means</p> <p>(a) carrying on any activity in support of, within or in opposition to a political party;</p> <p>(b) carrying on any activity in support of or in opposition to a candidate before or during an election period; or</p> <p>(c) seeking nomination as or being a candidate in an election before or during the election period.</p>	<p>« élection » Élection fédérale, provinciale, territoriale ou municipale.</p> <p>« élection fédérale » Élection à la Chambre des communes.</p> <p>« élection municipale » Élection à la charge de maire ou de conseiller d'une municipalité.</p> <p>« élection provinciale » Élection à l'assemblée législative d'une province.</p> <p>« élection territoriale » Élection au Conseil du territoire du Yukon ou à celui des Territoires du Nord-Ouest, ou à l'Assemblée législative du Nunavut.</p>	<p>« élection » "election"</p> <p>« élection fédérale » "federal election"</p> <p>« élection municipale » "municipal election"</p> <p>« élection provinciale » "provincial election"</p> <p>« élection territoriale » "territorial election"</p>
"provincial election" « élection provinciale »	<p>"provincial election" means an election to the legislature of a province.</p>	<p>« municipalité »</p>	<p>« municipalité » "municipality"</p>
"territorial election" « élection territoriale »	<p>"territorial election" means an election to the Council of the Yukon or the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut.</p>	<p>a) Municipalité régionale, ville, village, canton, district, comté, municipalité rurale — ou autre municipalité, quelle qu'en soit la désignation — dotés ou non de la personnalité morale;</p> <p>b) telle autre administration locale ou régionale à laquelle le gouverneur en conseil confère le statut de municipalité pour l'application de la présente partie.</p>	
Meaning of "deputy head"	<p>(2) For the purposes of this Part, "deputy head" includes a Commissioner appointed under subsection 4(5) and the Chairperson of the Tribunal designated under subsection 88(5).</p>	<p>(2) Pour l'application de la présente partie, les commissaires nommés aux termes du paragraphe 4(5) et le président du Tribunal désigné en vertu du paragraphe 88(5) sont considérés comme des administrateurs généraux.</p>	<p>Administrateur général</p>

Purpose of Part

Objet

Purpose

112. The purpose of this Part is to recognize the right of employees to engage in political activities while maintaining the principle of political impartiality in the public service.

Objet

112. La présente partie a pour objet de reconnaître aux fonctionnaires le droit de se livrer à des activités politiques tout en respectant le principe d'impartialité politique au sein de la fonction publique.

*Employees**Fonctionnaires*

Permitted activities	113. (1) An employee may engage in any political activity so long as it does not impair, or is not perceived as impairing, the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.	113. (1) Les fonctionnaires peuvent se livrer à des activités politiques, sauf si celles-ci portent ou semblent porter atteinte à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale.	Activités permises
Regulations	(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Commission, make regulations specifying political activities that are deemed to impair the ability of an employee, or any class of employees, to perform their duties in a politically impartial manner.	(2) Le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation de la Commission, préciser les activités politiques des fonctionnaires ou des catégories de fonctionnaires qui sont réputées porter atteinte à cette capacité.	Règlements
Factors	(3) In making regulations, the Governor in Council may take into consideration factors such as the nature of the political activity and the nature of the duties of an employee or class of employees and the level and visibility of their positions.	(3) Lorsqu'il prend des règlements, le gouverneur en conseil peut tenir compte notamment de la nature de l'activité politique et de celle des fonctions des fonctionnaires, ou des catégories de ceux-ci, ainsi que du niveau et de la visibilité de leur poste.	Facteurs
Seeking candidacy	114. (1) An employee may seek nomination as a candidate in a federal, provincial or territorial election before or during the election period only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.	114. (1) Le fonctionnaire désireux d'être choisi, avant ou pendant la période électorale, comme candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit demander et obtenir la permission de la Commission.	Fonctionnaire désireux d'être choisi comme candidat
Being a candidate before election period	(2) An employee may, before the election period, be a candidate in a federal, provincial or territorial election only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.	(2) Le fonctionnaire qui a été choisi comme candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit, pour la période précédant la période électorale, demander et obtenir la permission de la Commission.	Période pré-électorale
Being a candidate during election period	(3) An employee may, during the election period, be a candidate in a federal, provincial or territorial election only if the employee has requested and obtained a leave of absence without pay from the Commission.	(3) Le fonctionnaire désireux de se porter candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit, pour la période électorale, demander à la Commission et obtenir d'elle un congé sans solde.	Période électorale
Granting of permission	(4) The Commission may grant permission for the purpose of subsection (1) or (2) only if it is satisfied that the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner will not be impaired or perceived to be impaired.	(4) La Commission n'accorde la permission aux termes des paragraphes (1) ou (2) que si elle est convaincue que la capacité du fonctionnaire d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale ne sera pas atteinte ou ne semblera pas être atteinte.	Permission
Granting of leave	(5) The Commission may grant leave for the purpose of subsection (3) only if it is satisfied that being a candidate during the election period will not impair or be perceived	(5) La Commission n'accorde le congé aux termes du paragraphe (3) que si elle est convaincue que le fait pour le fonctionnaire d'être candidat pendant la période électorale	Condition

as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.

ne portera pas atteinte ou ne semblera pas porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale.

Factors

(6) In deciding whether seeking nomination as, or being, a candidate will impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner, the Commission may take into consideration factors such as the nature of the election, the nature of the employee's duties and the level and visibility of the employee's position.

(6) Pour prendre sa décision, la Commission peut tenir compte notamment de la nature des fonctions du fonctionnaire, du niveau et de la visibilité de son poste et de la nature de l'élection.

Facteurs

Conditions

(7) The Commission may make permission under subsection (4) conditional on the employee taking a leave of absence without pay for the period or any part of the period in which he or she seeks nomination as a candidate, or for the period or any part of the period in which he or she is a candidate before the election period, as the case may be.

(7) La Commission peut assujettir l'octroi de la permission visée au paragraphe (4) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il tente de devenir candidat ou, lorsqu'il est candidat, pendant la période précédant la période électorale.

Conditions

Effect of election

(8) An employee ceases to be an employee on the day he or she is declared elected in a federal, provincial or territorial election.

(8) Le fonctionnaire déclaré élu dans une élection fédérale, provinciale ou territoriale perd dès lors sa qualité de fonctionnaire.

Effet de l'élection

Candidacy in municipal elections

115. (1) An employee may seek nomination as, or be, a candidate in a municipal election before or during the election period, only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.

115. (1) Le fonctionnaire désireux de se porter candidat à une élection municipale ou désireux d'être choisi comme tel, avant ou pendant la période électorale, doit demander et obtenir la permission de la Commission.

Candidature à une élection municipale

Granting of permission

(2) The Commission may grant permission only if it is satisfied that seeking nomination as, or being, a candidate in the election will not impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.

(2) La Commission n'accorde la permission que si elle est convaincue que le fait pour le fonctionnaire d'être ou de tenter de devenir candidat ne portera pas atteinte ou ne semblera pas porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale.

Permission

Factors

(3) In deciding whether seeking nomination as, or being, a candidate will impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner, the Commission may take into consideration factors such as the nature of the election, the nature of the employee's duties and the level and visibility of the employee's position.

(3) Pour prendre sa décision, la Commission peut tenir compte notamment de la nature des fonctions du fonctionnaire, du niveau et de la visibilité de son poste et de la nature de l'élection.

Facteurs

Conditions

(4) The Commission may make permission under this section conditional on

(a) the employee taking a leave of absence without pay

(i) for the period or any part of the period in which he or she seeks nomination as a candidate, or for the period or any part of the period in which he or she is a candidate before the election period, as the case may be, or

(ii) for the period in which he or she is a candidate during the election period; and

(b) the employee taking a leave of absence without pay or ceasing to be an employee if he or she is declared elected.

(4) La Commission peut assujettir l'octroi de sa permission :

a) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde :

(i) pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il tente de devenir candidat ou pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il est candidat avant la période électorale,

(ii) pour toute la période au cours de laquelle il est candidat, au cours de la période électorale;

b) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde ou à la perte de sa qualité de fonctionnaire, s'il est élu.

Conditions

Notice

116. On granting an employee permission under subsection 114(4), leave under subsection 114(5) or permission under subsection 115(2), the Commission shall cause notice that it has done so, together with the name of that employee, to be published in the *Canada Gazette*.

116. Dès qu'elle accorde la permission aux termes du paragraphe 114(4), le congé aux termes du paragraphe 114(5) ou la permission aux termes du paragraphe 115(2), la Commission fait publier un avis de sa décision et du nom du fonctionnaire concerné dans la *Gazette du Canada*.

Avis

Deputy Heads

Political activities

117. A deputy head shall not engage in any political activity other than voting in an election.

Administrateurs généraux

117. Les administrateurs généraux ne peuvent se livrer à aucune activité politique, à l'exception du vote dans le cadre d'une élection.

Activité politique

Allegations

Investigation and corrective action — employees

118. The Commission may investigate any allegation, in accordance with the regulations, that an employee has failed to comply with any of subsections 113(1), 114(1) to (3) and 115(1) and, if it concludes that the allegation is substantiated, may dismiss the employee or may take any corrective action that it considers appropriate.

Allégations

118. La Commission peut, en conformité avec les règlements, mener une enquête sur toute allégation selon laquelle un fonctionnaire ne s'est pas conformé à l'un ou l'autre des paragraphes 113(1), 114(1) à (3) ou 115(1). Si elle juge l'allégation bien fondée, elle peut destituer le fonctionnaire ou prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.

Enquête et prise de mesures correctives : fonctionnaires

Investigation and dismissal — deputy head

119. (1) The Commission may investigate any allegation, made to it by a person who is or has been a candidate in an election, that a deputy head has contravened section 117 and, if it concludes that the allegation is substantiated, the Commission shall report its conclusion to the Governor in Council and the Governor in Council may dismiss the deputy head.

119. (1) La Commission peut mener une enquête sur toute allégation faite par une personne qui est ou a été candidat à une élection, selon laquelle un administrateur général a contrevenu à l'article 117. Si elle juge l'allégation bien fondée, elle fait rapport de ses conclusions au gouverneur en conseil; celui-ci peut destituer l'administrateur général.

Enquête et destitution : administrateurs généraux

Exception	(2) Subsection (1) does not apply in respect of any deputy head whose removal from office is expressly provided for by this or any other Act, otherwise than by termination of his or her appointment at pleasure.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux administrateurs généraux dont les modalités de destitution, autres que celles relatives à la cessation de fonctions occupées à titre amovible, sont expressément fixées par une autre loi ou par d'autres dispositions de la présente loi.	Non-application du paragraphe (1)
Powers under <i>Inquiries Act</i>	120. In conducting any investigation under this Part, the Commission has all the powers of a commissioner under Part II of the <i>Inquiries Act</i> .	120. Pour les besoins de toute enquête qu'elle mène en vertu de la présente partie, la Commission dispose des pouvoirs d'un commissaire nommé au titre de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes</i> .	Pouvoirs de la Commission
Persons acting for Commission	121. (1) The Commission may direct that any investigation under this Part be conducted, in whole or in part, by one or more Commissioners or other persons.	121. (1) La Commission peut désigner, pour mener tout ou partie d'une enquête visée à la présente partie, un ou plusieurs commissaires ou autres personnes.	Représentants de la Commission
Powers of Commissioner	(2) A Commissioner directed under subsection (1) has the powers referred to in section 120 in relation to the matter before the Commissioner.	(2) Le commissaire désigné au titre du paragraphe (1) dispose, relativement à la question dont il est saisi, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 120.	Pouvoirs du commissaire
Powers of other person	(3) Subject to any limitations specified by the Commission, a person directed under subsection (1), other than a Commissioner, has the powers referred to in section 120 in relation to the matter before the person.	(3) La personne désignée au titre du paragraphe (1) qui n'est pas commissaire dispose, relativement à la question dont elle est saisie, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 120, dans les limites que celle-ci fixe.	Pouvoirs d'une personne autre qu'un commissaire
Right to be heard	122. A person making an allegation under section 118 or 119 and the employee or deputy head against whom it is made — or their representatives — are entitled to be heard by the Commission, Commissioner or other person, whichever is conducting the investigation.	122. La personne qui a fait l'allégation visée aux articles 118 ou 119 et le fonctionnaire ou l'administrateur général contre qui l'allégation a été faite, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par la Commission ou, si une personne a été chargée de l'enquête, par celle-ci.	Droit de se faire entendre

PART 8

PARTIE 8

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Application of Act**Application de la présente loi*

Regulations of Governor in Council	123. (1) The Governor in Council may, notwithstanding any other Act, make regulations applying to any organization or any part of any organization all or any of the provisions of this Act that do not otherwise apply to it.	123. (1) Le gouverneur en conseil peut par règlement, malgré toute autre loi, appliquer tout ou partie des dispositions de la présente loi à toute administration — ou partie de celle-ci — à l'égard de laquelle ces dispositions ne sont pas normalement applicables.	Règlements du gouverneur en conseil
Application of other Acts	(2) A regulation made under subsection (1) prevails over the provisions of any other Act or regulations made under any other Act respecting the same matter.	(2) Le règlement pris en vertu du paragraphe (1) l'emporte sur les autres dispositions législatives et réglementaires régissant les questions dont il traite.	Primauté

Application of regulations

124. A regulation made by the Commission, the Treasury Board or the Governor in Council under this Act may be of general application or may apply to a specified person, position, occupational group, organization or part of an organization, or any class of them, or in respect of a specified process or any class of process.

124. Les règlements pris par la Commission, le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil en vertu de la présente loi peuvent soit recevoir une application générale, soit ne viser qu'une personne, un groupe professionnel, une administration ou une partie d'une administration, une procédure ou un poste, ou une catégorie de ceux-ci.

Application

Head of Public Service

Chef de la fonction publique

Appointment by Governor in Council

125. The Governor in Council may appoint and fix the remuneration of the Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet.

125. Le gouverneur en conseil peut nommer le greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet et fixer son traitement.

Nomination par le gouverneur en conseil

Clerk of Privy Council

126. The Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet is the head of the public service.

126. Le greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet est le chef de la fonction publique.

Greffier du Conseil privé

Report of head of the public service

127. The head of the public service shall submit a report on the state of the public service in each fiscal year to the Prime Minister, and the Prime Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Prime Minister receives it.

127. Au cours de chaque exercice, le chef de la fonction publique présente au premier ministre un rapport sur l'état de la fonction publique. Le premier ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapport du chef de la fonction publique

Ministerial Staff

Personnel des cabinets de ministres

Ministerial staff

128. (1) A minister, or a person holding the recognized position of Leader of the Opposition in the House of Commons or Leader of the Opposition in the Senate, may appoint an executive assistant and other persons required in his or her office.

128. (1) Les ministres et les titulaires des charges de chef de l'Opposition à la Chambre des communes ou de leader de l'Opposition au Sénat peuvent nommer le personnel de leur cabinet, notamment leur directeur de cabinet.

Personnel des cabinets de ministres

Termination of employment

(2) A person who is employed in an office referred to in subsection (1) ceases to be so employed thirty days after the person holding a position referred to in subsection (1) ceases to hold that position.

(2) Les personnes employées dans un tel cabinet cessent de l'être trente jours après que le ministre ou le titulaire de la charge cesse d'occuper sa charge.

Cessation d'emploi

Regulations

129. The Governor in Council may make regulations applying all or any of the provisions of this Act to any of the positions of persons appointed by ministers under subsection 128(1).

129. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, étendre l'application de tout ou partie de la présente loi à tout poste occupé par les personnes nommées par un ministre en vertu du paragraphe 128(1).

Règlements

Public Officials

Appointments
by Governor
in Council

130. The Governor in Council may appoint and fix the remuneration of

- (a) the Secretary to the Cabinet for Federal-Provincial Relations;
- (b) the Clerk of the Senate;
- (c) the Clerk of the House of Commons; and
- (d) the Secretary to the Governor General.

Diplomatic Personnel

Diplomatic
appointments

131. Nothing in this Act shall be construed as affecting the right or authority of Her Majesty to appoint ambassadors, ministers, high commissioners or consuls-general of Canada to another country or to appoint other persons to represent Canada in another country.

Block Transfers

Transfer of
employees

132. (1) Nothing in an order made under the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act* shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of the order, occupied a position in a portion of the core public administration the control or supervision of which has been transferred from one department or other portion of the core public administration to another, or in a department that has been amalgamated and combined, except that the employee shall, on the coming into force of the order, occupy that position in the department or other portion of the core public administration to which the control or supervision has been transferred or in the department as amalgamated and combined.

Transfer of
other staff

(2) Where an order is made under the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*, the Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Treasury Board and where the Governor in Council is of the opinion that an employee or class of employees is carrying out powers, duties or functions that are in whole or in part in support of or related to the powers, duties and functions of employees referred to in subsection (1) and that it is in the best interests

Hauts responsables

130. Le gouverneur en conseil peut nommer les personnes suivantes et fixer leur traitement :

- a) le secrétaire du Cabinet pour les relations fédéro-provinciales;
- b) le greffier du Sénat;
- c) le greffier de la Chambre des communes;
- d) le secrétaire du gouverneur général.

Nomination
par le
gouverneur
en conseil

Personnel diplomatique

131. La présente loi n'a pas pour effet de restreindre le droit ou le pouvoir de Sa Majesté de nommer des représentants du Canada à l'étranger, notamment des ambassadeurs, des ministres, des hauts-commissaires et des consuls généraux.

Nomination
du personnel
diplomatique

Transferts en bloc

132. (1) Les décrets pris en application de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique* ne changent rien à la situation des fonctionnaires qui, à l'entrée en vigueur de ces décrets, occupaient un poste dans l'administration publique centrale dont la responsabilité a été transférée d'un ministère ou secteur de l'administration publique centrale à un autre ou dans l'un ou l'autre des ministères qui ont été regroupés, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils occupent le poste dans le ministère ou secteur auquel la responsabilité a été transférée ou dans le ministère qui résulte du regroupement, selon le cas.

Transfert de
fonctionnaires

(2) En cas de prise d'un décret en application de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouverneur en conseil, s'il estime que la mesure sert les intérêts de l'administration publique centrale, peut, par décret pris sur recommandation du Conseil du Trésor, prévoir que des fonctionnaires ou catégories de fonctionnaires qui, à son avis, exercent, en tout ou en partie, des attributions liées à celles des fonctionnaires visés au

Transfert par
décret

of the core public administration to do so, declare that the employee or class of employees shall, on the coming into force of the order, occupy their positions in the department or other portion of the core public administration where the employees referred to in subsection (1) are currently occupying their positions.

Core public administration

(3) For the purposes of this section, the core public administration consists of the departments, as defined in subsection 2(1), and the portions of the federal public administration named in Schedule IV to the *Financial Administration Act*.

paragraphe (1) ou des attributions auxiliaires, occuperont, à compter de l'entrée en vigueur de ce dernier décret, leur poste dans le même ministère ou secteur de l'administration publique centrale que les fonctionnaires visés au paragraphe (1).

(3) Dans le présent article, l'administration publique centrale se compose des ministères au sens du paragraphe 2(1), et des secteurs de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sens d'administration publique centrale

Offence

Fraud

133. Every person who commits fraud in any appointment process is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Infraction

133. Quiconque commet une fraude dans le cadre d'une procédure de nomination est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Fraude

Oaths and Affirmations

Authority to administer

134. The Commission or a deputy head may administer oaths and receive affidavits, declarations and solemn affirmations in relation to matters within their respective jurisdictions under this Act.

Serments

134. La Commission et l'administrateur général peuvent faire prêter serment et recevoir des affidavits, des déclarations et des affirmations solennelles dans les domaines relevant de la compétence qui leur est conférée respectivement par la présente loi.

Prestation de serment

Access to Facilities and Information

Access by Commission

135. Deputy heads and employees shall provide the Commission with any facilities, assistance, information and access to their respective offices that the Commission may require for the performance of its duties.

Accès aux installations et renseignements

135. Les administrateurs généraux et les fonctionnaires doivent permettre à la Commission l'accès à leurs bureaux respectifs et lui fournir les services, l'aide et les renseignements qu'elle peut exiger en vue de l'exécution de sa mission.

Accès à donner à la Commission

Five-year Review

Review

136. The minister designated by the Governor in Council for the purposes of this section shall cause a review of this Act and its administration and operation to be conducted five years after this section comes into force, and that minister shall cause a report of the review to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the review is completed.

Examen quinquennal

136. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article, le ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application du présent article veille à ce que la présente loi et son application fassent l'objet d'un examen et fait déposer un rapport de l'examen devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'examen.

Examen

Schedule to the *Public Service Employment Act*

13. The schedule to the *Public Service Employment Act* enacted by section 12 of this Act is set out in Schedule 2 to this Act.

13. L'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'article 12 de la présente loi figure à l'annexe 2 de la présente loi.

Annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

DIVISION 2

SECTION 2

R.S., c. P-33

AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

MODIFICATIONS À LA LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L.R., ch. P-33

1992, c. 54, ss. 3 and 31(E)

14. Sections 3 and 4 of the *Public Service Employment Act*, being chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, are replaced by the following:

14. Les articles 3 et 4 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985), sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 54, art. 3 et 31(A)

Commission established

3. (1) A commission is established, to be called the Public Service Commission, consisting of a President and two or more other Commissioners.

3. (1) Est constituée la Commission de la fonction publique, composée de trois commissaires ou plus, dont le président.

Constitution

Eligibility

(2) In order to be eligible to hold office as a Commissioner, a person must be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(2) Il faut, pour être commissaire, être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Conditions

Full-time or part-time

(3) The President shall serve on a full-time basis and the other Commissioners on a part-time basis.

(3) Le président occupe sa charge à temps plein et les autres commissaires, à temps partiel.

Temps plein et temps partiel

Other employment or activities

(4) Commissioners shall not accept or hold any office or employment, or carry on any activity, that is inconsistent with their functions, and the President shall devote the whole of his or her time to the performance of the President's functions.

(4) Les commissaires ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec leurs fonctions et le président se consacre exclusivement à l'exécution de ses fonctions.

Cumul de fonctions

Appointment of Commissioners

(5) The President and other Commissioners shall be appointed by the Governor in Council. The appointment of the President shall be made by commission under the Great Seal after approval by resolution of the Senate and House of Commons.

(5) Le gouverneur en conseil nomme les commissaires; dans le cas du président, il procède à la nomination par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

Nomination des commissaires

Tenure and term of office

(6) A Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

(6) Les commissaires occupent leur charge à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du mandat et révocation

Re-appointment

(7) A Commissioner, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.

(7) Le mandat des commissaires est renouvelable pour des périodes maximales de sept ans chacune.

Renouvellement du mandat

Oath or affirmation	(8) Before commencing his or her functions, each Commissioner shall take an oath or make a solemn affirmation in the form set out in Schedule I before the Clerk of the Privy Council or the person designated by the Clerk.	(8) Avant leur entrée en fonctions, les commissaires prêtent ou font, selon le cas, devant le greffier du Conseil privé ou la personne qu'il désigne, le serment ou l'affirmation solennelle figurant à l'annexe I.	Serment ou affirmation solennelle
Salaries	3.1 (1) The Commissioners shall be paid the remuneration determined by the Governor in Council.	3.1 (1) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Expenses	(2) The Commissioners are entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary place of residence or, in the case of the President, while absent from his or her ordinary place of work.	(2) Les commissaires ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, dans le cas du président, soit de résidence, dans le cas des autres commissaires.	Frais de déplacement
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	(3) The President is deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> .	(3) Le président est réputé être employé dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Application of other Acts	(4) The Commissioners are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(4) Les commissaires sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Application d'autres lois
President	4. (1) The President is the chief executive officer of the Commission.	4. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission.	Président
Residence	(2) The President shall reside in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or within the distance of it specified by the Governor in Council.	(2) Le président réside dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.	Résidence
Acting President	(3) If the President is absent or unable to act or if the office of President is vacant, the minister designated under subsection 47(1) may authorize a Commissioner or other qualified person to act as President for a period not exceeding sixty days, and the Governor in Council may authorize a Commissioner or other qualified person to act as President for any longer period.	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application du paragraphe 47(1) peut autoriser un commissaire ou une autre personne qualifiée à assumer la présidence pour une période maximale de soixante jours; pour une période plus longue, l'autorisation est donnée par le gouverneur en conseil.	Absence ou empêchement
Quorum	4.1 (1) A majority of the Commissioners constitutes a quorum of the Commission.	4.1 (1) Le quorum est constitué par la majorité des commissaires.	Quorum
Vacancy	(2) A vacancy in the membership of the Commission does not impair the right of the remaining Commissioners to act.	(2) Une vacance parmi les commissaires n'empêche pas le fonctionnement de la Commission.	Vacance

Head office	4.2 The head office of the Commission shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	4.2 Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Human resources	4.3 The Commission may appoint the persons necessary for the proper conduct of its work in the manner authorized by this Act.	4.3 La Commission peut nommer conformément à la présente loi le personnel nécessaire à l'exécution de ses travaux.	Ressources humaines
Experts and advisers	4.4 (1) The Commission may retain on a temporary basis the services of experts or other persons having technical or special knowledge to assist it in an advisory capacity and, subject to the approval of the Treasury Board, fix their remuneration.	4.4 (1) La Commission peut retenir temporairement les services d'experts ou d'autres spécialistes chargés de l'assister à titre consultatif, et, sous réserve de l'agrément du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.	Assistance technique
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	(2) Persons whose services are retained under subsection (1) are not employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> .	(2) Ces experts ou autres spécialistes ne sont pas employés dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
1992, c. 54, s. 6(1)	15. Subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:	15. Le paragraphe 6(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1992, ch. 54, par. 6(1)
Delegation to deputy head	6. (1) The Commission may authorize a deputy head to exercise and perform, in such manner and subject to such terms and conditions as the Commission directs, any of the powers, functions and duties of the Commission under this Act, other than the powers, functions and duties of the Commission under sections 7.1, 21, 32 to 34, 34.4 and 34.5.	6. (1) La Commission peut autoriser un administrateur général à exercer, selon les modalités qu'elle fixe, tous pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, sauf en ce qui concerne ceux prévus aux articles 7.1, 21, 32 à 34, 34.4 et 34.5.	Délégation à un administrateur général
1992, c. 54, s. 8	16. Section 7.4 of the Act is replaced by the following:	16. L'article 7.4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1992, ch. 54, art. 8
Powers of boards	7.4 Subject to such restrictions or limitations as the Commission may specify, a board established under subsection 6(3) or 21(1) or 21(1.1) has, in relation to the matter before it, the powers referred to in section 7.2.	7.4 Les comités visés aux paragraphes 6(3), 21(1) ou 21(1.1) disposent, relativement à la question dont ils sont saisis, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 7.2, dans les limites qu'elle fixe.	Pouvoirs des comités
1993, c. 28, s. 78 (Sch III, ss. 123 and 124(E))	17. The heading before section 32 and sections 32 to 34 of the Act are replaced by the following:	17. L'intertitre précédant l'article 32 et les articles 32 à 34 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 123 et 124(A)
	<i>Political Activities</i>	<i>Activités politiques</i>	
Definitions	32. (1) The following definitions apply in this section and sections 32.1 to 34.	32. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 32.1 à 34.	Définitions
"election" « <i>élection</i> »	"election" means a federal, provincial, territorial or municipal election.	« activité politique »	« activité politique »
"federal election" « <i>élection fédérale</i> »	"federal election" means an election to the House of Commons.		"political activity" « <i>activité politique</i> »

“municipal election”
« *élection municipale* »

“municipal election” means an election as the mayor or a member of the council of a municipality.

a) Toute activité exercée au sein d’un parti politique, ou exercée pour soutenir un tel parti ou pour s’y opposer;

“municipality”
« *municipalité* »

“municipality” means

b) toute activité exercée pour soutenir un candidat avant ou pendant la période électorale ou pour s’y opposer;

(a) an incorporated or unincorporated regional municipality, city, town, village, rural municipality, township, county, district or other municipality, however designated; or

c) le fait d’être candidat à une élection ou de tenter de le devenir, avant ou pendant la période électorale.

(b) any other local or regional authority that is determined by the Governor in Council to be a municipality for the purposes of this section and sections 32.1 to 34.

« *élection* » Élection fédérale, provinciale, territoriale ou municipale.

« *élection* »
« *election* »

« *élection fédérale* » Élection à la Chambre des communes.

« *élection fédérale* »
« *federal election* »

« *élection municipale* » Élection à la charge de maire ou de conseiller d’une municipalité.

« *élection municipale* »
« *municipal election* »

« *élection provinciale* » Élection à l’assemblée législative d’une province.

« *élection provinciale* »
« *provincial election* »

« *élection territoriale* » Élection au Conseil du territoire du Yukon ou à celui des Territoires du Nord-Ouest, ou à l’Assemblée législative du Nunavut.

« *élection territoriale* »
« *territorial election* »

« *municipalité* »

« *municipalité* »
« *municipality* »

a) Municipalité régionale, ville, village, canton, district, comté, municipalité rurale — ou autre municipalité, quelle qu’en soit la désignation — dotés ou non de la personnalité morale;

b) telle autre administration locale ou régionale à laquelle le gouverneur en conseil confère le statut de municipalité pour l’application du présent article et des articles 32.1 à 34.

“political activity”
« *activité politique* »

“political activity” means

(a) carrying on any activity in support of, within or in opposition to a political party;

(b) carrying on any activity in support of or in opposition to a candidate before or during an election period; or

(c) seeking nomination as or being a candidate in an election before or during the election period.

“provincial election”
« *élection provinciale* »

“provincial election” means an election to the legislature of a province.

“territorial election”
« *élection territoriale* »

“territorial election” means an election to the Council of the Yukon or the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Nunavut.

Meaning of “deputy head”

(2) For the purposes of this section and sections 32.1 to 34, “deputy head” includes a Commissioner appointed under subsection 3(5) and the Chairperson of the Tribunal designated under subsection 49(4).

(2) Pour l’application du présent article et des articles 32.1 à 34, les commissaires nommés aux termes du paragraphe 3(5) et le président du Tribunal désigné en vertu du paragraphe 49(4) sont considérés comme des administrateurs généraux.

Administrateur général

Purpose	32.1 The purpose of sections 32.2 to 34 is to recognize the right of employees to engage in political activities while maintaining the principle of political impartiality in the public service.	32.1 Les articles 32.2 à 34 ont pour objet de reconnaître aux fonctionnaires le droit de se livrer à des activités politiques tout en respectant le principe d'impartialité politique au sein de la fonction publique.	Objet
Permitted activities	32.2 (1) An employee may engage in any political activity so long as it does not impair, or is not perceived as impairing, the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.	32.2 (1) Les fonctionnaires peuvent se livrer à des activités politiques, sauf si celles-ci portent ou semblent porter atteinte à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale.	Activités permises
Regulations	(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Commission, make regulations specifying the political activities that are deemed to impair the ability of an employee, or any class of employees, to perform their duties in a politically impartial manner.	(2) Le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation de la Commission, préciser les activités politiques des fonctionnaires ou des catégories de fonctionnaires qui sont réputées porter atteinte à cette capacité.	Règlements
Factors	(3) In making a regulation, the Governor in Council may take into consideration factors such as the nature of the political activity and the nature of the duties of an employee or class of employees and the level and visibility of their positions.	(3) Lorsqu'il prend des règlements, le gouverneur en conseil peut tenir compte notamment de la nature de l'activité politique et de celle des fonctions des fonctionnaires, ou des catégories de ceux-ci, ainsi que du niveau et de la visibilité de leur poste.	Facteurs
Seeking candidacy	32.3 (1) An employee may seek nomination as a candidate in a federal, provincial or territorial election before or during the election period only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.	32.3 (1) Le fonctionnaire désireux d'être choisi, avant ou pendant la période électorale, comme candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit demander et obtenir la permission de la Commission.	Fonctionnaire désireux d'être choisi comme candidat
Being a candidate before election period	(2) An employee may, before the election period, be a candidate in a federal, provincial or territorial election only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.	(2) Le fonctionnaire qui a été choisi comme candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit, pour la période précédant la période électorale, demander et obtenir la permission de la Commission.	Période pré-électorale
Being a candidate during election period	(3) An employee may, during the election period, be a candidate in a federal, provincial or territorial election only if the employee has requested and obtained a leave of absence without pay from the Commission.	(3) Le fonctionnaire désireux de se porter candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit, pour la période électorale, demander à la Commission et obtenir d'elle un congé sans solde.	Période électorale
Granting of permission	(4) The Commission may grant permission for the purpose of subsection (1) or (2) only if it is satisfied that the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner will not be impaired or perceived to be impaired.	(4) La Commission n'accorde la permission aux termes des paragraphes (1) ou (2) que si elle est convaincue que la capacité du fonctionnaire d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale ne sera pas atteinte ou ne semblera pas être atteinte.	Permission

Granting of leave	(5) The Commission may grant leave for the purpose of subsection (3) only if it is satisfied that being a candidate during the election period will not impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.	(5) La Commission n'accorde le congé aux termes du paragraphe (3) que si elle est convaincue que le fait pour le fonctionnaire d'être candidat pendant la période électorale ne portera pas atteinte ou ne semblera pas porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale.	Condition
Factors	(6) In deciding whether seeking nomination as, or being, a candidate will impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner, the Commission may take into consideration factors such as the nature of the election, the nature of the employee's duties and the level and visibility of the employee's position.	(6) Pour prendre sa décision, la Commission peut tenir compte notamment de la nature des fonctions du fonctionnaire, du niveau et de la visibilité de son poste et de la nature de l'élection.	Facteurs
Conditions	(7) The Commission may make permission under subsection (4) conditional on the employee taking a leave of absence without pay for the period or any part of the period in which he or she seeks nomination as a candidate, or for the period or any part of the period in which he or she is a candidate before the election period, as the case may be.	(7) La Commission peut assujettir l'octroi de la permission visée au paragraphe (4) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il tente de devenir candidat ou, lorsqu'il est candidat, pendant la période précédant la période électorale.	Conditions
Effect of election	(8) An employee ceases to be an employee on the day he or she is declared elected in a federal, provincial or territorial election.	(8) Le fonctionnaire déclaré élu dans une élection fédérale, provinciale ou territoriale perd dès lors sa qualité de fonctionnaire.	Effet de l'élection
Candidacy in municipal elections	33. (1) An employee may seek nomination as, or be, a candidate in a municipal election before or during the election period, only if the employee has requested and obtained permission from the Commission to do so.	33. (1) Le fonctionnaire désireux de se porter candidat à une élection municipale ou désireux d'être choisi comme tel, avant ou pendant la période électorale, doit demander et obtenir la permission de la Commission.	Candidature à une élection municipale
Granting of permission	(2) The Commission may grant permission only if it is satisfied that seeking nomination as, or being, a candidate in the election will not impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner.	(2) La Commission n'accorde la permission que si elle est convaincue que le fait pour le fonctionnaire d'être ou de tenter de devenir candidat ne portera pas atteinte ou ne semblera pas porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions de façon politiquement impartiale.	Permission
Factors	(3) In deciding whether seeking nomination as, or being, a candidate will impair or be perceived as impairing the employee's ability to perform his or her duties in a politically impartial manner, the Commission may take into consideration factors such as the nature of the election, the nature of the employee's duties and the level and visibility of the employee's position.	(3) Pour prendre sa décision, la Commission peut tenir compte notamment de la nature des fonctions du fonctionnaire, du niveau et de la visibilité de son poste et de la nature de l'élection.	Facteurs

Conditions	<p>(4) The Commission may make permission under this section conditional on</p> <p>(a) the employee taking a leave of absence without pay</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) for the period or any part of the period in which he or she seeks nomination as a candidate, or for the period or any part of the period in which he or she is a candidate before the election period, as the case may be, or</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) for the period in which he or she is a candidate during the election period; and</p> <p>(b) the employee taking a leave of absence without pay or ceasing to be an employee if he or she is declared elected.</p>	<p>(4) La Commission peut assujettir l'octroi de sa permission :</p> <p>a) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il tente de devenir candidat ou pour tout ou partie de la période au cours de laquelle il est candidat avant la période électorale,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) pour toute la période au cours de laquelle il est candidat, au cours de la période électorale;</p> <p>b) à la prise par le fonctionnaire d'un congé sans solde ou à la perte de sa qualité de fonctionnaire, s'il est élu.</p>	Conditions
Notice	<p>33.1 On granting an employee permission under subsection 32.3(4), leave under subsection 32.3(5) or permission under subsection 33(2), the Commission shall cause notice that it has done so, together with the name of that employee, to be published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>33.1 Dès qu'elle accorde la permission aux termes du paragraphe 32.3(4), le congé aux termes du paragraphe 32.3(5) ou la permission aux termes du paragraphe 33(2), la Commission fait publier un avis de sa décision et du nom du fonctionnaire concerné dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>	Avis
Political activities	<p>33.2 A deputy head shall not engage in any political activity other than voting in an election.</p>	<p>33.2 Les administrateurs généraux ne peuvent se livrer à aucune activité politique, à l'exception du vote dans le cadre d'une élection.</p>	Activité politique
Investigation and corrective action — employees	<p>33.3 The Commission may investigate any allegation, made to it by a person who is or has been a candidate in an election, that an employee has failed to comply with any of subsections 32.2(1), 32.3(1) to (3) and 33(1) and, if it concludes that the allegation is substantiated, the Commission may dismiss the employee or may take any corrective action that it considers appropriate.</p>	<p>33.3 La Commission peut mener une enquête sur toute allégation faite par une personne qui est ou a été candidat à une élection, selon laquelle un fonctionnaire ne s'est pas conformé à l'un ou l'autre des paragraphes 32.2(1), 32.3(1) à (3) ou 33(1). Si elle juge l'allégation bien fondée, elle peut destituer le fonctionnaire ou prendre les mesures correctives qu'elle estime indiquées.</p>	Enquête et prise de mesures correctives : fonctionnaires
Investigation and dismissal — deputy head	<p>33.4 (1) The Commission may investigate any allegation, made to it by a person who is or has been a candidate in an election, that a deputy head has contravened section 33.2 and, if it concludes that the allegation is substantiated, the Commission shall report its conclusion to the Governor in Council and the Governor in Council may dismiss the deputy head.</p>	<p>33.4 (1) La Commission peut mener une enquête sur toute allégation faite par une personne qui est ou a été candidat à une élection, selon laquelle un administrateur général a contrevenu à l'article 33.2. Si elle juge l'allégation bien fondée, elle fait rapport de ses conclusions au gouverneur en conseil; celui-ci peut destituer l'administrateur général.</p>	Enquête et destitution : administrateurs généraux
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of any deputy head whose removal from office is expressly provided for by this or any other Act, otherwise than by termination of his or her appointment at pleasure.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux administrateurs généraux dont les modalités de destitution, autres que celles relatives à la cessation de fonctions occupées à titre amovi-</p>	Non-application du paragraphe (1)

		ble, sont expressément fixées par une autre loi ou par d'autres dispositions de la présente loi.	
Powers under <i>Inquiries Act</i>	33.5 In conducting any investigation under this Part, the Commission has all the powers of a commissioner under Part II of the <i>Inquiries Act</i> .	33.5 Pour les besoins de toute enquête qu'elle mène en vertu de la présente partie, la Commission dispose des pouvoirs d'un commissaire nommé au titre de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes</i> .	Pouvoirs de la Commission
Persons acting for Commission	33.6 (1) The Commission may direct that any investigation under this Part be conducted, in whole or in part, by one or more Commissioners or other persons.	33.6 (1) La Commission peut désigner, pour mener tout ou partie d'une enquête visée à la présente partie, un ou plusieurs commissaires ou autres personnes.	Représentants de la Commission
Powers of Commissioner	(2) A Commissioner directed under subsection (1) has the powers referred to in section 33.5 in relation to the matter before the Commissioner.	(2) Le commissaire désigné au titre du paragraphe (1) dispose, relativement à la question dont il est saisi, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 33.5.	Pouvoirs du commissaire
Powers of other person	(3) Subject to any limitations specified by the Commission, a person directed under subsection (1), other than a Commissioner, has the powers referred to in section 33.5 in relation to the matter before the person.	(3) La personne désignée au titre du paragraphe (1) qui n'est pas commissaire dispose, relativement à la question dont elle est saisie, des pouvoirs attribués à la Commission par l'article 33.5, dans les limites que celle-ci fixe.	Pouvoirs d'une personne autre qu'un commissaire
Right to be heard	34. A person making an allegation under section 33.3 or 33.4 and the employee or deputy head against whom it is made — or their representatives — are entitled to be heard by the Commission, Commissioner or other person, whichever is conducting the investigation.	34. La personne qui a fait l'allégation visée aux articles 33.3 ou 33.4 et le fonctionnaire ou l'administrateur général contre qui l'allégation a été faite, ou leurs représentants, ont le droit de se faire entendre par la Commission ou, si une personne a été chargée de l'enquête, par celle-ci.	Droit de se faire entendre
	18. Subsection 36(1) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (a), by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c).	18. L'alinéa 36(1)c) de la même loi est abrogé.	
	19. The Act is amended by adding the following after section 48:	19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 48, de ce qui suit :	
	PART V	PARTIE V	
	PUBLIC SERVICE STAFFING TRIBUNAL	TRIBUNAL DE LA DOTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE	
	<i>Establishment</i>	<i>Constitution</i>	
Tribunal established	49. (1) A tribunal is established, to be called the Public Service Staffing Tribunal, consisting of between five and seven permanent members appointed by the Governor in Council and any temporary members that are appointed under section 51.	49. (1) Est constitué le Tribunal de la dotation de la fonction publique, composé de cinq à sept membres titulaires nommés par le gouverneur en conseil et des membres vacataires nommés en vertu de l'article 51.	Constitution

Eligibility	<p>(2) In order to be eligible to hold office as a member, a person must</p> <p>(a) be a Canadian citizen within the meaning of the <i>Citizenship Act</i> or a permanent resident within the meaning of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>; and</p> <p>(b) have knowledge of or experience in employment matters in the public sector.</p>	<p>(2) Il faut, pour être membre du Tribunal :</p> <p>a) être citoyen canadien au sens de la <i>Loi sur la citoyenneté</i> ou résident permanent au sens de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>;</p> <p>b) avoir de l'expérience ou des connaissances en matière d'emploi dans le secteur public.</p>	Qualités requises
Full-time or part-time	(3) Members shall be appointed on a full-time or part-time basis.	(3) Les membres sont nommés soit à temps plein, soit à temps partiel.	Temps plein ou temps partiel
Chairperson and Vice-Chairperson	(4) The Governor in Council shall designate a full-time permanent member to be Chairperson of the Tribunal and a full-time or part-time permanent member to be its Vice-Chairperson.	(4) Le gouverneur en conseil désigne le président parmi les membres titulaires à temps plein et le vice-président parmi les membres titulaires à temps plein ou à temps partiel.	Désignation du président et du vice-président
Residence of Chairperson	(5) The Chairperson shall reside in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> or within the distance of it specified by the Governor in Council.	(5) Le président réside dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ou dans la périphérie de cette région définie par le gouverneur en conseil.	Résidence
Oath or affirmation	<p>(6) Before commencing his or her functions, a person appointed as a member of the Tribunal shall take an oath or make a solemn affirmation in the following form before a commissioner of oaths or other person having authority to administer oaths or solemn affirmations:</p> <p>I,, do swear (<i>or</i> solemnly affirm) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgement, skill and ability, execute and perform the office of member (<i>or</i> Chairperson <i>or</i> Vice-Chairperson) of the Public Service Staffing Tribunal.</p>	<p>(6) Avant leur entrée en fonctions, les membres du Tribunal prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après, devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée à recevoir les serments ou affirmations solennelles :</p> <p>Moi,, je jure (<i>ou</i> j'affirme solennellement) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement les fonctions de membre (<i>ou</i> président <i>ou</i> vice-président) du Tribunal de la dotation de la fonction publique.</p>	Serment ou affirmation solennelle
Tenure	50. (1) A permanent member of the Tribunal holds office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed for cause by the Governor in Council.	50. (1) Les membres titulaires du Tribunal sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.	Mandat
Reappointment	(2) A permanent member is eligible to be reappointed.	(2) Le mandat des membres titulaires peut être reconduit.	Renouvellement de mandat
Temporary members	51. (1) The Governor in Council may appoint temporary members of the Tribunal whenever, in the Governor in Council's opinion, the workload of the Tribunal so requires.	51. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer des membres vacataires du Tribunal lorsqu'il estime que la charge de travail du Tribunal le justifie.	Membres vacataires

Tenure	(2) A temporary member of the Tribunal holds office during good behaviour for a term not exceeding two years, but may be removed for cause by the Governor in Council.	(2) Les membres vacataires du Tribunal sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de deux ans, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.	Mandat
Reappointment	(3) A temporary member is eligible to be reappointed.	(3) Le mandat des membres vacataires peut être reconduit.	Renouvellement de mandat
Carrying out functions	52. Members shall not accept or hold any office or employment or carry on any activity inconsistent with their functions, and full-time members shall devote the whole of their time to the performance of their functions.	52. Les membres ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec leurs fonctions. Ceux nommés à temps plein se consacrent exclusivement à l'exécution de leurs fonctions.	Exercice des fonctions
Remuneration	53. (1) A member shall be paid the remuneration fixed by the Governor in Council.	53. (1) Les membres reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Expenses	(2) Members are entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by them in the course of their duties while absent from, in the case of full-time members, their ordinary place of work and, in the case of part-time members, their ordinary place of residence.	(2) Ils ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont nommés à temps plein, soit de résidence, s'ils sont nommés à temps partiel.	Frais de déplacement
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i>	(3) Full-time members are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> .	(3) Les membres à temps plein sont réputés être employés dans la fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>
Application of other Acts	(4) All members are deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	(4) Tous les membres sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> .	Application d'autres lois
Offices	54. (1) The head office of the Tribunal shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> and the Tribunal may, with the approval of the Governor in Council, establish any regional offices that it considers necessary to carry out its mandate.	54. (1) Le siège du Tribunal est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> . Le Tribunal peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, créer des bureaux régionaux s'il l'estime nécessaire à l'exécution de sa mission.	Siège et bureaux régionaux
Services and facilities	(2) In executing its mandate, the Tribunal may use any services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada that are appropriate for the operation of the Tribunal.	(2) Dans l'exécution de sa mission, le Tribunal peut faire usage, en tant que de besoin, des installations et services des ministères et organismes fédéraux.	Usage des services fédéraux

Chief executive officer

55. (1) The Chairperson of the Tribunal is its chief executive officer and has supervision over and direction of the work of the Tribunal.

55. (1) Le président est le premier dirigeant du Tribunal; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités.

Premier dirigeant

Delegation by Chairperson

(2) The Chairperson may authorize the Vice-Chairperson to exercise any of the Chairperson's powers or perform any of the Chairperson's functions.

(2) Le président peut déléguer ses attributions au vice-président.

Délégation

Absence of Chairperson

(3) If the Chairperson is absent or unable to act or the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall act as the Chairperson and, while so acting, has all the powers and shall perform all the duties of the Chairperson.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

Intérim

Acting Chairperson

(4) If both the Chairperson and the Vice-Chairperson are absent or unable to act or if both of their offices are vacant, the minister designated by the Governor in Council for the purpose of this section may authorize a permanent member or other qualified person to act as Chairperson for a period not exceeding 60 days and the Governor in Council may authorize a permanent member or other qualified person to act as Chairperson for any longer period.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président ou de vacance de leurs postes, le ministre désigné par le gouverneur en conseil pour l'application du présent article peut autoriser un membre titulaire ou une autre personne qualifiée à assumer la présidence pour une période maximale de soixante jours; pour une période plus longue, l'autorisation est donnée par le gouverneur en conseil.

Choix d'un autre intérimaire

Human resources

56. (1) The Chairperson of the Tribunal may employ persons for the proper conduct of the Tribunal's work, fix their period of employment, establish their probationary periods, reject them on probation and lay them off.

56. (1) Le président a, en matière de personnel du Tribunal, les pouvoirs suivants : nomination, fixation de la durée des fonctions et de la période de stage, renvoi au cours de la période de stage et mise en disponibilité.

Ressources humaines

Experts and advisers

(2) The Chairperson may retain on a temporary basis the services of mediators and other experts or persons having technical or special knowledge to assist the Tribunal in an advisory capacity and, subject to the approval of the Treasury Board, fix their remuneration.

(2) Le président peut retenir temporairement les services de médiateurs et d'autres experts chargés d'assister le Tribunal à titre consultatif, et, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

Assistance technique

Application of Public Service Superannuation Act

(3) Persons retained under subsection (2) are not employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

(3) Ces médiateurs ou experts ne sont pas employés dans la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

Application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*

20. The Act is amended by adding the following after section 56, as enacted by section 19 of this Act:

20. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 56, dans sa version édictée par l'article 19 de la présente loi, de ce qui suit :

Political activities

57. Sections 32 to 34 apply to persons employed by the Tribunal as if they were employees as defined in subsection 2(1).

57. Les articles 32 à 34 s'appliquent aux membres du personnel du Tribunal comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens du paragraphe 2(1).

Activités politiques

PART 4

PARTIE 4

1991, c. 16

**AMENDMENTS TO THE CANADIAN
CENTRE FOR MANAGEMENT
DEVELOPMENT ACT**

**MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE
CENTRE CANADIEN DE GESTION**

1991, ch. 16

21. The long title of the *Canadian Centre for Management Development Act* is replaced by the following:

21. Le titre intégral de la *Loi sur le Centre canadien de gestion* est remplacé par ce qui suit :

An Act respecting the Canada School of Public Service

Loi concernant l'École de la fonction publique du Canada

22. Section 1 of the Act is replaced by the following:

22. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada School of Public Service Act*.

1. *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*.

Titre abrégé

23. (1) The definitions "Centre" and "Principal" in section 2 of the Act are repealed.

23. (1) Les définitions de « Centre » et « directeur », à l'article 2 de la même loi, sont abrogées.

(2) The definition "Board" in section 2 of the Act is replaced by the following:

(2) La définition de « conseil », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"Board"
« conseil »

"Board" means the Board of Governors of the School constituted by section 7;

« conseil » Le conseil d'administration de l'École, constitué par l'article 7.

« conseil »
"Board"

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"President"
« président »

"President" means the President of the School appointed under subsection 13(1);

« École » L'École de la fonction publique du Canada prorogée en application du paragraphe 3(1).

« École »
"School""School"
« École »

"School" means the Canada School of Public Service continued under subsection 3(1).

« président » Le président de l'École nommé aux termes du paragraphe 13(1).

« président »
"President"

24. The heading before section 3 and sections 3 and 4 of the Act are replaced by the following:

24. L'intertitre précédant l'article 3 et les articles 3 et 4 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

CONTINUATION

PROROGATION

Continuation

3. (1) The Canadian Centre for Management Development, established by subsection 3(1) of the *Canadian Centre for Management Development Act*, is continued as a corporation under the name of the Canada School of Public Service.

3. (1) Le Centre canadien de gestion, constitué en personne morale par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur le Centre canadien de gestion*, est prorogé sous la dénomination d'École de la fonction publique du Canada.

Prorogation

Principal
office

(2) The principal office of the School shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

(2) Le siège de l'École est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège

Crown agent

(3) The School is an agent of Her Majesty in right of Canada.

(3) L'École est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Mandataire de Sa Majesté

OBJECTS AND POWERS

MISSION ET ATTRIBUTIONS

Objects

4. The objects of the School are

(a) to encourage pride and excellence in the Public Service and to foster in managers and other Public Service employees a sense of the purposes, values and traditions of the Public Service;

(b) to help ensure that those managers have the analytical, creative, advisory, administrative and other managerial skills and knowledge necessary to develop and implement policy, respond to change, including changes in the social, cultural, racial and linguistic character of Canadian society, and manage government programs, services and personnel efficiently, effectively and equitably;

(c) to help managers and other Public Service employees to develop successful cooperative relationships at all levels through leadership, motivation, effective internal communications and the encouragement of innovation, high-quality service to the public and skills development;

(d) to develop within the Public Service and to attract to the Public Service, through the School's programs and studies, persons who are of high calibre and who reflect the diversity of Canadian society, and to support their growth and development as public sector managers and employees committed to the service of Canada;

(e) to formulate and provide training, orientation and development programs for public sector managers and employees, particularly for those in the Public Service;

(f) to assist deputy heads in meeting the learning needs of their organization, including by way of delivering training and development programs;

(g) to study and conduct research into the theory and practice of public sector management and public administration; and

(h) to encourage a greater awareness in Canada of issues related to public sector

4. L'École a pour mission :

a) d'inciter à la fierté et à la qualité dans la fonction publique et de stimuler chez les gestionnaires de celle-ci et les autres fonctionnaires le sens de la finalité, des valeurs et des traditions la caractérisant;

b) de contribuer à ce que ces gestionnaires aient la compétence, la créativité et les connaissances en gestion — notamment en matière d'analyse, de conseils et d'administration — nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des grandes orientations, à l'adaptation aux changements, y compris en ce qui touche le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne, et à une gestion efficace et équitable des programmes et services de l'État ainsi que de son personnel;

c) d'aider les gestionnaires et autres fonctionnaires de la fonction publique à établir des relations de collaboration fructueuses de tous niveaux par leurs qualités de chef, leur motivation, l'efficacité de leurs communications internes et l'incitation à l'innovation, à la fourniture au public de services de haute qualité et au développement des compétences personnelles;

d) de former dans la fonction publique et d'y attirer par ses programmes et études, des individus de premier ordre qui reflètent la diversité de la société canadienne et de les appuyer dans la progression d'une carrière de gestionnaires ou d'employés voués, au sein du secteur public, au service du Canada;

e) d'élaborer et de mettre en oeuvre, à l'intention des gestionnaires et des employés du secteur public et, plus particulièrement, des gestionnaires et autres fonctionnaires de la fonction publique, des programmes de formation, d'orientation et de perfectionnement;

f) d'aider les administrateurs généraux à répondre aux besoins de formation de leur

Mission

management, public administration and the role and functions of government and to involve a broad range of individuals and institutions in the School's pursuit of excellence in public administration.

organisation, notamment par voie de mise en oeuvre de programmes de formation et de perfectionnement;

g) de mener des études et des recherches sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public et de l'administration publique;

h) de sensibiliser la population canadienne aux questions relatives à la gestion du secteur public, à l'administration publique et à l'ensemble du processus gouvernemental et de faire participer à son idéal de perfection dans l'administration publique des personnalités et des organismes appartenant à de multiples secteurs d'activité.

2001, c. 4,
s. 68(1)

25. (1) The portion of section 5 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

25. (1) Le passage de l'article 5 de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 4,
par. 68(1)

Powers

5. In carrying out its objects, the School has the capacity of a natural person and may

(a) acquire, manage, maintain, design and operate training, orientation and development programs for public sector managers and employees, particularly for those in the Public Service, and acquire personal and movable property;

5. Dans l'exécution de sa mission, l'École a la capacité d'une personne physique; à ce titre, elle peut notamment :

a) acquérir, élaborer et gérer des programmes de formation, d'orientation et de perfectionnement à l'intention des gestionnaires et des employés du secteur public et, plus particulièrement, des gestionnaires et autres fonctionnaires de la fonction publique, et acquérir des meubles et des biens personnels à cette fin;

Attributions

(2) Paragraph 5(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) assist departments, boards and agencies of the Government of Canada through programs, studies and documentation developed at the School;

(2) L'alinéa 5b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) assist departments, boards and agencies of the Government of Canada through programs, studies and documentation developed at the School;

(3) Paragraph 5(d) of the Act is replaced by the following:

(d) contribute funds for the pursuit of research or other activities related to the theory and practice of public sector management and public administration;

(3) L'alinéa 5d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) allouer des fonds à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public et de l'administration publique;

(4) Paragraph 5(f) of the Act is replaced by the following:

(f) license, sell or otherwise make available any copyright, trade-mark or other similar property right held, controlled or administered by the School;

(4) L'alinéa 5f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou droits de propriété analogues détenus par elle ou placés sous son administration ou son contrôle;

(5) Paragraph 5(g) of the English version of the Act is replaced by the following:

(g) enter into contracts, memoranda of understanding or other arrangements in the name of Her Majesty in right of Canada or in the name of the School;

(6) Paragraph 5(i) of the English version of the Act is replaced by the following:

(i) do all things necessary or incidental to the attainment of the objects of the School.

26. Sections 6 and 7 of the Act are replaced by the following:

6. In carrying out its objects and exercising its powers, the School shall make use of any available services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada that are appropriate for the operation of the School.

Government facilities

ORGANIZATION

Board of Governors

7. The School shall have a Board of Governors composed of not more than fifteen governors, including a Chair and three *ex officio* governors.

27. Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:

Appointment

8. (1) The governors of the School, other than the Chair and *ex officio* governors, shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for terms not exceeding three years, their terms being staggered so that not more than one half of their terms will expire in any year.

28. Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

Ex officio governors

(3) The Secretary of the Treasury Board, the President of the Public Service Commission and the President of the School are *ex officio* governors.

29. Section 12 of the Act is replaced by the following:

Meetings

12. The Board is responsible for the conduct and management of the affairs of the School and shall meet at least twice during each fiscal year at the time and place determined by the Chair.

(5) L'alinéa 5g) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(g) enter into contracts, memoranda of understanding or other arrangements in the name of Her Majesty in right of Canada or in the name of the School;

(6) L'alinéa 5i) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) do all things necessary or incidental to the attainment of the objects of the School.

26. Les articles 6 et 7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

6. Dans le cadre de sa mission et l'exercice de ses attributions, l'École fait usage, en tant que de besoin, des installations et services disponibles des ministères et organismes fédéraux.

Usage des services fédéraux

ORGANISATION

Conseil d'administration

7. L'École est dotée d'un conseil composé d'au plus quinze administrateurs, dont la présidence et trois membres d'office.

27. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Nomination

8. (1) Les administrateurs, à l'exception de la présidence et des membres d'office, sont nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs de trois ans au maximum, ces mandats étant échelonnés de manière qu'au plus la moitié d'entre eux arrivent à expiration au cours d'une même année.

28. Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Membres d'office

(3) Le secrétaire du Conseil du Trésor, le président de la Commission de la fonction publique et le président de l'École sont membres d'office.

29. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Réunions

12. Le conseil est chargé de la conduite des travaux et des activités de l'École. Il se réunit au moins deux fois pendant chaque exercice aux date, heure et lieu fixés par la présidence.

30. The headings before section 13 and sections 13 and 14 of the Act are replaced by the following:

30. Les intertitres précédant l'article 13 et les articles 13 et 14 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

OFFICERS AND EMPLOYEES

PRÉSIDENT ET PERSONNEL

*President**Président*

Appointment

13. (1) The Governor in Council shall, after consultation by the Minister with the Board, appoint an officer, to be called the President of the School, to hold office for a term not exceeding five years, and the President has the rank and status of a deputy minister.

13. (1) Après consultation du conseil par le ministre, le gouverneur en conseil nomme le président de l'École pour un mandat maximal de cinq ans; le président a rang et statut de sous-ministre.

Nomination

Chief executive officer

(2) The President is the chief executive officer of the School and has supervision over and direction of the work and staff of the School.

(2) Le président est le premier dirigeant de l'École; à ce titre, il en assure la direction générale et contrôle la gestion de son personnel.

Attributions

Programs and studies

(3) In exercising supervision over the School and direction of its programs, the President shall take into consideration the policies of the Government of Canada as well as the learning, training and development needs and priorities of the Public Service as determined by the Treasury Board.

(3) Dans l'exercice de la direction générale de l'École et du contrôle de ses programmes, le président tient compte des grandes orientations du gouvernement fédéral, ainsi que des besoins et ordres de priorité de la fonction publique en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement qui ont été déterminés par le Conseil du Trésor.

Programmes et orientations

Acting President

(4) In the event of a vacancy in the office of President, the Board may appoint a senior officer of the School to act as President, but the term of such an appointment shall not exceed ninety days except with the approval of the Governor in Council.

(4) En cas de vacance du poste de président, le conseil peut nommer un cadre supérieur de l'École qui assure l'intérim; la durée de l'intérim est, sauf prorogation approuvée par le gouverneur en conseil, limitée à quatre-vingt-dix jours.

Vacance du poste

Reappointment

14. On the expiration of any term of office, the President is eligible to be reappointed for a further term.

14. Le mandat du président peut être reconduit.

Reconduction du mandat

31. (1) Subsections 15(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

31. (1) Les paragraphes 15(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Appointments under *Public Service Employment Act*

15. (1) The officers and employees necessary for the conduct of the work of the School shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

15. (1) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'École est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Nominations : *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

Other appointments

(2) Despite subsection (1), the President may, on behalf of the School, appoint and employ teaching and research staff and may, with the approval of the Treasury Board, establish the terms and conditions of their employment, including their remuneration.

(2) Malgré le paragraphe (1), le président peut recruter, au nom de l'École, des chargés de cours et des chercheurs et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leurs conditions d'emploi, y compris leur rémunération.

Autres nominations

(2) Subsections 15(3) and (4) of the English version of the Act are replaced by the following:

Act not applicable

(3) The *Public Service Staff Relations Act* does not apply to any person employed by the School under subsection (2).

Acts and regulations applicable

(4) Each person employed by the School under subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

2001, c. 4, s. 69(F)

32. Sections 16 to 18 of the Act are replaced by the following:

Contracts

16. The President may enter into contracts for the provision of teaching and research services to the School and for other professional services connected with the management of the programs of the School.

BY-LAWS

Power to make by-laws

17. The Board may make by-laws respecting the conduct and management of the affairs of the School, including the exercise of its powers under section 5, and may by those by-laws establish an executive committee and delegate to that committee any of its powers or functions.

FEES

Setting amount of fees

18. (1) The Board may, with the approval of the Treasury Board, prescribe the fees or the manner of determining the fees

(a) to be charged for any service or for the use of any facility provided by the School; or

(b) to be charged by the School when selling, licensing the use of or otherwise making available any copyright, trademark or other similar property right held, controlled or administered by the School.

(2) Les paragraphes 15(3) et (4) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Act not applicable

(3) The *Public Service Staff Relations Act* does not apply to any person employed by the School under subsection (2).

Acts and regulations applicable

(4) Each person employed by the School under subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

2001, ch. 4, art. 69(F)

32. Les articles 16 à 18 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Contrats

16. Le président peut conclure des contrats pour l'obtention de services en matière de formation et de recherche et d'autres services spécialisés liés à la gestion des programmes de l'École.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Règlements administratifs

17. Le conseil peut, par règlement administratif, régir la conduite des travaux et des activités de l'École, y compris l'exercice des pouvoirs de celle-ci au titre de l'article 5, ainsi que constituer un comité du conseil et lui déléguer n'importe laquelle de ses attributions.

REDEVANCES

Fixation du montant

18. (1) Avec l'approbation du Conseil du Trésor, le conseil peut fixer le montant ou le mode de calcul des redevances à verser :

a) pour les services que fournit l'École ou l'usage de ses installations;

b) pour rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou droits de propriété analogues détenus par l'École ou placés sous son administration ou son contrôle.

Offset

(2) Subject to any conditions imposed by the Treasury Board, the revenue from fees received by the School in a fiscal year through the conduct of its operations may be spent by the School for its purposes in that, or the next, fiscal year.

33. The heading before section 19 of the Act is replaced by the following:

REVIEW AND REPORT

34. (1) Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

Annual report

19. (1) Within four months after the end of each fiscal year, the Board shall submit to the Minister a report on the operations of the School.

(2) Subsection 19(3) of the Act is replaced by the following:

Review and report

(3) The Board shall, before December 1, 2006 and within every five years after that date, cause a review and report to be made of the activities and organization of the School.

35. Section 20 of the Act and the heading before it are repealed.

PART 5

TRANSITIONAL

DIVISION 1

TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM
THE ENACTMENT OF THE PUBLIC SERVICE
LABOUR RELATIONS ACT IN PART 1

Interpretation

Definitions

36. (1) The following definitions apply in this Division.

“Chairperson”
« président »

“Chairperson” means the Chairperson of the new Board.

“former Act”
« ancienne
loi »

“former Act” means the *Public Service Staff Relations Act*, being chapter P-35 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

“former
Board”
« ancienne
Commission »

“former Board” means the Public Service Staff Relations Board established by section 11 of the former Act.

(2) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci.

33. L'intertitre précédant l'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

EXAMEN ET RAPPORT

34. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Utilisation

19. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le conseil présente au ministre le rapport d'activité de l'École.

Rapport du conseil

(2) Le paragraphe 19(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Avant le 1^{er} décembre 2006 et au plus tard avant l'expiration de chaque période de cinq ans suivant cette date, le conseil fait procéder à l'examen des activités et de l'organisation de l'École et à l'établissement d'un rapport à cet égard.

Examen et rapport

35. L'article 20 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

PARTIE 5

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

SECTION 1

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DE
L'ÉDICTION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE
TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE À LA
PARTIE 1

Définitions et interprétation

36. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Définitions

« ancienne Commission » La Commission des relations de travail dans la fonction publique constituée en vertu de l'article 11 de l'ancienne loi.

« ancienne
Commission »
“former
Board”

« ancienne loi » La *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, chapitre P-35 des Lois révisées du Canada (1985).

« ancienne
loi »
“former Act”

“new Act”
« nouvelle
loi »

“new Act” means the *Public Service Labour Relations Act*, enacted by section 2 of this Act.

« nouvelle Commission » La Commission des relations de travail dans la fonction publique créée par l’article 12 de la nouvelle loi.

« nouvelle Commission »
“new Board”

“new Board”
« nouvelle
Commission »

“new Board” means the Public Service Labour Relations Board established by section 12 of the new Act.

« nouvelle loi » La *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* édictée par l’article 2 de la présente loi.

« nouvelle loi »
“new Act”

« président » Le président de la nouvelle Commission.

« président »
“Chairperson”

Meaning of
other words

(2) Words and expressions used in this Division have the same meaning as in the former Act or the new Act, as the context requires.

(2) Sauf indication contraire, les termes de la présente section s’entendent au sens de l’ancienne ou de la nouvelle loi, selon le cas.

Terminologie

Public Service Staff Relations Board

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Certain
members
continue

37. Each member of the former Board, other than the Deputy Chairpersons, holding office immediately before the day on which section 12 of the new Act comes into force continues to hold office and is deemed to have been appointed under that section to hold office for the remainder of the term for which he or she had been appointed before the coming into force of that section.

37. Les membres de l’ancienne Commission, à l’exception des présidents suppléants, qui sont en fonctions à l’entrée en vigueur de l’article 12 de la nouvelle loi continuent d’exercer leur charge jusqu’à l’expiration de leur mandat comme s’ils avaient été nommés en vertu de cet article.

Maintien en
poste

Deputy
Chairpersons

38. The Deputy Chairpersons of the former Board cease to hold office on the day on which section 12 of the new Act comes into force.

38. Les présidents suppléants de l’ancienne Commission cessent d’occuper leurs fonctions à la date d’entrée en vigueur de l’article 12 de la nouvelle loi.

Cessation de
fonctions

Transfer of
proceedings

39. (1) Subject to this Division, any proceeding that the former Board was seized of immediately before the day on which section 12 of the new Act comes into force is transferred to the new Board to be disposed of in accordance with the new Act.

39. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, les affaires dont l’ancienne Commission était saisie à l’entrée en vigueur de l’article 12 de la nouvelle loi se poursuivent devant la nouvelle Commission qui en décide conformément à la nouvelle loi.

Transfert des
pouvoirs de
l’ancienne
Commission

Continuing
jurisdiction of
Deputy
Chairperson

(2) A Deputy Chairperson of the former Board may, at the request of the Chairperson, continue to hear, consider or decide any matter that was before the Deputy Chairperson before the day on which section 12 of the new Act comes into force and in respect of which there was any proceeding in which he or she participated.

(2) Un président suppléant de l’ancienne Commission peut, à la demande du président, continuer l’instruction de toute affaire qui lui a été soumise avant la date d’entrée en vigueur de l’article 12 de la nouvelle loi et a déjà fait l’objet d’une procédure à laquelle il a participé.

Conclusion
des causes en
instance

Powers

(3) For the purposes of subsection (2), a Deputy Chairperson may exercise any of the powers of a panel of the new Board.

(3) Pour l’application du paragraphe (2), le président suppléant de l’ancienne Commission jouit des pouvoirs d’une formation de la nouvelle Commission.

Pouvoirs

Refusal to complete duties

(4) If a Deputy Chairperson who was a member of a panel refuses to continue to hear, consider or decide any matter referred to in subsection (2), the chairperson of the panel may continue to hear, consider or decide the matter or the Chairperson may remove that matter from the panel and hear, consider or decide that matter or assign a Vice-Chairperson or a panel of the new Board to do so on any terms and conditions that the Chairperson may specify for the protection and preservation of the rights and interests of the parties.

(4) En cas de refus d'un président suppléant membre d'une formation de continuer l'instruction d'une affaire visée au paragraphe (2), le président de la formation peut la continuer seul ou en dessaisir la formation et s'en charger lui-même ou la confier à un vice-président ou à une formation de la nouvelle Commission selon les modalités et aux conditions qu'il fixe dans l'intérêt des parties.

Dessaisissement

Supervision by Chairperson

(5) The Chairperson has supervision over and direction of the work of any Deputy Chairperson who continues to hear, consider or decide a matter under subsection (2).

(5) Le président suppléant qui continue l'instruction d'une affaire au titre du paragraphe (2) agit sous l'autorité du président de la nouvelle Commission.

Autorité du président

Fees and expenses

40. A Deputy Chairperson of the former Board who continues to hear, consider or decide a matter under subsection 39(2)

(a) is to be paid the fees for his or her services that may be fixed by the Governor in Council; and

(b) is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of providing services during any period of absence from his or her ordinary place of residence.

40. Le président suppléant de l'ancienne Commission a droit, pour l'instruction des affaires visées au paragraphe 39(2) :

a) aux honoraires que peut fixer le gouverneur en conseil;

b) aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de résidence.

Honoraires

Limitation period

41. The Chairperson may withdraw from a Deputy Chairperson of the former Board any matter referred to in subsection 39(2) that is not disposed of within one year after the day on which section 12 of the new Act comes into force and determine the matter or assign it to a panel of the new Board on any terms and conditions that the Chairperson may specify for the protection and preservation of the rights and interests of the parties.

41. Le président peut dessaisir un président suppléant de l'ancienne Commission de toute affaire visée au paragraphe 39(2) qui n'est pas réglée dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'article 12 de la nouvelle loi et se charger lui-même de son instruction ou la confier à une formation de la nouvelle Commission selon les modalités et aux conditions qu'il fixe dans l'intérêt des parties.

Date limite

Secretary of former Board

42. (1) The person who, immediately before the day on which section 48 of the new Act comes into force, held the office of secretary of the former Board is deemed to have been appointed to the office of Executive Director of the new Board, without prejudice to any salary and benefits he or she may receive by virtue of having held that office before that day.

42. (1) La personne qui, à l'entrée en vigueur de l'article 48 de la nouvelle loi, exerce la charge de secrétaire de l'ancienne Commission est maintenue en poste sous le titre de directeur général de la nouvelle Commission sans que soient touchés la rémunération et les avantages qui découlent de l'exercice de sa charge avant cette entrée en vigueur.

Maintien en poste : secrétaire

Officers and employees

(2) Nothing in the new Act affects the status of any person who was an officer or employee of the former Board immediately before the day on which section 49 of the new Act comes into force, except that, as of that day, the person is an officer or employee, as the case may be, of the new Board.

(2) La nouvelle loi ne change rien à la situation des personnes qui sont dirigeants ou employés de l'ancienne Commission à l'entrée en vigueur de son article 49, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils sont dirigeants ou employés de la nouvelle Commission.

Maintien en poste : dirigeants et employés

Rights and obligations transferred

43. All rights and property held by or in the name of or in trust for the former Board and all obligations and liabilities of the former Board are deemed to be rights, property, obligations and liabilities of the new Board.

43. Les droits et biens de l'ancienne Commission, ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, sont réputés être ceux de la nouvelle Commission.

Transfert des droits et obligations

References

44. Every reference to the former Board in a deed, contract or other document executed by the former Board in its own name is to be read as a reference to the new Board, unless the context otherwise requires.

44. Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes et documents signés par l'ancienne Commission sous son nom, les renvois à celle-ci valent renvois à la nouvelle Commission.

Renvois

Transfer of appropriations

45. Any amount appropriated, for the fiscal year that includes the day on which section 12 of the new Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the former Board and that, on that day, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the new Board.

45. Les sommes affectées — et non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 12 de la nouvelle loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard de l'ancienne Commission sont réputées être affectées aux dépenses de celle-ci à l'égard de la nouvelle Commission.

Transfert de crédits

Continuation of legal proceedings

46. Any action, suit or other proceeding, to which the former Board is a party, that is pending in any court on the day on which section 12 of the new Act comes into force may be continued by or against the new Board in the like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Board.

46. La nouvelle Commission prend la suite de l'ancienne Commission, au même titre et dans les mêmes conditions que celle-ci, comme partie aux procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 12 de la nouvelle loi.

Procédures judiciaires en cours

Decisions, etc., continued

47. Every decision, order, determination and declaration made by the former Board is deemed to have been made by the new Board and may be enforced as such.

47. Les décisions — notamment les ordonnances, déterminations ou déclarations — rendues par l'ancienne Commission sont réputées l'avoir été par la nouvelle Commission, notamment pour ce qui est de leur exécution.

Maintien des décisions

Bargaining Agents and Bargaining Units**Agents négociateurs et unités de négociation**

Certification continued

48. (1) Each employee organization that, immediately before the day on which section 64 of the new Act comes into force, was certified as the bargaining agent for a bargaining unit continues to be certified as the bargaining agent for the bargaining unit.

48. (1) Toute organisation syndicale qui, à l'entrée en vigueur de l'article 64 de la nouvelle loi, était accréditée comme agent négociateur pour une unité de négociation continue d'être accréditée comme agent négociateur pour cette unité de négociation.

Accréditation

Effects of certification

(2) Section 67 of the new Act applies as though the employee organization had been certified under the new Act.

(2) L'article 67 de la nouvelle loi s'applique comme si l'organisation syndicale avait été accréditée sous le régime de la nouvelle loi.

Effets de l'accréditation

Legal officers

49. (1) For the purposes of the new Act, including any application under section 58 of the new Act, an employee who, on or after the day on which the definition "managerial or confidential position" in subsection 2(1) of that Act comes into force, is employed as a legal officer in the Department of Justice or the Canada Customs and Revenue Agency is deemed not to be included in any unit determined, in accordance with the former Act, to constitute a unit of employees appropriate for collective bargaining.

49. (1) Pour l'application de la nouvelle loi, notamment l'article 58 de celle-ci, le fonctionnaire qui, à la date d'entrée en vigueur de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1) de cette loi, ou par la suite, occupe un poste de conseiller juridique du ministère de la Justice ou de l'Agence des douanes et du revenu du Canada est réputé ne pas faire partie d'une unité dont il a été déclaré, sous le régime de l'ancienne loi, qu'elle constitue une unité habile à négocier collectivement.

Conseillers juridiques

New application required

(2) For greater certainty, any employee organization that wishes to represent employees in a bargaining unit that includes one or more employees referred to in subsection (1) must proceed by way of an application under section 54 of the new Act.

(2) Il est entendu que l'organisation syndicale qui entend représenter des fonctionnaires d'une unité de négociation qui comprend un ou plusieurs fonctionnaires visés au paragraphe (1) doit présenter la demande prévue à l'article 54 de la nouvelle loi.

Nouvelle demande obligatoire

Managerial or Confidential Position**Poste de direction ou de confiance**

Certain positions continued

50. Every position that was a position referred to in any of paragraphs (a), (b), (e), (f) and (g) of the definition "managerial or confidential position" in subsection 2(1) of the former Act immediately before the day on which the definition "managerial or confidential position" in subsection 2(1) of the new Act comes into force is deemed, as of that day, to be a managerial or confidential position within the meaning of subsection 2(1) of the new Act.

50. Tout poste qui, à l'entrée en vigueur de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1) de la nouvelle loi, était un poste visé à l'un des alinéas a), b), e), f) et g) de la définition de « poste de direction ou de confiance » au paragraphe 2(1) de l'ancienne loi est réputé, à compter de cette entrée en vigueur, être un poste de direction ou de confiance au sens de la définition de ce terme au paragraphe 2(1) de la nouvelle loi.

Maintien de certains postes de direction ou de confiance

Choice of Process for Dispute Resolution

Process for
resolution of
disputes

51. The process for resolution of a dispute specified by a bargaining agent for a bargaining unit and recorded by the former Board continues to be the process applicable to that bargaining unit until it is changed in accordance with the new Act.

Choix du mode de règlement des différends

Mode de
règlement des
différends

51. Le mode de règlement des différends enregistré par l'ancienne Commission vaut, jusqu'à sa modification en conformité avec la nouvelle loi, pour l'unité de négociation concernée.

Collective Agreements and Arbitral Awards

Collective
agreements

52. Every collective agreement entered into under the former Act that is in force immediately before the day on which the definition "collective agreement" in subsection 2(1) of the new Act comes into force is deemed to be a collective agreement entered into under the new Act and continues in force until its term expires.

Conventions collectives et décisions arbitrales

Maintien en
vigueur des
conventions
collectives

52. La convention collective conclue sous le régime de l'ancienne loi, si elle est en vigueur à l'entrée en vigueur de la définition de « convention collective », au paragraphe 2(1) de la nouvelle loi, est réputée avoir été conclue sous le régime de celle-ci et demeure en vigueur jusqu'à la date prévue pour son expiration.

Arbitral
awards

53. Every arbitral award made under the former Act that is in force immediately before the day on which the definition "arbitral award" in subsection 2(1) of the new Act comes into force is deemed to be an arbitral award made under the new Act and continues in force until its term expires.

53. La décision arbitrale rendue sous le régime de l'ancienne loi, si elle est en vigueur à l'entrée en vigueur de la définition de « décision arbitrale », au paragraphe 2(1) de la nouvelle loi, est réputée avoir été rendue sous le régime de celle-ci et demeure en vigueur jusqu'à la date prévue pour son expiration.

Maintien en
vigueur des
décisions
arbitrales

Conciliators and Fact Finders

Conciliators

54. Every person appointed as a conciliator under section 53 of the former Act before the day on which that section is repealed may continue to act after that day in accordance with that section and section 54 of the former Act, as those sections read immediately before that day, except that the references to "Chairperson" in section 54 of the former Act are to be read as references to the Chairperson of the new Board.

Conciliateurs et enquêteurs

Conciliateur

54. La personne nommée conciliateur en vertu de l'article 53 de l'ancienne loi avant la date d'abrogation de celui-ci peut, après cette date, continuer d'agir à ce titre conformément à cet article et à l'article 54 de l'ancienne loi, dans leur version antérieure à cette date, la mention de « président » à l'article 54 valant toutefois mention du président de la nouvelle Commission.

Fact finders

55. Every person appointed as a fact finder under section 54.1 of the former Act before the day on which that section is repealed may continue to act after that day in accordance with section 54.4 of the former Act, as that section read immediately before that day and sections 54.1 to 54.6 of the former Act, as those sections read immediately before that day, apply after

55. La personne nommée enquêteur en vertu de l'article 54.1 de l'ancienne loi avant la date d'abrogation de celui-ci peut, après cette date, continuer d'agir à ce titre conformément à l'article 54.4 de cette loi, dans sa version antérieure à cette date. Les articles 54.1 à 54.6 de l'ancienne loi s'appliquent alors à l'enquête, la mention de « Commission » et de « président » dans ces

Enquêteur

that day to the parties being assisted by the fact finder, except that the references in those sections to

(a) “Board” are to be read as references to the new Board; and

(b) “Chairperson” are to be read as references to the Chairperson of the new Board.

Alternate Dispute Resolution Process

56. Every person to whom terms and conditions were referred under section 61 of the former Act before the day on which that section is repealed may continue to act after that day in accordance with the provisions of the former Act as they read immediately before that day.

Section 61 of the former Act

Arbitration

57. (1) The following rules apply to requests for arbitration made before the day on which section 136 of the new Act comes into force and for which no arbitral award had been made before that day:

(a) if no arbitration board had been established or arbitrator appointed before that day, the request is to be dealt with as though it had been made under section 136 of the new Act;

(b) if an arbitrator had been appointed before that day, the arbitrator is deemed to be an arbitration board consisting of a single member established under section 139 of the new Act and the arbitration is to continue in accordance with Division 9 of Part 1 of the new Act; and

(c) if an arbitration board had been established before that day, the arbitration board is deemed to be an arbitration board consisting of three members established under section 140 of the new Act and the arbitration is to continue in accordance with Division 9 of Part 1 of the new Act.

Restriction

(2) For greater certainty, an arbitral award may be made under subsection (1) only in respect of a term or condition of employment that could have been embod-

articles valant toutefois respectivement mention de la nouvelle Commission et du président de celle-ci.

Mode substitutif de règlement

56. La personne à qui est renvoyée une question aux termes de l'article 61 de l'ancienne loi avant la date d'abrogation de celui-ci peut statuer sur la question après cette date conformément à cette loi, dans sa version antérieure à cette date.

Application de l'article 61 de l'ancienne loi

Arbitrage

57. (1) Les règles ci-après s'appliquent aux demandes d'arbitrage présentées avant la date d'entrée en vigueur de l'article 136 de la nouvelle loi et qui n'ont fait l'objet d'aucune décision arbitrale :

a) si aucun conseil d'arbitrage n'a été créé ni aucun arbitre nommé avant cette date, il est décidé de la demande comme si elle avait été présentée en vertu de cet article;

b) si un arbitre a été nommé avant cette date, celui-ci est réputé être un conseil d'arbitrage à membre unique créé aux termes de l'article 139 de la nouvelle loi et il est décidé de la demande conformément à la section 9 de la partie 1 de cette loi;

c) si un conseil d'arbitrage a été créé avant cette date, celui-ci est réputé être un conseil d'arbitrage de trois membres créé aux termes de l'article 140 de la nouvelle loi et il est décidé de la demande conformément à la section 9 de la partie 1 de cette loi.

Arbitrage

(2) Il est entendu que la décision arbitrale rendue au titre du paragraphe (1) ne peut porter que sur une condition d'emploi susceptible d'être incluse dans une décision

Restriction

ied in an arbitral award made under the former Act as it read immediately before the day on which section 140 of the new Act comes into force.

arbitrale rendue au titre de l'ancienne loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 140 de la nouvelle loi.

Designations, Conciliation and Prohibitions

Désignations, conciliation et interdictions

Provisions of former Act apply

58. (1) If, before the day on which section 105 of the new Act comes into force, a notice to bargain collectively was given under the former Act in respect of a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is conciliation and no collective agreement was entered into before that day as a result of the notice, paragraphs (a) to (c) apply to the employer, the bargaining agent for the bargaining unit and every employee in the bargaining unit until a collective agreement is entered into:

58. (1) Si, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 105 de la nouvelle loi, un avis de négociation collective a été donné sous le régime de l'ancienne loi à l'égard d'une unité de négociation qui a choisi la conciliation comme mode de règlement des différends mais qu'une convention collective n'a pas été conclue avant cette date, les alinéas ci-après s'appliquent à l'employeur, à l'agent négociateur de l'unité de négociation et aux fonctionnaires de celle-ci jusqu'à la conclusion de la convention collective :

Application de dispositions de l'ancienne loi

(a) sections 76 to 90.1 and sections 102 to 107 of the former Act, as those sections read immediately before that day, apply on and after that day, except that references in those sections to

a) les articles 76 à 90.1 et les articles 102 à 107 de l'ancienne loi, dans leur version antérieure à cette date, s'appliquent à compter de cette date, sauf que les mentions dans ces articles de « Commission », de « président » et de « ministre » valent respectivement mention de la nouvelle Commission, du président de celle-ci et du ministre au sens de la définition de « ministre », au paragraphe 2(1) de la nouvelle loi;

(i) "Board" are to be read as references to the new Board,

(ii) "Chairperson" are to be read as references to the Chairperson of the new Board, and

(iii) "Minister" are to be read as references to the Minister within the meaning of subsection 2(1) of the new Act;

b) le comité d'examen constitué avant cette date peut continuer ses travaux à compter de celle-ci;

(b) a designation review panel established before that day may continue to act on and after that day; and

c) le commissaire-conciliateur nommé avant cette date ou le bureau de conciliation établi avant cette date peut continuer ses travaux à compter de celle-ci.

(c) a conciliation commissioner appointed or a conciliation board established before that day may continue to act on and after that day.

Non-application

(2) For greater certainty, if subsection (1) applies to the employer, the bargaining agent for the bargaining unit and every employee in the bargaining unit, Divisions 8, 10, 11 and 14 of Part 1 of the new Act do not apply to them until a collective agreement is entered into.

(2) Il est entendu que, s'ils sont assujettis au paragraphe (1), l'employeur, l'agent négociateur de l'unité de négociation et les fonctionnaires de celle-ci ne sont pas assujettis aux sections 8, 10, 11 et 14 de la partie 1 de la nouvelle loi jusqu'à la conclusion de la convention collective.

Non-application

Complaints

Complaints referred to in par. 23(1)(b) of former Act

59. Every complaint referred to in paragraph 23(1)(b) of the former Act that was not finally disposed of by the former Board before the day on which section 221 of the new Act comes into force is deemed, for the purpose of the new Act, to be a policy grievance that has been referred to adjudication and, if a panel of the former Board had commenced to hear the complaint, that panel is, subject to section 39, deemed to be an adjudicator or a board of adjudication, as the case may be.

Complaints referred to in par. 23(1)(c) of former Act

60. Complaints referred to in paragraph 23(1)(c) of the former Act that were not finally disposed of by the former Board before the day on which section 234 of the new Act comes into force are deemed to have been withdrawn immediately before that day.

Grievances

Former Act applies

61. (1) Subject to subsection (5), every grievance presented in accordance with the former Act that was not finally dealt with before the day on which section 208 of the new Act comes into force is to be dealt with on and after that day in accordance with the provisions of the former Act, as they read immediately before that day.

Adjudicators

(2) For the purposes of subsection (1), an adjudicator under the former Act may continue to hear, consider or decide any grievance referred to him or her before the day on which section 209 of the new Act comes into force, except that if the adjudicator was a member of the former Board, he or she may do so only if requested to do so by the Chairperson.

Supervision by Chairperson

(3) The Chairperson has supervision over and direction of the work of any member of the former Board who continues to hear, consider or decide a grievance under subsection (2).

Refusal to complete duties

(4) If an adjudicator under the former Act refuses to continue to hear, consider or decide a grievance referred to in subsection (2), the Chairperson may, on any terms and conditions that the Chairperson may speci-

Plaintes

Plaintes visées à l'alinéa 23(1)(b) de l'ancienne loi

59. Les plaintes visées à l'alinéa 23(1)(b) de l'ancienne loi qui sont pendantes devant l'ancienne Commission à l'entrée en vigueur de l'article 221 de la nouvelle loi sont réputées, pour l'application de cette loi, être des griefs de principe renvoyés à l'arbitrage et, dans le cas où une formation de l'ancienne Commission avait commencé à instruire la plainte, la formation est réputée, sous réserve de l'article 39, être un arbitre de grief ou un conseil d'arbitrage de grief, selon le cas.

Plaintes visées à l'alinéa 23(1)(c) de l'ancienne loi

60. Les plaintes visées à l'alinéa 23(1)(c) de l'ancienne loi qui sont pendantes devant l'ancienne Commission à l'entrée en vigueur de l'article 234 de la nouvelle loi sont réputées, pour l'application de cette loi, avoir été retirées à cette entrée en vigueur.

Griefs

Application de l'ancienne loi

61. (1) Sous réserve du paragraphe (5), il est statué conformément à l'ancienne loi, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 208 de la nouvelle loi, sur les griefs présentés sous le régime de l'ancienne loi s'ils n'ont pas encore fait l'objet d'une décision définitive à cette date.

Arbitres de grief

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'arbitre de grief choisi sous le régime de l'ancienne loi et saisi d'un grief avant l'entrée en vigueur de l'article 209 de la nouvelle loi, peut continuer l'instruction de celui-ci. Si l'arbitre est un membre de l'ancienne Commission, il ne peut continuer l'instruction du grief que si le président le lui demande.

Autorité du président

(3) Le membre de l'ancienne Commission qui continue l'instruction d'un grief au titre du paragraphe (2) agit sous l'autorité du président.

Dessaisissement

(4) En cas de refus d'un arbitre de grief de continuer l'instruction d'un grief au titre du paragraphe (2), le président peut renvoyer le grief à un membre de la nouvelle Commission selon les modalités et aux

fy for the protection and preservation of the rights and interests of the parties, refer the grievance to a member of the new Board.

conditions qu'il fixe dans l'intérêt des parties.

Appointment
after
commencement
day

(5) If a grievance referred to in subsection (1) is referred to adjudication after the day on which section 209 of the new Act comes into force, the provisions of the new Act apply with respect to the appointment of the adjudicator.

(5) Si le grief visé au paragraphe (1) est renvoyé à l'arbitrage après la date d'entrée en vigueur de l'article 209 de la nouvelle loi, l'arbitre de grief qui en est saisi est choisi conformément à la nouvelle loi.

Arbitrage
postérieur à
la date de
référence

Powers

(6) For the purposes of subsections (2) and (5), the adjudicator may exercise any of the powers an adjudicator under the former Act could have exercised under that Act.

(6) Pour l'application des paragraphes (2) et (5), l'arbitre de grief jouit des pouvoirs dont disposait un arbitre de grief sous le régime de l'ancienne loi.

Pouvoirs

Fees and
expenses

62. Each adjudicator under the former Act who continues to hear, consider or decide a grievance under subsection 61(2) who, at the time of his or her appointment, was a member of the former Board or an adjudicator referred to in paragraph 95(2)(a.1) of the former Act

62. Pour l'instruction d'un grief au titre du paragraphe 61(2), l'arbitre de grief choisi sous le régime de l'ancienne loi qui, au moment où il a été choisi, était un membre de l'ancienne Commission ou un arbitre visé à l'alinéa 95(2)a.1) de l'ancienne loi a droit :

Honoraires

(a) is to be paid the fees that may be fixed by the Governor in Council; and

a) aux honoraires que peut fixer le gouverneur en conseil;

(b) is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred while doing so during any period of absence from his or her ordinary place of residence.

b) aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de résidence.

Limitation
period

63. The Chairperson may withdraw from any member of the former Board any grievance referred to in subsection 61(2) that is not disposed of within one year after the day on which section 209 of the new Act comes into force and the Chairperson may, on any terms and conditions that he or she may specify for the protection and preservation of the rights and interests of the parties, refer the matter to a member of the new Board.

63. Le président peut dessaisir tout membre de l'ancienne Commission de tout grief visé au paragraphe 61(2) qui n'est pas tranché dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'article 209 de la nouvelle loi et renvoyer le grief à un membre de la nouvelle Commission selon les modalités et aux conditions qu'il fixe dans l'intérêt des parties.

Date limite

Events giving
rise to
individual
grievances

64. Subject to regulations made under section 237 of the new Act or any applicable collective agreement or arbitral award, an individual grievance may be presented on or after the day on which section 208 of the new Act comes into force in respect of any event that occurred before that day and that would have given rise to a right to grieve under section 91 of the former Act, as that section read immediately before that day.

64. Sous réserve des règlements pris en vertu de l'article 237 de la nouvelle loi et de toute convention collective ou décision arbitrale applicable, un grief individuel peut être présenté à la date d'entrée en vigueur de l'article 208 de la nouvelle loi ou par la suite, à l'égard de faits survenus avant cette date et qui auraient pu donner lieu à un grief au titre de l'article 91 de l'ancienne loi, dans sa version antérieure à cette date.

Faits
antérieurs —
griefs
individuels

Events giving rise to policy grievances

65. Subject to regulations made under section 237 of the new Act or any applicable collective agreement or arbitral award, a policy grievance may be presented on or after the day on which section 220 of the new Act comes into force in respect of any event that occurred before that day if the matter could have been referred to the former Board under section 99 of the former Act, as that section read immediately before that day.

65. Sous réserve des règlements pris sous le régime de l'article 237 de la nouvelle loi et de toute convention collective ou décision arbitrale applicable, un grief de principe peut être présenté à la date d'entrée en vigueur de l'article 220 de la nouvelle loi ou par la suite, à l'égard de faits survenus avant cette date dans le cas où l'affaire aurait pu être renvoyée à l'ancienne Commission au titre de l'article 99 de l'ancienne loi, dans sa version antérieure à cette date.

Faits antérieurs — griefs de principe

Former adjudication orders

66. Every order made by an adjudicator under the former Act is deemed to be an order made by an adjudicator under the new Act and may be enforced as such.

66. Les décisions rendues par les arbitres de grief sous le régime de l'ancienne loi sont réputées avoir été rendues par des arbitres de grief sous le régime de la nouvelle loi, notamment pour ce qui est de leur exécution.

Anciennes décisions arbitrales

DIVISION 2

TRANSITIONAL PROVISION ARISING FROM THE AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT IN PART 2

67. Every portion of the public service of Canada designated by the Governor in Council before the day on which section 8 of this Act comes into force to be part of the public service for the purposes of sections 11, 12 and 13 of the *Financial Administration Act* is deemed to be a portion of the federal public administration designated by the Governor in Council for the purpose of paragraph (d) of the definition "public service" in subsection 11(1) of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 8 of this Act.

DISPOSITION TRANSITOIRE DÉCOULANT DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES À LA PARTIE 2

67. Les secteurs de l'administration publique fédérale désignés par le gouverneur en conseil, avant l'entrée en vigueur de l'article 8 de la présente loi, comme partie de la fonction publique pour l'application des articles 11, 12 et 13 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* sont réputés être des secteurs de l'administration publique fédérale désignés par le gouverneur en conseil pour l'application de l'alinéa d) de la définition de « fonction publique », au paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dans sa version édictée par l'article 8 de la présente loi.

Désignations de secteurs de l'administration publique fédérale

Deemed designated portions

DIVISION 3

TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM PART 3

68. The following definitions apply in this Division.

“amended Act” means the former Act as amended by Division 2 of Part 3 of this Act.

“former Act” means the *Public Service Employment Act*, being chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

SECTION 3

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DE LA PARTIE 3

68. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

« ancienne Commission » La Commission de la fonction publique constituée par le paragraphe 3(1) de l'ancienne loi.

Définitions

« ancienne Commission » “former Commission”

Definitions

“amended Act” « loi modifiée »

“former Act” « ancienne loi »

“former Commission”
« ancienne Commission »

“former Commission” means the Public Service Commission established by subsection 3(1) of the former Act.

« ancienne loi » La *Loi sur l’emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985).

« ancienne loi »
“former Act”

“new Act”
« nouvelle loi »

“new Act” means the *Public Service Employment Act*, enacted by sections 12 and 13 of this Act.

« loi modifiée » L’ancienne loi, dans sa version modifiée par la section 2 de la partie 3 de la présente loi.

« loi modifiée »
“amended Act”

“new Commission”
« nouvelle Commission »

“new Commission” means the Public Service Commission established by subsection 3(1) of the amended Act.

« nouvelle Commission » La Commission de la fonction publique constituée par le paragraphe 3(1) de la loi modifiée.

« nouvelle Commission »
“new Commission”

« nouvelle loi » La *Loi sur l’emploi dans la fonction publique* édictée par les articles 12 et 13 de la présente loi.

« nouvelle loi »
“new Act”

Subdivision a

Sous-section a

Transitional Provisions Arising from the Enactment of the Public Service Employment Act in Division 1 of Part 3

Dispositions transitoires découlant de l’édiction de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique à la section 1 de la partie 3

Priorities

69. Every person who has a priority for appointment under the amended Act on the coming into force of subsection 29(1) of the new Act continues to have priority for appointment under the new Act for the period, and in the order, provided for by or under the amended Act.

69. Toute personne qui a droit à une priorité de nomination sous le régime de la loi modifiée à l’entrée en vigueur du paragraphe 29(1) de la nouvelle loi continue d’avoir droit à une priorité de nomination sous le régime de la nouvelle loi pour la durée et selon l’ordre de nomination prévus sous le régime de la loi modifiée.

Priorités

Pending competitions and appointments

70. The coming into force of subsection 29(1) of the new Act does not affect any competition or other selection process being conducted under the amended Act.

70. L’entrée en vigueur du paragraphe 29(1) de la nouvelle loi est sans effet sur la tenue des concours déjà ouverts ou sur les procédures de sélection en cours sous le régime de la loi modifiée.

Concours et nominations

Eligibility lists

71. An eligibility list made under the amended Act that is valid on the coming into force of subsection 29(1) of the new Act continues to be valid for the period provided for under subsection 17(2) of the amended Act, to a maximum of six months after the coming into force of subsection 29(1) of the new Act.

71. Les listes d’admissibilité établies sous le régime de la loi modifiée avant l’entrée en vigueur du paragraphe 29(1) de la nouvelle loi continuent d’être valides pour la durée fixée au titre du paragraphe 17(2) de la loi modifiée, jusqu’à concurrence de six mois suivant cette entrée en vigueur.

Listes d’admissibilité

Pending appeals

72. An appeal taken within the period provided for under section 21 of the amended Act and not finally disposed of on the coming into force of subsection 77(1) of the new Act must be dealt with and disposed of in accordance with the amended Act.

72. Les appels interjetés dans le délai fixé en vertu de l’article 21 de la loi modifiée et en instance à l’entrée en vigueur du paragraphe 77(1) de la nouvelle loi sont entendus et tranchés en conformité avec la loi modifiée.

Appels

Pending
deployment
recourse

73. A complaint made within the time and manner provided for under section 34.3 of the amended Act and not finally disposed of on the coming into force of subparagraph 209(1)(c)(ii) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, must be dealt with and disposed of in accordance with the amended Act.

73. Les plaintes déposées dans le délai et selon les modalités fixés au titre de l'article 34.3 de la loi modifiée et en instance à l'entrée en vigueur du sous-alinéa 209(1)c(ii) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'article 2 de la présente loi, sont entendues et tranchées en conformité avec la loi modifiée.

Mutation

Audits

74. (1) Any audit commenced under section 7.1 of the amended Act that has not been completed on the coming into force of section 17 of the new Act must be dealt with and disposed of in accordance with the amended Act.

74. (1) Toute vérification commencée en vertu de l'article 7.1 de la loi modifiée et en cours à l'entrée en vigueur de l'article 17 de la nouvelle loi est continuée et doit être menée à terme conformément à la loi modifiée.

Vérifications

Investigations

(2) Any investigation commenced under section 7.1 of the amended Act that has not been completed on the coming into force of section 66 of the new Act must be dealt with and disposed of in accordance with the amended Act.

(2) Toute enquête commencée en vertu de l'article 7.1 de la loi modifiée et en instance à la date d'entrée en vigueur de l'article 66 de la nouvelle loi est continuée et doit être menée à terme conformément à la loi modifiée.

Enquêtes

Notice of
lay-off

75. If, prior to the coming into force of section 64 of the new Act, an employee was informed under regulations made under subsection 29(1) of the amended Act that he or she would be laid off but was not laid off, section 29 of the amended Act continues to apply to the employee.

75. Le fonctionnaire qui, à l'entrée en vigueur de l'article 64 de la nouvelle loi, avait déjà été informé aux termes des règlements pris en vertu du paragraphe 29(1) de la loi modifiée qu'il serait mis en disponibilité mais qui ne l'a pas été continue d'être régi par l'article 29 de la loi modifiée.

Avis de mise
en
disponibilité

Employees on
probation

76. (1) Every employee who was considered to be on probation under section 28 of the amended Act immediately prior to the coming into force of section 61 of the new Act continues to be on probation until the end of any period that was established by regulation under section 28 of the amended Act.

76. (1) Le fonctionnaire qui, à l'entrée en vigueur de l'article 61 de la nouvelle loi, est considéré comme un stagiaire dans le cadre de l'article 28 de la loi modifiée conserve ce statut pour le reste de la période fixée par règlement pris au titre de cet article 28.

Stagiaires

Rejection

(2) After the coming into force of section 62 of the new Act, subsection 28(2) of the amended Act continues to apply in respect of any employee who was considered to be on probation under section 28 of the former Act immediately before the coming into force of section 62 of the new Act.

(2) Après l'entrée en vigueur de l'article 62 de la nouvelle loi, le paragraphe 28(2) de la loi modifiée continue de s'appliquer au fonctionnaire qui, à l'entrée en vigueur de l'article 62 de la nouvelle loi, était considéré comme un stagiaire dans le cadre de l'article 28 de l'ancienne loi.

Renvoi

Subdivision b

Transitional Provisions Arising from the Amendments to the Public Service Employment Act in Division 2 of Part 3

Cessation of office

77. The President and members of the former Commission cease to hold office on the day on which subsection 3(1) of the amended Act comes into force.

Policies, delegation instruments, etc.

78. The regulations, policies, directives, instruments of delegation and other instruments issued by the former Commission before the day on which subsection 3(1) of the amended Act comes into force are deemed to be those of the new Commission on that day.

Status of Commission employees

79. Subject to subsections 87(2) and (3) of this Act, nothing in the amended Act affects the status of any person who was an employee of the former Commission immediately before the day on which subsection 3(1) of the amended Act comes into force, except that, as of that day, the person is an employee of the new Commission.

Rights and obligations transferred

80. All rights and property held by or in the name of or in trust for the former Commission and all obligations and liabilities of the former Commission are deemed to be rights, property, obligations and liabilities of the new Commission.

References

81. Every reference to the former Commission in a deed, contract or other document executed by the former Commission in its own name is to be read as a reference to the new Commission, unless the context otherwise requires.

Transfer of appropriations

82. Any amount appropriated, for the fiscal year that includes the day on which subsection 3(1) of the amended Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the former Commission and that, on that day, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the public service of Canada for the new Commission.

Sous-section b

Dispositions transitoires découlant des modifications de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique à la section 2 de la partie 3

77. Le président et les autres commissaires de l'ancienne Commission cessent d'occuper leurs fonctions à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3(1) de la loi modifiée.

78. Les règlements pris et les lignes directrices, directives, actes de délégation ou d'exemption et autres actes établis par l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3(1) de la loi modifiée sont réputés être ceux de la nouvelle Commission à compter de cette date.

79. Sous réserve des paragraphes 87(2) et (3) de la présente loi, la loi modifiée ne change rien à la situation des fonctionnaires de l'ancienne Commission à l'entrée en vigueur de son paragraphe 3(1), à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils sont fonctionnaires de la nouvelle Commission.

80. Les droits et biens de l'ancienne Commission, ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, sont réputés être ceux de la nouvelle Commission.

81. Sauf indication contraire du contexte, dans tous les contrats, actes et documents signés par l'ancienne Commission sous son nom, les renvois à celle-ci valent renvois à la nouvelle Commission.

82. Les sommes affectées — et non engagées — pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3(1) de la loi modifiée, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard de l'ancienne Commission sont réputées être affectées aux dépenses de celle-ci à l'égard de la nouvelle Commission.

Cessation de fonctions

Lignes directrices, actes de délégation, etc.

Maintien en poste des fonctionnaires de la Commission

Transfert des droits et obligations

Renvois

Transfert de crédits

Continuation
of legal
proceedings

83. Any action, suit or other proceeding, to which the former Commission is a party, that is pending in any court on the day on which subsection 3(1) of the amended Act comes into force may be continued by or against the new Commission in the like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Commission.

83. La nouvelle Commission prend la suite de l'ancienne Commission, au même titre et dans les mêmes conditions que celle-ci, comme partie aux procédures judiciaires en cours à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3(1) de la loi modifiée et auxquelles l'ancienne Commission est partie.

Procédures
judiciaires en
cours

Inquiry

84. Any inquiry commenced under section 34 of the former Act that has not been completed on the coming into force of section 33.3 of the amended Act must be dealt with and disposed of in accordance with the former Act.

84. Toute enquête commencée en vertu de l'article 34 de l'ancienne loi et en cours à l'entrée en vigueur de l'article 33.3 de la loi modifiée est continuée et menée à terme conformément à l'ancienne loi.

Enquêtes

DIVISION 4

SECTION 4

TRANSITIONAL PROVISIONS ARISING FROM THE AMENDMENTS TO THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT IN PART 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES DÉCOULANT DES MODIFICATIONS DE LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION À LA PARTIE 4

References

85. (1) Every reference to the Canadian Centre for Management Development in any deed, contract, agreement, instrument or other document executed by the Canadian Centre for Management Development in its own name is to be read as a reference to the Canada School of Public Service, unless the context otherwise requires.

85. (1) Sauf indication contraire du contexte, dans les contrats, accords, ententes, actes, instruments et autres documents signés par le Centre canadien de gestion sous son nom, la mention de ce dernier vaut mention de l'École de la fonction publique du Canada.

Mentions

References —
Principal

(2) Every reference to the Principal of the Canadian Centre for Management Development in a document referred to in subsection (1) is to be read as a reference to the President of the Canada School of Public Service, unless the context otherwise requires.

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les documents visés au paragraphe (1), la mention du directeur du Centre canadien de gestion vaut mention du président de l'École de la fonction publique du Canada.

Mentions

Continuation
of rights and
property

(3) All rights and property of the Canadian Centre for Management Development continue to be the rights and property of the Canada School of Public Service.

(3) Les biens et les droits du Centre canadien de gestion sont dévolus à l'École de la fonction publique du Canada.

Propriété des
biens et droits

Continuation
of obligations
and liabilities

(4) All obligations and liabilities of the Canadian Centre for Management Development continue to be the obligations and liabilities of the Canada School of Public Service.

(4) L'École de la fonction publique du Canada assume, sans solution de continuité, les dettes et obligations du Centre canadien de gestion.

Maintien des
dettes et
obligations

Continuation
of
proceedings

(5) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the Canadian Centre for Management Development is a party that is pending on the coming into force of this section may be continued by or against the Canada School of Public Service in a similar manner and to the same extent as it would have been continued by or against the Canadian Centre for Management Development.

(5) L'École de la fonction publique du Canada prend la suite du Centre canadien de gestion, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux procédures judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles le Centre canadien de gestion est partie.

Procédures
en cours

Transitional —
governors

86. The governors of the Canadian Centre for Management Development who, immediately before the coming into force of this section, held office under subsection 8(1) of the *Canadian Centre for Management Development Act* continue in office as governors of the Canada School of Public Service for the remainder of the term for which they were appointed.

86. Les administrateurs du Centre canadien de gestion nommés en vertu du paragraphe 8(1) de la *Loi sur le Centre canadien de gestion* qui sont en fonctions à l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste comme administrateurs de l'École de la fonction publique du Canada jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Maintien en
poste :
administrateurs

Transitional —
employees

87. (1) Nothing in Part 4 of this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of that Part, occupied a position in the Canadian Centre for Management Development, except that the employee shall occupy that position in the Canada School of Public Service.

87. (1) La partie 4 de la présente loi ne change rien à la situation des employés qui, à l'entrée en vigueur de cette partie, occupaient un poste au Centre canadien de gestion, à la différence près qu'ils l'occupent à l'École de la fonction publique du Canada.

Maintien en
poste :
employés

Transitional —
TDC
employees

(2) Each person employed in the Public Service Commission in the administrative unit known as "Training and Development Canada" assumes, on the coming into force of this section, a position in the Canada School of Public Service.

(2) Les personnes employées par la Commission de la fonction publique qui font partie de l'unité administrative connue sous le nom de Formation et perfectionnement Canada qui sont en fonctions à l'entrée en vigueur du présent article sont maintenues en poste à l'École de la fonction publique du Canada.

Maintien en
poste :
Formation et
perfectionnement
Canada

Transfer by
Governor in
Council

(3) The Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Treasury Board after consultation with the Public Service Commission and the Canada School of Public Service, within one year after the coming into force of this section, transfer an employee of the Public Service Commission to the Canada School of Public Service if the Governor in Council is of the opinion that

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du Conseil du Trésor après consultation de la Commission de la fonction publique et de l'École de la fonction publique du Canada, dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du présent article, muter des fonctionnaires de la Commission de la fonction publique à l'École de la fonction publique du Canada, s'il est d'avis que :

Nominations
par le
gouverneur
en conseil

(a) the employee is carrying out powers, duties and functions that are in whole or in part in support of or related to the powers, duties and functions of persons referred to in subsection (2); and

a) ces fonctionnaires exercent, en tout ou en partie, des attributions liées à celles visées au paragraphe (2) ou des attributions auxiliaires;

Status
unchanged

- (b) it is in the best interests of the Public Service to do so.**
- (4) Nothing in subsections (2) and (3) shall be construed as affecting the status of**
- (a) a person referred to in subsection (2) who, immediately before the coming into force of that subsection, occupied a position in Training and Development Canada; and**
- (b) an employee transferred by an order made under subsection (3).**

- b) la mesure sert les intérêts de la fonction publique.**
- (4) Les paragraphes (2) et (3) ne changent rien à la situation :**
- a) des personnes visées au paragraphe (2) qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste à Formation et perfectionnement Canada;**
- b) des fonctionnaires visés au paragraphe (3) qui font l'objet d'un décret pris en vertu de ce paragraphe.**

Situation des
employés

PART 6

PARTIE 6

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

DIVISION 1

SECTION 1

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM THE ENACTMENT OF THE PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT IN PART 1 AND THE AMENDMENTS TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT IN PART 2

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DE L'ÉDICTION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE À LA PARTIE 1 ET DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES À LA PARTIE 2

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

88. The reference to “Public Service Staff Relations Board” under the heading “Other Government Institutions” in Schedule I to the Access to Information Act is replaced by a reference to “Public Service Labour Relations Board”.

88. Dans l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales, « Public Service Staff Relations Board » est remplacé par « Public Service Labour Relations Board ».

R.S., c. A-2

Aeronautics Act

Loi sur l'aéronautique

L.R., ch. A-2

R.S., c. 33 (1st
Suppl.), s. 1

89. Subsection 9(1) of the Aeronautics Act is replaced by the following:

89. Le paragraphe 9(1) de la Loi sur l'aéronautique est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33
(1^{er} suppl.),
art. 1

Regulations
establishing
compensation
payable for
death or
injury

9. (1) The Governor in Council may make regulations establishing the compensation to be paid and the persons to whom and the manner in which such compensation shall be payable for the death or injury of any person employed in the federal public administration or employed under the direction of any department in the federal public administration that results directly from a flight undertaken by that person in the course of duty in the federal public administration.

9. (1) Pour les cas de décès ou blessures du fait d'un vol effectué au titre d'un emploi au sein de l'administration publique fédérale ou sous la direction d'un des ministères de celle-ci, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer le montant et le mode de versement des indemnités et désigner leurs bénéficiaires.

Décès ou
blessure

R.S., c. A-17

*Auditor General Act**Loi sur le vérificateur général*L.R.,
ch. A-17

90. Subsection 13(1) of the English version of the *Auditor General Act* is replaced by the following:

90. Le paragraphe 13(1) de la version anglaise de la *Loi sur le vérificateur général* est remplacé par ce qui suit :

Access to
information

13. (1) Except as provided by any other Act of Parliament that expressly refers to this subsection, the Auditor General is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of his or her responsibilities and he or she is also entitled to require and receive from members of the federal public administration any information, reports and explanations that he or she considers necessary for that purpose.

13. (1) Except as provided by any other Act of Parliament that expressly refers to this subsection, the Auditor General is entitled to free access at all convenient times to information that relates to the fulfilment of his or her responsibilities and he or she is also entitled to require and receive from members of the federal public administration any information, reports and explanations that he or she considers necessary for that purpose.

Access to
information

91. Subsection 15(4) of the Act is repealed.

91. Le paragraphe 15(4) de la même loi est abrogé.

92. Section 16 of the Act is replaced by the following:

92. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Responsibility
for human
resources
management

16. The Auditor General is authorized, in respect of persons appointed in his or her office, to exercise the powers and perform the functions of the Treasury Board that relate to human resources management within the meaning of paragraph 7(1)(e) and section 11.1 of the *Financial Administration Act*, as well as those of deputy heads under subsection 12(2) of that Act, as that subsection reads without regard to any terms and conditions that the Governor in Council may direct, including the determination of terms and conditions of employment and the responsibility for employer and employee relations.

16. Le vérificateur général est autorisé, en ce qui a trait aux employés de son bureau, à assumer les responsabilités et à exercer les attributions conférées au Conseil du Trésor en vertu de l'alinéa 7(1)e) et de l'article 11.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les attributions conférées aux administrateurs généraux en vertu du paragraphe 12(2) de cette loi en matière de gestion des ressources humaines, compte non tenu des conditions que peut imposer le gouverneur en conseil au titre de ce paragraphe, notamment en ce qui touche la détermination des conditions d'emploi et les relations entre employeur et employés.

Attributions
en matière de
gestion des
ressources
humaines

Delegation

16.1 (1) The Auditor General may authorize any person employed in his or her office to exercise and perform, in any manner and subject to any terms and conditions that he or she directs, any of his or her powers and functions in relation to human resources management.

16.1 (1) Le vérificateur général peut, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, déléguer telles de ses attributions en matière de gestion des ressources humaines à tout employé de son bureau.

Délégation

Sub-delegation

(2) Any person authorized under subsection (1) may, subject to and in accordance with the authorization, authorize one or more persons under that person's jurisdiction to exercise any power or perform any function to which the authorization relates.

(2) Les délégués visés au paragraphe (1) peuvent, sous réserve des conditions et modalités de la délégation, subdéléguer les attributions qu'ils ont reçues à leurs subordonnés.

Subdélégation

*Bank of Canada Act**Loi sur la Banque du Canada*

93. Paragraph 6(4)(c) of the English version of the *Bank of Canada Act* is replaced by the following:

(c) is employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys;

94. Paragraph 10(4)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) is employed, on a full-time basis, in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position, other than as a part-time member of any board or advisory body of an agency or department of the government of Canada or a province, for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys, except that a director may perform temporary services for the government of Canada or a province for which that director may be reimbursed actual travel and living expenses; or

93. L'alinéa 6(4)c) de la version anglaise de la *Loi sur la Banque du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(c) is employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys;

94. L'alinéa 10(4)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) is employed, on a full-time basis, in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position, other than as a part-time member of any board or advisory body of an agency or department of the government of Canada or a province, for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys, except that a director may perform temporary services for the government of Canada or a province for which that director may be reimbursed actual travel and living expenses; or

*Canada Customs and Revenue Agency Act**Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*

95. Paragraph 16(2)(c) of the English version of the *Canada Customs and Revenue Agency Act* is replaced by the following:

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory.

96. Paragraph 30(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) human resources management, including the determination of the terms and conditions of employment of persons employed by the Agency.

97. Section 50 of the Act is replaced by the following:

95. L'alinéa 16(2)c) de la version anglaise de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(c) is employed on a full-time basis in the federal public administration or the public service of a province or territory.

96. L'alinéa 30(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) la gestion de ses ressources humaines, notamment la détermination de ses conditions d'emploi.

97. L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Separate
agency

50. The Agency is a separate agency under the *Public Service Labour Relations Act*.

50. L'Agence est un organisme distinct au sens de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Organisme
distinct

98. The portion of subsection 51(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

98. Le passage du paragraphe 51(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Human
resources
management

51. (1) The Agency may, in the exercise of its responsibilities in relation to human resources management,

51. (1) L'Agence peut, dans l'exercice de ses attributions en matière de gestion des ressources humaines :

Gestion des
ressources
humaines

99. Subsection 58(1) of the Act is replaced by the following:

99. Le paragraphe 58(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Authority to
enter into
collective
agreements

58. (1) Notwithstanding section 112 of the *Public Service Labour Relations Act*, the Agency has sole authority to enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit composed of Agency employees, applicable to employees in that bargaining unit.

58. (1) Par dérogation à l'article 112 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, l'Agence est la seule autorité habilitée à conclure, avec l'agent négociateur d'une unité de négociation composée d'employés de l'Agence, une convention collective applicable aux employés de cette unité.

Pouvoir de
conclure des
conventions
collectives

2000, c. 9

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

2000, ch. 9

100. Paragraph 11(b) of the *Canada Elections Act* is replaced by the following:

100. L'alinéa 11b) de la *Loi électorale du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(b) an elector who is an employee in the federal public administration or the public service of a province and who is posted outside Canada;

b) les électeurs qui appartiennent à l'administration publique fédérale ou d'une province en poste à l'étranger;

101. Subsection 15(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

101. Le paragraphe 15(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Superannuation
and
compensation

(3) The Chief Electoral Officer is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) The Chief Electoral Officer is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Superannuation
and
compensation

102. Subsection 19(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

102. Le paragraphe 19(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Superannuation
and
compensation

(2) The Assistant Chief Electoral Officer is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regula-

(2) The Assistant Chief Electoral Officer is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regula-

Superannuation
and
compensation

tions made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

103. Paragraph 222(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) employed outside Canada in the federal public administration or the public service of a province;

tions made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

103. L'alinéa 222(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) appartiennent à l'administration publique fédérale ou d'une province en poste à l'étranger;

R.S., c. C-5

Canada Evidence Act

104. Subsections 26(1) to (3) of the English version of the *Canada Evidence Act* are replaced by the following:

26. (1) A copy of any entry in any book kept in any office or department of the Government of Canada, or in any commission, board or other branch in the federal public administration, shall be admitted as evidence of that entry, and of the matters, transactions and accounts therein recorded, if it is proved by the oath or affidavit of an officer of the office or department, commission, board or other branch in the federal public administration that the book was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books kept in the office, department, commission, board or other branch in the federal public administration, that the entry was made in the usual and ordinary course of business of the office, department, commission, board or other branch in the federal public administration and that the copy is a true copy thereof.

(2) Where by any Act of Parliament or regulation made under an Act of Parliament provision is made for the issue by a department, commission, board or other branch in the federal public administration of a licence requisite to the doing or having of any act or thing or for the issue of any other document, an affidavit of an officer of the department, commission, board or other branch in the federal public administration, sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that he or she has charge of the appropriate records and that after careful examination and search of those records he or she has been unable to find in any given case that any such licence or other document has been issued, shall be admitted in evidence as proof, in the absence of

Books kept in offices under Government of Canada

Proof of non-issue of licence or document

Loi sur la preuve au Canada

104. Les paragraphes 26(1) à (3) de la version anglaise de la *Loi sur la preuve au Canada* sont remplacés par ce qui suit :

26. (1) A copy of any entry in any book kept in any office or department of the Government of Canada, or in any commission, board or other branch in the federal public administration, shall be admitted as evidence of that entry, and of the matters, transactions and accounts therein recorded, if it is proved by the oath or affidavit of an officer of the office or department, commission, board or other branch in the federal public administration that the book was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books kept in the office, department, commission, board or other branch in the federal public administration, that the entry was made in the usual and ordinary course of business of the office, department, commission, board or other branch in the federal public administration and that the copy is a true copy thereof.

(2) Where by any Act of Parliament or regulation made under an Act of Parliament provision is made for the issue by a department, commission, board or other branch in the federal public administration of a licence requisite to the doing or having of any act or thing or for the issue of any other document, an affidavit of an officer of the department, commission, board or other branch in the federal public administration, sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that he or she has charge of the appropriate records and that after careful examination and search of those records he or she has been unable to find in any given case that any such licence or other document has been issued, shall be admitted in evidence as proof, in the absence of

L.R., ch. C-5

Books kept in offices under Government of Canada

Proof of non-issue of licence or document

evidence to the contrary, that in that case no licence or other document has been issued.

(3) Where by any Act of Parliament or regulation made under an Act of Parliament provision is made for sending by mail any request for information, notice or demand by a department or other branch in the federal public administration, an affidavit of an officer of the department or other branch in the federal public administration, sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that he or she has charge of the appropriate records, that he or she has a knowledge of the facts in the particular case, that the request, notice or demand was sent by registered letter on a named date to the person or firm to whom it was addressed (indicating that address) and that he or she identifies as exhibits attached to the affidavit the post office certificate of registration of the letter and a true copy of the request, notice or demand, shall, on production and proof of the post office receipt for the delivery of the registered letter to the addressee, be admitted in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the sending and of the request, notice or demand.

Proof of mailing departmental matter

2001, c. 41, s. 44

105. Item 11 of the schedule to the Act is replaced by the following:

11. The Public Service Labour Relations Board established by section 12 of the *Public Service Labour Relations Act*, for the purposes of a grievance process under that Act with respect to an employee of the Canadian Security Intelligence Service, with the exception of any information provided to the board by the employee

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

106. Subsection 5(2) of the English version of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(2) The commissioners are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*

Superannuation and compensation

evidence to the contrary, that in that case no licence or other document has been issued.

(3) Where by any Act of Parliament or regulation made under an Act of Parliament provision is made for sending by mail any request for information, notice or demand by a department or other branch in the federal public administration, an affidavit of an officer of the department or other branch in the federal public administration, sworn before any commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that he or she has charge of the appropriate records, that he or she has a knowledge of the facts in the particular case, that the request, notice or demand was sent by registered letter on a named date to the person or firm to whom it was addressed (indicating that address) and that he or she identifies as exhibits attached to the affidavit the post office certificate of registration of the letter and a true copy of the request, notice or demand, shall, on production and proof of the post office receipt for the delivery of the registered letter to the addressee, be admitted in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the sending and of the request, notice or demand.

Proof of mailing departmental matter

2001, ch. 41, art. 44

105. L'article 11 de l'annexe de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. La Commission des relations de travail dans la fonction publique constituée par l'article 12 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, à l'égard d'un grief concernant un employé du Service canadien du renseignement de sécurité se déroulant dans le cadre de cette loi, à l'exception des renseignements communiqués à la commission par l'employé

L.R., ch. G-10

Loi sur les grains du Canada

106. Le paragraphe 5(2) de la version anglaise de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(2) The commissioners are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*

Superannuation and compensation

and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

R.S., c. L-2

Canada Labour Code**Code canadien du travail**

L.R., ch. L-2

107. Subsection 5(3) of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:

107. Le paragraphe 5(3) du *Code canadien du travail* est remplacé par ce qui suit :

Addition of name to Schedule

(3) Where the Governor in Council excludes any corporation from the operation of this Part, the Governor in Council shall, by order, add the name of that corporation to Schedule IV or V to the *Financial Administration Act*.

(3) Le gouverneur en conseil ajoute, par décret, le nom de toute personne morale exclue de l'application de la présente partie aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Adjonction du nom aux annexes IV ou V

1996, c. 18, s. 9

108. Subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

108. Le paragraphe 47(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 9

Where portion as federal business

47. (1) Where the name of any portion of the federal public administration specified from time to time in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* is deleted and that portion of the federal public administration is established as or becomes a part of a corporation or business to which this Part applies, or where a portion of the federal public administration included in another portion of the federal public administration specified in those Schedules is severed from the portion in which it was included and established as or becomes a part of such a corporation or business,

47. (1) La convention collective ou la décision arbitrale applicable aux employés d'un secteur de l'administration publique fédérale qui, par radiation de son nom de l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou par sa séparation d'un secteur mentionné à l'une ou l'autre de ces annexes, devient régi par la présente partie en tant que personne morale ou entreprise ou est intégré à une personne morale ou à une entreprise régie par la présente partie :

Administration publique fédérale

(a) a collective agreement or arbitral award that applies to any employees in that portion of the federal public administration and that is in force at the time the portion of the federal public administration is established as or becomes a part of such a corporation or business continues in force, subject to subsections (3) to (7), until its term expires; and

a) continue d'avoir effet, sous réserve des paragraphes (3) à (7), jusqu'à la date d'expiration qui y est fixée;

b) reste totalement assujettie, quant à son interprétation et à son application, à la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

(b) the *Public Service Labour Relations Act* applies in all respects to the interpretation and application of the collective agreement or arbitral award.

1996, c. 18, s. 9; 1998, c. 26, s. 23(F)

109. (1) The portion of section 47.1 of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

109. (1) Le passage de l'article 47.1 de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 9; 1998, ch. 26, art. 23(F)

Where notice to bargain collectively given prior to deletion

47.1 Where, before the deletion or severance referred to in subsection 47(1), notice to bargain collectively has been given in respect of a collective agreement or arbitral award

47.1 Where, before the deletion or severance referred to in subsection 47(1), notice to bargain collectively has been given in respect of a collective agreement or arbitral award

Where notice to bargain collectively given prior to deletion

binding on employees of a corporation or business who, immediately before the deletion or severance, were part of the federal public administration,

1996, c. 18, s. 9

(2) Paragraph 47.1(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the terms and conditions of employment contained in a collective agreement or arbitral award that, by virtue of section 107 of the *Public Service Labour Relations Act*, are continued in force immediately before the date of the deletion or severance or that were last continued in force before that date, in respect of those employees shall continue or resume in force on and after that date and shall be observed by the corporation or business, as employer, the bargaining agent for those employees and those employees until the requirements of paragraphs 89(1)(a) to (d) have been met, unless the employer and the bargaining agent agree otherwise;

2000, c. 20, s. 4

110. Subsection 123(2) of the Act is replaced by the following:

Application to federal public administration

(2) This Part applies to the federal public administration and to persons employed in the federal public administration to the extent provided for under Part 3 of the *Public Service Labour Relations Act*.

2000, c. 20, s. 15

111. Subsection 149(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Officers and senior officials, etc.

(2) If a corporation or a department in, or other portion of, the federal public administration to which this Part applies commits an offence under this Part, any of the following persons who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation or department in, or portion of, the federal public administration has been prosecuted or convicted:

(a) any officer, director, agent or mandatary of the corporation;

(b) any senior official in the department in, or portion of, the federal public administration; or

binding on employees of a corporation or business who, immediately before the deletion or severance, were part of the federal public administration,

(2) L'alinéa 47.1(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les conditions d'emploi figurant dans la convention collective ou la décision arbitrale maintenues en vigueur par l'effet de l'article 107 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* continuent de lier — ou lient de nouveau si l'article 107 avait cessé d'avoir effet — la personne morale ou l'entreprise, l'agent négociateur et les employés, sauf entente à l'effet contraire entre l'employeur et l'agent négociateur, tant que les conditions des alinéas 89(1)a) à d) n'ont pas été remplies;

1996, ch. 18, art. 9

110. Le paragraphe 123(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 20, art. 4

(2) La présente partie s'applique à l'administration publique fédérale et aux personnes qui y sont employées, dans la mesure prévue à la partie 3 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Administration publique fédérale

111. Le paragraphe 149(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 20, art. 15

(2) If a corporation or a department in, or other portion of, the federal public administration to which this Part applies commits an offence under this Part, any of the following persons who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation or department in, or portion of, the federal public administration has been prosecuted or convicted:

(a) any officer, director, agent or mandatary of the corporation;

(b) any senior official in the department in, or portion of, the federal public administration; or

Officers and senior officials, etc.

(c) any other person exercising managerial or supervisory functions in the corporation or department in, or portion of, the federal public administration.

1996, c. 18,
s. 10

112. Paragraphs 189(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) any portion of the federal public administration specified from time to time in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* that is deleted from one of those Schedules and that is established as or becomes a part of a corporation or any federal work, undertaking or business to which this Part applies; or

(b) a portion of the federal public administration included in a portion of the federal public administration so specified in one of those Schedules that is severed from the portion in which it was included and that is established as or becomes a part of such a corporation or federal work, undertaking or business.

1998, c. 10

Canada Marine Act

113. Paragraph 16(c) of the English version of the *Canada Marine Act* is replaced by the following:

(c) a Senator or a member of Parliament or an officer or employee of the federal public administration, including an officer or employee in a federal Crown corporation;

114. Subsection 136(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, the employees referred to in subsection (1) are deemed to be employees in the federal public administration.

*Government
Employees
Compensation
Act*

R.S., c. C-7

*Canada Mortgage and Housing
Corporation Act*

115. Subsection 6(6) of the English version of the *Canada Mortgage and Housing Corporation Act* is replaced by the following:

(c) any other person exercising managerial or supervisory functions in the corporation or department in, or portion of, the federal public administration.

112. Le paragraphe 189(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), est assimilé à une entreprise fédérale tout secteur de l'administration publique fédérale qui, par radiation de son nom de l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou par sa séparation d'un secteur mentionné à l'une ou l'autre de ces annexes, devient régi par la présente partie en tant que personne morale ou qu'entreprise fédérale ou est intégré à une personne morale ou à une entreprise fédérale régie par la présente partie.

1996, ch. 18,
art. 10

Assimilation

1998, ch. 10

Loi maritime du Canada

113. L'alinéa 16(c) de la version anglaise de la *Loi maritime du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(c) a Senator or a member of Parliament or an officer or employee of the federal public administration, including an officer or employee in a federal Crown corporation;

114. Le paragraphe 136(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, les employés visés au paragraphe (1) sont réputés être des employés de l'administration publique fédérale.

*Loi sur
l'indemnisation
des agents
de l'État*

L.R., ch. C-7

*Loi sur la Société canadienne
d'hypothèques et de logement*

115. Le paragraphe 6(6) de la version anglaise de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* est remplacé par ce qui suit :

Substitute
directors

(6) Where a director is a member of the federal public administration, the Governor in Council may authorize another member of the federal public administration to act as director in the director's stead and that member of the federal public administration while so acting is deemed to be a director.

116. Paragraph 8(1)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:

(d) is employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which a salary is payable out of public moneys, but nothing in this paragraph prohibits such a person from holding office while performing temporary services for the Government of Canada or of a province.

1987, c. 3

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act

117. The definition "Public Service of Canada" in subsection 11(2) of the English version of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* is replaced by the following:

"Public
Service of
Canada"
« administration
fédérale »

"Public Service of Canada" has the meaning given the expression "public service" in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the federal public administration designated by order in council pursuant to this subsection and for the purposes of subsection (1) as part of the Public Service of Canada.

118. (1) Subsection 25(3) of the Act is replaced by the following:

Presumption

(3) Except as provided in subsection (4), every person employed pursuant to subsection (1) is deemed not to be employed in the federal public administration or the public service of the Province.

(2) Subsection 25(5) of the English version of the Act is replaced by the following:

(6) Where a director is a member of the federal public administration, the Governor in Council may authorize another member of the federal public administration to act as director in the director's stead and that member of the federal public administration while so acting is deemed to be a director.

116. L'alinéa 8(1)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) is employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which a salary is payable out of public moneys, but nothing in this paragraph prohibits such a person from holding office while performing temporary services for the Government of Canada or of a province.

Substitute
directors

Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve

117. La définition de « Public Service of Canada », au paragraphe 11(2) de la version anglaise de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*, est remplacée par ce qui suit :

1987, ch. 3

"Public Service of Canada" has the meaning given the expression "public service" in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the federal public administration designated by order in council pursuant to this subsection and for the purposes of subsection (1) as part of the Public Service of Canada.

118. (1) Le paragraphe 25(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Public
Service of
Canada"
« administration
fédérale »

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le personnel est réputé ne pas faire partie de l'administration publique fédérale ou provinciale.

(2) Le paragraphe 25(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Présomption

Definition of
“public
service”

(5) In this section, “public service” has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

(5) In this section, “public service” has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

Definition of
“public
service”

119. Subsection 141(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

119. Le paragraphe 141(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Oil and Gas
Committee

141. (1) The Board may, for the purposes of this Part and Part III of the Provincial Act, establish a committee to be known as the Oil and Gas Committee, consisting of not more than five members, not more than three of whom may be employees in the federal public administration or the public service of the Province.

141. (1) The Board may, for the purposes of this Part and Part III of the Provincial Act, establish a committee to be known as the Oil and Gas Committee, consisting of not more than five members, not more than three of whom may be employees in the federal public administration or the public service of the Province.

Oil and Gas
Committee

120. Subsection 142(4) of the Act is replaced by the following:

120. Le paragraphe 142(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Remuneration

(4) The members of the Committee who are not employees in the federal public administration or the public service of the Province shall be paid such remuneration as may be authorized by the Board.

(4) Les membres qui ne font pas partie de l'administration publique fédérale ou provinciale ont droit à la rémunération que peut autoriser l'Office.

Rémunération

121. Subsection 144(1) of the Act is replaced by the following:

121. Le paragraphe 144(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Quorum

144. (1) A majority of the members, including one member who is not an employee in the federal public administration or the public service of the Province, constitutes a quorum of the Committee.

144. (1) La majorité des membres, dont l'un ne fait pas partie de l'administration publique fédérale ou provinciale, constitue le quorum.

Quorum

1988, c. 28

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act

Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers

1988, ch. 28

122. The definition “Public Service of Canada” in subsection 11(1) of the English version of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* is replaced by the following:

122. La définition de « Public Service of Canada », au paragraphe 11(1) de la version anglaise de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, est remplacée par ce qui suit :

“Public
Service of
Canada”
« administration
fédérale »

“Public Service of Canada” has the meaning given the expression “public service” in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the federal public administration designated by order in council pursuant to this subsection and for the purposes of this section as part of the Public Service of Canada.

“Public Service of Canada” has the meaning given the expression “public service” in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the federal public administration designated by order in council pursuant to this subsection and for the purposes of this section as part of the Public Service of Canada.

“Public
Service of
Canada”
« administration
fédérale »

123. (1) Subsection 26(3) of the Act is replaced by the following:

Presumption

(3) Except as provided in subsection (4), no person employed pursuant to subsection (1) shall, by virtue of that employment, be considered to be employed in the federal public administration or the public service of the Province.

(2) Subsection 26(5) of the English version of the Act is replaced by the following:

Definition of "public service"

(5) In this section, "public service" has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

124. Subsection 145(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Oil and Gas Committee

145. (1) The Board may, for the purposes of this Act and the Provincial Act, establish a committee to be known as the Oil and Gas Committee, consisting of not more than five members, not more than three of whom may be employees in the federal public administration or the public service of the Province.

125. Subsection 146(4) of the Act is replaced by the following:

Remuneration

(4) The members of the Committee who are not employees in the federal public administration or the public service of the Province shall be paid such remuneration as may be authorized by the Board.

126. Subsection 148(1) of the Act is replaced by the following:

Quorum

148. (1) A majority of the members, including one member who is not an employee in the federal public administration or the public service of the Province, constitutes a quorum of the Committee.

123. (1) Le paragraphe 26(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Présomption

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les agents de l'Office ne font pas, du fait de leur recrutement, partie de l'administration publique fédérale ou provinciale.

(2) Le paragraphe 26(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Definition of "public service"

(5) In this section, "public service" has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

124. Le paragraphe 145(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Oil and Gas Committee

145. (1) The Board may, for the purposes of this Act and the Provincial Act, establish a committee to be known as the Oil and Gas Committee, consisting of not more than five members, not more than three of whom may be employees in the federal public administration or the public service of the Province.

125. Le paragraphe 146(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Rémunération

(4) Les membres qui ne font pas partie de l'administration publique fédérale ou provinciale ont droit à la rémunération que peut autoriser l'Office.

126. Le paragraphe 148(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Quorum

148. (1) La majorité des membres, dont l'un ne fait pas partie de l'administration publique fédérale ou provinciale, constitue le quorum.

R.S., c. O-7

Canada Oil and Gas Operations Act**Loi sur les opérations pétrolières au Canada**

L.R., ch. O-7

127. Subsection 9(1) of the English version of the *Canada Oil and Gas Operations Act* is replaced by the following:

127. Le paragraphe 9(1) de la version anglaise de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* est remplacé par ce qui suit :

Quorum

9. (1) A majority of the members, including one member who is not an employee in the federal public administration, constitutes a quorum of the Committee.

9. (1) A majority of the members, including one member who is not an employee in the federal public administration, constitutes a quorum of the Committee.

Quorum

1992, c. 35,
s. 26

128. Subsection 28(1.1) of the Act is replaced by the following:

128. Le paragraphe 28(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 26Mandatory
inquiry

(1.1) Where a spill or debris or an accident or incident related to any activity to which this Act applies occurs or is found in any area to which this Act applies and is serious, as defined by regulation, the Minister shall direct that an inquiry referred to in subsection (1) be made, subject to the *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act*, and shall ensure that the person who conducts the inquiry is not employed in a part of the federal public administration for which the Minister is responsible.

(1.1) Lorsque, dans une zone à laquelle la présente loi s'applique, des rejets, la présence de débris, un accident ou un incident, liés à des activités visées par la présente loi, sont graves, au sens des règlements, le ministre ordonne la tenue d'une enquête en application du paragraphe (1), sous réserve de la *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*, et veille à ce que l'enquêteur ne fasse pas partie du secteur de l'administration publique fédérale dont il est responsable.

Obligation

R.S., c. C-8

Canada Pension Plan**Régime de pensions du Canada**

L.R., ch. C-8

1997, c. 40,
s. 88

129. The definition "federal institution" in subsection 104(1) of the *Canada Pension Plan* is replaced by the following:

129. La définition de « institution fédérale », au paragraphe 104(1) du *Régime de pensions du Canada*, est remplacée par ce qui suit :

1997, ch. 40,
art. 88"federal
institution"
« institution
fédérale »

"federal institution" means a department or any other body referred to in Schedule I, I.1, II or III to the *Financial Administration Act*.

« institution fédérale » Ministère et tout autre organisme mentionnés dans une des annexes I, I.1, II ou III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

« institution
fédérale »
"federal
institution"1995, c. 33,
s. 44(3)

130. The portion of subsection 106(2) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

130. Le passage du paragraphe 106(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 33,
par. 44(3)

may accept any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

(2) Peut faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent de Sa Majesté ou d'un secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou de tout fonctionnaire ou employé d'un ministère provincial qui dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments, dans le cadre de l'application :

Serments,
affidavits,
etc.

R.S., c. 36
(2nd Suppl.)

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

L.R., ch. 36
(2^e suppl.)

131. Subsection 78(3) of the English version of the *Canada Petroleum Resources Act* is replaced by the following:

131. Le paragraphe 78(3) de la version anglaise de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* est remplacé par ce qui suit :

Selection of members from federal public administration and industry

(3) Members of the Board are to be selected for appointment pursuant to subsection (2) from the federal public administration or the public service of any province or from among persons nominated by interest owners.

(3) Members of the Board are to be selected for appointment pursuant to subsection (2) from the federal public administration or the public service of any province or from among persons nominated by interest owners.

Selection of members from federal public administration and industry

1991, c. 16;
s. 22 of this Act

Canada School of Public Service Act

Loi sur l'École de la fonction publique du Canada

1991, ch. 16;
art. 22 de la présente loi

132. The definition "Public Service" in section 2 of the English version of the *Canada School of Public Service Act* is replaced by the following:

132. La définition de « Public Service », à l'article 2 de la version anglaise de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*, est remplacée par ce qui suit :

"public service"
« fonction publique »

"public service" has the meaning given that expression in the *Public Service Labour Relations Act*.

"public service" has the meaning given that expression in the *Public Service Labour Relations Act*.

"public service"
« fonction publique »

Section 30 of this Act

132.1 Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:

132.1 Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Article 30 de la présente loi

Programs and studies

(3) In exercising supervision over the School and direction of its programs, the President shall take into consideration the policies of the Government of Canada as well as the policies with respect to learning, training and development needs and priorities that are established by the Treasury Board under paragraph 11.1(1)(f) of the *Financial Administration Act*.

(3) Dans l'exercice de la direction générale de l'École et du contrôle de ses programmes, le président tient compte des grandes orientations du gouvernement fédéral, ainsi que des lignes directrices relatives aux besoins et aux ordres de priorité en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement qui ont été élaborées par le Conseil du Trésor au titre de l'alinéa 11.1(1)f) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Programmes et orientations

Subsection 31(2) of this Act

133. Subsections 15(3) and (4) of the English version of the Act are replaced by the following:

133. Les paragraphes 15(3) et (4) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Paragraphe 31(2) de la présente loi

Act not applicable

(3) The *Public Service Labour Relations Act* does not apply to any person employed by the School under subsection (2).

(3) The *Public Service Labour Relations Act* does not apply to any person employed by the School under subsection (2).

Act not applicable

Acts and regulations applicable

(4) Each person employed by the School under subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

(4) Each person employed by the School under subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

Acts and regulations applicable

R.S., c. C-14

Canadian Commercial Corporation Act**Loi sur la Corporation commerciale canadienne**

L.R., ch. C-14

134. Section 14 of the English version of the *Canadian Commercial Corporation Act* is replaced by the following:

134. L'article 14 de la version anglaise de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* est remplacé par ce qui suit :

Former employee

14. (1) Where a person who was an employee in the public service immediately before that person's employment under this Act is retired from employment under this Act, that person may, in accordance with the *Public Service Employment Act*, be assigned to a position in the public service of the class from which that person was so retired or for which that person is qualified.

14. (1) Where a person who was an employee in the public service immediately before that person's employment under this Act is retired from employment under this Act, that person may, in accordance with the *Public Service Employment Act*, be assigned to a position in the public service of the class from which that person was so retired or for which that person is qualified.

Former employee

Employee benefits continued

(2) A person employed under this Act, who immediately prior to that employment held a position in the public service or was an employee within the meaning of the *Public Service Employment Act*, continues to retain and is eligible for all the benefits, except salary as an employee in the public service, that that person would have been eligible to receive had that person remained an employee in the public service.

(2) A person employed under this Act, who immediately prior to that employment held a position in the public service or was an employee within the meaning of the *Public Service Employment Act*, continues to retain and is eligible for all the benefits, except salary as an employee in the public service, that that person would have been eligible to receive had that person remained an employee in the public service.

Employee benefits continued

1997, c. 6

Canadian Food Inspection Agency Act**Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments**

1997, ch. 6

135. Section 12 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* is replaced by the following:

135. L'article 12 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* est remplacé par ce qui suit :

Separate agency

12. The Agency is a separate agency under the *Public Service Labour Relations Act*.

12. L'Agence est un organisme distinct au sens de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Organisme distinct

R.S., c. C-17

Canadian Forces Superannuation Act**Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes**

L.R., ch. C-17

136. Clause 6(b)(ii)(A) of the English version of the *Canadian Forces Superannuation Act* is replaced by the following:

136. La division 6(b)(ii)(A) de la version anglaise de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* est remplacée par ce qui suit :

(A) any period of service during which he was employed in the public service on a full-time basis and was in receipt of salary, if he elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, and any period of service with any board, commission, corporation in, or portion of, the federal public administration that is added to Schedule I to the *Public*

(A) any period of service during which he was employed in the public service on a full-time basis and was in receipt of salary, if he elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, and any period of service with any board, commission, corporation in, or portion of, the federal public administration

Service Superannuation Act on or after March 1, 1960, during which he was employed on a full-time basis and was in receipt of salary, if he elects, within one year of such addition, to pay for that service,

that is added to Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* on or after March 1, 1960, during which he was employed on a full-time basis and was in receipt of salary, if he elects, within one year of such addition, to pay for that service,

R.S., c. H-6

Canadian Human Rights Act**Loi canadienne sur les droits de la personne**

L.R., ch. H-6

137. Section 38 of the English version of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

137. L'article 38 de la version anglaise de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

Superannuation, etc.

38. The full-time members of the Commission are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

38. The full-time members of the Commission are deemed to be persons employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Superannuation, etc.

2000, c. 6

Canadian Institutes of Health Research Act**Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada**

2000, ch. 6

138. Paragraph 12(b) of the English version of the *Canadian Institutes of Health Research Act* is replaced by the following:

138. L'alinéa 12b) de la version anglaise de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(b) is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*; and

(b) is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*; and

139. Subsection 17(2) of the Act is replaced by the following:

139. Le paragraphe 17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Right of employer

(2) Subsections 11.1(1) and 12(2) of the *Financial Administration Act* do not apply with respect to the CIHR and the Governing Council may

(2) Les paragraphes 11.1(1) et 12(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas à IRSC, et le conseil d'administration peut :

Gestion des ressources humaines

(a) determine the organization of and classify the positions in the CIHR;

a) déterminer l'organisation d'IRSC et la classification des postes au sein de celle-ci;

(b) set the terms and conditions of employment for employees, including termination of employment for cause, and assign duties to them; and

b) fixer les conditions d'emploi — y compris en ce qui concerne le licenciement motivé — des employés ainsi que leur assigner des tâches;

(c) provide for any other matters that the Governing Council considers necessary for effective human resources management in the CIHR.

140. Section 18 of the Act is replaced by the following:

18. Notwithstanding section 112 of the *Public Service Labour Relations Act*, the Governing Council may, in accordance with the negotiating mandate approved by the President of the Treasury Board, enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit composed of employees of the CIHR that is applicable to employees of that bargaining unit.

141. Section 25 of the English version of the Act is replaced by the following:

25. The employees of the CIHR are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Canadian Payments Act

142. Paragraph 9(1.2)(b) of the English version of the *Canadian Payments Act* is replaced by the following:

(b) employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys; or

Canadian Security Intelligence Service Act

143. (1) Subsection 8(1) of the *Canadian Security Intelligence Service Act* is replaced by the following:

8. (1) Notwithstanding the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act*, the Director has exclusive authority to appoint employees and, in relation to the human resources management of

c) régler les autres questions dans la mesure où il l'estime nécessaire pour la bonne gestion des ressources humaines d'IRSC.

140. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

18. Malgré l'article 112 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le conseil d'administration est, conformément au mandat de négociation approuvé par le président du Conseil du Trésor, habilité à conclure, avec l'agent négociateur d'une unité de négociation composée d'employés d'IRSC, une convention collective applicable à ceux-ci.

141. L'article 25 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

25. The employees of the CIHR are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Loi canadienne sur les paiements

142. L'alinéa 9(1.2)(b) de la version anglaise de la *Loi canadienne sur les paiements* est remplacé par ce qui suit :

(b) employed in any capacity in the federal public administration or the public service of a province or holds any office or position for which any salary or other remuneration is payable out of public moneys; or

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

143. (1) Le paragraphe 8(1) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Par dérogation à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le directeur a le pouvoir exclusif de nommer les employés et, en matière de gestion des ressources humaines

Collective agreements

Benefits

R.S., c. C-21; 2001, c. 9, s. 218

2001, c. 9, s. 227(2)

R.S., c. C-23

Powers and functions of Director

Pouvoir de conclure des conventions collectives

Benefits

L.R., ch. C-21; 2001, ch. 9, art. 218

2001, ch. 9, par. 227(2)

L.R., ch. C-23

Attributions du directeur

employees, other than persons attached or seconded to the Service as employees,

(a) to provide for the terms and conditions of their employment; and

(b) subject to the regulations,

(i) to exercise the powers and perform the functions of the Treasury Board relating to human resources management under the *Financial Administration Act*, and

(ii) to exercise the powers and perform the functions assigned to the Public Service Commission by or pursuant to the *Public Service Employment Act*.

(2) Subsection 8(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding the *Public Service Labour Relations Act* but subject to subsection (3) and the regulations, the Director may establish procedures respecting the conduct and discipline of, and the presentation, consideration and adjudication of grievances in relation to, employees, other than persons attached or seconded to the Service as employees.

(3) Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:

(3) When a grievance is referred to adjudication, the adjudication shall not be heard or determined by any person, other than a full-time member of the Public Service Labour Relations Board established under section 12 of the *Public Service Labour Relations Act*.

144. The portion of subsection 9(1) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

9. (1) Notwithstanding the *Public Service Labour Relations Act*,

145. Section 9.1 of the Act is repealed.

146. Subsection 41(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

du Service, à l'exception des personnes affectées au Service ou détachées auprès de lui à titre d'employé :

a) de déterminer leurs conditions d'emploi;

b) sous réserve des règlements :

(i) d'exercer les attributions conférées au Conseil du Trésor en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en cette matière,

(ii) d'exercer les attributions conférées à la Commission de la fonction publique en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

(2) Le paragraphe 8(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Notwithstanding the *Public Service Labour Relations Act* but subject to subsection (3) and the regulations, the Director may establish procedures respecting the conduct and discipline of, and the presentation, consideration and adjudication of grievances in relation to, employees, other than persons attached or seconded to the Service as employees.

(3) Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les griefs renvoyés à l'arbitrage ne peuvent être entendus et tranchés que par un membre à temps plein de la Commission des relations de travail dans la fonction publique constituée par l'article 12 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

144. Le passage du paragraphe 9(1) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

9. (1) Notwithstanding the *Public Service Labour Relations Act*,

145. L'article 9.1 de la même loi est abrogé.

146. Le paragraphe 41(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Discipline and grievances of employees

Adjudication of employee grievances

Process for resolution of disputes of support staff

1996, c. 18, s. 2; 1999, c. 26, s. 17

Discipline and grievances of employees

Arbitrage

Process for resolution of disputes of support staff

1996, ch. 18, art. 2; 1999, ch. 26, art. 17

Other redress available

(2) The Review Committee shall not investigate a complaint in respect of which the complainant is entitled to seek redress by means of a grievance procedure established pursuant to this Act or the *Public Service Labour Relations Act*.

(2) The Review Committee shall not investigate a complaint in respect of which the complainant is entitled to seek redress by means of a grievance procedure established pursuant to this Act or the *Public Service Labour Relations Act*.

Other redress available

1990, c. 13

Canadian Space Agency Act

147. Subsection 16(4) of the *Canadian Space Agency Act* is replaced by the following:

(4) Each person employed in the Agency pursuant to subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and for the purposes of being eligible to enter competitions under the *Public Service Employment Act* and of sections 11 and 13 of the last-named Act.

Acts and regulations applicable

Loi sur l'Agence spatiale canadienne

147. Le paragraphe 16(4) de la *Loi sur l'Agence spatiale canadienne* est remplacé par ce qui suit :

(4) Ces astronautes sont réputés, d'une part, être des agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, d'autre part, appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*, et faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et des articles 11 et 13 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, ainsi qu'en ce qui a trait à l'admissibilité aux concours prévus par cette dernière loi.

1990, ch. 13

Application de certains textes

1992, c. 48, Sch.

Children's Special Allowances Act

148. Subsection 12(2) of the *Children's Special Allowances Act* is replaced by the following:

(2) The Minister may accept, for the purposes of the administration of this Act or the regulations, any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

Acceptance of oaths, etc.

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

148. Le paragraphe 12(2) de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent d'un ministère ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'un ministère d'un gouvernement provincial habilité à recevoir les affidavits.

1992, ch. 48, ann.

1995, ch. 33, art. 48

Prestation de serments

R.S., c. C-29

Citizenship Act

149. Subsection 5(1.1) of the English version of the *Citizenship Act* is replaced by the following:

R.S., c. 44 (3rd Supp.), s. 1

Loi sur la citoyenneté

149. Le paragraphe 5(1.1) de la version anglaise de la *Loi sur la citoyenneté* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. C-29

L.R., ch. 44 (3^e suppl.), art. 1

Residence

(1.1) Any day during which an applicant for citizenship resided with the applicant's spouse who at the time was a Canadian citizen and was employed outside of Canada in or with the Canadian armed forces or the federal public administration or the public service of a province, otherwise than as a locally engaged person, shall be treated as equivalent to one day of residence in Canada for the purposes of paragraph (1)(c) and subsection 11(1).

(1.1) Any day during which an applicant for citizenship resided with the applicant's spouse who at the time was a Canadian citizen and was employed outside of Canada in or with the Canadian armed forces or the federal public administration or the public service of a province, otherwise than as a locally engaged person, shall be treated as equivalent to one day of residence in Canada for the purposes of paragraph (1)(c) and subsection 11(1).

Residence

1996, c. 20

***Civil Air Navigation Services
Commercialization Act***

150. The definition “Public Service” in subsection 2(1) of the English version of the *Civil Air Navigation Services Commercialization Act* is replaced by the following:

“public service” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*.

“public
service”
« fonction
publique »

151. Section 97 of the Act is replaced by the following:

97. Where a department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* is authorized to provide services to any other department in, or other portion of, the federal public administration specified in one of those Schedules, it may enter into an agreement to provide those services to the Corporation if it considers it appropriate to do so.

Authority to
provide
services

***Loi sur la commercialisation des services
de navigation aérienne civile***

150. La définition de « Public Service », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile*, est remplacée par ce qui suit :

“public service” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*.

1996, ch. 20

“public
service”
« fonction
publique »

151. L'article 97 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

97. Le ministère ou le secteur de l'administration publique fédérale visé aux annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* peut, s'il l'estime indiqué, conclure avec la société un accord visant à fournir à celle-ci les services qu'il est autorisé à fournir à tout autre ministère ou secteur visé à l'une de ces annexes.

Accord avec
la société

1980-81-82-83,
c. 108

Cooperative Energy Act

152. Section 11 of the *Cooperative Energy Act* is replaced by the following:

11. The Corporation is not an agent of Her Majesty, or a Crown Corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

Not agent of
Her Majesty

153. Section 21 of the Act is replaced by the following:

Loi sur les coopératives de l'énergie

152. L'article 11 de la *Loi sur les coopératives de l'énergie* est remplacé par ce qui suit :

11. La Société n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; ses dirigeants et ses employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale.

1980-81-82-83,
ch. 108

Non-mandat

153. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Not agent of Her Majesty

21. The Development Corporation is not an agent of Her Majesty, or a Crown Corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

21. La Société de développement n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; ses dirigeants et ses employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale.

Mandat

R.S., c. C-42

Copyright Act

Loi sur le droit d'auteur

L.R., ch. C-42

R.S., c. 10 (4th Supp.), s. 12

154. Subsection 66(6) of the English version of the *Copyright Act* is replaced by the following:

154. Le paragraphe 66(6) de la version anglaise de la *Loi sur le droit d'auteur* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 10 (4^e suppl.), art. 12

Prohibition

(6) A member of the Board shall not be employed in the public service within the meaning of the *Public Service Labour Relations Act* during the member's term of office.

(6) A member of the Board shall not be employed in the public service within the meaning of the *Public Service Labour Relations Act* during the member's term of office.

Prohibition

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

1992, ch. 20

1995, c. 42, s. 26(2)

155. The definition "working day" in subsection 99(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

155. La définition de « jour ouvrable », au paragraphe 99(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est remplacée par ce qui suit :

1995, ch. 42, par. 26(2)

"working day"
« jour ouvrable »

"working day" means a day on which offices in the federal public administration are generally open in the province in question.

« jour ouvrable » Jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration publique fédérale dans la province en cause.

« jour ouvrable »
"working day"

2002, c. 8

Courts Administration Service Act

Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires

2002, ch. 8

156. Section 3 of the English version of the *Courts Administration Service Act* is replaced by the following:

156. L'article 3 de la version anglaise de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* est remplacé par ce qui suit :

Establishment of Service

3. The Courts Administration Service (in this Act referred to as the "Service"), consisting of the Chief Administrator of the Service and employees of the Service, is hereby established as a portion of the federal public administration.

3. The Courts Administration Service (in this Act referred to as the "Service"), consisting of the Chief Administrator of the Service and employees of the Service, is hereby established as a portion of the federal public administration.

Establishment of Service

157. Subsection 6(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

157. Le paragraphe 6(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation

(2) The Chief Administrator is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(2) The Chief Administrator is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Compensation

R.S., c. D-1

Defence Production Act

158. Subsection 10(1) of the English version of the *Defence Production Act* is replaced by the following:

10. (1) Subject to this Act, the Minister may exercise the powers conferred by this Act on the Minister in relation to defence supplies or defence projects required for the purposes of any department in, or portion of, the federal public administration.

Powers relating to all departments

2000, c. 31, s. 5

159. Paragraph 36(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) occupies a position in the federal public administration, including a position in a federal Crown corporation, or is employed by Her Majesty in right of a province, who acts in good faith in the course of their duties and employment; or

1996, c. 11

Department of Human Resources Development Act

160. Paragraph 24(1)(d) of the *Department of Human Resources Development Act* is replaced by the following:

(d) is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and a person employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*; and

R.S., c. V-1; 2000, c. 34, par. 95(a)(F)

2000, c. 34, s. 14

Department of Veterans Affairs Act

161. Paragraph 6(2)(a) of the *Department of Veterans Affairs Act* is replaced by the following:

(a) a department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act*, or

Loi sur la production de défense

158. Le paragraphe 10(1) de la version anglaise de la *Loi sur la production de défense* est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Subject to this Act, the Minister may exercise the powers conferred by this Act on the Minister in relation to defence supplies or defence projects required for the purposes of any department in, or portion of, the federal public administration.

L.R., ch. D-1

Powers relating to all departments

2000, ch. 31, art. 5

159. L'alinéa 36a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) occupies a position in the federal public administration, including a position in a federal Crown corporation or is employed by Her Majesty in right of a province, who acts in good faith in the course of their duties and employment; or

1996, ch. 11

Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines

160. L'alinéa 24(1)d) de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* est remplacé par ce qui suit :

d) sont réputés appartenir à la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*;

Loi sur le ministère des Anciens Combattants

161. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, accepter les serments, affidavits et déclarations ou affirmations solennelles reçus par tout agent d'un autre ministère ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou

L.R., ch. V-1; 2000, ch. 34, al. 95a)(F)

2000, ch. 34, art. 14

Prestation de serments

d'un ministère d'un gouvernement provincial disposant des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

R.S., c. D-2

***Diplomatic Service (Special)
Superannuation Act***

162. Subsection 7(1) of the English version of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act* is replaced by the following:

Service prior
to Public
Office

7. (1) A person who immediately prior to his appointment to a Public Office was employed in the federal public administration and was in receipt of a salary for that employment but was not a contributor under the *Civil Service Superannuation Act* or the *Public Service Superannuation Act*, or who immediately prior to his appointment to a Public Office was a judge of a superior, district or county court in Canada, may, for the purposes of this Act, count the whole or any part of his service in the federal public administration or as a judge, in this section called "prior service", as service in a Public Office, if within one year after his appointment to the Public Office that person elects to contribute under this Act in respect of that prior service.

1995, c. 44

Employment Equity Act

163. (1) Paragraphs 4(1)(b) and (c) of the *Employment Equity Act* are replaced by the following:

(b) the portions of the federal public administration set out in Schedule I or IV to the *Financial Administration Act*;

(c) the portions of the federal public administration set out in of Schedule V to the *Financial Administration Act* that employ one hundred or more employees; and

(2) Paragraphs 4(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) the Royal Canadian Mounted Police is deemed not to be included in Schedule IV to the *Financial Administration Act*; and

(c) civilian employees appointed or employed in accordance with section 10 of the *Royal Canadian Mounted Police Act* are

Loi sur la pension spéciale du service diplomatique

162. Le paragraphe 7(1) de la version anglaise de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. D-2

7. (1) A person who immediately prior to his appointment to a Public Office was employed in the federal public administration and was in receipt of a salary for that employment but was not a contributor under the *Civil Service Superannuation Act* or the *Public Service Superannuation Act*, or who immediately prior to his appointment to a Public Office was a judge of a superior, district or county court in Canada, may, for the purposes of this Act, count the whole or any part of his service in the federal public administration or as a judge, in this section called "prior service", as service in a Public Office, if within one year after his appointment to the Public Office that person elects to contribute under this Act in respect of that prior service.

Service prior
to Public
Office

Loi sur l'équité en matière d'emploi

163. (1) Les alinéas 4(1)(b) et c) de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* sont remplacés par ce qui suit :

b) tous les secteurs de l'administration publique fédérale mentionnés aux annexes I ou IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

c) tout secteur de l'administration publique fédérale figurant à l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et comportant au moins cent salariés;

(2) Les alinéas 4(2)(b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) la Gendarmerie royale du Canada est réputée ne pas être mentionnée à l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

c) le personnel civil nommé ou employé conformément à l'article 10 de la *Loi sur la*

1995, ch. 44

deemed to be included in Schedule IV to the *Financial Administration Act*.

(3) Subsection 4(4) of the Act is replaced by the following:

(4) The Treasury Board and the Public Service Commission, each acting within the scope of its powers, duties and functions under the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act*, are responsible for carrying out the obligations of an employer under this Act in relation to employees employed in those portions of the federal public administration referred to in paragraph (1)(b).

(4) Subsection 4(7) of the English version of the Act is replaced by the following:

(7) The Treasury Board and the Public Service Commission may, for the purpose of carrying out their obligations under this Act in relation to a portion of the federal public administration or other portion of the public sector referred to in subsection (1), authorize the chief executive officer or deputy head concerned to exercise, in relation to that portion, any of the powers and perform any of the functions of the Treasury Board or the Public Service Commission, as the case may be, referred to in this section.

164. Paragraph 8(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) workforce adjustment measures established by the Treasury Board, including measures set out in agreements relating to workforce adjustment, or by the Public Service Commission or any other portion of the public sector referred to in paragraphs 4(1)(c) and (d).

165. (1) Subsection 21(1) of the Act is replaced by the following:

21. (1) The President of the Treasury Board shall, in each fiscal year, cause to be laid before each House of Parliament a report in respect of the state of employment equity in the portions of the federal public administration referred to in paragraph 4(1)(b) during the immediately preceding fiscal year.

Gendarmerie royale du Canada est réputé mentionné à l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(3) Le paragraphe 4(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique, chacun agissant dans les limites de ses attributions en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont chargés des obligations que la présente loi impose aux employeurs à l'égard des salariés qui font partie des secteurs de l'administration publique fédérale visés à l'alinéa (1)(b).

(4) Le paragraphe 4(7) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) The Treasury Board and the Public Service Commission may, for the purpose of carrying out their obligations under this Act in relation to a portion of the federal public administration or other portion of the public sector referred to in subsection (1), authorize the chief executive officer or deputy head concerned to exercise, in relation to that portion, any of the powers and perform any of the functions of the Treasury Board or the Public Service Commission, as the case may be, referred to in this section.

164. L'alinéa 8(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les mesures de restructuration des effectifs prises par le Conseil du Trésor, notamment celles qui figurent dans les accords portant sur le réaménagement des effectifs, et par la Commission de la fonction publique ou les autres éléments du secteur public visés aux alinéas 4(1)(c) et d).

165. (1) Le paragraphe 21(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. (1) À chaque exercice, le président du Conseil du Trésor fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur la situation en ce qui touche l'équité en matière d'emploi au sein des secteurs de l'administration publique fédérale visés à l'alinéa 4(1)(b) pour le précédent exercice.

Responsibilities of Treasury Board and Public Service Commission

Delegation by Treasury Board and Public Service Commission

Report of Treasury Board

Obligations du Conseil du Trésor et de la Commission de la fonction publique

Delegation by Treasury Board and Public Service Commission

Rapport du Conseil du Trésor

(2) Subparagraphs 21(2)(a)(i) and (ii) of the English version of the Act are replaced by the following:

(i) the number of employees employed in each portion of the federal public administration referred to in paragraph 4(1)(b) and the number of persons who are members of each designated group so employed,

(ii) the total number of employees employed in all portions of the federal public administration referred to in paragraph 4(1)(b) in each province and in the National Capital Region and the number of persons who are members of each designated group so employed,

(2) Les sous-alinéas 21(2)a(i) et (ii) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) the number of employees employed in each portion of the federal public administration referred to in paragraph 4(1)(b) and the number of persons who are members of each designated group so employed,

(ii) the total number of employees employed in all portions of the federal public administration referred to in paragraph 4(1)(b) in each province and in the National Capital Region and the number of persons who are members of each designated group so employed,

R.S., c. F-4;
1993, c. 3, s. 2

Farm Products Agencies Act

166. Section 14 of the English version of the *Farm Products Agencies Act* is replaced by the following:

Superannuation

14. Any member of the Council who, under the terms of his appointment, is required to devote the whole of his time to the performance of his duties as a member is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

R.S., c. F-7

Federal Court Act

167. Paragraph 28(1)(i) of the English version of the *Federal Court Act* is replaced by the following:

(i) the Public Service Labour Relations Board established by the *Public Service Labour Relations Act*;

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

168. The reference to “Public Service Staff Relations Board” in column I of Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is replaced by a reference to “Public Service Labour Relations Board”.

Loi sur les offices des produits agricoles

L.R., ch. F-4;
1993, ch. 3,
art. 2

166. L'article 14 de la version anglaise de la *Loi sur les offices des produits agricoles* est remplacé par ce qui suit :

Superannuation

14. Any member of the Council who, under the terms of his appointment, is required to devote the whole of his time to the performance of his duties as a member is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

L.R., ch. F-7

Loi sur la Cour fédérale

167. L'alinéa 28(1)i) de la version anglaise de la *Loi sur la Cour fédérale* est remplacé par ce qui suit :

(i) the Public Service Labour Relations Board established by the *Public Service Labour Relations Act*;

1990, ch. 8,
art. 8

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

168. Dans la colonne I de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, « *Public Service Staff Relations Board* » est remplacé par « *Public Service Labour Relations Board* ».

2001, c. 9

Financial Consumer Agency of Canada Act**Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada**

2001, ch. 9

169. Subsection 4(7) of the English version of the *Financial Consumer Agency of Canada Act* is replaced by the following:

169. Le paragraphe 4(7) de la version anglaise de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Deemed employment

(7) The Commissioner and any person appointed under subsection (4) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(7) The Commissioner and any person appointed under subsection (4) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Deemed employment

170. Subsections 11(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

170. Les paragraphes 11(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Responsibility for human resources management

11. (1) In respect of persons appointed under sections 8 and 10, the Commissioner is authorized to exercise the powers and perform the functions of the Treasury Board that relate to human resources management within the meaning of paragraphs 7(1)(b) and (e) and section 11.1 of the *Financial Administration Act*, and those of deputy heads under subsection 12(2) of that Act, as that subsection reads without regard to any terms and conditions that the Governor in Council may direct, including the determination of terms and conditions of employment and the responsibility for employer and employee relations.

11. (1) Le commissaire est autorisé, en ce qui a trait aux personnes nommées en vertu des articles 8 et 10, à assumer les responsabilités et à exercer les attributions conférées au Conseil du Trésor en vertu des alinéas 7(1)b) et e) et de l'article 11.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les attributions conférées aux administrateurs généraux en vertu du paragraphe 12(2) de cette loi en matière de gestion des ressources humaines, compte non tenu des conditions que peut imposer le gouverneur en conseil au titre de ce paragraphe, notamment en ce qui touche la détermination des conditions d'emploi et les relations entre employeur et employés.

Attributions en matière de gestion des ressources humaines

Delegation of powers

(2) The Commissioner may authorize any person employed in the federal public administration to exercise and perform, in any manner and subject to any terms and conditions that the Commissioner directs, any of the powers and functions of the Commissioner in relation to human resources management in the public service and may, from time to time as the Commissioner sees fit, revise or rescind and reinstate the authority so granted.

(2) Le commissaire peut, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, déléguer tel de ses attributions en matière de gestion des ressources humaines de la fonction publique à une personne employée au sein de l'administration publique fédérale; cette délégation peut être annulée, modifiée ou rétablie à discrétion.

Délégation de pouvoirs

R.S., c. 24
(3rd Supp.),
Part III

Hazardous Materials Information Review Act

171. Subsection 39(2) of the English version of the *Hazardous Materials Information Review Act* is replaced by the following:

President and employees

(2) The President and the employees appointed under section 38 are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2001, c. 27

Immigration and Refugee Protection Act

172. Subparagraphs 28(2)(a)(iii) and (iv) of the English version of the *Immigration and Refugee Protection Act* are replaced by the following:

(iii) outside Canada employed on a full-time basis by a Canadian business or in the federal public administration or the public service of a province,

(iv) outside Canada accompanying a permanent resident who is their spouse or common-law partner or, in the case of a child, their parent and who is employed on a full-time basis by a Canadian business or in the federal public administration or the public service of a province, or

173. Paragraph 153(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*;

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

171. Le paragraphe 39(2) de la version anglaise de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24
(3^e suppl.),
partie III

President and employees

(2) The President and the employees appointed under section 38 are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2001, ch. 27

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

172. Les sous-alinéas 28(2)a)(iii) et (iv) de la version anglaise de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* sont remplacés par ce qui suit :

(iii) outside Canada employed on a full-time basis by a Canadian business or in the federal public administration or the public service of a province,

(iv) outside Canada accompanying a permanent resident who is their spouse or common-law partner or, in the case of a child, their parent and who is employed on a full-time basis by a Canadian business or in the federal public administration or the public service of a province, or

173. L'alinéa 153(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) ils sont réputés appartenir à la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*;

R.S., c. I-11

Inquiries Act

174. Section 6 of the *Inquiries Act* is replaced by the following:

Appointment of commissioners

6. The minister presiding over any department in the federal public administration may appoint, under the authority of the Governor in Council, a commissioner or commissioners to investigate and report on the state and management of the business, or any part of the business, of the department, either in the inside or outside service thereof, and the conduct of any person in that service, so far as the same relates to the official duties of the person.

Loi sur les enquêtes

L.R., ch. I-11

174. L'article 6 de la *Loi sur les enquêtes* est remplacé par ce qui suit :

Nomination de commissaires

6. Le ministre chargé d'un ministère de l'administration publique fédérale peut, avec l'autorisation du gouverneur en conseil, nommer un ou plusieurs commissaires pour faire enquête et rapport sur toute question touchant l'état et l'administration des affaires de son ministère, dans son service interne ou externe, et sur la conduite, en ce qui a trait à ses fonctions officielles, de toute personne y travaillant.

R.S., c. N-8

National Film Act

175. Subsection 13(1) of the English version of the *National Film Act* is replaced by the following:

Plan of organization

13. (1) The Board may, with the approval of the Treasury Board obtained on the recommendation of the Minister, formulate a plan of organization for the establishment and classification of the continuing positions necessary for the proper functioning of the Board and the establishment of rates of compensation for each class of position, having regard to the rates of compensation and conditions of employment for comparable positions outside the federal public administration and in other branches of the federal public administration.

Loi sur le cinéma

L.R., ch. N-8

175. Le paragraphe 13(1) de la version anglaise de la *Loi sur le cinéma* est remplacé par ce qui suit :

Plan of organization

13. (1) The Board may, with the approval of the Treasury Board obtained on the recommendation of the Minister, formulate a plan of organization for the establishment and classification of the continuing positions necessary for the proper functioning of the Board and the establishment of rates of compensation for each class of position, having regard to the rates of compensation and conditions of employment for comparable positions outside the federal public administration and in other branches of the federal public administration.

R.S., c. 15
(4th Supp.)*Non-smokers' Health Act*

176. Paragraphs (a) and (b) of the definition "employer" in subsection 2(1) of the *Non-smokers' Health Act* are replaced by the following:

1989, c. 7, s. 1

(a) the Treasury Board, in relation to employees in any portion of the federal public administration specified in Schedule I or IV to the *Financial Administration Act*,

(b) a separate agency named in Schedule V to the *Financial Administration Act*, in relation to employees of that separate agency,

*Loi sur la santé des non-fumeurs*L.R., ch. 15
(4^e suppl.)

176. Les alinéas a) et b) de la définition de « employeur », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des non-fumeurs*, sont remplacés par ce qui suit :

1989, ch. 7,
art. 1

a) le Conseil du Trésor, pour ce qui est des fonctionnaires appartenant à un secteur de l'administration publique fédérale spécifié aux annexes I ou IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

b) l'organisme distinct mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour ce qui est des fonctionnaires qui relèvent de lui;

R.S., c. 18
(3rd Supp.),
Part I

Office of the Superintendent of Financial Institutions Act

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

L.R., ch. 18
(3^e suppl.),
partie I

177. Section 13 of the Office of the Superintendent of Financial Institutions Act is replaced by the following:

177. L'article 13 de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières est remplacé par ce qui suit :

Responsibility
for human
resources
management

13. In respect of persons appointed under section 11, the Superintendent is authorized to exercise the powers and perform the functions of the Treasury Board that relate to human resources management within the meaning of paragraphs 7(1)(b) and (e) and section 11.1 of the *Financial Administration Act*, and those of deputy heads under subsection 12(2) of that Act, as that subsection reads without regard to any terms and conditions that the Governor in Council may direct, including the determination of terms and conditions of employment and the responsibility for employer and employee relations.

13. Le surintendant est autorisé, en ce qui a trait aux personnes nommées en vertu de l'article 11, à assumer les responsabilités et à exercer les attributions conférées au Conseil du Trésor en vertu des alinéas 7(1)b) et e) et de l'article 11.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les attributions conférées aux administrateurs généraux en vertu du paragraphe 12(2) de cette loi en matière de gestion des ressources humaines, compte non tenu des conditions que peut imposer le gouverneur en conseil au titre de ce paragraphe, notamment en ce qui touche la détermination des conditions d'emploi et les relations entre employeur et employés.

Attributions
en matière de
gestion des
ressources
humaines

R.S., c. O-9

Old Age Security Act

Loi sur la sécurité de la vieillesse

L.R., ch. O-9

1997, c. 40,
s. 102

178. The definition "federal institution" in subsection 33(1) of the Old Age Security Act is replaced by the following:

178. La définition de « institution fédérale », au paragraphe 33(1) de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, est remplacée par ce qui suit :

"federal
institution"
« institution
fédérale »

"federal institution" means a department or any other body referred to in Schedule I, I.1, II or III to the *Financial Administration Act*.

« institution fédérale » Ministère et tout autre organisme mentionnés dans une des annexes I, I.1, II ou III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

« institution
fédérale »
"federal
institution"

1995, c. 33,
s. 24

179. Subsection 38(2) of the Act is replaced by the following:

179. Le paragraphe 38(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 33,
art. 24

Acceptance of
oaths, etc.

(2) The Minister may accept, for the purposes of the administration of this Act or the regulations, any oath administered or affidavit, declaration or solemn affirmation given by any officer or employee of any department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* or of any department of the government of a province who has all the powers of a commissioner for taking affidavits.

(2) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, faire prêter les serments et recevoir les affidavits et les déclarations ou affirmations solennelles de tout agent d'un autre ministère ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'un ministère d'un gouvernement provincial habilité à recevoir les affidavits.

Prestation de
serments

1998, c. 31

Parks Canada Agency Act

180. Subsection 13(3) of the *Parks Canada Agency Act* is replaced by the following:

(3) Subsections 11.1(1) and 12(2) of the *Financial Administration Act* do not apply with respect to the Agency and the Chief Executive Officer may

(a) determine the organization of and classify the positions in the Agency;

(b) set the terms and conditions of employment, including termination of employment for cause, for employees and assign duties to them; and

(c) provide for any other matters that the Chief Executive Officer considers necessary for effective human resources management in the Agency.

Human resources management

181. Section 15 of the Act is replaced by the following:

15. Notwithstanding section 112 of the *Public Service Labour Relations Act*, the Chief Executive Officer may, in accordance with the negotiating mandate approved by the President of the Treasury Board, enter into a collective agreement with the bargaining agent for a bargaining unit composed of employees that is applicable to employees in that bargaining unit.

Negotiation of collective agreements

R.S., c. 33 (2nd Supp.)

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

182. (1) The definition “Deputy Chairman” in section 3 of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act* is repealed.

(2) The definitions “Chairman” and “Vice-Chairman” in section 3 of the English version of the Act are repealed.

(3) The definition “Board” in section 3 of the Act is replaced by the following:

“Board” means the Public Service Labour Relations Board established under section 12 of the *Public Service Labour Relations Act*;

“Board”
« Commission »*Loi sur l’Agence Parcs Canada*

1998, ch. 31

180. Le paragraphe 13(3) de la *Loi sur l’Agence Parcs Canada* est remplacé par ce qui suit :

(3) Les paragraphes 11.1(1) et 12(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s’appliquent pas à l’Agence et le directeur général peut :

a) déterminer l’organisation de l’Agence et la classification des postes au sein de celle-ci;

b) fixer les conditions d’emploi — y compris en ce qui concerne le licenciement motivé — des employés ainsi que leur assigner des tâches;

c) régler les autres questions dans la mesure où il l’estime nécessaire pour la bonne gestion des ressources humaines de l’Agence.

Gestion des ressources humaines

181. L’article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15. Malgré l’article 112 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, le directeur général est, conformément au mandat de négociation approuvé par le président du Conseil du Trésor, habilité à conclure, avec l’agent négociateur d’une unité de négociation composée d’employés de l’Agence, une convention collective applicable à ceux-ci.

Pouvoir de conclure des conventions collectives

L.R., ch. 33 (2^e suppl.)*Loi sur les relations de travail au Parlement*

182. (1) La définition de « président suppléant », à l’article 3 de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*, est abrogée.

(2) Les définitions de « Chairman » et « Vice-Chairman », à l’article 3 de la version anglaise de la même loi, sont abrogées.

(3) La définition de « Commission », à l’article 3 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission des relations de travail dans la fonction publique, constituée en vertu de l’article 12 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

« Commission »
“Board”

(4) The definition “vice-président” in section 3 of the French version of the Act is replaced by the following:

« vice-président »
“Vice-Chairperson”

« vice-président » Un vice-président de la Commission.

(5) Section 3 of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Chairperson”
« président »

“Chairperson” means the Chairperson of the Board.

“Vice-Chairperson”
« vice-président »

“Vice-Chairperson” means a Vice-Chairperson of the Board.

183. The headings before section 9 of the English version of the Act are replaced by the following:

DIVISION I

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS BOARD

Public Service Labour Relations Act Provisions

184. The portion of section 9 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Application of
Public Service Labour Relations Act

9. Unless otherwise provided in this Part, the provisions the *Public Service Labour Relations Act* respecting the Public Service Labour Relations Board apply also in respect of this Part except that, for the purpose of that application,

185. Section 11 of the Act is replaced by the following:

Delegation by
Board

11. (1) The Board may authorize the Chairperson to exercise any of its powers or perform any of its functions, other than the power to make regulations of general application under section 12.

Delegation by
Chairperson

(2) The Chairperson may authorize a Vice-Chairperson to exercise any of the Chairperson’s powers or perform any of the Chairperson’s functions, including powers or functions delegated to the Chairperson by the Board.

186. Section 53.1 of the Act is repealed.

1999, c. 26,
s. 18

(4) La définition de « vice-président », à l’article 3 de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« vice-président » Un vice-président de la Commission.

(5) L’article 3 de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Chairperson” means the Chairperson of the Board.

“Vice-Chairperson” means a Vice-Chairperson of the Board.

183. Les intertitres précédant l’article 9 de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

DIVISION I

PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS BOARD

Public Service Labour Relations Act Provisions

184. Le passage de l’article 9 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

9. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les dispositions de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* concernant la Commission s’appliquent dans le cadre de la présente partie. À cet effet :

185. L’article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. (1) Le président peut exercer les attributions que la présente loi confère à la Commission et que celle-ci lui délègue, à l’exception du pouvoir de prendre les règlements d’application générale visés à l’article 12.

(2) Le président peut déléguer à tout vice-président les attributions que lui confère la présente loi ou que lui délègue la Commission.

186. L’article 53.1 de la même loi est abrogé.

« vice-président »
“Vice-Chairperson”

“Chairperson”
« président »

“Vice-Chairperson”
« vice-président »

Application
de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

Délégation
par la
Commission

Délégation
par le
président

1999, ch. 26,
art. 18

Replacement of
“Chairman”

187. (1) The English version of the Act is amended by replacing every reference to “Chairman” with a reference to “Chairperson” in the following provisions:

- (a) the definition “conciliator” in section 3;
- (b) sections 40 and 41;
- (c) subsection 49(1); and
- (d) paragraph 66(3)(b).

187. (1) Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, « Chairman » est remplacé par « Chairperson » :

- a) la définition de « conciliator » à l’article 3;
- b) les articles 40 et 41;
- c) le paragraphe 49(1);
- d) l’alinéa 66(3)b).

Terminologie :
Chairman

Replacement of
“chairman”

(2) The English version of the Act is amended by replacing every reference to “chairman” with a reference to “chairperson” in paragraph 65(1)(a) and subsection 68(3).

(2) Dans l’alinéa 65(1)a) et le paragraphe 68(3) de la version anglaise de la même loi, « chairman » est remplacé par « chairperson ».

Terminologie :
chairman

R.S., c. P-6

Pension Act

188. Paragraph 87(3)(a) of the *Pension Act* is replaced by the following:

(a) a department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act*, or

Loi sur les pensions

188. Le paragraphe 87(3) de la *Loi sur les pensions* est remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut, dans le cadre de l’application de la présente loi ou des règlements, accepter les serments, affidavits et déclarations ou affirmations solennelles reçus par tout agent d’un autre ministère ou d’un autre secteur de l’administration publique fédérale mentionné à l’une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d’un ministère d’un gouvernement provincial disposant des pouvoirs d’un commissaire aux serments.

L.R., ch. P-6

2000, c. 34,
s. 39

2000, ch. 34,
art. 39

Prestation de
serments

R.S., c. P-21

Privacy Act

189. The reference to “Public Service Staff Relations Board” in the schedule to the *Privacy Act* is replaced by a reference to “Public Service Labour Relations Board”.

Loi sur la protection des renseignements personnels

189. Dans l’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, « *Public Service Staff Relations Board* » est remplacé par « *Public Service Labour Relations Board* ».

L.R., ch. P-21

2000, c. 17;
2001, c. 41,
s. 48

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

190. Subsection 49(3) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* is replaced by the following:

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

190. Le paragraphe 49(3) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 17;
2001, ch. 41,
art. 48

Human
resources
management

(3) Subsections 11.1(1) and 12(2) of the *Financial Administration Act* do not apply to the Centre, and the Director may

- (a) determine the organization of and classify the positions in the Centre;
- (b) set the terms and conditions of employment for employees, including termination of employment for cause, and assign to them their duties;
- (c) notwithstanding section 112 of the *Public Service Labour Relations Act*, in accordance with the mandate approved by the Treasury Board, fix the remuneration of the employees of the Centre; and
- (d) provide for any other matters that the Director considers necessary for effective human resources management in the Centre.

191. Section 51 of the Act is replaced by the following:

51. When a department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act* is authorized to provide services to another department in or portion of the federal public administration specified in one of those Schedules, it may enter into an agreement to provide those services to the Centre if it considers it appropriate to do so.

Authority to
provide
services

(3) Les paragraphes 11.1(1) et 12(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas au Centre; le directeur peut :

- a) déterminer l'organisation du Centre et la classification des postes au sein de celui-ci;
- b) fixer les conditions d'emploi — notamment en ce qui concerne le licenciement motivé — des employés et leur assigner des tâches;
- c) malgré l'article 112 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, conformément au mandat approuvé par le Conseil du Trésor, fixer la rémunération des employés du Centre;
- d) régler toute autre question dans la mesure où il l'estime nécessaire pour la bonne gestion des ressources humaines du Centre.

Gestion des
ressources
humaines

191. L'article 51 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

51. Le ministère ou le secteur de l'administration publique fédérale visé à l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* peut, s'il l'estime indiqué, conclure avec le Centre un accord visant à fournir à celui-ci les services qu'il est autorisé à fournir à tout autre ministère ou secteur visé à l'une de ces annexes.

Pouvoir

R.S., c. P-33

Public Service Employment Act

192. The long title of the *Public Service Employment Act* is replaced by the following:

An Act respecting employment in the public service

193. (1) The definition "department" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

"department" means

- (a) a department named in Schedule I to the *Financial Administration Act*,
- (b) any other portion of the federal public administration named in Schedule IV or V to that Act that is designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act, and

"department"
« ministère »

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

192. Le titre intégral de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* est remplacé par ce qui suit :

Loi concernant l'emploi dans la fonction publique

193. (1) La définition de « ministères », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« ministère »

- a) Ministère mentionné à l'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- b) tout autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de cette loi que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l'application de la présente loi;

L.R., ch. P-33

« ministère »
"department"

(c) any part of a portion of the federal public administration named in Schedule I, IV or V to that Act that is designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act;

(2) Paragraphs (b) and (c) of the definition “deputy head” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(b) in relation to any portion or part of a portion of the federal public administration designated under the definition “department”, the person that the Governor in Council may designate as the deputy head for the purposes of this Act, and

(c) in relation to any portion of the federal public administration named in Schedule IV or V to the *Financial Administration Act* to which the Commission has the exclusive right and authority to appoint persons, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, the person that the Governor in Council may designate as the deputy head for the purposes of this Act;

(3) The definition “Public Service” in subsection 2(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

“public service” has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

“public service”
« fonction publique »

1992, c. 54,
s. 2(3)

(4) Subsection 2(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) For the purpose of being eligible to enter competitions and for the purposes of section 11, persons not otherwise employed in the public service who are employees in any portion of the federal public administration designated pursuant to subsection 37(2) are deemed to be persons employed in the public service.

Presumption

(5) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:

c) toute partie d’un secteur de l’administration publique fédérale mentionné aux annexes I, IV ou V de la même loi que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l’application de la présente loi.

(2) Les alinéas b) et c) de la définition de « administrateur général », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) dans un secteur de l’administration publique fédérale désigné comme ministère selon la définition de ce terme, ou dans une partie d’un secteur ainsi désignée, de la personne que le gouverneur en conseil peut désigner à ce titre pour l’application de la présente loi;

c) dans tout secteur de l’administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et relevant exclusivement de la Commission pour ce qui est des nominations de fonctionnaires, du premier dirigeant de ce secteur ou, à défaut, de la personne que le gouverneur en conseil peut désigner à ce titre pour l’application de la présente loi.

(3) La définition de « Public Service », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

“public service” has the same meaning as in the *Public Service Labour Relations Act*.

“public service”
« fonction publique »

1992, ch. 54,
par. 2(3)

(4) Le paragraphe 2(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) For the purpose of being eligible to enter competitions and for the purposes of section 11, persons not otherwise employed in the public service who are employees in any portion of the federal public administration designated pursuant to subsection 37(2) are deemed to be persons employed in the public service.

Presumption

(5) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

References

(3) Unless the context otherwise requires,
 (a) a reference in this Act to a deputy head in relation to an employee shall be construed as a reference to the deputy head of the department or the deputy head in relation to the portion of the federal public administration named in Schedule IV or V to the *Financial Administration Act*, as the case may be, in which the employee is employed; and
 (b) a reference in this Act to a deputy head in relation to a department or other portion of the federal public administration named in Schedule IV or V to the *Financial Administration Act* is to be construed as a reference to the deputy head of that department or the deputy head in relation to that portion of the federal public administration, as the case may be, to which the context extends.

1992, c. 54,
s. 2(4)

(6) Subsection 2(5) of the Act is replaced by the following:

References

(5) A reference in subsection (4), section 5.1, subsections 12(5), 17(1.1), 34.2(1) and 34.3(1) and (3) and section 37.1 to the Treasury Board or the public service shall, in the case of any portion of the federal public administration named in Schedule V to the *Financial Administration Act* for which appointments are made in accordance with this Act, be construed, respectively, as a reference to the separate agency concerned within the meaning of that Act and as a reference to that portion of the federal public administration.

194. Subsection 6(6) of the Act is replaced by the following:

Acting deputy
head

(6) In the absence of the deputy head, the person designated by the deputy head to act in his or her absence or, if no person has been so designated or there is no deputy head, the person designated by the person who under the *Financial Administration Act* is the appropriate Minister with respect to the department in, or other portion of, the federal public administration named in Schedule IV or V to that Act, or any other person that may be designated by the Governor in Council, has the powers, functions and duties of the deputy head.

(3) Sauf indication contraire du contexte, dans la présente loi, « administrateur général » désigne :

a) par rapport à un fonctionnaire, l'administrateur général du ministère ou du secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* dont relève ce fonctionnaire;

b) par rapport à un ministère ou autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'administrateur général de ce ministère ou secteur.

Administrateur
général

(6) Le paragraphe 2(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Au paragraphe (4), à l'article 5.1, aux paragraphes 12(5), 17(1.1), 34.2(1) et 34.3(1) et (3) et à l'article 37.1, « Conseil du Trésor » et « fonction publique » s'entendent respectivement, dans le cas d'un secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et dont le personnel est nommé en conformité avec la présente loi, de l'organisme distinct en cause au sens de cette loi et d'un tel secteur de cette administration publique fédérale.

194. Le paragraphe 6(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) En l'absence de l'administrateur général, c'est la personne désignée par celui-ci qui exerce ses pouvoirs et fonctions; à défaut, ou s'il n'y a pas d'administrateur général, c'est la personne désignée soit par le ministre compétent, selon la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour le ministère ou l'autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de cette loi, soit par le gouverneur en conseil.

1992, ch. 54,
par. 2(4)

Terminologie

Administrateur
général par
intérim

1992, c. 54,
s. 11; 1999,
c. 31, s. 182(E)

195. Subsection 12(5) of the English version of the Act is replaced by the following:

Consultation

(5) The Commission shall, on request or where, in the opinion of the Commission, consultation is necessary or desirable, consult with representatives of the Treasury Board or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act* with respect to the standards that may be established by the Commission under subsection (1) or the principles governing promotion, lay-off or priorities of entitlement to appointment.

196. Section 20 of the Act is replaced by the following:

Language

20. Employees appointed to serve in the public service shall be qualified in the knowledge and use of the English or French language or both, to the extent that the Commission considers necessary in order that the functions of the department, portion or part of the public service in which they are employed can be performed adequately and effective service can be provided to the public.

1996, c. 18,
s. 15

197. Subsection 21(5) of the Act is replaced by the following:

Exception

(5) Section 10 and the rights of appeal provided by this section do not apply to appointments made under subsection 29(1.1) or (3), section 29.1 or subsection 30(1) or (2) or 39(3) or any regulations made under paragraph 35(2)(a).

1992, c. 54,
s. 16

198. Section 21.1 of the Act is replaced by the following:

Appeal to
Federal Court
of Appeal

21.1 Notwithstanding the *Federal Court Act*, an application to the Federal Court—Trial Division for relief under section 18 or 18.1 of that Act against a decision of a board established under subsection 21(1) or (1.1) shall be transferred to the Federal Court of Appeal if the parties to that application so agree or if the Federal Court of Appeal, on application by any of those parties, so orders on the basis that the sound administration of that part of the public service over which the deputy head concerned has jurisdiction would be unduly prejudiced by delay if the matter

195. Le paragraphe 12(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 54,
art. 11; 1999,
ch. 31,
art. 182(A)

Consultation

(5) The Commission shall, on request or where, in the opinion of the Commission, consultation is necessary or desirable, consult with representatives of the Treasury Board or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act* with respect to the standards that may be established by the Commission under subsection (1) or the principles governing promotion, lay-off or priorities of entitlement to appointment.

196. L'article 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Langue

20. Les fonctionnaires affectés dans la fonction publique doivent posséder, en ce qui concerne la connaissance et l'usage soit du français, soit de l'anglais, soit des deux langues, les qualifications que la Commission estime nécessaires pour que leur organisme d'affectation puisse remplir son office et fournir au public un service efficace.

1996, ch. 18,
art. 15

197. Le paragraphe 21(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(5) L'article 10 et le droit d'appel prévu au présent article ne s'appliquent pas dans le cas où la nomination est faite en vertu des paragraphes 29(1.1) ou (3), de l'article 29.1, des paragraphes 30(1) ou (2) ou 39(3) ou des règlements d'application de l'alinéa 35(2)a).

1992, ch. 54,
art. 16

198. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Appel à la
Cour fédérale

21.1 Malgré la *Loi sur la Cour fédérale*, une demande de réparation présentée, en vertu des articles 18 ou 18.1 de cette loi, à la Section de première instance contre une décision du comité visé aux paragraphes 21(1) ou (1.1) est renvoyée à la Cour d'appel soit sur consentement des parties, soit, à la demande de l'une d'elles, sur ordonnance de la Cour d'appel rendue au motif que le délai d'audition devant la Section de première instance et d'appel éventuel serait préjudiciable à la bonne administration de la partie de la fonction publique qui relève de la compétence de l'administrateur général en cause.

were heard and determined by the Federal Court—Trial Division and subject to an appeal to the Federal Court of Appeal.

1992, c. 54,
s. 16

199. Subsection 21.2(2) of the Act is replaced by the following:

Restriction

(2) No person appointed under subsection (1) may work in any particular department, or in any portion of the federal public administration named in Schedule IV or V to the *Financial Administration Act*, on more than one hundred and twenty-five days in any year.

1996, c. 18,
s. 16

200. Subsection 29(1) of the Act is replaced by the following:

Laying off
employees

29. (1) Where the services of an employee are no longer required by reason of lack of work, the discontinuance of a function or the transfer of work or a function outside those portions of the federal public administration named in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act*, otherwise than where the employment of the employee is terminated in the circumstances referred to in paragraph 12(1)(f) of that Act, the deputy head, in accordance with the regulations of the Commission, may lay off the employee.

201. The Act is amended by adding the following after section 29:

Appointments

29.1 A person employed in the public service who does not accept an offer of employment made in the circumstances referred to in paragraph 12(1)(f) of the *Financial Administration Act* that is a reasonable job offer within the meaning of any agreement respecting work force adjustment, or who accepts an offer of employment that is not a reasonable job offer within that meaning, is entitled to be appointed to a position and to enter any competition in respect of a position as if the person had been laid off in accordance with section 29.

202. Paragraph 36(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) notwithstanding any other Act, applying all or any of the provisions of this Act that do not otherwise apply, including the provisions relating to appointments, to any portion or part of any portion of the federal public administration named in Schedule I,

199. Le paragraphe 21.2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 54,
art. 16

Limite

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) ne peuvent travailler dans un même ministère ou secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* plus de cent vingt-cinq jours dans une année.

1996, ch. 18,
art. 16

200. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mise en
disponibilité

29. (1) L'administrateur général peut, en conformité avec les règlements de la Commission, mettre en disponibilité le fonctionnaire dont les services ne sont plus nécessaires faute de travail, par suite de la suppression d'une fonction ou à cause de la cession du travail ou de la fonction à l'extérieur des secteurs de l'administration publique fédérale mentionnés aux annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, sauf si le fonctionnaire a été licencié dans les circonstances prévues à l'alinéa 12(1)f) de cette loi.

201. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit :

Nominations

29.1 La personne employée dans la fonction publique qui, dans les circonstances prévues à l'alinéa 12(1)f) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, n'accepte pas une offre d'emploi qui constitue une offre d'emploi raisonnable au sens de toute entente sur le réaménagement des effectifs ou qui accepte une offre d'emploi qui ne constitue pas une offre d'emploi raisonnable au sens d'une telle entente a le droit d'être nommée et de se présenter à un concours, comme si elle était mise en disponibilité aux termes de l'article 29.

202. L'alinéa 36(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) nonobstant toute autre loi, étendre la portée de tout ou partie des dispositions de la présente loi, notamment de celles qui ont trait aux nominations, à tout secteur de l'administration publique fédérale mentionné aux annexes I, IV et V de la *Loi sur*

IV or V to the *Financial Administration Act*; and

1992, c. 54,
s. 24

203. Subsection 37(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Designation

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Commission, may designate any portion of the federal public administration for the purposes of subsection 2(2).

1992, c. 54,
s. 25

204. Subsection 37.1(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Consultation

(3) The Treasury Board shall, on request or where, in its opinion, consultation is necessary or desirable, consult with representatives of the Commission or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act* with respect to any regulations that may be made under this section.

1995, c. 17,
s. 10

205. Subsection 37.3(3) of the Act is replaced by the following:

Definition of
“Public
Service”

(3) In this section, “Public Service” means the departments and other portions of the federal public administration named in Schedule IV to the *Financial Administration Act*.

206. The English version of the Act is amended by replacing the expression “Public Service” with the expression “public service” in the following provisions:

- (a) the definitions “closed competition”, “employee” and “open competition” in subsection 2(1);
- (b) subsection 3(7);
- (c) paragraphs 5(a), (b) and (f);
- (d) subsections 5.1(1), (2), (4) and (5);
- (e) subsections 6(2) and (3);
- (f) section 8;
- (g) subsection 10(1);
- (h) section 11;
- (i) subsection 12(1);
- (j) subsection 17(5);

la gestion des finances publiques — ou partie de celui-ci — où ces dispositions ne sont normalement pas applicables;

203. Le paragraphe 37(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 54,
art. 24

Designation

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Commission, may designate any portion of the federal public administration for the purposes of subsection 2(2).

1992, ch. 54,
art. 25

204. Le paragraphe 37.1(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consultation

(3) The Treasury Board shall, on request or where, in its opinion, consultation is necessary or desirable, consult with representatives of the Commission or any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Labour Relations Act* with respect to any regulations that may be made under this section.

1995, ch. 17,
art. 10

205. Le paragraphe 37.3(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de
« administration
publique »

(3) Au présent article, « administration publique » s’entend des ministères et des autres secteurs de l’administration publique fédérale mentionnés à l’annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

206. Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, « Public Service » est remplacé par « public service » :

- a) les définitions de « closed competition », « employee » et « open competition » au paragraphe 2(1);
- b) le paragraphe 3(7);
- c) les alinéas 5a), b) et f);
- d) les paragraphes 5.1(1), (2), (4) et (5);
- e) les paragraphes 6(2) et (3);
- f) l’article 8;
- g) le paragraphe 10(1);
- h) l’article 11;
- i) le paragraphe 12(1);
- j) le paragraphe 17(5);

(k) section 19;
 (l) subsections 21(1.1) and (2.1);
 (m) subsections 21.2(1) and (4);
 (n) section 23;
 (o) section 26;
 (p) subsection 28(1);
 (q) subsections 29(1.1), (3) and (5);
 (r) subsections 30(1) to (4);
 (s) subsection 33(3);
 (t) subsection 34.1(1);
 (u) paragraphs 35(2)(a), (c), (d) and (e);
 (v) section 37.2;
 (w) subsections 39(3), (4) and (5);
 (x) section 40.1;
 (y) subsection 41(1);
 (z) section 43;
 (z.1) section 47.1; and
 (z.2) Schedule III.

k) l'article 19;
 l) les paragraphes 21(1.1) et (2.1);
 m) les paragraphes 21.2(1) et (4);
 n) l'article 23;
 o) l'article 26;
 p) le paragraphe 28(1);
 q) les paragraphes 29(1.1), (3) et (5);
 r) les paragraphes 30(1) à (4);
 s) le paragraphe 33(3);
 t) le paragraphe 34.1(1);
 u) les alinéas 35(2)a, c, d et e);
 v) l'article 37.2;
 w) les paragraphes 39(3), (4) et (5);
 x) l'article 40.1;
 y) le paragraphe 41(1);
 z) l'article 43;
 z.1) l'article 47.1;
 z.2) l'annexe III.

R.S., c. P-34

***Public Service Rearrangement and
 Transfer of Duties Act***

207. Paragraph 2(a) of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act* is replaced by the following:

(a) transfer any powers, duties or functions or the control or supervision of any portion of the federal public administration from one minister to another, or from one department in, or portion of, the federal public administration to another; or

208. Section 3 of the Act is replaced by the following:

3. Where under this Act, or under any other lawful authority, any power, duty or function, or the control or supervision of any portion of the federal public administration, is transferred from one minister to another, or from one department in, or portion of, the federal public administration to another, the minister, department, or portion to whom or which the power, duty, function, control or supervision is transferred, and the appropriate officers of

Duties and powers of minister and department

Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique

207. L'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique* est remplacé par ce qui suit :

a) à tout transfert d'attributions, ou de responsabilité à l'égard d'un secteur de l'administration publique fédérale, entre ministres ou entre ministères ou secteurs de l'administration publique fédérale;

208. L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. Le ministre, le ministère ou le secteur de l'administration publique fédérale auxquels sont transférées, sous le régime de la présente loi ou en vertu de toute autre habilitation, des attributions ou responsabilités, ainsi que leurs fonctionnaires compétents, ont le plein exercice des pouvoirs et fonctions dévolus à leurs prédécesseurs.

L.R., ch. P-34

Attributions du ministre et du ministère

that department or portion, shall, in relation thereto, be substituted for and have and carry out the respective powers and duties that formerly belonged to or were to be carried out by the minister, department or portion and the respective officers of the department or portion from whom or which the power, duty, function, control or supervision is so transferred.

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

209. The long title of the *Public Service Superannuation Act* is replaced by the following:

An Act to provide for the superannuation of persons employed in the public service

1996, c. 18,
s. 21

210. The definition “Public Service” in subsection 3(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

“public service” means the several positions in or under any department or portion of the executive government of Canada, except those portions of departments or portions of the executive government of Canada prescribed by the regulations and, for the purposes of this Part, of the Senate and House of Commons, the Library of Parliament and any board, commission, corporation or portion of the federal public administration specified in Schedule I;

“public
service”
« fonction
publique »

211. (1) Paragraph 42(1)(ii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(ii) determining, for greater certainty, the portions of the federal public administration and the positions in the federal public administration that form or did form part of the public service or Civil Service, and providing for the amendment of Schedule I for that purpose by the addition to Part II or III of that Schedule of any of those portions;

(2) Paragraph 42(9)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) providing, except in the case of a person who has ceased to be employed in the public service, for which case the regulations may otherwise provide, that this Part shall apply

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

209. Le titre intégral de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est remplacé par ce qui suit :

Loi pourvoyant à la pension des personnes employées dans la fonction publique

1996, ch. 18,
art. 21

210. La définition de « Public Service », au paragraphe 3(1) de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

“public service” means the several positions in or under any department or portion of the executive government of Canada, except those portions of departments or portions of the executive government of Canada prescribed by the regulations and, for the purposes of this Part, of the Senate and House of Commons, the Library of Parliament and any board, commission, corporation or portion of the federal public administration specified in Schedule I;

“public
service”
« fonction
publique »

211. (1) L’alinéa 42(1)ii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) determining, for greater certainty, the portions of the federal public administration and the positions in the federal public administration that form or did form part of the public service or Civil Service, and providing for the amendment of Schedule I for that purpose by the addition to Part II or III of that Schedule of any of those portions;

(2) L’alinéa 42(9)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) providing, except in the case of a person who has ceased to be employed in the public service, for which case the regulations may otherwise provide, that this Part shall apply as though the period were a period of

as though the period were a period of service in a portion of the federal public administration that was added to Schedule I on a day specified in the regulations.

212. The heading of Part II of Schedule I to the English version of the Act is replaced by the following:

Portions of the federal public administration declared for greater certainty to be part of the public service

213. The reference to “Public Service Staff Relations Board” in Part II of Schedule I to the Act is replaced by a reference to “Public Service Labour Relations Board”.

214. The heading of Part III of Schedule I to the English version of the Act is replaced by the following:

Boards, Commissions, Corporations and portions of the Federal Public Administration deemed to have formed part of the Public Service

service in a portion of the federal public administration that was added to Schedule I on a day specified in the regulations.

212. Le titre de la partie II de l’annexe I de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Portions of the federal public administration declared for greater certainty to be part of the public service

213. Dans la partie II de l’annexe I de la même loi, « Public Service Staff Relations Board » est remplacé par « Public Service Labour Relations Board ».

214. Le titre de la partie III de l’annexe I de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Boards, Commissions, Corporations and portions of the Federal Public Administration deemed to have formed part of the Public Service

R.S., c. S-21

Publication of Statutes Act

215. Section 7 of the English version of the *Publication of Statutes Act* is replaced by the following:

Certified copies of Acts

7. The Clerk of the Parliaments shall furnish certified copies of any of the Acts mentioned in section 3 to any department of the federal public administration or the public service of any province or to any person applying for a copy, and on every certified copy shall, before delivering it, receive a fee of two dollars, in addition to the cost of the printed copy, if a printed copy is furnished, or in addition to a fee of ten cents for every hundred words in the copy, if the copy furnished is not printed.

R.S., c. R-10

Royal Canadian Mounted Police Act

R.S., c. 8 (2nd Suppl.), s. 16

216. Subsection 25(9) of the English version of the *Royal Canadian Mounted Police Act* is replaced by the following:

Benefits of full-time members

(9) The full-time members of the Committee are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes

Loi sur la publication des lois

215. L’article 7 de la version anglaise de la *Loi sur la publication des lois* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. S-21

7. The Clerk of the Parliaments shall furnish certified copies of any of the Acts mentioned in section 3 to any department of the federal public administration or the public service of any province or to any person applying for a copy, and on every certified copy shall, before delivering it, receive a fee of two dollars, in addition to the cost of the printed copy, if a printed copy is furnished, or in addition to a fee of ten cents for every hundred words in the copy, if the copy furnished is not printed.

Certified copies of Acts

L.R., ch. R-10

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

216. Le paragraphe 25(9) de la version anglaise de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 8 (2^e suppl.), art. 16

(9) The full-time members of the Committee are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes

Benefits of full-time members

of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

R.S., c. 8 (2nd Supp.), s. 16

217. Subsection 45.29(12) of the English version of the Act is replaced by the following:

Benefits of full-time members

(12) The full-time members of the Commission are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

R.S., c. R-11

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

218. Clause 6(b)(ii)(G) of the English version of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* is replaced by the following:

(G) any period of service during which he was employed in the public service on a full-time basis and was in receipt of salary, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay for that service, and any period of service with any board, commission, corporation or portion of the federal public administration that is added to Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* after April 1, 1960, during which he or she was employed on a full-time basis and was in receipt of salary, if he or she elects, within one year of such addition, to pay for that service,

1997, c. 37

Saguenay-St. Lawrence Marine Park Act

219. Paragraph 23(4)(b) of the English version of the *Saguenay-St. Lawrence Marine Park Act* is replaced by the following:

(b) anything seized from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any proceeds realized from its disposition, is forfeited to Her Majesty in right of Canada or in right of Quebec, depending on whether the peace officer,

of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

217. Le paragraphe 45.29(12) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 8 (2^e suppl.), art. 16

(12) The full-time members of the Commission are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Benefits of full-time members

L.R., ch. R-11

Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

218. La division 6(b)(ii)(G) de la version anglaise de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* est remplacé par ce qui suit :

(G) any period of service during which he was employed in the public service on a full-time basis and was in receipt of salary, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay for that service, and any period of service with any board, commission, corporation or portion of the federal public administration that is added to Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* after April 1, 1960, during which he or she was employed on a full-time basis and was in receipt of salary, if he or she elects, within one year of such addition, to pay for that service,

1997, ch. 37

Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent

219. L'alinéa 23(4)(b) de la version anglaise de la *Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent* est remplacé par ce qui suit :

(b) anything seized from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any proceeds realized from its disposition, is forfeited to Her Majesty in right of Canada or in right of Quebec,

park warden or enforcement officer who completed the ticket is a member of the federal public administration or the public service of Quebec.

depending on whether the peace officer, park warden or enforcement officer who completed the ticket is a member of the federal public administration or the public service of Quebec.

1992, c. 33

Status of the Artist Act

220. Paragraph 9(3)(a) of the English version of the *Status of the Artist Act* is replaced by the following:

(a) employees, within the meaning of the *Public Service Labour Relations Act*, including those determined to be employees by the Public Service Labour Relations Board, and members of a bargaining unit that is certified by that Board; or

221. Subsection 12(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) The full-time members of the Tribunal are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Members
deemed
public
servants

Loi sur le statut de l'artiste

220. L'alinéa 9(3)a) de la version anglaise de la *Loi sur le statut de l'artiste* est remplacé par ce qui suit :

(a) employees, within the meaning of the *Public Service Labour Relations Act*, including those determined to be employees by the Public Service Labour Relations Board, and members of a bargaining unit that is certified by that Board; or

221. Le paragraphe 12(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) The full-time members of the Tribunal are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

1992, ch. 33

Members
deemed
public
servants

R.S., c. W-3

War Veterans Allowance Act

222. Paragraph 29(3)(a) of the *War Veterans Allowance Act* is replaced by the following:

(a) a department in, or other portion of, the federal public administration specified in Schedule I, IV or V to the *Financial Administration Act*, or

2000, c. 34,
s. 82

Loi sur les allocations aux anciens combattants

222. Le paragraphe 29(3) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* est remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut, dans le cadre de l'application de la présente loi ou des règlements, accepter les serments, affidavits et déclarations ou affirmations solennelles reçus par tout agent d'un autre ministère ou d'un autre secteur de l'administration publique fédérale mentionné à l'une des annexes I, IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'un ministère d'un gouvernement provincial disposant des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

L.R., ch. W-3

2000, ch. 34,
art. 82

Prestation de
serment

Terminology Changes

Replacement
of “Public
Service Staff
Relations
Act”

223. Every reference to the *Public Service Staff Relations Act* is replaced by a reference to the *Public Service Labour Relations Act* in the English version of the following provisions:

- (a) paragraph 47.1(b) of the *Canada Labour Code*;
- (b) section 138 of the *Canada Marine Act*;
- (c) subsection 16(3) of the *Canadian Space Agency Act*;
- (d) subsection 13(2) of the *Parks Canada Agency Act*; and
- (e) subsection 49(2) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*.

Replacement
of “public
service of
Canada”

224. The expression “public service of Canada” is replaced by the expression “federal public administration” wherever it occurs in the English version of the following provisions:

- (a) subsections 55(4) and 57(4) of the *Access to Information Act*;
- (b) subsection 2(3) of the *Airport Transfer (Miscellaneous Matters) Act*;
- (c) section 27 of the *Asia-Pacific Foundation of Canada Act*;
- (d) section 12 of the *Auditor General Act*;
- (e) subsection 17(2) of the *British Columbia Treaty Commission Act*;
- (f) subsection 17(4) of the *Budget Implementation Act, 1997*;
- (g) subsection 16(4) of the *Budget Implementation Act, 1998*;
- (h) subsections 5(2) and 13(1) of the *Business Development Bank of Canada Act*;
- (i) subsections 4.2(1) and 6(4) and paragraph 7(a) of the *Canada Agricultural Products Act*;
- (j) section 12 of the *Canada Council for the Arts Act*;
- (k) sections 21 and 66 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*;

Modifications terminologiques

Terminologie :
Public
Service Staff
Relations Act

223. Dans la version anglaise des passages ci-après, « *Public Service Staff Relations Act* » est remplacé par « *Public Service Labour Relations Act* » :

- a) l’alinéa 47.1b) du *Code canadien du travail*;
- b) l’article 138 de la *Loi maritime du Canada*;
- c) le paragraphe 16(3) de la *Loi sur l’Agence spatiale canadienne*;
- d) le paragraphe 13(2) de la *Loi sur l’Agence Parcs Canada*;
- e) le paragraphe 49(2) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.

Terminologie :
public
service of
Canada

224. Dans la version anglaise des passages ci-après, « public service of Canada » est remplacé par « federal public administration » :

- a) les paragraphes 55(4) et 57(4) de la *Loi sur l’accès à l’information*;
- b) le paragraphe 2(3) de la *Loi relative aux cessions d’aéroports*;
- c) l’article 27 de la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*;
- d) l’article 12 de la *Loi sur le vérificateur général*;
- e) le paragraphe 17(2) de la *Loi sur la Commission des traités de la Colombie-Britannique*;
- f) le paragraphe 17(4) de la *Loi d’exécution du budget de 1997*;
- g) le paragraphe 16(4) de la *Loi d’exécution du budget de 1998*;
- h) les paragraphes 5(2) et 13(1) de la *Loi sur la Banque de développement du Canada*;
- i) les paragraphes 4.2(1) et 6(4) et l’alinéa 7a) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*;
- j) l’article 12 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*;
- k) les articles 21 et 66 de la *Loi sur l’Agence des douanes et du revenu du Canada*;

- (l) paragraph 5(1.1)(a) and subsections 44(1) and 45(2) of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*;
- (m) subsection 17(4) of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act*;
- (n) subsections 21(1) to (3), paragraphs 22(a) and 35(2)(b) and (3)(b), subsection 36(2) and paragraph 37(a) of the *Canada Grain Act*;
- (o) section 12.05, subsections 47(3) and (6), sections 47.2, 116 and 119, subsection 120(1), paragraph 120(2)(c) and subsection 120(3) of the *Canada Labour Code*;
- (p) subsection 6(7), the portion of subsection 8(1) before paragraph (a) and subsections 8(2) and (3) of the *Canada Mortgage and Housing Corporation Act*;
- (q) section 19 and subsection 23(2) of the *Canada National Parks Act*;
- (r) subsections 6(1) and 7(3) and (4) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*;
- (s) subsection 3(3) of the *Canada Pension Plan Investment Board Act*;
- (t) subsections 6(5) and 13(1), (3) and (4) of the *Canada Post Corporation Act*;
- (u) subsection 529(3) and section 532 of the *Canada Shipping Act*;
- (v) subsection 10(5), paragraph 27(4)(a) and subsection 126(2) of the *Canada Shipping Act, 2001*;
- (w) subsections 12(3) and 157.1(2) of the *Canada Transportation Act*;
- (x) subsection 16(1) of the *Canada Water Act*;
- (y) paragraph 11.3(2)(a) and subparagraph 19(4)(b)(i) of the *Canada Wildlife Act*;
- (z) section 19 of the *Canadian Association of Former Parliamentarians Act*;
- (z.1) subsections 23(1) and (3) of the *Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act*;
- (z.2) section 26 of the *Canadian Centre on Substance Abuse Act*;
- l) l'alinéa 5(1.1)a) et les paragraphes 44(1) et 45(2) de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*;
- m) le paragraphe 17(4) de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable*;
- n) les paragraphes 21(1) à (3), les alinéas 22a) et 35(2)b) et (3)b), le paragraphe 36(2) et l'alinéa 37a) de la *Loi sur les grains du Canada*;
- o) l'article 12.05, les paragraphes 47(3) et (6), les articles 47.2, 116 et 119, le paragraphe 120(1), l'alinéa 120(2)c) et le paragraphe 120(3) du *Code canadien du travail*;
- p) le paragraphe 6(7), le passage du paragraphe 8(1) précédant l'alinéa a) et les paragraphes 8(2) et (3) de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*;
- q) l'article 19 et le paragraphe 23(2) de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*;
- r) les paragraphes 6(1) et 7(3) et (4) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*;
- s) le paragraphe 3(3) de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*;
- t) les paragraphes 6(5) et 13(1), (3) et (4) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*;
- u) le paragraphe 529(3) et l'article 532 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;
- v) le paragraphe 10(5), l'alinéa 27(4)a) et le paragraphe 126(2) de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*;
- w) les paragraphes 12(3) et 157.1(2) de la *Loi sur les transports au Canada*;
- x) le paragraphe 16(1) de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*;
- y) l'alinéa 11.3(2)a) et le sous-alinéa 19(4)b)(i) de la *Loi sur les espèces sauvages du Canada*;
- z) l'article 19 de la *Loi sur l'Association canadienne des ex-parlementaires*;

- (z.3) subsection 3.1(2) of the *Canadian Commercial Corporation Act*;
- (z.4) section 16 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;
- (z.5) subsection 17(1) of the *Canadian Heritage Languages Institute Act*;
- (z.6) subsections 28(1) and 48.6(3) of the *Canadian Human Rights Act*;
- (z.7) paragraph 13(b), subsection 22(2) and section 28 of the *Canadian Institutes of Health Research Act*;
- (z.8) subsection 45(1) and section 49 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*;
- (z.9) subsection 6(3) of the *Canadian Polar Commission Act*;
- (z.10) subsection 17(2) of the *Canadian Race Relations Foundation Act*;
- (z.11) subsection 9(2) of the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act*;
- (z.12) paragraphs 19(2)(d) and 29(e) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;
- (z.13) section 25 of the *Canadian Tourism Commission Act*;
- (z.14) subsection 4(9) of the *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act*;
- (z.15) subsection 30(2) of the *Cape Breton Development Corporation Act*;
- (z.16) the definition “National Authority” in subsection 2(1), subsection 3(1) and paragraph 11(a) of the *Chemical Weapons Convention Implementation Act*;
- (z.17) section 5 of the *Civil Service Insurance Act*;
- (z.18) subsection 104.1(15) of the *Competition Act*;
- (z.19) subsection 6(3) of the *Competition Tribunal Act*;
- (z.20) paragraph 66(7)(b) of the *Copyright Act*;
- z.1) les paragraphes 23(1) et (3) de la *Loi sur le Centre canadien d’hygiène et de sécurité au travail*;
- z.2) l’article 26 de la *Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies*;
- z.3) le paragraphe 3.1(2) de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*;
- z.4) l’article 16 de la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments*;
- z.5) le paragraphe 17(1) de la *Loi sur l’Institut canadien des langues patrimoniales*;
- z.6) les paragraphes 28(1) et 48.6(3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*;
- z.7) l’alinéa 13b), le paragraphe 22(2) et l’article 28 de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*;
- z.8) le paragraphe 45(1) et l’article 49 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*;
- z.9) le paragraphe 6(3) de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires*;
- z.10) le paragraphe 17(2) de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*;
- z.11) le paragraphe 9(2) de la *Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes*;
- z.12) les alinéas 19(2)d) et 29e) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;
- z.13) l’article 25 de la *Loi sur la Commission canadienne du tourisme*;
- z.14) le paragraphe 4(9) de la *Loi sur le Bureau canadien d’enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*;
- z.15) le paragraphe 30(2) de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*;
- z.16) la définition de « National Authority » au paragraphe 2(1), le paragraphe 3(1) et l’alinéa 11a) de la *Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques*;

- (z.21) subsection 163(3) of the *Corrections and Conditional Release Act*;
- (z.22) subsection 162(3) of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;
- (z.23) paragraph 117.07(2)(g) of the *Criminal Code*;
- (z.24) section 9 of the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*;
- (z.25) subsections 14(2) and 19(2) of the *Department of Human Resources Development Act*;
- (z.26) subsection 16(2) of the *Department of Industry Act*;
- (z.27) paragraph 7(1)(a) and section 12 of the *Department of Public Works and Government Services Act*;
- (z.28) section 6.8 of the *Department of Veterans Affairs Act*;
- (z.29) section 8 of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act*;
- (z.30) section 12 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act*;
- (z.31) section 43 of the *Employment Equity Act*;
- (z.32) subsection 8(1) of the *Energy Supplies Emergency Act*;
- (z.33) subsection 41(2) of the *Enterprise Cape Breton Corporation Act*;
- (z.34) section 5 and subsection 9(1) of the *Export Development Act*;
- (z.35) subsection 5(1) and section 26 of the *Farm Products Agencies Act*;
- (z.36) paragraph (b) of the definition “department” in section 2 of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*;
- (z.37) paragraph (a.1) of the definition “appropriate Minister”, paragraph (a.1) of the definition “department” and the definition “public officer” in section 2, paragraph 3(1)(a), subsections 3(1.1) to (1.3), paragraphs 7(1)(a) and (b) and 10(b) and (f), section 28, subsections 30(4) and 34(1), the heading of column I in
- z.17) l’article 5 de la *Loi sur l’assurance du service civil*;
- z.18) le paragraphe 104.1(15) de la *Loi sur la concurrence*;
- z.19) le paragraphe 6(3) de la *Loi sur le Tribunal de la concurrence*;
- z.20) l’alinéa 66(7)b) de la *Loi sur le droit d’auteur*;
- z.21) le paragraphe 163(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
- z.22) le paragraphe 162(3) de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;
- z.23) l’alinéa 117.07(2)g) du *Code criminel*;
- z.24) l’article 9 de la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*;
- z.25) les paragraphes 14(2) et 19(2) de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*;
- z.26) le paragraphe 16(2) de la *Loi sur le ministère de l’Industrie*;
- z.27) l’alinéa 7(1)a) et l’article 12 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*;
- z.28) l’article 6.8 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*;
- z.29) l’article 8 de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*;
- z.30) l’article 12 de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*;
- z.31) l’article 43 de la *Loi sur l’équité en matière d’emploi*;
- z.32) le paragraphe 8(1) de la *Loi d’urgence sur les approvisionnements d’énergie*;
- z.33) le paragraphe 41(2) de la *Loi sur la Société d’expansion du Cap-Breton*;
- z.34) l’article 5 et le paragraphe 9(1) de la *Loi sur le développement des exportations*;
- z.35) le paragraphe 5(1) et l’article 26 de la *Loi sur les offices des produits agricoles*;

Schedule I.1 and the reference to “Registrar of the Supreme Court of Canada and that portion of the public service of Canada appointed under subsection 12(2) of the *Supreme Court Act*” in column I of Schedule I.1 to the *Financial Administration Act*;

(z.38) subparagraph 85(1)(a)(iii) and clause 117(l)(i)(C) of the *Firearms Act*;

(z.39) subsection 10(2) and section 11 of the *Freshwater Fish Marketing Act*;

(z.40) subsection 5(6) of the *Government Corporations Operation Act*;

(z.41) section 16 of the *Government Employees Compensation Act*;

(z.42) subsections 23(2) and (5) of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*;

(z.43) the definition “public officer” in subsection 2(1) of the *Interpretation Act*;

(z.44) subsections 26.1(10), 26.2(2), 75(2) and 76(5) and section 78 of the *Judges Act*;

(z.45) section 78 of the *Judges Act*, as enacted by section 110 of the *Courts Administration Services Act*;

(z.46) subsection 6(6) of the *Labour Adjustment Benefits Act*;

(z.47) section 17 of the *Law Commission of Canada Act*;

(z.48) section 19 of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*;

(z.49) paragraph 9(2)(a) and subparagraph 19(4)(b)(i) of the *Migratory Birds Convention Act, 1994*;

(z.50) section 2, subsections 11(1) and (2) and section 12 of the *Ministries and Ministers of State Act*;

(z.51) subsections 24(2) and (5) of the *Museums Act*;

(z.52) subsection 3(1) of the *National Archives of Canada Act*;

(z.53) subsection 13(2) and section 14 of the *National Arts Centre Act*;

z.36) l’alinéa b) de la définition de « department » à l’article 2 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*;

z.37) l’alinéa a.1) de la définition de « appropriate Minister », l’alinéa a.1) de la définition de « department » et la définition de « public officer » à l’article 2, l’alinéa 3(1)a), les paragraphes 3(1.1) à (1.3), les alinéas 7(1)a) et b) et 10b) et f), l’article 28, les paragraphes 30(4) et 34(1), le titre de la colonne I de l’annexe I.1 et la mention de « Registrar of the Supreme Court of Canada and that portion of the public service of Canada appointed under subsection 12(2) of the Supreme Court Act » dans la colonne I de l’annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

z.38) le sous-alinéa 85(1)a)(iii) et la division 117(l)(i)(C) de la *Loi sur les armes à feu*;

z.39) le paragraphe 10(2) et l’article 11 de la *Loi sur la commercialisation du poisson d’eau douce*;

z.40) le paragraphe 5(6) de la *Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public*;

z.41) l’article 16 de la *Loi sur l’indemnisation des agents de l’État*;

z.42) les paragraphes 23(2) et (5) de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*;

z.43) la définition de « public officer » au paragraphe 2(1) de la *Loi d’interprétation*;

z.44) les paragraphes 26.1(10), 26.2(2), 75(2) et 76(5) et l’article 78 de la *Loi sur les juges*;

z.45) l’article 78 de la *Loi sur les juges*, dans sa version édictée par l’article 110 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*;

z.46) le paragraphe 6(6) de la *Loi sur les prestations d’adaptation pour les travailleurs*;

- (z.54) paragraph (a.1) of the definition “department” in section 2 of the *National Capital Act*;
- (z.55) paragraphs 29.16(9)(c), 250.1(10)(c) and 271(1)(a) to (c) and subsection 273.62(1) of the *National Defence Act*;
- (z.56) subsection 9(5) of the *National Energy Board Act*;
- (z.57) section 6 of the *National Film Act*;
- (z.58) section 21 of the *National Round Table on the Environment and the Economy Act*;
- (z.59) subsections 12(4) and 19(1) of the *Northern Pipeline Act*;
- (z.60) section 11 of the *Northwest Territories Waters Act*;
- (z.61) subsection 16(3) of the *Nuclear Safety and Control Act*;
- (z.62) subsection 64(3) of the *Nunavut Act*;
- (z.63) paragraph 39.3(2)(a) and subparagraph 39.12(4)(b)(i) of the *Oceans Act*;
- (z.64) section 9 of the *Parks Canada Agency Act*;
- (z.65) subsection 41(2) of the *Parliament of Canada Act*;
- (z.66) section 53 of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act*;
- (z.67) paragraph (a.1) of the definition “department” in subsection 2(1) and subsection 11.1(5) of the *Payments in Lieu of Taxes Act*;
- (z.68) paragraphs 75(1)(b) and 109(2)(c) and section 109.3 of the *Pension Act*;
- (z.69) subsection 16(2) of the *Pilotage Act*;
- (z.70) sections 44 and 67 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*;
- (z.71) section 3 of the *Public Officers Act*;
- (z.72) subsection 3(3) of the *Public Sector Pension Investment Board Act*;
- (z.73) the long title of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*;
- z.47) l’article 17 de la *Loi sur la Commission du droit du Canada*;
- z.48) l’article 19 de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*;
- z.49) l’alinéa 9(2)a) et le sous-alinéa 19(4)b)(i) de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*;
- z.50) l’article 2, les paragraphes 11(1) et (2) et l’article 12 de la *Loi sur les départements et ministres d’État*;
- z.51) les paragraphes 24(2) et (5) de la *Loi sur les musées*;
- z.52) le paragraphe 3(1) de la *Loi sur les Archives nationales du Canada*;
- z.53) le paragraphe 13(2) et l’article 14 de la *Loi sur le Centre national des Arts*;
- z.54) l’alinéa a.1) de la définition de « department » à l’article 2 de la *Loi sur la capitale nationale*;
- z.55) les alinéas 29.16(9)c), 250.1(10)c) et 271(1)a) à c) et le paragraphe 273.62(1) de la *Loi sur la défense nationale*;
- z.56) le paragraphe 9(5) de la *Loi sur l’Office national de l’énergie*;
- z.57) l’article 6 de la *Loi sur le cinéma*;
- z.58) l’article 21 de la *Loi sur la Table ronde nationale sur l’environnement et l’économie*;
- z.59) les paragraphes 12(4) et 19(1) de la *Loi sur le pipe-line du Nord*;
- z.60) l’article 11 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*;
- z.61) le paragraphe 16(3) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*;
- z.62) le paragraphe 64(3) de la *Loi sur le Nunavut*;
- z.63) l’alinéa 39.3(2)a) et le sous-alinéa 39.12(4)b)(i) de la *Loi sur les océans*;
- z.64) l’article 9 de la *Loi sur l’Agence Parcs Canada*;
- z.65) le paragraphe 41(2) de la *Loi sur le Parlement du Canada*;
- z.66) l’article 53 de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*;

- (z.74) clause 6(1)(b)(iii)(H) of the *Public Service Superannuation Act*;
- (z.75) subsection 18(1) of the *Royal Canadian Mint Act*;
- (z.76) the definition “department” in subsection 8(1), paragraph (a) of the definition “person permanently bound to secrecy” in subsection 8(1) and section 9 of the *Security of Information Act*;
- (z.77) subsection 84(1) and section 88.1 of the *Special Import Measures Act*;
- (z.78) paragraph 3(a), subsection 9(4), section 16 and subsections 17(2) and (3) of the *Standards Council of Canada Act*;
- (z.79) subsection 5(2) of the *Statistics Act*;
- (z.80) section 63 of the *Status of the Artist Act*;
- (z.81) paragraph 39(3)(b) of the *Telecommunications Act*;
- (z.82) section 6 of the *Telefilm Canada Act*;
- (z.83) subsection 7(3) of the *Transportation Appeal Tribunal of Canada Act*;
- (z.84) subsection 11(1) of the *Veterans Review and Appeal Board Act*;
- (z.85) section 36.1 of the *War Veterans Allowance Act*;
- (z.86) subsection 15(3) of the *Yukon Surface Rights Board Act*; and
- (z.87) section 11 of the *Yukon Waters Act*.
- z.67) l’alinéa a.1) de la définition de « department » au paragraphe 2(1) et le paragraphe 11.1(5) de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d’impôts*;
- z.68) les alinéas 75(1)b) et 109(2)c) et l’article 109.3 de la *Loi sur les pensions*;
- z.69) le paragraphe 16(2) de la *Loi sur le pilotage*;
- z.70) les articles 44 et 67 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*;
- z.71) l’article 3 de la *Loi sur les fonctionnaires publics*;
- z.72) le paragraphe 3(3) de la *Loi sur l’Office d’investissement des régimes de pensions du secteur public*;
- z.73) le titre intégral de la *Loi sur les restructurations et les transferts d’attributions dans l’administration publique*;
- z.74) la division 6(1)(b)(iii)(H) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*;
- z.75) le paragraphe 18(1) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*;
- z.76) la définition de « department » au paragraphe 8(1) et l’alinéa a) de la définition de « person permanently bound to secrecy » au paragraphe 8(1) et l’article 9 de la *Loi sur la protection de l’information*;
- z.77) le paragraphe 84(1) et l’article 88.1 de la *Loi sur les mesures spéciales d’importation*;
- z.78) l’alinéa 3a), le paragraphe 9(4), l’article 16 et les paragraphes 17(2) et (3) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*;
- z.79) le paragraphe 5(2) de la *Loi sur la statistique*;
- z.80) l’article 63 de la *Loi sur le statut de l’artiste*;
- z.81) l’alinéa 39(3)b) de la *Loi sur les télécommunications*;
- z.82) l’article 6 de la *Loi sur Téléfilm Canada*;

Replacement
of “Public
Service”

225. The expression “Public Service” is replaced by the expression “public service” wherever it occurs in the English version of the following provisions, other than in the expressions “Public Service corporation”, “Public Service Employment Act”, “Public Service Pension Fund” and “Public Service Superannuation Act”:

- (a) subsection 55(3) of the *Access to Information Act*;
- (b) subsection 34(2) of the *Aeronautics Act*;
- (c) subsection 4(2) of the *Auditor General Act*;
- (d) section 11 of the *Canada Council for the Arts Act*;
- (e) subsection 45(1) of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*;
- (f) section 117 of the *Canada Labour Code*;
- (g) subsection 25(4) of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*;
- (h) subsection 26(4) of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*;
- (i) paragraphs 4(a) to (e) and 5(a) and subsections 9(2) and 11(2) of the *Canada School of Public Service Act*;
- (j) subsections 12(1) and (2) of the *Canada Transportation Act*;
- (k) subsection 23(2) of the *Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act*;

z.83) le paragraphe 7(3) de la *Loi sur le Tribunal d’appel des transports du Canada*;

z.84) le paragraphe 11(1) de la *Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*;

z.85) l’article 36.1 de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*;

z.86) le paragraphe 15(3) de la *Loi sur l’Office des droits de surface du Yukon*;

z.87) l’article 11 de la *Loi sur les eaux du Yukon*.

225. Dans la version anglaise des passages ci-après, l’expression « Public Service », sauf si elle figure dans le terme « Public Service corporation », « *Public Service Employment Act* », « *Public Service Pension Fund* » ou « *Public Service Superannuation Act* », est remplacée par « public service » :

- a) le paragraphe 55(3) de la *Loi sur l’accès à l’information*;
- b) le paragraphe 34(2) de la *Loi sur l’aéronautique*;
- c) le paragraphe 4(2) de la *Loi sur le vérificateur général*;
- d) l’article 11 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*;
- e) le paragraphe 45(1) de la *Loi sur la Société d’assurance-dépôts du Canada*;
- f) l’article 117 du *Code canadien du travail*;
- g) le paragraphe 25(4) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*;
- h) le paragraphe 26(4) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*;
- i) les alinéas 4a) à e) et 5a) et les paragraphes 9(2) et 11(2) de la *Loi sur l’École de la fonction publique du Canada*;
- j) les paragraphes 12(1) et (2) de la *Loi sur les transports au Canada*;
- k) le paragraphe 23(2) de la *Loi sur le Centre canadien d’hygiène et de sécurité au travail*;

Terminologie :
Public
Service

- (l) the definitions “pay” and “Public Service” in subsection 2(1), subsections 43(1) and 46(1) and paragraph 62(4)(a) of the *Canadian Forces Superannuation Act*;
- (m) subsections 10(1) and (2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*;
- (n) subsection 9(1) of the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act*;
- (o) subsections 5(2) and 9(2) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;
- (p) subsection 4(8) of the *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act*;
- (q) subsection 2(4) of the *Civil Air Navigation Services Commercialization Act*;
- (r) subsection 26(3) of the *Competition Act*;
- (s) paragraph 66(7)(a) and subsection 66.4(2) of the *Copyright Act*;
- (t) subsections 153(2) and (4) and 163(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*;
- (u) subsection 8(2) of the *Energy Supplies Emergency Act*;
- (v) subsections 10(2) and 30(3) of the *Expropriation Act*;
- (w) subsection 12(5) of the *Federal Court Act*;
- (x) section 7 of the *Fisheries Prices Support Act*;
- (y) subsection 10(1) of the *Freshwater Fish Marketing Act*;
- (z) paragraph 35.1(1)(a) of the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act*;
- (z.1) subsections 5(3) to (5) of the *Government Corporations Operation Act*;
- (z.2) subsection 39(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act*;
- (z.3) section 158 of the *Immigration and Refugee Protection Act*;
- l) les définitions de « pay » et « Public Service » au paragraphe 2(1), les paragraphes 43(1) et 46(1) et l’alinéa 62(4)a de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*;
- m) les paragraphes 10(1) et (2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*;
- n) le paragraphe 9(1) de la *Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes*;
- o) les paragraphes 5(2) et 9(2) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;
- p) le paragraphe 4(8) de la *Loi sur le Bureau canadien d’enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*;
- q) le paragraphe 2(4) de la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile*;
- r) le paragraphe 26(3) de la *Loi sur la concurrence*;
- s) l’alinéa 66(7)a) et le paragraphe 66.4(2) de la *Loi sur le droit d’auteur*;
- t) les paragraphes 153(2) et (4) et 163(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
- u) le paragraphe 8(2) de la *Loi d’urgence sur les approvisionnements d’énergie*;
- v) les paragraphes 10(2) et 30(3) de la *Loi sur l’expropriation*;
- w) le paragraphe 12(5) de la *Loi sur la Cour fédérale*;
- x) l’article 7 de la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche*;
- y) le paragraphe 10(1) de la *Loi sur la commercialisation du poisson d’eau douce*;
- z) l’alinéa 35.1(1)a) de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions*;
- z.1) les paragraphes 5(3) à (5) de la *Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public*;

- (z.4) subsection 23(3) of the *International Centre for Human Rights and Democratic Development Act*;
- (z.5) subsections 18(1) and (2) of the *International Development Research Centre Act*;
- (z.6) paragraph 89(2)(a) of the *Marine Liability Act*;
- (z.7) subsection 24(3) of the *Museums Act*;
- (z.8) subsection 13(1) of the *National Arts Centre Act*;
- (z.9) paragraphs 29.16(9)(a) and 250.1(10)(a) of the *National Defence Act*;
- (z.10) subsection 9(2) of the *National Energy Board Act*;
- (z.11) subsection 15(4) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*;
- (z.12) subsection 12(3) of the *Northern Pipeline Act*;
- (z.13) section 53 of the *Official Languages Act*;
- (z.14) section 82 of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act*;
- (z.15) subsection 94(2) of the *Patent Act*;
- (z.16) subsection 34(3) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*;
- (z.17) subsection 54(3) of the *Privacy Act*;
- (z.18) paragraph 10(1)(b) of the *Public Sector Pension Investment Board Act*;
- (z.19) in the *Public Service Superannuation Act*,
- (i) paragraph (a) of the definition “salary” in subsection 3(1),
 - (ii) subsections 3(2) and (5),
 - (iii) subsection 4(1),
 - (iv) subsection 5(1),
 - (v) subsections 5.1(1) and (2),
 - (vi) subsection 5.3(1),
 - (vii) subsections 5.5(1) and (3),
 - (viii) clauses 6(1)(a)(iii)(B) to (E) and (b)(iii)(B), (F), (I.1), (K) and (L),
- z.2) le paragraphe 39(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*;
- z.3) l’article 158 de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*;
- z.4) le paragraphe 23(3) de la *Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*;
- z.5) les paragraphes 18(1) et (2) de la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*;
- z.6) l’alinéa 89(2)a) de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*;
- z.7) le paragraphe 24(3) de la *Loi sur les musées*;
- z.8) le paragraphe 13(1) de la *Loi sur le Centre national des Arts*;
- z.9) les alinéas 29.16(9)a) et 250.1(10)a) de la *Loi sur la défense nationale*;
- z.10) le paragraphe 9(2) de la *Loi sur l’Office national de l’énergie*;
- z.11) le paragraphe 15(4) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange nord-américain*;
- z.12) le paragraphe 12(3) de la *Loi sur le pipe-line du Nord*;
- z.13) l’article 53 de la *Loi sur les langues officielles*;
- z.14) l’article 82 de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*;
- z.15) le paragraphe 94(2) de la *Loi sur les brevets*;
- z.16) le paragraphe 34(3) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*;
- z.17) le paragraphe 54(3) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- z.18) l’alinéa 10(1)b) de la *Loi sur l’Office d’investissement des régimes de pensions du secteur public*;
- z.19) dans la *Loi sur la pension de la fonction publique* :
- (i) l’alinéa a) de la définition de « salary » au paragraphe 3(1),
 - (ii) les paragraphes 3(2) et (5),

- (ix) paragraph 7(1)(d) and subsection 7(1.1),
- (x) subsections 8(1), (2) and (7),
- (xi) the definition “cash termination allowance” in subsection 10(1), paragraph 10(5)(c) and subsections 10(7) and (8),
- (xii) subparagraph 11(1)(b)(iii), paragraph (a) of the definition “Average Maximum Pensionable Earnings” in subsection 11(3) and subsections 11(4), (5) and (7) to (9),
- (xiii) subsections 12(1) to (3) and (8),
- (xiv) subsections 13(1), (3), (4), (5) and (6),
- (xv) subsection 13.01(1),
- (xvi) subsection 13.1(4),
- (xvii) subsection 16(1),
- (xviii) subsections 17(1) to (3),
- (xix) paragraph 20(1)(b),
- (xx) section 21,
- (xxi) subsections 22(1) and (2),
- (xxii) section 23,
- (xxiii) section 24.2,
- (xxiv) subsection 26(2) and paragraphs 26(6)(a) and (7)(a),
- (xxv) sections 28 to 30,
- (xxvi) subsections 31(1) and (2),
- (xxvii) subsections 35(4) and (5),
- (xxviii) section 36,
- (xxix) subsections 38(1) and (3),
- (xxx) subsections 40(2) to (4) and (11) to (13),
- (xxxi) subsections 40.1(1) and (2),
- (xxxii) subsections 40.2(2), (3) and (9),
- (xxxiii) paragraphs 42(1)(d), (h), (q), (w), (y), (z), (aa) and (bb) and subsections 42(2), (5), (10) and (11),
- (xxxiv) paragraphs 42.1(1)(u), (v.1) and (v.5),
- (iii) le paragraphe 4(1),
- (iv) le paragraphe 5(1),
- (v) les paragraphes 5.1(1) et (2),
- (vi) le paragraphe 5.3(1),
- (vii) les paragraphes 5.5(1) et (3),
- (viii) les divisions 6(1)a(iii)(B) à (E) et b(iii)(B), (F), (I.1), (K) et (L),
- (ix) l’alinéa 7(1)d) et le paragraphe 7(1.1),
- (x) les paragraphes 8(1), (2) et (7),
- (xi) la définition de « cash termination allowance » au paragraphe 10(1), l’alinéa 10(5)c) et les paragraphes 10(7) et (8),
- (xii) le sous-alinéa 11(1)b(iii), l’alinéa a) de la définition de « Average Maximum Pensionable Earnings » au paragraphe 11(3) et les paragraphes 11(4), (5) et (7) à (9),
- (xiii) les paragraphes 12(1) à (3) et (8),
- (xiv) les paragraphes 13(1), (3), (4), (5) et (6),
- (xv) le paragraphe 13.01(1),
- (xvi) le paragraphe 13.1(4),
- (xvii) le paragraphe 16(1),
- (xviii) les paragraphes 17(1) à (3),
- (xix) l’alinéa 20(1)b),
- (xx) l’article 21,
- (xxi) les paragraphes 22(1) et (2),
- (xxii) l’article 23,
- (xxiii) l’article 24.2,
- (xxiv) le paragraphe 26(2) et les alinéas 26(6)a) et (7)a),
- (xxv) les articles 28 à 30,
- (xxvi) les paragraphes 31(1) et (2),
- (xxvii) les paragraphes 35(4) et (5),
- (xxviii) l’article 36,
- (xxix) les paragraphes 38(1) et (3),
- (xxx) les paragraphes 40(2) à (4) et (11) à (13),
- (xxxi) les paragraphes 40.1(1) et (2),

- (xxxv) the definitions “basic benefit”, “immediate annual allowance” and “salary” in subsection 47(1),
- (xxxvi) section 48,
- (xxxvii) section 50,
- (xxxviii) subsections 51(1) and (2),
- (xxxix) subsection 52(1),
- (xl) section 53,
- (xli) subsection 54(2),
- (xlii) paragraph 56(1)(c),
- (xliii) subsections 62(1), (3) and (4), and
- (xliv) paragraph 69(3)(a);
- (z.20) subsection 18(2) of the *Royal Canadian Mint Act*;
- (z.21) the definitions “pay” and “Public Service” in subsection 3(1) and subsections 3(3) and 24(1) and (4) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*;
- (z.22) subsection 77.24(4) of the *Special Import Measures Act*;
- (z.23) paragraph 11(1)(d) and subsection 11(4) of the *Special Retirement Arrangements Act*;
- (z.24) subsection 17(1) of the *Standards Council of Canada Act*;
- (z.25) section 15 of the *Status of the Artist Act*;
- (z.26) subsection 10(2) of the *Transportation Appeal Tribunal of Canada Act*;
- (z.27) subsection 11(2) of the *Veterans Review and Appeal Board Act*; and
- (z.28) the definition “Administrator” in section 2 of the *Weather Modification Information Act*.
- (xxxii) les paragraphes 40.2(2), (3) et (9),
- (xxxiii) les alinéas 42(1)d), h), q), w), y), z), aa) et bb) et les paragraphes 42(2), (5), (10) et (11),
- (xxxiv) les alinéas 42.1(1)u), v.1) et v.5),
- (xxxv) les définitions de « basic benefit », « immediate annual allowance » et « salary » au paragraphe 47(1),
- (xxxvi) l’article 48,
- (xxxvii) l’article 50,
- (xxxviii) les paragraphes 51(1) et (2),
- (xxxix) le paragraphe 52(1),
- (xl) l’article 53,
- (xli) le paragraphe 54(2),
- (xlii) l’alinéa 56(1)c),
- (xliii) les paragraphes 62(1), (3) et (4),
- (xliv) l’alinéa 69(3)a);
- z.20) le paragraphe 18(2) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*;
- z.21) les définitions de « pay » et « Public Service » au paragraphe 3(1) et les paragraphes 3(3) et 24(1) et (4) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*;
- z.22) le paragraphe 77.24(4) de la *Loi sur les mesures spéciales d’importation*;
- z.23) l’alinéa 11(1)d) et le paragraphe 11(4) de la *Loi sur les régimes de retraite particuliers*;
- z.24) le paragraphe 17(1) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*;
- z.25) l’article 15 de la *Loi sur le statut de l’artiste*;
- z.26) le paragraphe 10(2) de la *Loi sur le Tribunal d’appel des transports du Canada*;
- z.27) le paragraphe 11(2) de la *Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*;
- z.28) la définition de « Administrator » à l’article 2 de la *Loi sur les renseignements en matière de modification du temps*.

226. The amendments made by this Part to replace the expressions “public service of Canada” and “Public Service” by the expressions “federal public administration” and “public service”, respectively, are to be considered as terminology changes only and are not to be held to operate as new law.

226. La substitution de l’expression « public service » à l’expression « Public Service » et de l’expression « federal public administration » à l’expression « public service of Canada » effectuée par la présente partie est une modification d’ordre terminologique qui n’a pas pour effet d’édicter un texte de droit nouveau.

DIVISION 2

SECTION 2

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM PART 3

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DE LA PARTIE 3

Subdivision a

Sous-section a

Consequential Amendments Arising from the Enactment of the Public Service Employment Act in Division 1 of Part 3

Modifications corrélatives découlant de l’édiction de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique à la section 1 de la partie 3

R.S., c. A-17

1992, c. 54, s. 79; s. 92 of this Act

Officers, etc.

Public Service Employment Act — employer and deputy head

Public Service Employment Act — Commission

Auditor General Act

227. Section 15 of the *Auditor General Act* is replaced by the following:

15. (1) The officers and employees that are necessary to enable the Auditor General to perform his or her duties are to be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act* and, subject to subsections (2) to (5), the provisions of that Act apply to those officers and employees.

(2) The Auditor General may exercise the powers and perform the functions of the employer and deputy head under the *Public Service Employment Act* within the meaning of those terms in subsection 2(1) of that Act.

(3) The Auditor General may, in the manner and subject to the terms and conditions that the Public Service Commission directs, exercise the powers and perform the functions of that Commission under the *Public Service Employment Act*, other than its powers and functions in relation to the hearing of allegations by a candidate under sections 118 and 119 of that Act and its power to make regulations.

L.R., ch. A-17

1992, ch. 54, art. 79; art. 92 de la présente loi

Le personnel

Loi sur l’emploi dans la fonction publique — employeur et administrateur général

Loi sur l’emploi dans la fonction publique — Commission

Loi sur le vérificateur général

227. L’article 15 de la *Loi sur le vérificateur général* est remplacé par ce qui suit :

15. (1) Les cadres et employés nécessaires au vérificateur général pour l’exercice de ses fonctions sont nommés conformément à la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique* et, sous réserve des paragraphes (2) à (5), sont assujettis aux dispositions de cette loi.

(2) Le vérificateur général peut assumer les responsabilités et exercer les attributions conférées à l’employeur et à l’administrateur général, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique*, sous le régime de cette loi.

(3) Sous réserve des modalités fixées par la Commission de la fonction publique, le vérificateur général peut assumer les responsabilités et exercer les attributions que la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique* confère à celle-ci, à l’exception de celles relatives à l’audition des allégations des candidats au titre des articles 118 et 119 de cette loi et de la prise des règlements.

Delegation

(4) The Auditor General may authorize any person employed in his or her office to exercise and perform, in any manner and subject to any terms and conditions that he or she directs, any of his or her powers and functions under subsections (2) and (3).

(4) Le vérificateur général peut, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, déléguer telles de ses attributions visées aux paragraphes (2) et (3) à tout employé de son bureau.

Délégation

Sub-delegation

(5) Any person authorized under subsection (4) may, subject to and in accordance with the authorization, authorize one or more persons under that person's jurisdiction to exercise any power or perform any function to which the authorization relates.

(5) Les délégués visés au paragraphe (4) peuvent, sous réserve des conditions et modalités de la délégation, subdéléguer les pouvoirs qu'ils ont reçus à leurs subordonnés.

Subdélégation

228. The Act is amended by adding the following after section 16.1:

228. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16.1, de ce qui suit :

Contract for professional services

16.2 Subject to any other Act of Parliament or regulations made under any Act of Parliament, but without the approval of the Treasury Board, the Auditor General may, within the total dollar limitations established for his or her office in appropriation Acts, contract for professional services.

16.2 Sous réserve des autres lois fédérales et de leurs règlements d'application, le vérificateur général peut, dans la limite fixée à son bureau par les lois de crédits, passer des marchés de services professionnels sans l'approbation du Conseil du Trésor.

Marché de services professionnels

1999, c. 17

Canada Customs and Revenue Agency Act

Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada

1999, ch. 17

229. Subsection 55(1) of the *Canada Customs and Revenue Agency Act* is replaced by the following:

229. Le paragraphe 55(1) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Mobility to departments

55. (1) For the purpose of deployments or appointments made, or advertised internal appointment processes, under the *Public Service Employment Act*, employees of the Agency must be treated as if they were employees within the meaning of the *Public Service Employment Act* and had the rights of recourse provided by that Act.

55. (1) En ce qui a trait aux processus de nomination interne annoncés, aux mutations et aux nominations prévus par la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les employés de l'Agence sont traités comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens de cette loi et peuvent se prévaloir à cet égard des recours qui y sont prévus.

Dotation au sein de la fonction publique

230. Section 57 of the Act is replaced by the following:

230. L'article 57 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Political activities

57. Part 7 of the *Public Service Employment Act* applies to the Commissioner, Deputy Commissioner and employees of the Agency. For the purposes of that Part, the Commissioner and Deputy Commissioner are deemed to be deputy heads as defined in subsection 2(1) of that Act and the employees of the Agency are deemed to be employees as defined in that subsection.

57. La partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux commissaire, commissaire adjoint et employés de l'Agence. Pour l'application de cette partie, les commissaire et commissaire adjoint sont réputés être des administrateurs généraux, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi, et les employés, des fonctionnaires, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Activités politiques

1987, c. 3

***Canada-Newfoundland Atlantic Accord
Implementation Act***

231. The portion of subsection 25(4) of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) For the purpose of being eligible for appointment to a position in the public service by an appointment process under the *Public Service Employment Act*,

Mobility of staff

Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve

231. Le paragraphe 25(4) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve* est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la fonction publique à la suite de tout processus de nomination établi sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les membres du personnel de l'Office qui faisaient partie de la fonction publique sont considérés comme des fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du lieu où ils exercent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau équivalent à ceux de leur poste de l'Office, et ceux qui n'en faisaient pas partie sont considérés tels deux ans après leur entrée en fonctions.

1987, ch. 3

Mutations

1988, c. 28

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act

232. The portion of subsection 26(4) of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) For the purpose of being eligible for appointment to a position in the public service by an appointment process under the *Public Service Employment Act*,

Mobility of staff

Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers

232. Le paragraphe 26(4) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la fonction publique à la suite de tout processus de nomination sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les agents de l'Office qui faisaient partie de la fonction publique sont considérés comme des fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du lieu où ils exercent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau équivalent à ceux de leur poste de l'Office, et ceux qui n'en faisaient pas partie sont considérés tels deux ans après leur entrée en fonctions.

1988, ch. 28

Mutations

2000, c. 6

Canadian Institutes of Health Research Act**Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada**

2000, ch. 6

233. Section 24 of the Canadian Institutes of Health Research Act is replaced by the following:

233. L'article 24 de la Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada est remplacé par ce qui suit :

Part 7 of the
*Public Service
Employment
Act*

24. For the purposes of Part 7 of the *Public Service Employment Act*, the President is deemed to be a deputy head as defined in subsection 2(1) of that Act and an employee of the CIHR is deemed to be an employee as defined in subsection 2(1) of that Act.

24. Pour l'application de la partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le président d'IRSC est réputé être administrateur général, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi, et les employés d'IRSC, des fonctionnaires, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Partie 7 de la
*Loi sur
l'emploi dans
la fonction
publique*

R.S., c. C-23

Canadian Security Intelligence Service Act**Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité**

L.R., ch. C-23

234. Subparagraph 8(1)(b)(ii) of the Canadian Security Intelligence Service Act is replaced by the following:

234. Le sous-alinéa 8(1)b(ii) de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité est remplacé par ce qui suit :

(ii) to exercise the powers and perform the functions assigned to the Public Service Commission by or pursuant to the *Public Service Employment Act*.

(ii) d'exercer les attributions conférées à la Commission de la fonction publique sous le régime de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

1990, c. 13

Canadian Space Agency Act**Loi sur l'Agence spatiale canadienne**

1990, ch. 13

235. Subsection 16(4) of the Canadian Space Agency Act is replaced by the following:

235. Le paragraphe 16(4) de la Loi sur l'Agence spatiale canadienne est remplacé par ce qui suit :

Acts and
regulations
applicable

(4) Each person employed in the Agency pursuant to subsection (2) is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*, to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*, and to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

(4) Ces astronautes sont réputés, d'une part, être des agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, d'autre part, appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*, et faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

Application
de certains
textes

1995, c. 44

Employment Equity Act**Loi sur l'équité en matière d'emploi**

1995, ch. 44

236. Subsections 4(5) and (6) of the English version of the Employment Equity Act are replaced by the following:

236. Les paragraphes 4(5) et (6) de la version anglaise de la Loi sur l'équité en matière d'emploi sont remplacés par ce qui suit :

Deemed
employer

(5) Every portion of the public sector referred to in paragraphs (1)(c) and (d) is deemed to be an employer for the purposes of this Act in relation to employees employed in that portion except that, with respect to any of

(5) Every portion of the public sector referred to in paragraphs (1)(c) and (d) is deemed to be an employer for the purposes of this Act in relation to employees employed in that portion except that, with respect to any of

Deemed
employer

those portions for which the Public Service Commission exercises any power or performs any function under the *Public Service Employment Act*, the Public Service Commission and that portion are responsible for carrying out the obligations of an employer under this Act.

References to employer

(6) In this Act, a reference to an employer is deemed, in relation to those portions of the public sector referred to in

(a) paragraph (1)(b), to be a reference to the Treasury Board and the Public Service Commission, each acting within the scope of its powers and functions under the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act*; and

(b) paragraphs (1)(c) and (d) for which the Public Service Commission exercises any power or performs any function under the *Public Service Employment Act*, to be a reference to the employer and the Public Service Commission.

237. (1) Paragraph 6(b) of the Act is replaced by the following:

(b) to hire or promote persons who do not meet the essential qualifications for the work to be performed;

(2) Paragraph 6(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

(c) with respect to the public sector, to hire or promote persons without basing the hiring or promotion on merit in cases where the *Public Service Employment Act* requires that hiring or promotion be based on merit; or

238. (1) Paragraph 33(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) require an employer to hire or promote persons who do not meet the essential qualifications for the work to be performed;

(2) Paragraph 33(1)(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

(c) with respect to the public sector, require an employer to hire or promote persons without basing the hiring or promotion on

those portions for which the Public Service Commission exercises any power or performs any function under the *Public Service Employment Act*, the Public Service Commission and that portion are responsible for carrying out the obligations of an employer under this Act.

References to employer

(6) In this Act, a reference to an employer is deemed, in relation to those portions of the public sector referred to in

(a) paragraph (1)(b), to be a reference to the Treasury Board and the Public Service Commission, each acting within the scope of its powers and functions under the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act*; and

(b) paragraphs (1)(c) and (d) for which the Public Service Commission exercises any power or performs any function under the *Public Service Employment Act*, to be a reference to the employer and the Public Service Commission.

237. (1) L'alinéa 6b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) à engager ou promouvoir des personnes qui ne possèdent pas les qualifications essentielles pour le travail à accomplir;

(2) L'alinéa 6c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) with respect to the public sector, to hire or promote persons without basing the hiring or promotion on merit in cases where the *Public Service Employment Act* requires that hiring or promotion be based on merit; or

238. (1) L'alinéa 33(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) l'obligerait à embaucher ou promouvoir une personne qui ne possède pas les qualifications essentielles pour le travail à accomplir;

(2) L'alinéa 33(1)c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) with respect to the public sector, require an employer to hire or promote persons without basing the hiring or promotion on merit in cases where the *Public Service*

merit in cases where the *Public Service Employment Act* requires that hiring or promotion be based on merit, or impose on the Public Service Commission an obligation to exercise its discretion regarding exclusion orders or regulations;

Employment Act requires that hiring or promotion be based on merit, or impose on the Public Service Commission an obligation to exercise its discretion regarding exclusion orders or regulations;

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Section 8 of this Act

239. Subsection 12.4(2) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

Consolidation of reports

(2) The President of the Treasury Board may, in respect of any fiscal year, prepare a single report concerning the matters referred to in subsection (1) and those referred to in subsections 21(1) and (2) of the *Employment Equity Act* or those referred to in section 28 of the *Public Service Employment Act* if he or she considers it appropriate to do so.

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

239. Le paragraphe 12.4(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

Article 8 de la présente loi

(2) Le président du Conseil du Trésor peut, s'il l'estime indiqué, préparer pour tout exercice un seul rapport à l'égard des matières visées au paragraphe (1) et de celles visées aux paragraphes 21(1) et (2) de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* et à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Fusion de rapports

R.S., c. N-8

National Film Act

240. Subsection 13(3) of the *National Film Act* is replaced by the following:

Appointment of employees

(3) Subject to the plan of organization approved under this section, the Board may appoint persons for a term or during pleasure to fill the positions established by the plan, prescribe their conditions of employment and provide for their promotion, salary and salary increases, but the provisions of the *Public Service Employment Act* relating to political activities and, where applicable, the condition of employment relating to payment of gratuity on death pursuant to the *Financial Administration Act* apply to the persons appointed under this section.

Loi sur le cinéma

L.R., ch. N-8

240. Le paragraphe 13(3) de la *Loi sur le cinéma* est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du plan d'organisation approuvé au titre du présent article, l'Office peut pourvoir, pour une période déterminée ou à titre amovible, aux postes créés dans le cadre du plan, prescrire les conditions d'emploi afférentes et prévoir l'avancement, le traitement et les augmentations salariales du personnel ainsi nommé. Les dispositions de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* concernant les activités politiques et, le cas échéant, la condition d'emploi relative au paiement d'une indemnité en cas de décès sous le régime de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent toutefois à ce personnel.

Nomination du personnel

1998, c. 31

Parks Canada Agency Act

241. Subsection 14(1) of the *Parks Canada Agency Act* is replaced by the following:

Political activities

14. (1) For the purposes of Part 7 of the *Public Service Employment Act*, the Chief Executive Officer is deemed to be a deputy head, and an employee is deemed to be an employee, within the meaning of subsection 2(1) of that Act.

Loi sur l'Agence Parcs Canada

1998, ch. 31

241. Le paragraphe 14(1) de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada* est remplacé par ce qui suit :

14. (1) Pour l'application de la partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le directeur général et les employés de l'Agence sont réputés être respectivement administrateur général et fonctionnaires au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Activités politiques

2000, c. 17;
2001, c. 41,
s. 48

***Proceeds of Crime (Money Laundering)
and Terrorist Financing Act***

242. Section 50 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* is replaced by the following:

Political
activities

50. Part 7 of the *Public Service Employment Act* applies to the Director and employees of the Centre. For the purposes of that Part, the Director is deemed to be a deputy head, and the employees are deemed to be employees, as defined in subsection 2(1) of that Act.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

242. L'article 50 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 17;
2001, ch. 41,
art. 48

50. Le directeur et les employés du Centre sont, pour l'application de la partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, réputés être respectivement administrateur général et fonctionnaires au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Activités
politiques

Section 2 of
this Act

Public Service Labour Relations Act

243. Subsection 2(4) of the *Public Service Labour Relations Act* is replaced by the following:

Casual
employment

(4) For the purposes of paragraph (f) of the definition "employee" in subsection (1), a person employed in the part of the public service to which the Public Service Commission has the exclusive right to make appointments is employed on a casual basis if the person was appointed under section 50 of the *Public Service Employment Act*.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

243. Le paragraphe 2(4) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application de l'alinéa f) de la définition de « fonctionnaire » au paragraphe (1), la personne employée dans la partie de la fonction publique dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission de la fonction publique est une personne employée à titre occasionnel si elle a été nommée en vertu de l'article 50 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Article 2 de
la présente loi

Emploi à titre
occasionnel

1992, c. 30

Referendum Act

244. Subsection 32(2) of the *Referendum Act* is replaced by the following:

Participation
not precluded

(2) Part 7 of the *Public Service Employment Act* is not to be construed or applied so as to restrict the right of a public servant to participate fully in respect of a referendum.

Loi référendaire

244. Le paragraphe 32(2) de la *Loi référendaire* est remplacé par ce qui suit :

(2) La partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* n'a pas pour effet de restreindre le droit d'un fonctionnaire de participer pleinement à des activités référendaires.

1992, ch. 30

Participation
des
fonctionnaires

R.S.C. 1970,
c. V-2

Veterans Benefit Act

245. (1) The portion of subsection 9(1) of the *Veterans Benefit Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

Korean War
veterans

9. (1) Paragraph 39(1)(b) of the *Public Service Employment Act* applies to every person not described in subsection (2) who

Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants

245. (1) Le passage du paragraphe 9(1) de la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

9. (1) L'alinéa 39(1)(b) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes non visées au paragraphe (2) qui :

S.R.C. 1970,
ch. V-2

2000, ch. 34,
par. 57(1)

Anciens
combattants
de la guerre
de Corée

2000, c. 34,
s. 57(2)

(2) The portion of subsection 9(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Paragraph 39(1)(a) of the *Public Service Employment Act* applies to every person who

Korean War
veterans
pensioned for
disability

(2) Le passage du paragraphe 9(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) L'alinéa 39(1)a) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique à chaque personne qui :

2000, ch. 34,
par. 57(2)Application
aux anciens
combattants
de la guerre
de Corée

Subdivision b

Consequential Amendments Arising from the Amendments to the Public Service Employment Act in Division 2 of Part 3

Access to Information Act

246. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Public Service Staffing Tribunal

Tribunal de la dotation de la fonction publique

R.S., c. A-1

Loi sur l'accès à l'information

246. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Public Service Staffing Tribunal

L.R., ch. A-1

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

247. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is amended by adding, in alphabetical order in column I, a reference to

Public Service Staffing Tribunal

Tribunal de la dotation de la fonction publique

and a corresponding reference in column II to the “President of the Queen’s Privy Council for Canada”.

Loi sur la gestion des finances publiques

247. L'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, dans la colonne I, de ce qui suit :

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Public Service Staffing Tribunal

ainsi que de la mention « Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada » placée, dans la colonne II, en regard de ce secteur.

L.R., ch. F-11

R.S., c. P-21

Privacy Act

248. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Public Service Staffing Tribunal

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Loi sur la protection des renseignements personnels

248. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Public Service Staffing Tribunal

L.R., ch. P-21

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

249. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Public Service Staffing Tribunal

Tribunal de la dotation de la fonction publique

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

250. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Public Service Staffing Tribunal

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

249. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Public Service Staffing Tribunal

L.R., ch. P-35

Loi sur la pension de la fonction publique

250. La partie 1 de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Public Service Staffing Tribunal

L.R., ch. P-36

DIVISION 3

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS ARISING FROM THE AMENDMENTS TO THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT ACT IN PART 4

SECTION 3

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES DÉCOULANT DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE CENTRE CANADIEN DE GESTION À LA PARTIE 4

R.S., c. A-1

Access to Information Act

251. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canadian Centre for Management Development

Centre canadien de gestion

252. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canada School of Public Service

École de la fonction publique du Canada

1991, c. 16,
s. 21**Loi sur l'accès à l'information**

251. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Centre canadien de gestion

Canadian Centre for Management Development

252. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

École de la fonction publique du Canada

Canada School of Public Service

L.R., ch. A-1

1991, ch. 16,
art. 21

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

253. Schedule II to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Canadian Centre for Management Development

Centre canadien de gestion

1991, c. 16,
s. 22**Loi sur la gestion des finances publiques**

253. L'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Centre canadien de gestion

Canadian Centre for Management Development

L.R., ch. F-11

1991, ch. 16,
art. 22

254. Schedule II to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada School of Public Service

École de la fonction publique du Canada

254. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

École de la fonction publique du Canada

Canada School of Public Service

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

1991, c. 16,
s. 23

255. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canadian Centre for Management Development

Centre canadien de gestion

255. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Centre canadien de gestion

Canadian Centre for Management Development

1991, ch. 16,
art. 23

256. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canada School of Public Service

École de la fonction publique du Canada

256. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

École de la fonction publique du Canada

Canada School of Public Service

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

1991, c. 16,
s. 24

257. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Canadian Centre for Management Development

Centre canadien de gestion

257. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Centre canadien de gestion

Canadian Centre for Management Development

1991, ch. 16,
art. 24

258. Part I of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada School of Public Service

École de la fonction publique du Canada

258. La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

École de la fonction publique du Canada

Canada School of Public Service

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

1991, c. 16,
s. 25

259. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by striking out the following:

Canadian Centre for Management Development

Centre canadien de gestion

259. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Centre canadien de gestion

Canadian Centre for Management Development

1991, ch. 16,
art. 25

260. Part I of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada School of Public Service

École de la fonction publique du Canada

260. La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

École de la fonction publique du Canada

Canada School of Public Service

R.S., c. R-8

Revolving Funds Act

Loi sur les fonds renouvelables

L.R., ch. R-8

2002, c. 5,
Sch. 1 (PSC),
vote 121b

261. Section 7 of the *Revolving Funds Act* is repealed.

261. L'article 7 de la *Loi sur les fonds renouvelables* est abrogé.

2002, ch. 5,
ann. 1 (CFP),
crédit 121b

PART 7

PARTIE 7

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Public Service Modernization Act

Loi sur la modernisation de la fonction publique

262. If section 14 of the *Courts Administration Services Act* (the "other Act") comes into force before the day on which section 167 of this Act comes into force, then on the later of the day on which this Act receives Royal Assent and the day on which section 14 of the other Act comes into force, section 167 of this Act and the heading before it are replaced by the following:

262. Si l'article 14 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* (appelée « autre loi » au présent article) entre en vigueur avant l'article 167 de la présente loi, alors, à la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 14 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 167 de la présente loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

R.S., c. F-7;
2002, c. 7,
s. 14

Federal Courts Act

Loi sur les Cours fédérales

L.R., ch. F-7;
2002, ch. 7,
art. 14

1990, c. 8, s. 8

167. Paragraph 28(1)(i) of the English version of the *Federal Courts Act* is replaced by the following:

167. L'alinéa 28(1)i) de la version anglaise de la *Loi sur les Cours fédérales* est remplacé par ce qui suit :

(i) the Public Service Labour Relations Board established by the *Public Service Labour Relations Act*;

(i) the Public Service Labour Relations Board established by the *Public Service Labour Relations Act*;

263. If section 14 of the *Courts Administration Services Act* (the "other Act") comes into force before paragraph 225(w) of this Act, then on the later of the day on which this Act receives Royal Assent and the day on which section 14 of the other Act comes into force, paragraph 225(w) of this Act is replaced by the following:

263. Si l'article 14 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* (appelée « autre loi » au présent article) entre en vigueur avant l'alinéa 225w) de la présente loi, alors, à la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 14 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 225w) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

(w) subsection 12(5) of the *Federal Courts Act*;

w) le paragraphe 12(5) de la *Loi sur les Cours fédérales*;

264. On the later of the coming into force of section 109 of the *Courts Administration Services Act* and subsection 11(1) of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 8 of this Act,

(a) paragraphs (b) and (c) of the definition “deputy head” in subsection 11(1) of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 8 of this Act, are replaced by the following:

(b) in relation to any portion of the federal public administration named in Schedule IV, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, its statutory deputy head or, if there is neither, the person who occupies the position designated under subsection (2) in respect of that portion;

(c) in relation to a separate agency, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, its statutory deputy head or, if there is neither, the person who occupies the position designated under subsection (2) in respect of that separate agency; and

(b) subsection 11(1) of the *Financial Administration Act*, as enacted by section 8 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order:

“statutory deputy head” means any officer who, by any Act of Parliament, is or is deemed to be a deputy head or who has, or is deemed to have, the rank of a deputy head.

“statutory deputy head”
« administrateur général au titre de la loi »

265. If subsection 2(1) of the *Transportation Appeal Tribunal of Canada Act* comes into force before the day on which the section 11 of this Act comes into force, then, on the day on which section 11 of this Act comes into force, Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended by

(a) striking out the following:

264. À l’entrée en vigueur de l’article 109 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* ou à celle du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dans sa version édictée par l’article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir :

a) les alinéas b) et c) de la définition de « administrateur général », au paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dans sa version édictée par l’article 8 de la présente loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) à l’égard de tout secteur de l’administration publique fédérale figurant à l’annexe IV, de son premier dirigeant ou, à défaut, de son administrateur général au titre de la loi ou, à défaut de l’un et l’autre, du titulaire du poste désigné en vertu du paragraphe (2) à l’égard de ce secteur;

c) à l’égard de tout organisme distinct, de son premier dirigeant ou, à défaut, de son administrateur général au titre de la loi ou, à défaut de l’un et l’autre, du titulaire du poste désigné en vertu du paragraphe (2) à l’égard de cet organisme;

b) le paragraphe 11(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dans sa version édictée par l’article 8 de la présente loi, est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« administrateur général au titre de la loi »
Toute personne qui, au titre d’une loi fédérale, est ou est réputée être administrateur général ou en a ou est réputée en avoir le rang ou le statut.

« administrateur général au titre de la loi »
“statutory deputy head”

265. Si le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal d’appel des transports du Canada* entre en vigueur avant l’article 11 de la présente loi, alors, à la date d’entrée en vigueur de l’article 11 de la présente loi, l’annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée :

a) par suppression de ce qui suit :

Civil Aviation Tribunal

Tribunal de l'aviation civile

(b) adding the following in alphabetical order:

Transportation Appeal Tribunal of Canada

Tribunal d'appel des transports du Canada

266. If section 11 of this Act comes into force before the day on which subsection 2(1) of the *Transportation Appeal Tribunal of Canada Act* (the “other Act”) comes into force, then, on the day on which subsection 2(1) of the other Act comes into force

(a) Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Civil Aviation Tribunal

Tribunal de l'aviation civile

(b) Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Transportation Appeal Tribunal of Canada

Tribunal d'appel des transports du Canada

(c) the heading before section 62 and sections 62 and 63 of the other Act are repealed.

267. If section 3 of the *Courts Administration Service Act* comes into force before the day on which the section 11 of this Act comes into force, then, on the day on which section 11 of this Act comes into force, Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended

(a) by striking out the following:

Staff of the Federal Court

Personnel de la Cour fédérale

Tax Court of Canada

Cour canadienne de l'impôt

(b) by adding the following in alphabetical order:

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

Tribunal de l'aviation civile

Civil Aviation Tribunal

b) par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Tribunal d'appel des transports du Canada

Transportation Appeal Tribunal of Canada

266. Si l'article 11 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada* (appelée « autre loi » au présent article), alors, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe :

a) l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Tribunal de l'aviation civile

Civil Aviation Tribunal

b) l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Tribunal d'appel des transports du Canada

Transportation Appeal Tribunal of Canada

c) l'intertitre précédant l'article 62 et les articles 62 et 63 de l'autre loi sont abrogés.

267. Si l'article 3 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* entre en vigueur avant l'article 11 de la présente loi, alors, à la date d'entrée en vigueur de l'article 11 de la présente loi, l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée :

a) par suppression de ce qui suit :

Cour canadienne de l'impôt

Tax Court of Canada

Personnel de la Cour fédérale

Staff of the Federal Court

b) par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Service administratif des tribunaux judiciaires

Courts Administration Service

268. If section 11 of this Act comes into force before the day on which section 3 of the *Courts Administration Service Act* (the “other Act”) comes into force, then, on the day on which section 3 of the other Act comes into force,

(a) Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Staff of the Federal Court

Personnel de la Cour fédérale

Tax Court of Canada

Cour canadienne de l'impôt

(b) Schedule IV to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

(c) sections 166 and 167 of the other Act are repealed.

268. Si l'article 11 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 3 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* (appelée « autre loi » au présent article), alors, à la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de l'autre loi :

a) l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Cour canadienne de l'impôt

Tax Court of Canada

Personnel de la Cour fédérale

Staff of the Federal Court

b) l'annexe IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Service administratif des tribunaux judiciaires

Courts Administration Service

c) les articles 166 et 167 de l'autre loi sont abrogés.

R.S., c. P-33

Public Service Employment Act

269. If section 164 of the *Courts Administration Services Act* comes into force before the day on which the definition “public service” in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, comes into force, then, on the later of the coming into force of section 164 of the *Courts Administration Services Act* and section 198 of this Act, section 21.1 of the *Public Service Employment Act*, being chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is replaced by the following:

21.1 Despite the *Federal Courts Act*, an application to the Federal Court for relief under section 18 or 18.1 of that Act against a decision of a board established under subsection 21(1) or (1.1) shall be transferred to the Federal Court of Appeal if the parties to the application so agree or if the Federal Court of Appeal, on application by any of those parties, so orders on the basis that the sound adminis-

Appeal to
Federal Court
of Appeal

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

269. Si l'article 164 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* entre en vigueur avant la définition de « fonction publique » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, alors, à l'entrée en vigueur de l'article 164 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* ou à celle de l'article 198 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 21.1 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985), est remplacé par ce qui suit :

21.1 Malgré la *Loi sur les Cours fédérales*, une demande de réparation présentée, en vertu des articles 18 ou 18.1 de cette loi, à la Cour fédérale contre une décision du comité visé aux paragraphes 21(1) ou (1.1) est renvoyée à la Cour d'appel fédérale soit sur consentement des parties, soit, à la demande de l'une d'elles, sur ordonnance de celle-ci rendue au motif que le délai nécessaire à l'instruction de la

L.R., ch. P-33

Appel à la
Cour fédérale

tration of that part of the public service over which the deputy head concerned has jurisdiction would be unduly prejudiced by delay if the matter were heard and determined by the Federal Court and subject to an appeal to the Federal Court of Appeal.

270. On the later of the coming into force of section 17 of this Act and section 10 of the Yukon Act, being chapter 7 of the Statutes of Canada, 2002, the definition “territorial election” in subsection 32(1) of the Public Service Employment Act, being chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, as enacted by section 17 of this Act, is replaced by the following:

“territorial election” means an election to the Council of the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Yukon or of Nunavut.

“territorial election”
« *élection territoriale* »

Section 12 of this Act

Public Service Employment Act

271. On the later of the coming into force of section 109 of the Courts Administration Services Act and subsection 2(1) of the Public Service Employment Act, as enacted by section 12 of this Act,

(a) paragraph (c) of the definition “deputy head” in subsection 2(1) of the Public Service Employment Act, as enacted by section 12 of this Act, is replaced by the following:

(c) in relation to any organization named in Schedule IV or V to the *Financial Administration Act* to which the Commission has the exclusive authority to make appointments, its chief executive officer or, if there is no chief executive officer, its statutory deputy head or, if there is neither, the person designated by the Governor in Council as its deputy head for the purposes of this Act.

(b) subsection 2(1) of the Public Service Employment Act, as enacted by section 12 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order:

“statutory deputy head” means any officer who, by any Act of Parliament, is or is

“statutory deputy head”
« *administrateur général au titre de la loi* »

demande devant la Cour fédérale et la Cour d’appel fédérale serait préjudiciable à la bonne administration de la partie de la fonction publique qui relève de la compétence de l’administrateur général en cause.

270. À l’entrée en vigueur de l’article 17 de la présente loi ou à celle de l’article 10 de la Loi sur le Yukon, chapitre 7 des Lois du Canada (2002), la dernière en date étant à retenir, la définition de « *élection territoriale* » au paragraphe 32(1) de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985), dans sa version édictée par l’article 17 de la présente loi, est remplacée par ce qui suit :

« *élection territoriale* » Élection au Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou à l’Assemblée législative du Yukon ou à celle du Nunavut.

« *élection territoriale* »
“*territorial election*”

Loi sur l’emploi dans la fonction publique

Article 12 de la présente loi

271. À l’entrée en vigueur de l’article 109 de la Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires ou à celle du paragraphe 2(1) de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique, dans sa version édictée par l’article 12 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir :

a) l’alinéa c) de la définition de « *administrateur général* » au paragraphe 2(1) de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique, dans sa version édictée par l’article 12 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

c) dans toute administration figurant aux annexes IV ou V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et dans laquelle les nominations relèvent exclusivement de la Commission, du premier dirigeant de cette administration ou, à défaut, de son administrateur général au titre de la loi ou, à défaut de l’un et l’autre, de la personne que le gouverneur en conseil désigne à ce titre pour l’application de la présente loi.

b) le paragraphe 2(1) de la Loi sur l’emploi dans la fonction publique, dans

deemed to be a deputy head or who has, or is deemed to have, the rank of a deputy head.

sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« administrateur général au titre de la loi »
Toute personne qui, au titre d'une loi fédérale, est ou est réputée être administrateur général ou en a ou est réputée en avoir le rang ou le statut.

« administrateur général au titre de la loi »
“statutory deputy head”

272. On the later of the day on which this Act receives Royal Assent and the day on which section 10 of the *Yukon Act*, being chapter 7 of the Statutes of Canada, 2002, comes into force, the definition “territorial election” in subsection 111(1) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, is replaced by the following:

“territorial election” means an election to the Council of the Northwest Territories or the Legislative Assembly of Yukon or of Nunavut.

272. À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 10 de la *Loi sur le Yukon*, chapitre 7 des Lois du Canada (2002), la dernière en date étant à retenir, la définition de « élection territoriale » au paragraphe 111(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, est remplacée par ce qui suit :

« élection territoriale » Élection au Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou à l'Assemblée législative du Yukon ou à celle du Nunavut.

« élection territoriale »
“territorial election”

“territorial election”
« élection territoriale »

Section 2 of this Act

Public Service Labour Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Article 2 de la présente loi

273. On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 17 of the *Yukon Act*, being chapter 7 of the Statutes of Canada, 2002, comes into force, subsection 18(2) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, is replaced by the following:

(2) Despite paragraph (1)(b), a person is not ineligible to hold office as a member by reason only of holding office as a member of any board that may be constituted by the Commissioner in Council of the Northwest Territories or the Legislature of Yukon or the Legislature for Nunavut with powers and functions similar to those of the Board.

273. À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 17 de la *Loi sur le Yukon*, chapitre 7 des Lois du Canada (2002), la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 18(2) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré l'alinéa (1)b), le seul fait d'être membre d'un organisme ou d'une commission constitué par le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest ou par la Législature du Yukon ou celle du Nunavut, et d'être doté de pouvoirs et fonctions semblables à ceux de la Commission n'est pas incompatible avec la charge de commissaire.

Compatibilité

Exception

274. On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 14 of the *Courts Administration Service Act* comes into force, subsection 51(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, is replaced by the following:

274. À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 14 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 51(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

Orders not to
be reviewed
by court

51. (1) Subject to this Part, every order or decision of the Board is final and may not be questioned or reviewed in any court, except in accordance with the *Federal Courts Act* on the grounds referred to in paragraph 18.1(4)(a), (b) or (e) of that Act.

275. On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 16 of the *Courts Administration Service Act* comes into force, paragraph 59(1)(a) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, is replaced by the following:

(a) the position is confidential to the Governor General, a Minister of the Crown, a judge of the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, or a deputy head;

51. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les ordonnances et les décisions de la Commission sont définitives et ne sont susceptibles de contestation ou de révision par voie judiciaire qu'en conformité avec la *Loi sur les Cours fédérales* et pour les motifs visés aux alinéas 18.1(4)a), b) ou e) de cette loi.

275. À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 16 de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 59(1)a) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

a) poste de confiance occupé auprès du gouverneur général, d'un ministre fédéral, d'un juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'un administrateur général;

Impossibilité
de révision
par un
tribunal

2002, c. 7

Yukon Act

276. If section 17 of this Act comes into force before section 1 of the *Yukon Act* (the "other Act"), being chapter 7 of the Statutes of Canada, 2002, then, on the day on which section 17 of this Act comes into force, the heading before section 229 and sections 229 and 230 of the other Act are repealed.

Bill C-2

277. If Bill C-2, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Yukon Environmental and Socio-economic Assessment Act* (the "other Act"), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of subsection 14(3) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 14(3) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Loi sur le Yukon

276. Si l'article 17 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 1 de la *Loi sur le Yukon*, chapitre 7 des Lois du Canada (2002), alors, à la date d'entrée en vigueur de l'article 17 de la présente loi, l'intertitre précédant l'article 229 et les articles 229 et 230 de la *Loi sur le Yukon*, chapitre 7 des Lois du Canada (2002), sont abrogés.

Projet de loi C-2

277. En cas de sanction du projet de loi C-2, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon* (appelé « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur du paragraphe 14(3) de l'autre loi ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 14(3) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 7

Benefits

(3) The members of the Board and its employees are deemed to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) The members of the Board and its employees are deemed to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Benefits

Bill C-6

278. (1) Subsections (2) to (9) apply if Bill C-6, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Specific Claims Resolution Act* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the coming into force of subsection 8(7) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 8(7) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Compensation

(7) The Chief Executive Officer is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) On the later of the coming into force of section 10 of the other Act and the coming into force of the definition “separate agency” in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, section 10 of the other Act and the heading before it are replaced by the following:

Human Resources Management

10. The Centre is a separate agency under the *Public Service Labour Relations Act*.

Separate agency

(4) On the later of the coming into force of subsection 13(1) of the other Act and the coming into force of section 35 of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, subsection 13(1) of the other Act is replaced by the following:

Projet de loi C-6

278. (1) Les paragraphes (2) à (9) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-6, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur le règlement des revendications particulières* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l’entrée en vigueur du paragraphe 8(7) de l’autre loi ou à celle de l’article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 8(7) de la version anglaise de l’autre loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation

(7) The Chief Executive Officer is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) À l’entrée en vigueur de l’article 10 de l’autre loi ou à celle de la définition de « organisme distinct » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l’article 2 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l’article 10 de l’autre loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Ressources humaines

10. Le Centre est un organisme distinct pour l’application de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Organisme distinct

(4) À l’entrée en vigueur du paragraphe 13(1) de l’autre loi ou à celle de l’article 35 de la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l’article 12 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 13(1) de l’autre loi est remplacé par ce qui suit :

Mobility to departments

13. (1) For the purpose of deployments or appointments made, or advertised internal appointment processes held, under the *Public Service Employment Act*, employees of the Centre must be treated as if they were employees within the meaning of the *Public Service Employment Act* and had the rights of recourse provided by that Act.

13. (1) En ce qui a trait aux processus de nomination interne annoncés, aux mutations et aux nominations prévus par la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les employés du Centre sont traités comme s'ils étaient des fonctionnaires au sens de cette loi et peuvent se prévaloir à cet égard des recours qui y sont prévus.

Dotation au sein de la fonction publique

(5) On the later of the coming into force of section 15 of the other Act and the coming into force of section 111 of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, section 15 of the other Act is replaced by the following:

(5) À l'entrée en vigueur de l'article 15 de l'autre loi ou à celle de l'article 111 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 15 de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Political activities

15. Part 7 of the *Public Service Employment Act* applies to the Chief Executive Officer, commissioners, adjudicators and employees of the Centre as if the Chief Executive Officer, commissioners and adjudicators were deputy heads, and the employees were employees, as defined in subsection 2(1) of that Act.

15. La partie 7 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique au premier dirigeant, aux membres de la Commission, aux membres du Tribunal et aux employés du Centre comme si le premier dirigeant, les membres de la Commission et les membres du Tribunal étaient des administrateurs généraux et les employés, des fonctionnaires, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Activités politiques

(6) On the later of the coming into force of subsection 21(4) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 21(4) of the English version of the other Act is replaced by the following:

(6) À l'entrée en vigueur du paragraphe 21(4) de l'autre loi ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 21(4) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation

(4) Commissioners are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(4) Commissioners are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Compensation

(7) On the later of the coming into force of subsection 42(4) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 42(4) of the English version of the other Act is replaced by the following:

(7) À l'entrée en vigueur du paragraphe 42(4) de l'autre loi ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 42(4) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation

(4) Adjudicators are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(4) Adjudicators are deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

Compensation

(8) If section 82 of the other Act is not in force on the day on which section 11 of this Act comes into force, then, on that day,

(a) the other Act is amended by adding the following after section 80:

80.1 Schedule V to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims

Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des premières nations

(b) section 82 of the other Act and the heading before it are repealed.

(9) If section 11 of this Act is not in force on the day on which section 82 of the other Act comes into force, then, on that day, Schedule V to the *Financial Administration Act*, as enacted by section 11 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims

Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des premières nations

Bill C-12

279. If Bill C-12, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Physical Activity and Sport Act* (the “other Act”), receives royal assent, then, on the later of the day on which section 26 of the other Act comes into force and the day on which the definition “public service” in subsection 2(1) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, comes into force, section 26 of the English version of the other Act is replaced by the following:

(8) Si l'article 82 de l'autre loi n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de l'article 11 de la présente loi, à la date de cette entrée en vigueur :

a) l'autre loi est modifiée par adjonction, après l'article 80, de ce qui suit :

80.1 L'annexe V de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des premières nations

Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims

b) l'article 82 de l'autre loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

(9) Si l'article 11 de la présente loi n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de l'article 82 de l'autre loi, à la date de cette entrée en vigueur, l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, édictée par l'article 11 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des premières nations

Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims

Projet de loi C-12

279. En cas de sanction du projet de loi C-12, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur l'activité physique et le sport* (appelé « autre loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de la définition de « fonction publique », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, ou à celle de l'article 26 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 26 de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Status

26. Directors, officers and employees of the Centre are deemed not to be employees of the federal public administration and, for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, are deemed not to be employed in the public service.

26. Directors, officers and employees of the Centre are deemed not to be employees of the federal public administration and, for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, are deemed not to be employed in the public service.

Status

Bill C-13

280. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-13, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Assisted Human Reproduction Act* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the coming into force of section 29 of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, paragraph 29(b) of the English version of the other Act is replaced by the following:

(b) is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*; and

(3) If section 76 of the other Act is not in force on the day on which section 11 of this Act comes into force, then, on that day,

(a) the other Act is amended by adding the following after section 74:

74.1 Schedule V to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Assisted Human Reproduction Agency of Canada

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

(b) section 76 of the other Act and the heading before it are repealed.

(4) If section 11 of this Act is not in force on the day on which section 76 of the other Act comes into force, then, on that day, Schedule V to the *Financial Administration Act*, as enacted by section 11 of this Act, is amended by adding the following in alphabetical order:

Projet de loi C-13

280. (1) Les paragraphes (2) à (4) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-13, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur la procréation assistée* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l’entrée en vigueur de l’article 29 de l’autre loi ou à celle de l’article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l’alinéa 29b) de la version anglaise de l’autre loi est remplacé par ce qui suit :

(b) is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and the regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*; and

(3) Si l’article 76 de l’autre loi n’est pas en vigueur à l’entrée en vigueur de l’article 11 de la présente loi, à la date de cette entrée en vigueur :

a) l’autre loi est modifiée par adjonction, après l’article 74, de ce qui suit :

74.1 L’annexe V de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Assisted Human Reproduction Agency of Canada

b) l’article 76 de l’autre loi et l’intertitre le précédant sont abrogés.

(4) Si l’article 11 de la présente loi n’est pas en vigueur à l’entrée en vigueur de l’article 76 de l’autre loi, à la date de cette entrée en vigueur, l’annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, édictée par l’article 11 de la présente loi, est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

Assisted Human Reproduction Agency of Canada
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée
Assisted Human Reproduction Agency of Canada

Bill C-17

281. If Bill C-17, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Public Safety Act, 2002* (the “other Act”), receives royal assent, then, on the later of the coming into force of section 17 of the *Biological and Toxin Weapons Convention Implementation Act*, as enacted by section 106 of the other Act, and the coming into force of section 8 of this Act, paragraphs 17(a) and (b) of the English version of the *Biological and Toxin Weapons Convention Implementation Act* are replaced by the following:

(a) provide such information, at such times and in such form, as may be specified by the regulations, to the responsible authority or to any other portion of the federal public administration specified by the regulations; and

(b) keep and maintain in Canada the documents specified by the regulations, at the person’s place of business or at such other place as may be designated by the Minister, in the manner and for the period that is specified by the regulations and, on request by the Minister or the responsible authority, provide the documents to the responsible authority or to any other portion of the federal public administration specified by the regulations.

Bill C-18

282. (1) Subsections (2) to (10) apply if Bill C-18, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *Citizenship of Canada Act* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the coming into force of subsection 7(3) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 7(3) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Projet de loi C-17

281. En cas de sanction du projet de loi C-17, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2002 sur la sécurité publique* (appelé « autre loi » au présent article), à l’entrée en vigueur de l’article 17 de la *Loi de mise en oeuvre de la convention sur les armes biologiques ou à toxines*, dans sa version édictée par l’article 106 de l’autre loi, ou à celle de l’article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 17a) et b) de la version anglaise de la *Loi de mise en oeuvre de la convention sur les armes biologiques ou à toxines* sont remplacés par ce qui suit :

(a) provide such information, at such times and in such form, as may be specified by the regulations, to the responsible authority or to any other portion of the federal public administration specified by the regulations; and

(b) keep and maintain in Canada the documents specified by the regulations, at the person’s place of business or at such other place as may be designated by the Minister, in the manner and for the period that is specified by the regulations and, on request by the Minister or the responsible authority, provide the documents to the responsible authority or to any other portion of the federal public administration specified by the regulations.

Projet de loi C-18

282. (1) Les paragraphes (2) à (10) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-18, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur la citoyenneté au Canada* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l’entrée en vigueur du paragraphe 7(3) de l’autre loi ou à celle de l’article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 7(3) de la version

Treated as
present in
Canada

(3) For the purposes of paragraph (1)(b), a day on which an applicant for citizenship was a permanent resident residing with their spouse or common-law partner who was a citizen engaged, other than as a locally engaged person, for service or employment outside Canada in or with the Canadian Forces or the federal public administration or the public service of a province is to be treated as a day on which the applicant was physically present in Canada.

(3) On the later of the coming into force of subsection 19(2) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 19(2) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Treated as
present in
Canada

(2) For the purposes of paragraph (1)(b), a day on which an applicant for citizenship was a permanent resident residing with their spouse or common-law partner who was a citizen engaged, other than as a locally engaged person, for service or employment outside Canada in or with the Canadian Forces or the federal public administration or the public service of a province is to be treated as a day on which the applicant was physically present in Canada.

(4) On the later of the coming into force of subsection 31(5) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 31(5) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Compensation

(5) A Citizenship Commissioner is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(5) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, paragraph 18(1)(a) of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by

anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

(3) For the purposes of paragraph (1)(b), a day on which an applicant for citizenship was a permanent resident residing with their spouse or common-law partner who was a citizen engaged, other than as a locally engaged person, for service or employment outside Canada in or with the Canadian Forces or the federal public administration or the public service of a province is to be treated as a day on which the applicant was physically present in Canada.

(3) À l'entrée en vigueur du paragraphe 19(2) de l'autre loi ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 19(2) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Treated as
present in
Canada

(2) For the purposes of paragraph (1)(b), a day on which an applicant for citizenship was a permanent resident residing with their spouse or common-law partner who was a citizen engaged, other than as a locally engaged person, for service or employment outside Canada in or with the Canadian Forces or the federal public administration or the public service of a province is to be treated as a day on which the applicant was physically present in Canada.

(4) À l'entrée en vigueur du paragraphe 31(5) de l'autre loi ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 31(5) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Treated as
present in
Canada

(5) A Citizenship Commissioner is deemed to be an employee for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(5) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 18(1)(a) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans sa

Compensation

section 2 of this Act, is replaced by the following:

(a) be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship of Canada Act* or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

(6) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, subsection 4(2) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, is replaced by the following:

(2) In order to be eligible to hold office as a Commissioner, a person must be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship of Canada Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(7) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, paragraph 39(1)(c) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, is replaced by the following:

(c) a Canadian citizen, within the meaning of the *Citizenship of Canada Act*, in any case where a person who is not a Canadian citizen is also a candidate.

(8) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, paragraph 88(3)(a) of the *Public Service Employment Act*, as enacted by section 12 of this Act, is replaced by the following:

(a) be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship of Canada Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*; and

(9) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, subsection 3(2) of the *Public Service Employment Act*, chapter P-33 of the Re-

version édictée par l'article 2 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

a) être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada* ou résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

(6) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 4(2) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

(2) Il faut, pour être commissaire, être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

(7) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 39(1)(c) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

c) les citoyens canadiens au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada*, dans les cas où une personne qui n'est pas citoyen canadien est aussi candidat.

(8) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 88(3)(a) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans sa version édictée par l'article 12 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

a) être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

(9) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 3(2) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois

Eligibility

Conditions

vised Statutes of Canada, 1985, as enacted by section 14 of this Act, is replaced by the following:

Eligibility

(2) In order to be eligible to hold office as a Commissioner, a person must be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship of Canada Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

(10) On the later of the day on which this Act receives royal assent and the day on which section 1 of the other Act comes into force, paragraph 49(2)(a) of the *Public Service Employment Act*, chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, as enacted by section 19 of this Act, is replaced by the following:

(a) be a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship of Canada Act* or a permanent resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*; and

Bill C-19

283. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-19, introduced in the 2nd Session of the 37th Parliament and entitled the *First Nations Fiscal and Statistical Management Act* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) On the later of the coming into force of subsection 58(1) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 58(1) of the English version of the other Act is replaced by the following:

58. (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

(3) On the later of the coming into force of subsection 113(1) of the other Act and the coming into force of section 8 of this Act, subsection 113(1) of the English version of the other Act is replaced by the following:

Not agent of Her Majesty

révisées du Canada (1985), dans sa version édictée par l'article 14 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

(2) Il faut, pour être commissaire, être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

(10) À la sanction de la présente loi ou à l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 49(2)a) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985), dans sa version édictée par l'article 19 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :

a) être citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté au Canada* ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

Projet de loi C-19

283. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-19, déposé au cours de la 2^e session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À l'entrée en vigueur du paragraphe 58(1) de l'autre loi, ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 58(1) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

58. (1) The Authority is not an agent of Her Majesty or a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and employees are not part of the federal public administration.

(3) À l'entrée en vigueur du paragraphe 113(1) de l'autre loi, ou à celle de l'article 8 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 113(1) de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

Conditions

Not agent of Her Majesty

Exclusion
from federal
public
administration

113. (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

113. (1) The officers and employees of an institution are not part of the federal public administration.

Exclusion
from federal
public
administration

PART 8

PARTIE 8

REPEALS

ABROGATIONS

284. The *Public Service Employment Act*, being chapter P-33 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or any of its provisions, is repealed on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

284. Les dispositions de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, chapitre P-33 des Lois révisées du Canada (1985), sont abrogées à la date ou aux dates fixées par décret.

285. The *Public Service Staff Relations Act*, being chapter P-35 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or any of its provisions, is repealed on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

285. Les dispositions de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, chapitre P-35 des Lois révisées du Canada (1985), sont abrogées à la date ou aux dates fixées par décret.

PART 9

PARTIE 9

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

286. (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Act, other than sections 1 and 262 to 285, or the provisions of any Act enacted by this Act, come into force on a day or days fixed by order of the Governor in Council.

286. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 1 et 262 à 285, ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

Part 2 of the
*Public Service
Labour
Relations Act*

(2) Part 2 of the *Public Service Labour Relations Act*, as enacted by section 2 of this Act, or any provision of that Part, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council, made on the recommendation of the Minister, within the meaning of subsection 2(1) of that Act, after consultation with the Chairperson of the Public Service Labour Relations Board appointed under section 12 of that Act.

(2) Les dispositions de la partie 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'article 2 de la présente loi, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret pris sur recommandation du ministre, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi, après consultation du président de la Commission des relations de travail dans la fonction publique nommé conformément à l'article 12 de cette loi.

Partie 2 de la
*Loi sur les
relations de
travail dans
la fonction
publique*

SCHEDULE 1
(*Section 11*)

SCHEDULE IV
(*Sections 3 and 11*)

PORTIONS OF THE CORE PUBLIC ADMINISTRATION

Atlantic Canada Opportunities Agency
Agence de promotion économique du Canada atlantique

Canada Industrial Relations Board
Conseil canadien des relations industrielles

Canada School of Public Service
École de la fonction public du Canada

Canadian Artists and Producers Professional Relations Tribunal
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Canadian Dairy Commission
Commission canadienne du lait

Canadian Environmental Assessment Agency
Agence canadienne d'évaluation environnementale

Canadian Forces Grievance Board
Comité des griefs des Forces canadiennes

Canadian Grain Commission
Commission canadienne des grains

Canadian Human Rights Commission
Commission canadienne des droits de la personne

Canadian Human Rights Tribunal
Tribunal canadien des droits de la personne

Canadian Intergovernmental Conference Secretariat
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Canadian International Development Agency
Agence canadienne de développement international

Canadian International Trade Tribunal
Tribunal canadien du commerce extérieur

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Space Agency
Agence spatiale canadienne

Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

ANNEXE 1
(*article 11*)

ANNEXE IV
(*articles 3 et 11*)

SECTEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
CENTRALE

Administration du rétablissement agricole des Prairies
Prairie Farm Rehabilitation Administration

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

Agence canadienne d'évaluation environnementale
Canadian Environmental Assessment Agency

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Atlantic Canada Opportunities Agency

Agence spatiale canadienne
Canadian Space Agency

Archives nationales du Canada
National Archives of Canada

Bibliothèque nationale
National Library

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme
Office of the Co-ordinator, Status of Women

Bureau de l'infrastructure du Canada
Office of Infrastructure of Canada

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones
Office of Indian Residential Schools Resolution of Canada

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale
Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs

Bureau du Conseil privé
Privy Council Office

Bureau du directeur général des élections
Office of the Chief Electoral Officer

Bureau du surintendant des faillites
Office of the Superintendent of Bankruptcy

Comité des griefs des Forces canadiennes
Canadian Forces Grievance Board

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee

Canadian Transportation Agency <i>Office des transports du Canada</i>	Commissariat aux langues officielles <i>Office of the Commissioner of Official Languages</i>
Civil Aviation Tribunal <i>Tribunal de l'aviation civile</i>	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada <i>Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada</i>
Communication Canada <i>Communication Canada</i>	Commission canadienne des droits de la personne <i>Canadian Human Rights Commission</i>
Competition Tribunal <i>Tribunal de la concurrence</i>	Commission canadienne des grains <i>Canadian Grain Commission</i>
Copyright Board <i>Commission du droit d'auteur</i>	Commission canadienne du lait <i>Canadian Dairy Commission</i>
Correctional Service of Canada <i>Service correctionnel du Canada</i>	Commission de la fonction publique <i>Public Service Commission</i>
Director of Soldier Settlement <i>Directeur de l'établissement de soldats</i>	Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i>
The Director, The Veterans' Land Act <i>Directeur des terres destinées aux anciens combattants</i>	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada <i>Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission</i>
Energy Supplies Allocation Board <i>Office de répartition des approvisionnements d'énergie</i>	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire <i>Military Police Complaints Commission</i>
Hazardous Materials Information Review Commission <i>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i>	Commission du droit d'auteur <i>Copyright Board</i>
Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>	Commission du droit du Canada <i>Law Commission of Canada</i>
International Joint Commission (Canadian Section) <i>Commission mixte internationale (section canadienne)</i>	Commission mixte internationale (section canadienne) <i>International Joint Commission (Canadian Section)</i>
Law Commission of Canada <i>Commission du droit du Canada</i>	Commission nationale des libérations conditionnelles <i>National Parole Board</i>
Military Police Complaints Commission <i>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</i>	Communication Canada <i>Communication Canada</i>
NAFTA Secretariat — Canadian Section <i>Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne</i>	Conseil canadien des relations industrielles <i>Canada Industrial Relations Board</i>
National Archives of Canada <i>Archives nationales du Canada</i>	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses <i>Hazardous Materials Information Review Commission</i>
National Farm Products Council <i>Conseil national des produits agricoles</i>	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes <i>Canadian Radio-television and Telecommunications Commission</i>
National Library <i>Bibliothèque nationale</i>	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés <i>Patented Medicine Prices Review Board</i>
National Parole Board <i>Commission nationale des libérations conditionnelles</i>	
Office of Indian Residential Schools Resolution of Canada <i>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones</i>	

Office of Infrastructure of Canada <i>Bureau de l'infrastructure du Canada</i>	Conseil national des produits agricoles <i>National Farm Products Council</i>
Office of the Chief Electoral Officer <i>Bureau du directeur général des élections</i>	Cour canadienne de l'impôt <i>Tax Court of Canada</i>
Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs <i>Bureau du commissaire à la magistrature fédérale</i>	Directeur de l'établissement de soldats <i>Director of Soldier Settlement</i>
Office of the Commissioner of Official Languages <i>Commissariat aux langues officielles</i>	Directeur des terres destinées aux anciens combattants <i>The Director, The Veterans' Land Act</i>
Office of the Co-ordinator, Status of Women <i>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme</i>	École de la fonction publique du Canada <i>Canada School of Public Service</i>
Office of the Governor-General's Secretary <i>Secrétariat du gouverneur général</i>	Gendarmerie royale du Canada <i>Royal Canadian Mounted Police</i>
Office of the Superintendent of Bankruptcy <i>Bureau du surintendant des faillites</i>	Office de répartition des approvisionnements d'énergie <i>Energy Supplies Allocation Board</i>
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada <i>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</i>	Office des transports du Canada <i>Canadian Transportation Agency</i>
Patented Medicine Prices Review Board <i>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</i>	Personnel de la Cour fédérale <i>Staff of the Federal Court</i>
Prairie Farm Rehabilitation Administration <i>Administration du rétablissement agricole des Prairies</i>	Personnel de la Cour suprême <i>Staff of the Supreme Court</i>
Privy Council Office <i>Bureau du Conseil privé</i>	Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne <i>NAFTA Secretariat — Canadian Section</i>
Public Service Commission <i>Commission de la fonction publique</i>	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes <i>Canadian Intergovernmental Conference Secretariat</i>
Public Service Staffing Tribunal <i>Tribunal de la dotation de la fonction publique</i>	Secrétariat du gouverneur général <i>Office of the Governor-General's Secretary</i>
Royal Canadian Mounted Police <i>Gendarmerie royale du Canada</i>	Service correctionnel du Canada <i>Correctional Service of Canada</i>
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee <i>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</i>	Statistique Canada <i>Statistics Canada</i>
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission <i>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</i>	Tribunal canadien des droits de la personne <i>Canadian Human Rights Tribunal</i>
Staff of the Federal Court <i>Personnel de la Cour fédérale</i>	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs <i>Canadian Artists and Producers Professional Relations Tribunal</i>
Staff of the Supreme Court <i>Personnel de la Cour suprême</i>	Tribunal canadien du commerce extérieur <i>Canadian International Trade Tribunal</i>
Statistics Canada <i>Statistique Canada</i>	Tribunal de la concurrence <i>Competition Tribunal</i>
Tax Court of Canada <i>Cour canadienne de l'impôt</i>	Tribunal de la dotation de la fonction publique <i>Public Service Staffing Tribunal</i>
Veterans Review and Appeal Board <i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	Tribunal de l'aviation civile <i>Civil Aviation Tribunal</i>
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) <i>Veterans Review and Appeal Board</i>

SCHEDULE V
(Sections 3 and 11)

SEPARATE AGENCIES

Canada Customs and Revenue Agency
Agence des douanes et du revenu du Canada

Canada Investment and Savings
Placements Épargne Canada

Canadian Food Inspection Agency
Agence canadienne d'inspection des aliments

Canadian Institutes of Health Research
Instituts de recherche en santé du Canada

Canadian Nuclear Safety Commission
Commission canadienne de sûreté nucléaire

Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires

Canadian Security Intelligence Service
Service canadien du renseignement de sécurité

Communications Security Establishment, Department of National Defence
Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale

Financial Consumer Agency of Canada
Agence de la consommation en matière financière du Canada

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Indian Oil and Gas Canada
Pétrole et gaz des Indiens Canada

National Capital Commission
Commission de la capitale nationale

National Energy Board
Office national de l'énergie

National Film Board
Office national du film

National Research Council of Canada
Conseil national de recherches du Canada

National Round Table on the Environment and the Economy
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Natural Sciences and Engineering Research Council
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Northern Pipeline Agency
Administration du pipe-line du Nord

ANNEXE V
(articles 3 et 11)

ORGANISMES DISTINCTS

Administration du pipe-line du Nord
Northern Pipeline Agency

Agence canadienne d'inspection des aliments
Canadian Food Inspection Agency

Agence de la consommation en matière financière du Canada
Financial Consumer Agency of Canada

Agence des douanes et du revenu du Canada
Canada Customs and Revenue Agency

Agence Parcs Canada
Parks Canada Agency

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada
Office of the Correctional Investigator of Canada

Bureau du surintendant des institutions financières
Office of the Superintendent of Financial Institutions

Bureau du vérificateur général du Canada
Office of the Auditor General of Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale
Communications Security Establishment, Department of National Defence

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Security Intelligence Review Committee

Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission

Commission canadienne de sûreté nucléaire
Canadian Nuclear Safety Commission

Commission de la capitale nationale
National Capital Commission

Commission des relations de travail dans la fonction publique
Public Service Labour Relations Board

Conseil de recherches en sciences humaines
Social Sciences and Humanities Research Council

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Natural Sciences and Engineering Research Council

Conseil national de recherches du Canada
National Research Council of Canada

Office of the Auditor General of Canada <i>Bureau du vérificateur général du Canada</i>	Instituts de recherche en santé du Canada <i>Canadian Institutes of Health Research</i>
Office of the Correctional Investigator of Canada <i>Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada</i>	Office national de l'énergie <i>National Energy Board</i>
Office of the Superintendent of Financial Institutions <i>Bureau du surintendant des institutions financières</i>	Office national du film <i>National Film Board</i>
Parks Canada Agency <i>Agence Parcs Canada</i>	Opérations des enquêtes statistiques <i>Statistics Survey Operations</i>
Public Service Labour Relations Board <i>Commission des relations de travail dans la fonction publique</i>	Personnel des fonds non publics, Forces canadiennes <i>Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces</i>
Security Intelligence Review Committee <i>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</i>	Pétrole et gaz des Indiens Canada <i>Indian Oil and Gas Canada</i>
Social Sciences and Humanities Research Council <i>Conseil de recherches en sciences humaines</i>	Placements Épargne Canada <i>Canada Investment and Savings</i>
Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces <i>Personnel des fonds non publics, Forces canadiennes</i>	Service canadien du renseignement de sécurité <i>Canadian Security Intelligence Service</i>
Statistics Survey Operations <i>Opérations des enquêtes statistiques</i>	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie <i>National Round Table on the Environment and the Economy</i>

SCHEDULE 2
(Section 13)

SCHEDULE
(Subsection 39(1))

DEFINITIONS

1. For the purposes of subsection 39(1) and this Schedule,

“common-law partner”
« conjoint de fait »

“common-law partner”, in relation to an individual, means a person who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year;

“member of the Women’s Royal Naval Services”
« personnel du Corps féminin de la Marine royale »

“member of the Women’s Royal Naval Services” means a person who

(a) enrolled in the Women’s Royal Naval Service,

(b) enrolled in Queen Alexandra’s Royal Naval Nursing Service or the reserve therefor, or

(c) enrolled as a medical or dental practitioner employed with the Medical Branch or Dental Branch of the Royal Navy with naval status for general service;

“person in receipt of a pension by reason of war service”
« pensionné de guerre »

“person in receipt of a pension by reason of war service” means a person who

(a) is in receipt of a pension

(i) by reason of service in World War I, or

(ii) by reason of service only in World War II, and who at the commencement of such service was domiciled in Canada or Newfoundland,

(b) has, from causes attributable to that service lost capacity for physical exertion to an extent that makes the person unfit to pursue efficiently the vocation that the person was pursuing before the war, and

ANNEXE 2
(article 13)

ANNEXE
(paragraphe 39(1))

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s’appliquent au paragraphe 39(1) et à la présente annexe.

« ancien combattant » Sous réserve du paragraphe 2(1) de la présente annexe, personne qui, selon le cas :

« ancien combattant »
“veteran”

a) pendant la Première Guerre mondiale, était en service actif outre-mer dans la marine, l’armée de terre ou l’aviation, ou a servi en haute mer sur un navire de guerre de Sa Majesté ou d’un allié de celle-ci, et a quitté le service ou a été démobilisée avec des états de service honorables;

b) pendant la Seconde Guerre mondiale, a été en mission hors de l’hémisphère occidental ou en haute mer sur un navire à bord duquel le service, à l’époque, était considéré comme « temps de mer » pour l’avancement des marins ou l’aurait été si le navire avait été affecté à la marine canadienne, alors qu’elle était en service actif :

(i) soit dans la marine, l’armée de terre ou l’aviation de Sa Majesté ou d’un allié de celle-ci, tout en ayant été, au début de son service actif, domiciliée au Canada ou à Terre-Neuve,

(ii) soit dans la marine, l’armée de terre ou l’aviation canadiennes et, sans avoir été domiciliée au Canada au début de son service actif, est citoyen canadien;

c) pendant la Seconde Guerre mondiale, a servi dans le personnel du Corps féminin de la Marine royale ou du *South African Military Nursing Service* hors de l’hémisphère occidental et était, au début de ce service, domiciliée au Canada ou à Terre-Neuve;

(c) has not been successfully re-established in any other vocation;

“survivor of a veteran”
« *survivant d'un ancien combattant* »

“survivor of a veteran” means the surviving spouse or surviving common-law partner of a person who, being a veteran, died from causes arising during the service by virtue of which the person became a veteran;

“veteran”
« *ancien combattant* »

“veteran” means, subject to subsection 2(1) of this Schedule, a person who

(a) during World War I was on active service overseas in the naval, army or air forces or who served on the high seas in a seagoing ship of war in the naval forces of His Majesty or of any of the Allies of His Majesty, and who has left that service with an honourable record or has been honourably discharged,

(b) during World War II was on active service

(i) in the naval, army or air forces of His Majesty or of any of His Majesty's Allies and at the commencement of that active service was domiciled in Canada or Newfoundland, or

(ii) in the naval, army or air forces of Canada, and, not being domiciled in Canada at the commencement of that active service, is a Canadian citizen,

and who, in the course of that service, performed duties outside of the Western Hemisphere, or on the high seas in a ship or other vessel service that was, at the time the person performed those duties, classed as “sea time” for the purpose of the advancement of naval ratings, or that would have been so classed had the ship or other vessel been in the service of the naval forces of Canada,

(c) during World War II served as a member of the Women's Royal Naval Services or as a member of the South African Military Nursing Service outside of the Western Hemisphere and who, at the commencement of her service during

d) d'après le certificat du sous-ministre des Affaires étrangères, a été enrôlée au Canada ou à Terre-Neuve par les autorités du Royaume-Uni pour une mission spéciale accomplie pendant la Seconde Guerre mondiale dans des zones de combat hors de l'hémisphère occidental et était, lors de son enrôlement, domiciliée au Canada ou à Terre-Neuve;

e) pendant la Seconde Guerre mondiale a servi hors de l'hémisphère occidental dans la marine, l'armée de terre ou l'aviation de Sa Majesté levées au Canada ou à Terre-Neuve, à titre de représentant des *Canadian Legion War Services Inc.*, du Conseil national des *Young Men's Christian Associations of Canada*, des *Knights of Columbus Canadian Army Huts*, ou des *Salvation Army Canadian War Services*, avec l'agrément des autorités militaires compétentes, et était, au début de ce service, domiciliée au Canada ou à Terre-Neuve.

« conjoint de fait » La personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an.

« conjoint de fait »
“*common-law partner*”

« hémisphère occidental » Les continents de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, leurs eaux territoriales et les îles avoisinantes, y compris Terre-Neuve, les Bermudes et les Antilles, mais à l'exclusion du Groenland, de l'Islande et des îles Aléoutiennes.

« hémisphère occidental »
“*Western Hemisphere*”

« pensionné de guerre » Personne qui, à la fois :

« pensionné de guerre »
“*person in receipt of a pension by reason of war service*”

a) reçoit une pension :

(i) soit en raison de ses états de service pendant la Première Guerre mondiale,

(ii) soit en raison de ses états de service pendant la Seconde Guerre mondiale et du fait qu'au début de ce service elle était domiciliée au Canada ou à Terre-Neuve;

World War II, was domiciled in Canada or Newfoundland,

(d) has been certified by the Deputy Minister of Foreign Affairs as having been enrolled in Canada or Newfoundland by United Kingdom authorities for special duty during World War II in war areas outside of the Western Hemisphere, and who served outside of the Western Hemisphere, and at the time of enrolment was domiciled in Canada or Newfoundland, or

(e) during World War II served outside of the Western Hemisphere with the naval, army or air forces of His Majesty raised in Canada or Newfoundland as a representative of Canadian Legion War Services, Inc., the National Council of the Young Men's Christian Associations of Canada, Knights of Columbus Canadian Army Huts, or Salvation Army Canadian War Services, was authorized so to serve by the appropriate naval, army or air force authority and who, at the commencement of that service with those forces during World War II, was domiciled in Canada or Newfoundland;

“Western Hemisphere”
« hémisphère occidentale »

“Western Hemisphere” means the continents of North and South America, the islands adjacent thereto and the territorial waters thereof, including Newfoundland, Bermuda and the West Indies, but excluding Greenland, Iceland and the Aleutian Islands;

“World War I”
« Première Guerre mondiale »

“World War I” means the war declared by His Majesty on August 4, 1914 against the Empire of Germany and subsequently against other powers;

“World War II”
« Seconde Guerre mondiale »

“World War II” means the war declared by His Majesty on the September 10, 1939 against the German Reich and subsequently against Italy, Finland, Hungary, Rumania and Japan.

2. (1) The definition “veteran” in section 1 of this Schedule does not include a person who

b) pour des causes attribuables à son service, a perdu la capacité de fournir un effort physique au point d’être inapte à exercer avec efficacité le métier qu’elle exerçait avant la guerre;

c) n’a pas réussi à s’établir dans un autre emploi.

« personnel du Corps féminin de la Marine royale » Personnes enrôlées :

a) soit dans le Corps féminin de la Marine royale;

b) soit dans le *Queen Alexandra’s Royal Naval Nursing Service* ou la réserve de celui-ci;

c) soit comme médecins ou dentistes au Service médical ou au Service dentaire de la Marine royale, avec les qualités requises par le service naval pour le service général.

« personnel du Corps féminin de la Marine royale »
“member of the Women’s Royal Naval Services”

« Première Guerre mondiale » Guerre déclarée par Sa Majesté le 4 août 1914 à l’Empire allemand (II^e Reich) et, par la suite, à d’autres puissances.

« Première Guerre mondiale »
“World War I”

« Seconde Guerre mondiale » Guerre déclarée par Sa Majesté le 10 septembre 1939 au III^e Reich allemand et, par la suite, à l’Italie, à la Finlande, à la Hongrie, à la Roumanie et au Japon.

« Seconde Guerre mondiale »
“World War II”

« survivant d’un ancien combattant » L’époux survivant ou le conjoint de fait survivant d’une personne décédée des suites de la guerre au titre de laquelle elle était ancien combattant.

« survivant d’un ancien combattant »
“survivor of a veteran”

2. (1) N’est pas considérée comme ancien combattant la personne qui :

(a) served outside of the Western Hemisphere or on the high seas only in that the person was a passenger in an aircraft, ship or other vessel, or only in that the person underwent a limited period of training in an aircraft, ship or other vessel incidental to a program of instruction, or

(b) by reason of the misconduct of the person, since September 10, 1939, ceased to serve in the naval, army or air forces of His Majesty or of any of His Majesty's Allies, to be a member of the Women's Royal Naval Services or the South African Military Nursing Service, to be enrolled for the special duty mentioned in the definition "veteran" in section 1 of this Schedule or to serve with the forces as a representative of Canadian Legion War Services Inc., the National Council of the Young Men's Christian Associations of Canada, Knights of Columbus Canadian Army Huts or Salvation Army Canadian War Services.

(2) For the purpose of determining whether a person is a veteran, World War II is deemed to have terminated

(a) in respect of service in connection with operations in the European and Mediterranean Theatres of War, on May 8, 1945; and

(b) in respect of service in connection with operations in the Pacific Theatre of War, on August 15, 1945.

a) soit s'est trouvée hors de l'hémisphère occidental ou en haute mer seulement en qualité de passager dans un aéronef ou navire, ou seulement pour une période limitée d'entraînement sur l'un de ces véhicules, dans le cadre d'un programme d'instruction;

b) soit, pour faute ou manquement au devoir militaire, a cessé, depuis le 10 septembre 1939, de servir dans la marine, l'armée de terre ou l'aviation de Sa Majesté ou d'un allié de celle-ci, ou de servir dans ces forces à titre de représentant des *Canadian Legion War Services Inc.*, du Conseil national des *Young Men's Christian Associations of Canada*, des *Knights of Columbus Canadian Army Huts*, ou des *Salvation Army Canadian War Services*, ou encore dans le personnel du Corps féminin de la Marine royale ou du *South African Military Nursing Service*, ou d'être affectée à une mission spéciale au sens de la définition de « ancien combattant » à l'article 1 de la présente annexe.

(2) Pour l'attribution du statut d'ancien combattant, la Seconde Guerre mondiale est réputée avoir pris fin :

a) le 8 mai 1945 en ce qui concerne les opérations sur les théâtres de guerre européen et méditerranéen;

b) le 15 août 1945 en ce qui concerne les opérations sur le théâtre de guerre du Pacifique.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing,
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa (Ontario) K1A 0S9